



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2006

Volume III

**Informations
et analyses
supplémentaires**

Canada¹

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2006

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S5

Internet: <http://publications.gc.ca>

Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Copie papier : N° de catalogue P51-1/2006-3F

ISBN 0-660-97175-5

Copie PDF : N° de catalogue P51-1/2006-3F-PDF

ISBN 0-662-71537-3

VOLUME III

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Table des matières

Section

- Introduction
- 1. États financiers des fonds renouvelables
- 2. Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*
- 3. Services professionnels et spéciaux
- 4. Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages
- 5. Acquisition de matériel et d'outillage
- 6. Paiements de transfert
- 7. Frais de la dette publique
- 8. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour
- 9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
- 10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement
- 11. Autres informations diverses
- 12. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente les états financiers vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

États financiers des fonds renouvelables

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel	1.2
Aliénation des biens immobiliers	1.7
Bureau de la traduction	1.11
Commission canadienne des grains	1.17
Conseils et Vérification Canada	1.26
CORCAN	1.31
Géomatique Canada	1.37
Office de la propriété intellectuelle du Canada	1.44
Office national du film	1.50
Passeport Canada	1.58
Production de défense	1.64
Services communs de télécommunications et d'informatique	1.65
Services immobiliers	1.71
Services optionnels	1.76

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers et les principes comptables généralement reconnus du Canada, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, l'équipe des finances du ministère a révisé ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de gestion du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Approuvé par :

*Directeur exécutif intérimaire,
Agence canadienne du pari mutuel*
DAVID LISTON pour TIM PETTIPAS

Agent financier supérieur à temps plein
ALAIN GELINAS

Agent financier supérieur
PIERRE CORRIVEAU pour TERRY HEARN

le 6 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets		(1 101)		490
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	150	29	150	(273)
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	150	(1 072)	150	217
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	150	33	150	79
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		90		52
Autorisation fournie (employée)		(1 195)		86

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(1 235)	(1 913)
Plus : imputation des CAFE sur le compte de crédit après le 31 mars	1 326	883
Moins:		
Montants crédités au compte de crédit après le 31 mars	36	109
Ajustement d'autorisation non employée d'exercice précédent	(12)	(11)
Autorisation nette employée (fournie), à la fin de l'exercice	67	(1 128)
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	1 933	3 128

1.2 ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUEVABLES

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Suite*

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	36	109	Tiers		
Tiers	741	636	Créditeurs (note 4)	1 162	782
Avance à justifier consentie aux employés	2	2	Salaires et vacances courus	389	335
Frais payés d'avance	13	38		1 551	1 117
	792	785	À long terme		
Immobilisations (note 3)			Provision pour indemnités de cessation d'emploi ..	411	552
Au coût	2 350	2 317	ACTIF NET / PASSIF NET (note 4)	(80)	343
Moins : amortissement cumulé	1 260	1 090			
	1 090	1 227			
	1 882	2 012		1 882	2 012

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable de l'Agence canadienne
du pari mutuel—Suite**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF (PASSIF)
NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	13 910	14 089
Autres	26	
	<u>13 936</u>	<u>14 089</u>
Frais d'exploitation		
Personnel		
Traitements et salaires	4 823	3 972
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 236	1 024
Provision pour prestations de cessation d'emploi	(141)	31
Transport et télécommunications	843	829
Information	22	11
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants	2 298	2 616
Contrôle des courses	2 288	2 254
Service photographique d'arrivée	602	594
Recherche sur les stupéfiants	1 041	1 057
Autres services professionnels et spéciaux	1 075	739
Locations	530	501
Achat de services de réparation et d'entretien	3	7
Services publics, matériaux et fournitures	247	268
Perte sur aliénation d'immobilisations		5
Amortissement	170	186
Capitalisation d'immobilisations à posteriori		(495)
	<u>15 037</u>	<u>13 599</u>
Résultats nets	(1 101)	490
Actif (passif) net, au début de l'exercice	343	(108)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 4)	678	(39)
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice	(80)	343

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités d'exploitation :		
Résultats nets avant éléments extraordinaires	(1 101)	490
Plus :		
Amortissement	170	186
Capitalisation d'immobilisation à posteriori		(495)
Perte sur aliénation d'immobilisations		5
Provision pour prestations de cessation d'emploi	(141)	31
	<u>(1 072)</u>	<u>217</u>
Variation d'actif et passif à court terme	427	(99)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	<u>(645)</u>	<u>118</u>
Activités d'investissement :		
Immobilisations:		
Achetées	(33)	(86)
Produit de l'aliénation d'immobilisations		7
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	<u>(33)</u>	<u>(79)</u>
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	<u>(678)</u>	<u>39</u>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	<u>1 913</u>	<u>1 874</u>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	<u>1 235</u>	<u>1 913</u>

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et but

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel a été établi en vertu de la *Loi n°1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n°1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobilisés et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Les imputations au Fonds doivent inclure les frais d'administration de la surveillance des hippodromes de même que les coûts de la recherche sur les stupéfiants destinés aux équidés et aux techniques de surveillance des courses, y compris les coûts associés à la publication, à la distribution et à la vente des résultats de ces recherches. Tous les revenus provenant des activités approuvées par le Conseil du Trésor doivent être crédités au Fonds.

L'utilisation de l'autorisation du Fonds est contrôlée à travers l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Il se compose du total des opérations au comptant nettes du Trésor, des éléments d'actif nets originaux transférés au Fonds au tout début et de toutes les radiations ultérieures du déficit ou surplus. Au cours de l'exercice, la variation de celle-ci représente les ressources financières nettes employées ou fournies par le Fonds.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

a) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

b) Immobilisations

Les immobilisations acquises avant le 1^{er} avril 1970 à même les crédits parlementaires sont enregistrées au Fonds à une valeur déterminée à cette date par

les agents du ministère, conformément à la circulaire 1970-7 du Conseil du Trésor. Les acquisitions ultérieures sont enregistrées au prix coûtant et sont amorties selon la méthode de la modalité linéaire à partir de l'exercice de leur acquisition jusqu'à la fin de leur vie utile estimative, à savoir :

Ameublement et équipement	10 ans
Équipement de traitement électronique des données	3 ans
Véhicules automobiles et autres véhicules	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Améliorations locatives	moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail

c) Régime de retraite

Les employés de l'Agence canadienne du pari mutuel affectés à l'exploitation du Fonds renouvelable sont soumis aux dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans l'imputation au Fonds des avantages sociaux. Les prestations sont tirées des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

d) Prestations de cessation d'emploi

Les prestations de cessation d'emploi des employés s'accumulent en fonction de leurs années de service au gouvernement du Canada, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est inscrit dans les comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

e) Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la gestion établisse des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités liées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les estimations comptables sont utilisées principalement pour la provision de prestation de cessation d'emploi et les charges à payer courues. Les résultats réels pourraient différer des estimations comptables et le cas échéant des corrections seront apportées à l'exercice financier en cours à ce moment-là.

**Fonds renouvelable de l'Agence canadienne
du pari mutuel—Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

3. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acqui- sitions	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	835		835
Équipement de traitement électronique de données	216	33	249
Véhicules automobiles et autres véhicules	60		60
Bâtiments	575		575
Améliorations locatives	532		532
Terrains	99		99
	2 317	33	2 350

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortis- sement	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	207	83	290
Équipement de traitement électronique de données	198	26	224
Véhicules automobiles et autres véhicules	18	6	24
Bâtiments	575		575
Améliorations locatives	92	55	147
	1 090	170	1 260
	1 227		1 090

4. Redressement sur exercice antérieur

Le montant du passif couru pour éventualités a été inscrit à l'exercice antérieur. Le montant des frais courus a augmenté de 10 000\$ et le surplus accumulé a diminué du même montant. Ce montant était enregistré auparavant par les agences centrales du Gouvernement du Canada.

5. Chiffres comparatifs

Les montants correspondants de la période précédente ont été reclassifiés pour qu'ils soient conformes à la présentation utilisée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers tels qu'exigés par la Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et selon les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité première de ces états financiers, concernant l'intégrité et de l'objectivité des données, incombe à la gestion du Fonds. Cette responsabilité relève principalement de la direction générale des finances qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes appropriés de gestion financière, de comptabilité et de rapports.

Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport et de comptabilité, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des

données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par un cabinet d'expert-comptable accrédité externe, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Le rôle des vérificateurs était d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds en date du 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Le Rapport du vérificateur (son opinion) est annexé aux états financiers.

À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans ces états financiers.

Approuvé par :

*Agent financier principal,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 6 juin 2006

*Sous-ministre adjoint pi,
Direction générale des biens immobiliers*
TIM MCGRATH

le 2 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	9 000	3 888	11 888	7 049
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds		842		(386)
Autorisation fournie	9 000	3 046	11 888	7 435

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2 439)	(3 094)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars		
Dépôts sur aliénations	409	968
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars		746
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	(2 030)	(2 872)
Limite de l'autorisation (note 1)	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	7 030	7 872

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—Suite

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers au 31 mars 2006 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle

comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables présentés dans la note 2.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 19 mai 2006

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF ET ACTIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit		746	Créditeurs et charges à payer		
Travaux en cours	2 970	2 128	Gouvernement du Canada		115
			Tiers	30	
			Dépôts sur aliénations	379	853
				409	968
			ACTIF NET (note 3)	2 561	1 906
	2 970	2 874		2 970	2 874

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus	6 765	9 302
Frais d'exploitation		
Honoraires payés	1 802	1 233
Déboursés	1 075	1 020
	2 877	2 253
Résultats nets	3 888	7 049
Actif net, au début de l'exercice	1 906	2 951
Transfert en partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)	(3 888)	(7 049)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	655	(1 045)
Actif net, à la fin de l'exercice	2 561	1 906

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités d'exploitation		
Résultats nets	3 888	7 049
Variation du fonds de roulement (note 4)	(655)	1 045
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	3 233	8 094
Activités de financement		
Transfert en partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)	(3 888)	(7 049)
Ressources financières nettes employées par les activités de financement	(3 888)	(7 049)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(655)	1 045
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	3 094	2 049
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 3)	2 439	3 094

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers a été établi en 1996 en vertu de l'article 5.1 de la *Loi sur les fonds renouvelables* afin d'offrir un mécanisme à l'intérieur du Programme des services pour financer les services d'aliénation des biens immobiliers fédéraux. Tous les produits de la vente, moins les coûts et les dépenses liés à l'aliénation, sont déposés au Trésor. Tout surplus accumulé à la fin de l'année dans le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers, en sus de 5 000 000 \$, est déposé au Trésor, et le ministère soumet des rapports annuels au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada au moment de l'établissement du Budget principal des dépenses. Ceci est conforme aux modalités approuvées dans la décision #822056 du Conseil du Trésor le 19 janvier 1995.

Le Fonds renouvelable a reçu du Parlement une autorisation permanente et continue en vue d'effectuer des paiements au moyen du Trésor pour financer un fonds de roulement suffisant. Le total de ce financement ne peut excéder en aucun temps la somme de 5 000 000 \$.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et pour les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus sont reconnus dans la période comptable au cours de laquelle les deux éléments suivants existent; le titre est transféré à l'acheteur et le paiement complet est reçu par l'État. Les dépenses sont comptabilisées sur la base de la comptabilité d'exercice.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

c) Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de la main-d'oeuvre et les déboursés encourus pour les services rendus ou les biens livrés pour les aliénations ou transferts non finalisés à la fin de l'exercice.

d) Dépôts sur aliénations

Les dépôts sur les aliénations des biens immobiliers constituent des recettes sur des aliénations futures qui ne sont pas finalisées à la fin de l'exercice financier.

3. Actif net

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2 439)	(3 094)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	5 000	5 000
Résultats nets	3 888	7 049
Transfert en partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1).....	(3 888)	(7 049)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	5 000	5 000
	<u>2 561</u>	<u>1 906</u>

4. Variation du fonds de roulement

	2006	2005	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actifs à court terme.....	2 970	2 874	(96)
Passifs à court terme	409	968	(559)
			<u>(655)</u>

5. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable comprennent des fonds en transit et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par la Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et selon les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité première de ces états financiers, concernant l'intégrité et de l'objectivité des données, incombe à la gestion du Fonds. Cette responsabilité relève principalement de la direction générale des finances qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes appropriées de gestion financière, de comptabilité et de rapports.

Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport et de comptabilité, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la

sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par un cabinet d'expert-comptable accrédité externe, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Le rôle des vérificateurs était d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds en date du 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Le Rapport du vérificateur (son opinion) est annexé aux états financiers.

À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans ces états financiers.

Approuvé par :

*Agent financier principal,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 6 juin 2006

*Présidente-directrice générale,
Bureau de la traduction*
FRANCINE KENNEDY

le 2 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	(1 868)	8 790	(833)	5 892
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	4 390	3 763	3 641	3 631
Fonds provenant de l'exploitation	2 522	12 553	2 808	9 523
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	2 000	3 320	2 850	2 895
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	522	(15)	(42)	38
Autorisation fournie		9 248		6 590

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(24 348)	(15 556)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	11 016	14 148
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	21 872	23 346
Virement du Conseil du Trésor— Éventualités régulier		1 202
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(35 204)	(25 956)
Limite de l'autorisation (note 1)	10 000	10 000
Autorisation non employée reportée	45 204	35 956

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—Suite

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction au 31 mars 2006 et les états des résultats et de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des

principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables présentés dans la note 2.

PriceWaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 12 mai 2006

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Encaisse	131	164	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	385	1 562
Gouvernement du Canada	21 402	22 854	Tiers	10 790	12 867
Tiers	642	551	Autres passifs	6 165	4 344
Autres actifs (note 3)	338	346		17 340	18 773
Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi—Portion à court terme	1 577	1 202	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	29 615	30 509
	24 090	25 117		46 955	49 282
Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi	10 123	11 700	PASSIF NET (note 5)	(3 029)	(3 027)
Immobilisations (note 4)	9 713	9 438			
	43 926	46 255		43 926	46 255

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF (PASSIF) NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus (note 7)	205 102	199 678
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	128 284	132 166
Indemnités de cessation d'emploi	1 639	2 719
Services professionnels et spéciaux	39 296	31 914
Services ministériels et administratifs	9 055	8 109
Coûts d'occupation	8 542	9 056
Transports et télécommunications	3 633	3 472
Amortissement	2 853	2 322
Services publics, fournitures et approvisionnements	1 739	2 943
Achat de services de réparation et d'entretien	658	668
Information	246	252
Location	159	156
Autres dépenses	202	7
Mauvaises créances	6	2
	196 312	193 786
Résultats nets	8 790	5 892
Actif (passif) net, au début de l'exercice	(3 027)	2 382
Ressources financière nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(8 792)	(11 301)
Passif net, à la fin de l'exercice	(3 029)	(3 027)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités d'exploitation		
Résultats nets	8 790	5 892
Éléments n'utilisant pas l'autorisation de fonds		
Amortissement	2 853	2 322
Radiation d'immobilisations	192	
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1 639	2 719
	13 474	10 933
Variation du fonds de roulement (note 8)	(31)	3 950
Encaissement des frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi	1 202	1 149
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(2 533)	(1 836)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	12 112	14 196
Activités d'investissement		
Immobilisations—Acquisitions	(3 320)	(2 895)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(3 320)	(2 895)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	8 792	11 301
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	15 556	4 255
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	24 348	15 556

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Bureau de la traduction a été créé en 1934 à la suite de l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*. En avril 1993, le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1^{er} avril 1995. Cette décision a été confirmée dans le budget de dépenses supplémentaire (D) de 1994-1995.

Le Fonds renouvelable a été créé le 1^{er} avril 1995 et est responsable de la prestation des services de traduction, d'interprétation et de terminologie. Conformément avec l'article 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Fonds renouvelable a reçu du Parlement une autorisation permanente et continue en vue d'effectuer des paiements au moyen du Trésor et de dépenser, pour les fins du Fonds, tous les revenus perçus pour ces fins. Le dépassement maximum des dépenses sur les revenus, effectué aux fins du Fonds, ne peut excéder en aucun temps la somme de 75 millions de dollars.

La décision du Conseil du Trésor (CT) #822560 du 22 février 1995, ainsi que celles du 10 juillet 1996 (décision #824299) et du 11 décembre 1997 (décision #825830) autorisaient la radiation des pertes de fonctionnement du Fonds du Bureau de la traduction pour les six premiers exercices d'exploitation du Fonds renouvelable. Aucun montant n'a été radié en 2000-2001 et en 1999-2000 puisque le Fonds renouvelable était en situation de surplus.

En vertu de l'article 29.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, par l'entremise des Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2001-2002 (décision du Conseil du Trésor #829357 en date du 8 novembre 2001), l'autorisation de prélèvement nette du Fonds a été réduite de 75 000 000 \$ à 10 000 000 \$.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et pour

les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

c) Immobilisations

Les actifs composés de matériel et outillage, matériel informatique et logiciels informatiques sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée économique à partir du mois suivant leur acquisition. Les améliorations locatives sont amorties sur la plus courte de deux durées soit: la durée restante du bail, ou sur la vie utile de l'amélioration.

<u>Catégorie</u>	<u>Durée économique estimative</u>
Matériel et outillage	10-15 ans
Matériel informatique	3-5 ans
Logiciels informatiques	3-5 ans

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de services au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Une provision est prévue au titre des indemnités de cessation d'emploi se rapportant aux services antérieurs au 1^{er} avril 1995. Le compte "Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi" est utilisé pour comptabiliser les indemnités réalisées avant le 1^{er} avril 1995. Le compte est réduit à mesure que les avantages sociaux sont payés aux employés affectés et deviennent recouvrables du Conseil du Trésor. Le Conseil du Trésor continuera de rembourser les

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

indemnités de cessation d'emploi payées par le Bureau, pour les services antérieurs au 1^{er} avril 1995, jusqu'au 31 mars 2010. Après le 31 mars 2010, le Conseil du Trésor n'a plus l'obligation de rembourser pour les services payés.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	297	311
Autres avances	41	35
	338	346

4. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice		Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice	
		Radiation			
	(en milliers de dollars)				
Matériel et outillage	114				114
Matériel informatique	1 597		199		1 796
Logiciels informatiques	8 952		2 502		11 454
Actifs en construction	207	(192)	619		634
Améliorations locatives	3 513				3 513
	14 383	(192)	3 320		17 511
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice		Amortissement de l'exercice courant	Solde à la fin de l'exercice	
		Radiation			
	(en milliers de dollars)				
Matériel et outillage	42		11		53
Matériel informatique	998		263		1 261
Logiciels informatiques	3 202		1 876		5 078
Améliorations locatives	703		703		1 406
	4 945		2 853		7 798
Net	9 438		9 713		9 713

5. Passif net

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(24 348)	(15 556)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	12 529	6 637
Résultats nets	8 790	5 892
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	21 319	12 529
	(3 029)	(3 027)

6. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'un bail d'exploitation. Les paiements de location à venir sont les suivants :

(en milliers de dollars)

Exercice se terminant le 31 mars	
2007	9 092
2008	7 194
2009	3 770
2010	776
2011 et suivants	464
	21 296

7. Revenus

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Services de traduction	200 781	195 563
Services d'interprètes	2 861	2 667
Ventes de Termium	1 300	1 064
Autres	160	384
	205 102	199 678

8. Variation du fonds de roulement

	2006	2005	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actifs à court terme	24 090	25 117	1 027
Moins: frais reportés pour indemnités cessation d'emploi— Portion à court terme	1 577	1 202	(375)
	22 513	23 915	1 402
Passifs à court terme	17 340	18 773	(1 433)
	5 173	5 142	(31)

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

10. Instruments financiers

Les instruments financiers du fonds renouvelable comprennent l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Les services financiers de la Commission canadienne des grains élaborent et diffusent les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une

certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité maximales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes. Les vérificateurs doivent exprimer une opinion indépendante qui révèle si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2006, et les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé, conformément aux principes comptables des fonds renouvelables du Gouvernement du Canada. Cette opinion est annexée aux états financiers. Le comité de vérification du Fonds a approuvé l'émission des états financiers.

Le modèle de prévision des coûts est en place depuis cinq ans et aidera à établir les coûts en vue de se conformer aux exigences de la *Loi sur les frais d'utilisation*.

Approuvé par :

Commissaire en chef
CHRIS HAMBLIN

le 19 juin 2006

Chef de la direction financière
SHARON McSHANE

le 16 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Bénéfice (perte) net pour l'exercice	473	(4 068)	319	(5 514)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	2 199	3 309	1 700	2 504
Fonds provenant de l'exploitation	2 672	(759)	2 019	(3 010)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	2 545	2 062	1 892	2 962
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		(3 070)		1 731
Autorisation fournie (employée)	127	249	127	(7 703)

CONCILIATION DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(8 296)	(12 165)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	(3 502)	616
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	127	127
Autorisation nette employée (fournie) à la fin de l'exercice	(11 925)	(11 676)
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	13 925	13 676

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU COMMISSAIRE EN CHEF ET AUX COMMISSIONNAIRES DU FONDS RENOUVELABLE DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

Nous avons vérifié le bilan du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2006 et les états des résultats de fonctionnement, de l'évolution de l'excédent des actifs financiers sur le passif, du surplus accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 2006 ainsi que de ses résultats de fonctionnement, de l'évolution de l'excédent de ses actifs financiers sur son passif et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 19 mai 2006

BILAN
31 MARS
(en milliers de dollars)

	2006	2005
ACTIF		
Actifs financiers		
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds (note 8)	8 296	12 165
Comptes débiteurs (note 3)	5 008	5 382
	<u>13 304</u>	<u>17 547</u>
PASSIF		
Comptes créditeurs et charges à payer	1 120	1 241
Salaires	1 290	2 770
Congés annuels et heures supplémentaires	2 639	2 041
Revenus reportés (note 5)	76	312
Indemnités de cessation d'emploi (note 6)	5 610	4 982
	<u>10 735</u>	<u>11 346</u>
Excédent des actifs financiers sur le passif	2 569	6 201
Actifs non financiers (note 2)		
Autres actifs	123	155
Immobilisations corporelles (note 4)	5 309	5 713
	<u>5 432</u>	<u>5 868</u>
	<u>8 001</u>	<u>12 069</u>
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	4 941	4 941
Surplus accumulé	3 060	7 128
	<u>8 001</u>	<u>12 069</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par:

Administrateur général
CHRIS HAMBLIN

Fonctionnaire des finances principal
SHARON McSHANE

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006									2005	
	Inspection prévue au budget	Inspection réelle	Pondération prévue au budget	Pondé- ration réelle	Recherche prévue au budget	Recherche réelle	Protection des producteurs prévue au budget	Prote- ction des producteurs réelle	Total prévu au budget	Total réel	Total réel
Revenus											
Honoraires de services	23 486	26 023	10 177	10 634			17	17	33 680	36 674	33 671
Crédits spéciaux (note 7)	11 873	12 106	1 258	1 101	5 181	5 503	2 722	3 302	21 034	22 012	15 980
Crédits parlementaires (note 7)					4 208	4 331	1 051	962	5 259	5 293	5 849
Revenus de contrats	1 272	1 629	15	42			18	33	1 305	1 704	1 919
Droits exigés pour des licences							356	392	356	392	352
Revenus, montant total	36 631	39 758	11 450	11 777	9 389	9 834	4 164	4 706	61 634	66 075	57 771
Charges											
Salaires et charges sociales	33 952	33 753	10 949	10 852	7 098	7 136	3 734	3 569	55 733	55 310	49 695
Loyers	2 264	2 195	473	421	901	902	215	213	3 853	3 731	3 717
Déplacements	2 441	1 766	614	411	448	370	465	246	3 968	2 793	2 450
Réparations et fournitures	1 798	1 303	510	290	828	705	175	100	3 311	2 398	2 377
Amortissement	1 517	1 322	326	262	549	485	131	105	2 523	2 174	1 857
Services professionnels et spéciaux	871	792	269	198	315	279	723	546	2 178	1 815	1 788
Communications	675	485	248	160	187	139	171	94	1 281	878	904
Autres charges	(2 679)	919	(624)	44	(937)	60	(971)	21	(5 211)	1 044	497
Charges, montant total	40 839	42 535	12 765	12 638	9 389	10 076	4 643	4 894	67 636	70 143	63 285
Perte nette de l'exercice	4 208	2 777	1 315	861		242	479	188	6 002	4 068	5 514

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Surplus accumulé au début de l'exercice	7 128	12 642
Perte nette de l'exercice	4 068	5 514
Surplus accumulé à la fin de l'exercice	3 060	7 128

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'EXCÉDENT DES ACTIFS FINANCIERS SUR LE PASSIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2006 Prévu au budget (non vérifié)	2006 Réel	2005 Réel
Perte nette de l'exercice.....	(6 002)	(4 068)	(5 514)
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	(1 771)	(1 771)	(2 969)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	2 523	2 174	1 857
Gain à la vente d'immobilisations corporelles.....		(3)	(7)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles.....		4	7
	752	404	(1 112)
Acquisition d'autres actifs.....		(123)	(155)
Utilisation d'autres actifs.....		155	237
		32	82
Diminution de l'excédent des actifs financiers sur le passif.....	(5 250)	(3 632)	(6 544)
Excédent des actifs financiers sur le passif au début de l'exercice.....	6 201	6 201	12 745
Excédent des actifs financiers sur le passif à la fin de l'exercice.....	951	2 569	6 201

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Ressources financières liées aux		
Activités de fonctionnement		
Perte nette de l'exercice.....	(4 068)	(5 514)
Éléments hors trésorerie inclus dans le déficit de l'exercice		
Amortissement (note 4).....	2 174	1 857
Provision pour indemnités de cessation d'emploi.....	842	654
Gain à la cession d'immobilisations corporelles.....	(3)	(7)
	(1 055)	(3 010)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Comptes débiteurs.....	374	(481)
Autres actifs.....	32	76
Passifs.....	(1 453)	1 762
Ressources financières nettes liées aux activités de fonctionnement.....	(2 102)	(1 653)
Dépenses en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	(1 771)	(2 969)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles.....	4	7
Ressources financières nettes liées aux dépenses en immobilisations.....	(1 767)	(2 962)
Ressources financières nettes affectées et variation de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice.....	(3 869)	(4 615)
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice.....	12 165	16 780
Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice.....	8 296	12 165

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission canadienne des grains (CCG) détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la Loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs, et d'assurer l'approvisionnement du marché intérieur et des marchés étrangers en une denrée fiable.

En mai 2005, le Parlement a adopté le projet de loi C-40 visant à modifier la *Loi sur les grains du Canada* et la *Loi sur les transports au Canada*, obligeant le gouvernement à entreprendre un examen exhaustif indépendant de la CCG et des dispositions et du fonctionnement de la *Loi sur les grains du Canada*. Les recommandations seront présentées devant le Parlement le 1^{er} août 2006.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés selon les normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, lesquelles sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables ayant servi à la préparation de ces états financiers sont les suivantes :

Constatations des revenus et des charges

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés par suite de la prestation de biens ou de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une créance. Les revenus qui ont été reçus mais qui ne sont pas encore gagnés sont présentés à titre de revenus reportés. Les revenus reportés se rapportent essentiellement aux droits exigés pour les licences reçus qui couvrent une période de 12 mois.

Sauf indication contraire, les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires continus reçus pour les dépenses liées à la nomination des commissaires adjoints par le gouverneur en conseil et les charges du Laboratoire de recherches sur les grains ont été inscrits comme revenus du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le « Fonds renouvelable »).

Les crédits parlementaires se rapportant aux prestations de cessation d'emploi accumulées avant le 1^{er} avril 1995 et versées par la CCG ont été inscrits dans les comptes débiteurs liés au Conseil du Trésor.

Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds correspond au montant de l'autorisation permanente du Fonds qui a été utilisé depuis l'établissement du Fonds.

Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont établis aux montants censés être finalement réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont le paiement d'intérêts ou de capital est en souffrance depuis 90 jours.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers et les immobilisations corporelles sont comptabilisés par la CCG à titre d'actifs à utiliser pour la prestation de services dans les exercices à venir. Ces actifs ne fournissent habituellement pas de ressources pour régler les passifs de la CCG, à moins qu'ils ne soient vendus.

Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds renouvelable le 1^{er} avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et comptabilisées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1^{er} avril 1995 sont inscrites au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds renouvelable.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont inscrites à l'actif à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue, à compter du mois suivant l'acquisition, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	5-10 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Congés annuels

Les congés annuels et les congés compensateurs sont passés en charges au fur et à mesure que les employés cumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives et ces congés sont constatés dans les comptes du Fonds renouvelable à la fin de l'exercice, d'après les dossiers des employés.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés cumulent des indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service au

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Suite

gouvernement du Canada, tel qu'il est stipulé dans leurs conventions de travail. La CCG comptabilise les indemnités de cessation d'emploi que les employés ont accumulées après le 31 mars 1995. Ces états financiers ne contiennent aucune provision à l'égard des indemnités de cessation d'emploi cumulées par les employés jusqu'au 31 mars 1995. Ces indemnités représentent une obligation de la CCG qui sera financée par le Conseil du Trésor.

Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre de charges sociales. Les prestations de retraite sont versées à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser de cotisations pour toute insuffisance actuarielle du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

Intérêts sur prélèvements

Des intérêts sont imputés au Fonds renouvelable à un taux fixé par le Conseil du Trésor. Les intérêts débiteurs sont calculés tous les mois sur le solde de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le Conseil du Trésor ne paie pas d'intérêts lorsque survient un excédent qui élimine la nécessité d'un prélèvement sur l'autorisation.

Incertitude relative à la mesure

Pour préparer ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et établir des hypothèses qui touchent les montants présentés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants présentés des revenus et des charges durant les exercices visés. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'obligation à l'égard des indemnités de cessation d'emploi. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimés. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

3. Comptes débiteurs

	2006	2005
Comptes débiteurs liés à des apparentés (note 11)	507	804
Tiers	5 161	4 701
	5 668	5 505
Moins: la provision pour créances douteuses	(660)	(123)
	5 008	5 382

4. Immobilisations corporelles

	Coût			Amortissement cumulé				Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Diminution	Solde de clôture	2006	2005
Matériel scientifique	7 045	1 604	83	8 566	4 651	1 163	83	5 731	2 835	2 394
Matériel et mobilier de bureau	981	6	17	970	926	50	16	960	10	55
Matériel opérationnel	647	20	12	655	426	62	12	476	179	221
Matériel informatique et logiciels	7 655	384	143	7 896	6 018	750	143	6 625	1 271	1 637
Améliorations locatives	4 780	55		4 835	3 374	447		3 821	1 014	1 406
	21 108	2 069	255	22 922	15 395	2 472	254	17 613	5 309	5 713

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles dont le coût historique s'élevait à 298 000 \$ et un solde d'amortissement cumulé de 298 000 \$ ont été transférés à CCG par un apparenté. La direction a établi que ces immobilisations corporelles continuent à être utilisées et qu'elles sont actuellement en exploitation.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)—*Suite*

5. Revenus reportés

	2006	2005
Report prospectif de revenus provenant de crédits (note 7)		219
Revenus reportés provenant de licences	74	74
Autres revenus reportés	2	19
	<u>76</u>	<u>312</u>

6. Indemnités de cessation d'emploi

La CCG offre à ses employés des indemnités de cessation d'emploi selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont capitalisées au moyen d'une charge à payer mensuelle sur les salaires. La CCG calcule l'obligation au titre des indemnités de cessation d'emploi selon un taux estimatif de 2,25 pour cent. Les indemnités de cessation d'emploi cumulées par les employés avant le 1^{er} avril 1995 sont financées par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

	2006	2005
Indemnités de cessation d'emploi au début de l'exercice	4 982	4 556
Charge de l'exercice	842	654
Indemnités versées durant l'exercice	(214)	(228)
Indemnités de cessation d'emploi à la fin de l'exercice	<u>5 610</u>	<u>4 982</u>

7. Crédits parlementaires

La CCG est financée au moyen de crédits continus, de crédits spéciaux, d'une autorisation à dépenser les droits recouverts et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$. La marge de crédit du Fonds renouvelable fait présentement l'objet d'un gel depuis l'exercice 2003-2004. Pour répondre aux besoins en constante évolution de l'industrie céréalière tout en maintenant sa stabilité financière, la CCG a mis au point et retenu certaines solutions viables à long terme.

Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats de fonctionnement et le bilan d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, les résultats de fonctionnement nets de la CCG pour l'exercice calculés selon le financement public diffèrent des résultats de fonctionnement nets calculés selon la comptabilité d'exercice. Un rapprochement de ces écarts est présenté dans les tableaux qui suivent.

Une réduction de 6 413 600 \$ des dépenses non spécifiques a été apportée au budget de 2005-2006, laquelle est reflétée dans les autres dépenses. Le montant total du budget attribué aux autres dépenses s'est élevé à 1 201 861 \$, compte non tenu de cette réduction.

Le coût de fonctionnement net correspond au montant total des revenus, moins les crédits spéciaux et les crédits parlementaires minorés du montant total des charges.

Rapprochement du coût de fonctionnement net et des crédits utilisés au cours de l'exercice écoulé

	2006	2005
Coût de fonctionnement net	31 373	27 343
Éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les crédits		
Report prospectif de crédits non utilisés	(219)	219
Remboursement de prestations de cessation d'emploi	519	244
Affectation bloquée, publicité		12
Règlement de conventions collectives		(119)
Surplus accumulé utilisé	(4 068)	(5 514)
Crédits utilisés au cours de l'exercice écoulé	<u>27 605</u>	<u>22 185</u>

Crédits reçus

	2006	2005
Crédits spéciaux et autres crédits	22 312	16 336
Crédits parlementaires	5 293	5 849
Crédits reçus au cours de l'exercice écoulé	<u>27 605</u>	<u>22 185</u>

Rapprochement des revenus provenant de crédits

	2006	2005
Revenus provenant de crédits spéciaux	21 000	15 000
Mandats de la Gouverneure générale	1 312	
Budget supplémentaire des dépenses		891
Report prospectif de crédits non utilisés	219	
Remboursement de prestations de cessation d'emploi	(519)	(244)
Vérification interne		69
Surplus du Fonds renouvelable		(127)
Règlement de conventions collectives		391
	<u>22 012</u>	<u>15 980</u>
Crédits parlementaires	5 293	5 849
Revenus provenant de crédits, montant total	<u>27 305</u>	<u>21 829</u>

Les ententes de financement du gouvernement fédéral avec la CCG ont doté cette dernière d'un crédit spécial de 21 000 000 \$ pour lui permettre de continuer à remplir son mandat.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—Suite

Nominations

Les charges liées à la nomination des commissaires adjoints par le gouverneur en conseil sont payées à même les crédits parlementaires. Ces montants figurent dans les états financiers et s'établissent comme suit :

	2006	2005
Salaires et charges sociales	747	669
Déplacements et déménagements	86	61
Loyers	36	29
Réparations, fournitures et charges diverses	17	11
Services professionnels et spéciaux	23	22
Communications	37	38
Indemnités de cessation d'emploi	12	4
Affranchissement et fret	4	4
Revenus provenant de crédits parlementaires pour les charges liées aux nominations	962	838

Laboratoire de recherches sur les grains

Les crédits parlementaires servent à payer une partie des charges engagées par le Fonds renouvelable pour le Laboratoire de recherches sur les grains. Ces sommes sont incluses dans les états financiers et s'établissent comme suit :

	2006	2005
Salaires et charges sociales	3 010	3 436
Déplacements et déménagements	141	138
Loyers	617	585
Réparations, fournitures et charges diverses	330	559
Services professionnels et spéciaux	101	132
Communications	55	92
Indemnités de cessation d'emploi	50	32
Affranchissement et fret	27	37
Revenus provenant de crédits parlementaires pour le Laboratoire de recherches sur les grains	4 331	5 011
Revenus provenant de crédits parlementaires pour les charges liées aux nominations	962	838
Total des revenus provenant de crédits parlementaires	5 293	5 849

Pour l'exercice 2004-2005, les revenus provenant des crédits parlementaires se sont établis à 6 068 000 \$. Le montant de 219 000 \$, tiré du report prospectif admissible de 5 pour cent, provient du processus d'approbation supplémentaire de l'exercice 2005-2006.

8. Imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

L'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable est incluse dans les montants qui suivent :

	2006	2005
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	5 610	4 982
Variations du fonds de roulement	(48)	678
Ressources liées aux activités de fonctionnement	2 734	6 505
Total de l'imputation nette cumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable	8 296	12 165

9. Engagements en vertu de contrats de location

Des contrats de location-exploitation pour des bureaux ont été conclus principalement avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Trois contrats importants expirent à la fin de l'exercice 2006-2007. Au cours des cinq prochains exercices, les versements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats sont les suivants :

2007	3 466
2008	342
2009	142
2010	142
2011 et par la suite	138
	4 230

10. Passifs éventuels

Des réclamations ont été présentées à la CCG dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées. L'issue de ces actions en justice ne peut être déterminée à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers à l'égard de ces réclamations.

Les employés ont le droit de cumuler des jours de congés de maladie. Toutefois, ces congés ne sont pas acquis et ne sont accordés qu'en cas de maladie. Il est donc impossible d'établir de manière raisonnable le nombre de jours de congés de maladie qui devront être accordés dans les exercices futurs. En conséquence, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers à cet égard. Les paiements de congés de maladie sont comptabilisés dans les activités de fonctionnement à mesure qu'ils sont versés.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—Fin

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)—Fin

11. Opérations entre apparentés

La CCG est apparentée en termes de propriété commune à tous les ministères, les organismes et les sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions normales de concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités. De plus, la CCG reçoit des services de ministères.

Services offerts par des ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé un loyer et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance-maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats de fonctionnement de la CCG, comme suit :

	2006	2005
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux.....	11 251	10 523
Loyers	3 585	3 577
Services professionnels et spéciaux		
Services de vérification et de comptabilité	421	310
Services-conseils	122	83
Services juridiques	150	125
Services de traduction	121	151
	15 650	14 769

À la fin de l'exercice, les montants suivants liés à des apparentés étaient inclus dans les comptes créditeurs et les comptes débiteurs :

	2006	2005
Comptes débiteurs	507	804
Comptes créditeurs	440	924

Au cours de l'exercice 2006, des cotisations non monétaires ont été fournies à Automated Quality Testing Program, dont la juste valeur s'est établie à 5 215 \$ (29 302 \$ en 2005), pour des services financiers, des salaires, des charges sociales, l'amortissement des immobilisations corporelles existantes, des frais indirects et des charges locatives.

12. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable consistent en comptes débiteurs et en comptes créditeurs et charges à payer. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds renouvelable aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

13. Assurance

Conformément à la politique du gouvernement sur l'auto assurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance.

14. Impôt sur le revenu

La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

15. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été retraités pour refléter la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada tels qu'exigés par la Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et selon les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité première de ces états financiers, concernant l'intégrité et de l'objectivité des données, incombe à la gestion du Fonds. Cette responsabilité relève principalement de la direction générale des finances qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes appropriés de gestion financière, de comptabilité et de rapports.

Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport et de comptabilité, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	116	(3 159)	610	2 872
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	1 330	(1 355)	440	693
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	1 446	(4 514)	1 050	3 565
Plus : Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)		4 800		
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	1 088		100	37
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		(72)	(150)	103
Autorisation fournie	358	358	1 100	3 425

confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par un cabinet d'expert-comptable accrédité externe, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Le rôle des vérificateurs était d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds en date du 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Le Rapport du vérificateur (son opinion) est annexé aux états financiers.

À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans ces états financiers.

Approuvé par :

*Agent financier principal,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

*Président-directeur général p.i.
Conseils et Vérification Canada*
ANDRÉ AUGER

*Sous-ministre adjointe p.i.
Direction générale des services
d'information du gouvernement*
JANE MEYBOOM-HARDY

le 6 juin 2006

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(8 788)	(4 252)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	12 002	15 033
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	12 769	19 735
Virement du Conseil du Trésor—Éventualités		243
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(9 555)	(9 197)
Limite de l'autorisation (note 1)	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée	29 555	29 197

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada au 31 mars 2006 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les normes comptables présentés dans la note 2.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de se conformer à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 9 mai 2006

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS

(en milliers de dollars)

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Encaisse	208	211	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	244	307
Gouvernement du Canada	12 424	18 868	Tiers	11 048	14 190
Tiers	320	768	Autres passifs	1 988	3 112
Autres actifs (note 3)	543	1 041		13 280	17 609
	13 495	20 888	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	4 058	4 478
Immobilisations (note 4)	272	523		17 338	22 087
			PASSIF NET (note 5)	(3 571)	(676)
	13 767	21 411		13 767	21 411

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable de Conseils et
Vérification Canada—Suite**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus (note 6)	103 293	124 752
Coûts directs	62 289	78 510
Bénéfice brut	41 004	46 242
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	35 677	34 744
Indemnités de cessation d'emploi	52	586
Coûts d'occupation	2 365	2 131
Services professionnels et spéciaux	1 881	1 861
Services ministériels et administratifs	1 441	1 434
Transports et télécommunications	1 209	1 298
Services publics, fournitures et approvisionnements	723	756
Amortissement	251	275
Achat de services de réparation et d'entretien	248	37
Location	125	104
Mauvaises créances	59	
Intérêts sur les prélèvements du Fonds	39	
Information	1	14
Autres dépenses	92	130
	44 163	43 370
Résultats nets	(3 159)	2 872
Passif net, au début de l'exercice	(676)	(2 291)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	4 800	
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(4 536)	(1 257)
Passif net, à la fin de l'exercice	(3 571)	(676)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(3 159)	2 872
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Amortissement	251	275
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	52	586
	(2 856)	3 733
Variation du fonds de roulement (note 8)	3 064	(2 142)
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(472)	(297)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	(264)	1 294
Activités d'investissement		
Immobilisations—Acquisitions		(37)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement		(37)
Activités de financement		
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	4 800	
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement	4 800	
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	4 536	1 257
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	4 252	2 995
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	8 788	4 252

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Conseils et Vérification Canada (CVC) est un organisme de service spécial qui fournit, contre rémunération, des services optionnels de consultation et de vérification aux ministères et aux organismes fédéraux partout au Canada. Les services peuvent être également mis à la disposition des gouvernements étrangers et des organismes internationaux.

Depuis le 1^{er} avril 1992, les activités de CVC sont financées à même le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada. Conformément à l'alinéa 55.5.4(3) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux*, ce Fonds consiste en une marge de crédit dont le maximum a été fixé à 30 000 000 \$ et qui sert à financer les activités de l'organisme. Cette limite a par la suite été réduite de 4 899 387 \$ à 25 100 613 \$ par le Conseil du Trésor (décision 826332 du C.T. en date du 5 novembre 1998) pour refléter un ajustement dans l'autorisation de dépenser.

En 2001-2002, en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables*, et par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2001-2002 (C.T. 829420 en date du 6 décembre 2001), l'autorisation de prélèvement nette du Fonds a été réduite de 25 100 613 \$ à 20 000 000 \$.

Finalement, le fonds renouvelable a reçu des fonds par un crédit distinct afin de couvrir l'autorisation de prélèvement utilisée afin de se conformer à la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Le montant reçu en 2005-2006 totalise 4 799 600 \$ (néant en 2004-2005).

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public parce que les charges et le passif pour les indemnités de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et pour les montants de revenus et de frais présentés au cours

des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties à partir du mois suivant leur acquisition selon la méthode linéaire sur l'estimation de leur durée de vie économique :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie économique estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur les pensions de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés de CVC. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le débit imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et des prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Aucune provision n'est prévue au titre des indemnités de cessation d'emploi se rapportant au service antérieur au 1^{er} avril 1992. Les indemnités gagnées avant le 1^{er} avril 1992 dont la valeur est estimée à 1 987 094 \$ (2004-2005: 2 861 305 \$) représentent une obligation de CVC qui sera financée par le Conseil du Trésor.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

**Fonds renouvelable de Conseils et
Vérification Canada—Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

3. Autres actifs

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	518	900
Autres avances	25	141
	543	1 041

4. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Matériel informatique	413		413
Logiciels informatiques	288		288
Améliorations locatives	683		683
	1 384		1 384

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Matériel informatique	352	47	399
Logiciels informatiques	192	65	257
Améliorations locatives	317	139	456
	861	251	1 112
Net	523		272

5. Passif net

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(8 788)	(4 252)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	3 576	704
Résultats nets	(3 159)	2 872
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	4 800	
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	5 217	3 576
	(3 571)	(676)

6. Revenus

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Revenus de consultation et de vérification	96 013	109 823
Recouvrement—Coûts du centre d'appui des systèmes partagés	7 280	14 929
	103 293	124 752

7. Obligations contractuelles

CVC loue ses locaux et de l'équipement de bureau en vertu de baux d'exploitation. Le bail du siège social est renouvelé annuellement. Les versements futurs prévus en vertu des baux existants se chiffrent à :

Exercice se terminant le 31 mars	(en milliers de dollars)
2007	1 813
2008	515
2009	164
2010	14
	2 506

8. Variation du fonds de roulement

	2006	2005	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	13 495	20 888	7 393
Passif à court terme	13 280	17 609	(4 329)
			3 064

9. Instruments financiers

Les instruments financiers du fonds renouvelable comprennent l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable CORCAN

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des

risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

Contrôleur
JEFF STAPLEDON

Directrice exécutive
CORINNE HAGERMAN

le 5 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....		(908)	(100)	3 563
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	1 800	2 016	3 000	1 883
Fonds provenant de l'exploitation.....	1 800	1 108	2 900	5 446
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	4 000	2 231	500	2 798
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(2 200)	631	2 500	(1 404)
Autorisation fournie (employée).....		(1 754)	(100)	4 052

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(11 707)	(13 304)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	6 625	7 719
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	2 120	3 371
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	(7 202)	(8 956)
Limite de l'autorisation.....	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée.....	12 202	13 956

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA COMMISSAIRE DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2006, ainsi que les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de CORCAN. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables présentés dans la note 2.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable de CORCAN et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable de CORCAN. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ainsi que pour aucune autre fin que celle établie.

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 25 mai 2006

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS

(en milliers de dollars)

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Débiteurs (note 4)	4 753	5 795	Créditeurs (note 7)	8 091	4 716
Stocks (note 5)	9 861	7 412	Salaires et vacances à payer	2 306	4 375
Autres	2	4		10 397	9 091
	14 616	13 211	À long terme		
Immobilisations (note 6)	8 571	7 718	Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	3 602	3 339
			Engagements et éventualités (notes 9 et 12)		
			ACTIFS NETS (note 10)	9 188	8 499
	23 187	20 929		23 187	20 929

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN—Suite
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT
LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus (note 11)	46 727	53 527
Coût des marchandises vendues (note 11)	56 740	62 443
Marge bénéficiaire brute	(10 013)	(8 916)
Autres revenus		
Frais de formation et frais correctionnels (note 3)	22 598	23 631
Divers	581	445
	23 179	24 076
Dépenses		
Administrations centrale/régionale	9 008	8 012
Programme d'emploi et d'employabilité	3 105	1 802
Vente et commercialisation	1 961	1 783
	14 074	11 597
Résultats nets	(908)	3 563
Actifs nets au début de l'exercice	8 499	11 158
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 597	(6 222)
Actifs nets à la fin de l'exercice (note 10)	9 188	8 499

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(908)	3 563
Éléments hors caisse :		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	638	879
Amortissement	1 298	1 141
Perte sur disposition d'immobilisations	64	
Autres	16	(137)
	1 108	5 446
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation :		
Débiteurs	1 042	2 381
Stocks	(2 449)	1 227
Autres	2	30
Indemnités de cessation d'emploi	(375)	(313)
Créditeurs et charges à payer	3 375	(2 409)
Portion à court terme des contrats de location-acquisition		(18)
Salaires et vacances à payer	(2 069)	2 700
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	634	9 044
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(2 265)	(2 904)
Produits de cession d'immobilisations	34	106
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(2 231)	(2 798)
Activités de financement		
Obligations en vertu du contrat de location-acquisition		(24)
Ressources financières nettes employées par les activités de financement		(24)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	(1 597)	6 222
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice	13 304	7 082
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	11 707	13 304

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN—Suite

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et but

CORCAN est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. Le Fonds renouvelable de CORCAN («CORCAN» ou «le Fonds») a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 4 de 1991-1992*, qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1^{er} avril 1992 pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les modalités établies par le Conseil du Trésor. Le but du Fonds renouvelable de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans des établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'autorité de ce Fonds et représente les actifs nets cédés au Fonds au début de l'exploitation en date du 1^{er} avril 1992. Le Fonds est un entité non imposable.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables prévus par le Conseil du Trésor. Lors de la préparation des états financiers, il incombe à la direction du Fonds renouvelable de CORCAN de soumettre des estimations et des hypothèses touchant les montants reportés dans les états financiers et dans les notes complémentaires. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada. Les différences sont: (1) une estimation des montants courus est faite pour les indemnités de cessation d'emploi au lieu d'obtenir une évaluation actuarielle; (2) le passif pour les indemnités de cessation d'emploi acquises avant la création du Fonds ne sera pas enregistré avant 2008, lors du quinzième anniversaire du Fonds (note 8).

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

Constatation des revenus et dépenses

À l'exception des éléments décrits plus bas, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que la livraison a eu lieu ou que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est suffisamment assurée.

La méthode du pourcentage des travaux réalisés est utilisée pour les contrats de construction de plus de 100 000 \$ s'étendant sur plusieurs années. La détermination du degré d'achèvement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période pour laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues. Les profits réalisés sur les contrats de construction de 100 000 \$ ou moins sont comptabilisés une fois que le contrat est quasi achevé.

Les dépenses sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles ont été encourues.

Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût de la valeur de réalisation nette.

Le Fonds établit des provisions pour stocks en surplus et/ou périmés pour chacun des sites.

Immobilisations

Les équipements, les outils et les véhicules ayant des coûts initiaux de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisés au prix coûtant et sont amortis selon la méthode linéaire à partir du mois suivant le mois de leur acquisition pour la durée de leur vie utile estimative selon les taux suivants:

Équipement	10 ans
Mobilier de bureau et équipement	10 ans
Parc de véhicules	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Régime de retraite

Les employés du Fonds renouvelable de CORCAN sont couverts par la *Loi sur la pension de la fonction publique* et par la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La portion du coût des pensions du gouvernement du Canada est comprise dans les avantages sociaux établis en fonction du Fonds. Le paiement des pensions en tant que tel est effectué à partir du compte de pension de retraite de la fonction publique et du compte de prestations de retraite supplémentaires. Les dépenses liées au régime de retraite sont reconnues lorsqu'elles sont payées.

Avantages sociaux futurs des employés

Les employés du Fonds renouvelable de CORCAN ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies en fonction des niveaux de rémunération en vigueur au moment de la cessation d'emploi conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Toutes les indemnités de cessation d'emploi

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—
Suite

acquises par un employé avant le 1^{er} avril 1992 sont considérées comme un élément de passif du Conseil du Trésor et, à ce titre, n'ont pas été portées aux comptes du Fonds. Les états financiers du Fonds renouvelable de CORCAN comprennent les indemnités de cessation d'emploi acquises par les employés de CORCAN depuis la création du Fonds. Les indemnités futures des employés sont constatées lorsqu'elles sont acquises.

Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui sont pas payables. Ainsi, aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers.

Provision des garanties

Les frais de garantie éventuels liés aux produits sont constatés au moment de la vente des produits.

Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur marchande des instruments financiers représente une valeur approximative des coûts. Les instruments financiers du Fonds sont composés des comptes débiteurs, des créditeurs et charges à payer, des salaires et vacances à payer. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques significatifs au Fonds en ce qui concerne les intérêts, la monnaie ou le crédit.

3. Opérations entre apparentées

Le Fonds renouvelable de CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le Service correctionnel du Canada [«SCC»], son organisme parrain :

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Revenus d'exploitation	12 470	8 471
Formation, services correctionnels et autres frais	22 598	23 631
	35 068	32 102

Au 31 mars 2006, le Fonds renouvelable de CORCAN a un débiteur de 262 000 \$ (2005—2 065 000 \$) du SCC.

Le Service correctionnel du Canada permet et continuera de permettre au Fonds renouvelable de CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles, les ateliers et les fermes, et d'assurer l'entretien de ces dites installations ainsi que les services de ressources humaines gratuitement.

4. Débiteurs

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	2 120	3 371
Tiers	2 911	2 838
	5 031	6 209
Provision pour créances douteuses	(278)	(414)
	4 753	5 795

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants:

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	4 399	3 940
Travaux en cours	545	4
Produits finis	4 099	3 076
Inventaire d'agroentreprise	1 322	1 129
	10 365	8 149
Provision pour stock périmé	(504)	(737)
	9 861	7 412

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

	2006		2005	
	Coût	Amortis- sément cumulé	Coût	Amortis- sément cumulé
	(en milliers de dollars)			
Équipement	25 591	17 738	23 893	16 689
Parc de véhicules	1 375	667	1 045	611
Autre	158	148	269	189
	27 124	18 553	25 207	17 489
Amortissement cumulé	(18 553)		(17 489)	
Valeur comptable nette	8 571		7 718	

La dépense d'amortissement pour l'année était de 1 298 000 \$ (2005—1 141 000 \$).

7. Crédeurs

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	1 298	783
Tiers	6 793	3 933
	8 091	4 716

Fonds renouvelable CORCAN—Fin

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—
Fin

8. Avantages sociaux futurs des employés

Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi acquises par les employés avant la création de CORCAN sont réputées constituer un élément de passif du Conseil du Trésor et, à ce titre, n'ont pas été portées aux comptes. En date du 31 mars 2006, l'élément de passif du Conseil du Trésor au titre des indemnités de cessation d'emploi acquises par les employés de CORCAN avant le 1^{er} avril 1992 s'élevait à 1 335 000 \$ (2005—1 453 000 \$). Le Conseil du Trésor financera le versement de ces indemnités pendant une période maximale de 15 ans après la création du Fonds renouvelable de CORCAN. Par conséquent, ces indemnités seront portées aux comptes de CORCAN d'ici trois ans.

Les indemnités acquises après le 1^{er} avril 1992 sont inscrites, dans les comptes, au passif du poste des indemnités acquises par les employés. En date du 31 mars 2006, CORCAN avait un passif de 3 602 000 \$ (2005—3 339 000 \$).

En 2005-2006, CORCAN a enregistré aux dépenses un montant de 638 000 \$ (2005—879 000 \$) relatif aux indemnités de cessation d'emploi.

Régime de retraite

Au cours de l'exercice, CORCAN a porté aux dépenses un montant de 3 680 000 \$ (2005—3 016 000 \$) représentant les cotisations au Régime de pensions de retraite de la fonction publique.

9. Engagements

Le Fonds renouvelable de CORCAN s'est engagé en vertu des dispositions de différents contrats de location, incluant un montant de 200 000 \$ pour la location de l'entrepôt à Kingston. Le contrat a été renouvelé en 2003 et se termine le 30 septembre 2006.

Les paiements annuels minimums pour les cinq prochaines années sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2007	341
2008	121
2009	27
2010	16
2011	4
	509

10. Actifs nets

Les actifs nets comprennent les éléments suivants :

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur		
l'autorisation du Fonds	(11 707)	(13 304)
Déficit accumulé	(9 647)	(8 739)
Actifs nets à la fin de l'exercice	9 188	8 499

11. Revenus et coûts des marchandises vendues

Exercice se terminant le 31 mars 2006	Coût des marchan- dises		Marge bénéfi- ciaire brute
	Revenus	vendues	
	(en milliers de dollars)		
Agroentreprise et foresterie	6 674	10 140	(3 466)
Services	5 123	4 728	395
Textile	3 836	5 180	(1 344)
Fabrication	22 750	27 755	(5 005)
Construction	8 344	8 937	(593)
	46 727	56 740	(10 013)

Exercice se terminant le 31 mars 2005	Coût des marchan- dises		Marge bénéfi- ciaire brute
	Revenus	vendues	
	(en milliers de dollars)		
Agroentreprise et foresterie	6 448	9 779	(3 331)
Services	5 773	5 515	258
Textile	3 472	4 952	(1 480)
Fabrication	25 273	29 706	(4 433)
Construction	12 561	12 491	70
	53 527	62 443	(8 916)

12. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Bien que la direction ne puisse prédire avec certitude l'issue de celles qui sont en suspens au 31 mars 2006, elle est d'avis que leur résolution n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de CORCAN. Une provision pour ces dépenses a été établie en fonction des estimations les plus plausibles de la direction.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public. Ces états financiers ont été dressés selon les principales conventions comptables énoncées à la note 2.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apportent le personnel comptable du Secteur de la gestion intégrée (SGI). À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le SGI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont

enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvé par :

Directeur général, Finances
(Agent financier principal à plein temps)
BRUCE HIRST

Sous-ministre adjoint,
Secteur de la gestion intégrée
(Agent financier principal)
DR. RICHARD TOBIN

le 12 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets.....	2 400	1 967	500	1 257
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds				
Amortissement des immobilisations.....	100	177	600	336
Dévaluation des stocks pour désuétude.....		124		26
Créances irrécouvrables.....		29		1
Fonds provenant de l'exploitation.....	2 500	2 297	1 100	1 620
Acquisitions nettes d'immobilisations.....		(20)	(200)	(5)
Autres éléments nets d'actifs (passifs).....	(100)	650	1 500	(85)
Autorisation fournie.....	2 400	2 927	2 400	1 530

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(7 700)	(5 110)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars.....	2 761	2 392
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars.....	1 139	433
Autorisation nette employée, à la fin de l'exercice.....	(6 078)	(3 151)
Limite de l'autorisation (note 1).....	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée ⁽¹⁾	11 078	8 151

⁽¹⁾À l'autorisation fournie de 5 000 \$ s'ajoute un surplus de caisse de 6 078 \$. Conséquemment, le montant disponible pour emploi dans les exercices ultérieurs est de 11 078 \$.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL,
DIRECTION DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION
RESSOURCES NATURELLES CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2006 et les états des résultats et du passif net, du surplus accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Géomatique Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2006 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 5 juin 2006

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	965	401	Gouvernement du Canada	3 398	3 498
Tiers (note 4)	2 033	2 607	Tiers		
Stocks (note 5)	607	913	Créditeurs	1 107	825
Charges payées d'avance	26	22	Indemnités de congé	47	80
	<u>3 631</u>	<u>3 943</u>		<u>4 552</u>	<u>4 403</u>
Immobilisations (note 6)			À long terme		
Au coût	3 402	3 596	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	135	130
Moins : amortissement cumulé	3 046	3 083	PASSIF NET (note 8)	(700)	(77)
	<u>356</u>	<u>513</u>			
	<u>3 987</u>	<u>4 456</u>		<u>3 987</u>	<u>4 456</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus		
Produits	11 854	11 139
Services	3 659	4 190
Consultation	1 528	796
	17 041	16 125
Coûts des produits vendus		
Produits	2 919	2 783
Services	422	698
	3 341	3 481
Revenus avant coûts directs et indirects	13 700	12 644
Coûts directs		
Traitements	4 112	4 373
Avantages sociaux	1 154	1 160
Transport et communications	325	237
Information	20	16
Services professionnels et spéciaux	3 194	2 660
Location	181	226
Services de réparation et d'entretien	451	554
Services publics, fournitures et approvisionnement	242	262
Autres dépenses	5	5
	9 684	9 493
Coûts indirects		
Services du ministère et du secteur	1 320	1 342
Frais d'occupation	398	380
Amortissement des immobilisations (note 6)	174	204
Mauvaises créances	29	1
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	4	(62)
Dévaluation des stocks pour désuétude	124	26
Intérêts		3
	2 049	1 894
Coûts totaux	11 733	11 387
Résultats nets	1 967	1 257
Passif net, au début de l'exercice	(77)	(396)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, au cours de l'exercice	(2 590)	(938)
Passif net, à la fin de l'exercice	(700)	(77)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde, au début de l'exercice	1 995	738
Résultats nets de l'exercice	1 967	1 257
Solde, à la fin de l'exercice	3 962	1 995

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités d'exploitation		
Résultats nets	1 967	1 257
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		
Amortissement des immobilisations	177	336
Dévaluation des stocks pour désuétude	124	26
Créances irrécouvrables	29	1
	2 297	1 620
Variations d'éléments du fonds de roulement (note 3)	308	(627)
Variation dans la provision pour indemnités de cessation d'emploi	5	(50)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 610	943
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations (note 6)	(20)	(5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(20)	(5)
Augmentation nette des espèces et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	2 590	938
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	5 110	4 172
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	7 700	5 110

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)

1. Autorisation et but

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994*. À ce moment, il portait le nom de « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du Fonds était de transférer les coûts reliés à la production de biens et à l'offre de services, des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, dans le procès-verbal du Conseil du Trésor 822 296, du 8 décembre 1994, le « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » était renommé « Fonds renouvelable de Géomatique Canada ». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue et est inscrite au procès-verbal du Conseil du Trésor 822 393 du 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, pour l'acquisition d'immobilisations et pour le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 \$.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que : les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge; les charges et le passif pour les prestations de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt qu'enregistré.

b) Utilisation d'estimation

La préparation d'états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés, à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des rajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

c) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Pour les contrats de consultation et de service s'échelonnant sur plusieurs exercices, la méthode de l'avancement des travaux est utilisée. Le degré d'achèvement est déterminé en comparant les coûts directs encourus aux coûts directs anticipés pour tout le contrat. Les changements aux estimations de revenus pour chaque contrat sont reflétés dans la période où ils sont déterminés et les pertes, s'il y a lieu, sont comptabilisées dès qu'il est possible de les déterminer.

d) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen d'impression de chaque titre. L'inventaire du matériel est évalué au moindre du coût ou de la valeur de remplacement.

Les stocks de cartes en main comprennent uniquement celles imprimées mais non vendues depuis la création du Fonds. Le Fonds détient également en consignation les cartes qui ont été imprimées avant la création du fonds. Elles ne font pas partie de l'inventaire mais elles sont considérées dans le coût des marchandises vendues lorsqu'elles sont vendues. L'inventaire du matériel comprend uniquement le matériel en main pour l'unité d'impression au 31 mars.

e) Immobilisations

Les immobilisations acquises par le Fonds depuis le 1^{er} avril 1994 sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Équipement informatique	2 à 5 ans
Ameublement	10 ans
Instruments	10 ans
Équipement mécanique	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Véhicules	5 ans
Équipement d'impression	8 ans
Équipement scientifique	10 ans

f) Régime de retraite

Les employés de Ressources naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)—*Suite*

par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires.

g) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Les indemnités de cessation d'emploi gagnées avant le 1^{er} avril 1994 sont la responsabilité du Conseil du Trésor et, par conséquent, ne sont pas enregistrées dans les comptes. Le coût des indemnités gagnées depuis le 1^{er} avril 1994 est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

h) Frais généraux ministériels et sectoriels

Les frais généraux ministériels et sectoriels comprennent le coût des services administratifs, de gestion et les autres coûts encourus lors de la livraison de services directs au Fonds. L'allocation est fondée sur des taux préétablis en fonction du nombre d'employés (salaire) ou du nombre d'unités d'affaires (composantes sectorielles ou ministérielles).

i) Intérêts

Les intérêts sont imputés au Fonds au taux fixé par le Conseil du Trésor. Les frais d'intérêt sont calculés mensuellement sur le solde de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

3. Information incluse dans l'état des flux de trésorerie

	2006	2005
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	(564)	24
Tiers	545	25
Stocks	182	265
Charges payées d'avance	(4)	(22)
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	(100)	(1 438)
Tiers	249	519
Total	308	(627)

4. Débiteurs

Les débiteurs provenant des tiers se détaillent de la façon suivante :

	2006	2005
Débiteurs	2 225	2 771
Provision pour créances douteuses	(192)	(164)
Total	2 033	2 607

5. Stocks

	2006	2005
Cartes		
Cartes topographiques	462	755
Cartes géographiques	22	32
	484	787
Matériel		
Papier	97	113
Plaques	7	8
Encre	19	5
	123	126
Total	607	913

**Fonds renouvelable de Géomatique
Canada—Suite**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—*Suite*

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
Équipement informatique	1 877	20	(214)	1 683
Ameublement	35			35
Équipement mécanique	407			407
Matériel de bureau	8			8
Équipement d'impression	988			988
Équipement scientifique	281			281
Total	3 596	20	(214)	3 402

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement ⁽¹⁾	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
Équipement informatique	1 680	132	(214)	1 598
Ameublement	26	4		30
Équipement mécanique	185	12		197
Matériel de bureau	8			8
Équipement d'impression	987	1		988
Équipement scientifique	197	28		225
Total	3 083	177	(214)	3 046

⁽¹⁾Un montant de 3 \$ est inclus dans le coût des produits vendus à titre de dépense d'amortissement (132 \$ en 2005).

7. Renseignements par secteur d'activité

	2006			
	Produits	Services	Consultation	Total
Revenus				
Ministères d'État	5 976	298	1 528	7 802
Tiers	5 878	3 361		9 239
Revenus totaux	11 854	3 659	1 528	17 041
Coûts des produits vendus	2 919	422		3 341
Résultats avant coûts directs et indirects	8 935	3 237	1 528	13 700
Coûts directs	6 081	2 256	1 347	9 684
Coûts indirects	1 639	318	92	2 049
Coûts totaux	7 720	2 574	1 439	11 733
Résultats nets	1 215	663	89	1 967
Éléments d'actif				
Actifs financiers	2 418	710	503	3 631
Immobilisations (nettes)	67	234	55	356
Dépenses en capital	20			20
Amortissement des immobilisations	89	85	3	177

	2005			
	Produits	Services	Consultation	Total
Revenus				
Ministères d'État	4 737	517	796	6 050
Tiers	6 402	3 673		10 075
Revenus totaux	11 139	4 190	796	16 125
Coûts des produits vendus	2 783	698		3 481
Résultats avant coûts directs et indirects	8 356	3 492	796	12 644
Coûts directs	6 431	2 398	664	9 493
Coûts indirects	1 523	314	57	1 894
Coûts totaux	7 954	2 712	721	11 387
Résultats nets	402	780	75	1 257
Éléments d'actif				
Actifs financiers	2 827	958	158	3 943
Immobilisations (nettes)	136	319	58	513
Dépenses en capital	1	4		5
Amortissement des immobilisations	119	215	2	336

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS (en milliers de dollars)—Fin

8. Passif net

	2006	2005
Capital d'apport	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(7 700)	(5 110)
Réserve pour le remplacement des presses d'imprimerie*	1 600	1 600
Surplus accumulé	3 962	1 995
Passif net.	<u>(700)</u>	<u>(77)</u>

* Afin d'assurer la viabilité des opérations d'impression des cartes, la direction du Fonds a créé une réserve pour le remplacement des presses au montant de 1 600 \$.

9. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

10. Engagement

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'un contrat de location-exploitation avec TPSGC. Les paiements futurs de location pour 2007 totalisent 191 \$.

11. Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des

risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et niveaux d'autorités directoriales soient correctement appliqués au sein de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, leurs rôles consistant à exprimer une opinion concernant la présentation fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables des fonds renouvelables du gouvernement du Canada énoncés à la note 2 des états financiers.

Approuvé par :

Président
DAVID TOBIN

Gestionnaire, Finance et Administration
ANDRÉ ROUSSEAU, CGA

le 6 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (NON-VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Bénéfice net.	80	13 294	5 697	11 918
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	11 003	7 843	15 299	9 807
Fonds provenant des opérations.	11 083	21 137	20 996	21 725
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	8 500	7 571	3 605	2 864
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(13 039)	(14 032)	(4 506)	(13 323)
Autorisation fournie (employée)	15 622	27 598	21 897	32 184

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉ (NON-VÉRIFIÉ) AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde créditeur (débitaire) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(131 695)	(101 480)
Virement du Conseil du Trésor crédit 5		(219)
	(131 695)	(101 699)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	4 306	2 564
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1 393	1 500
Autres éléments	6 018	16 136
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(134 800)	(116 771)
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	139 800	121 771

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE D'INDUSTRIE CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2006 et les états des résultats et de l'actif net, du surplus accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les Fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2006 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 29 mai 2006

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF		
À court terme			À court terme		
Petite caisse	2	2	Comptes de dépôts	1 889	1 511
Débiteurs			Créditeurs		
Gouvernement du Canada	1 742	1 543	Gouvernement du Canada	2 797	864
Tiers	1 395	1 504	Tiers	6 692	6 537
Revenus non facturés	6 071	7 508	Revenus reportés	29 498	23 354
Charges payées d'avance	222	84		40 876	32 266
	9 432	10 641	Prestations de cessation d'emploi et de congés annuels des employés	7 035	6 198
Immobilisations (note 3)	26 368	33 574	Revenus reportés	44 370	37 934
Revenus non facturés	2 172	1 180		51 405	44 132
			Assistance d'immobilisation reportée (note 4)	7 980	14 365
			Engagements (note 6)		
			Éventualités (note 10)		
			ACTIF NET / PASSIF NET (note 5)	(62 289)	(45 368)
	37 972	45 395		37 972	45 395

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF (PASSIF)
NET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus	124 722	115 603
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	75 058	68 630
Services professionnels	15 149	13 824
Amortissement des immobilisations	14 777	15 721
Logement	6 952	6 100
Matériels et fournitures	1 780	1 970
Information	260	206
Communications	824	680
Voyages	603	427
Fret et courrier	309	279
Entretien et réparation	1 234	1 143
Formation	662	367
Location	205	215
Créances irrécouvrables		37
Perte sur disposition d'éléments d'actifs		471
	117 813	110 070
Bénéfice net avant l'amortissement de l'assistance d'immobilisation reportée	6 909	5 533
Amortissement de l'assistance d'immobilisation reportée	6 385	6 385
Bénéfice net	13 294	11 918
Actifs net (passif), au début de l'exercice	(45 368)	(27 786)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, au cours de l'exercice	(30 215)	(29 500)
Actifs net (passif), à la fin de l'exercice	(62 289)	(45 368)

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	13 294	11 918
Plus : amortissement des immobilisations	14 777	15 721
Plus : perte sur disposition des actifs		471
Moins : amortissement de l'assistance d'immobilisation reportée	6 385	6 385
	21 686	21 725
Variation du fonds de roulement (note 7)	9 819	4 029
Variation des autres éléments d'actif et de passif		
Revenus non facturés	(992)	(744)
Prestations de cessation d'emploi et de congés annuels des employés	837	1 082
Revenus reportés	6 436	6 272
	6 281	6 610
Ressources financières nettes provenant des activités d'exploitation	37 786	32 364
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(7 571)	(2 864)
Ressources financières nettes provenant des activités d'investissement et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	30 215	29 500
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	101 480	71 980
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	131 695	101 480

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. But et autorisation

Le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, le Fonds acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour inciter de nouvelles inventions et innovations.

Le Fonds a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor fut octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

2. Principales conventions comptables

Base de présentation

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que: les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge; les charges et le passif pour les prestations de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt qu'enregistré. Les principales conventions comptables sont les suivantes :

Constatation des revenus

Les revenus sont calculés en utilisant la méthode de pourcentage d'achèvement, au fur et à mesure que les demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont traitées. Les frais reçus avant que le travail soit complété sont présentés comme revenus reportés. Lorsque le travail est complété avant que les frais soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les frais de maintien et les autres revenus sont reconnus lors de la réception des sommes. Les droits sont prescrits par divers décrets en conseil.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, commençant au cours du mois suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

Logiciels	3 ans
Matériel informatique	3-5 ans
Ameublement	10 ans
Équipement	10 ans
Améliorations locatives	5 ans
Systèmes	durée de vie utile estimative, commençant dans l'exercice au cours duquel le système deviendra opérationnel

Assistance d'immobilisation reportée

Le Fonds a reçu 63 848 000 \$ de l'État pour le développement du projet d'automatisation TechSource qui a été mis en place en 1997-1998. L'assistance d'immobilisation reportée est amortie en utilisant la méthode linéaire pour la durée de vie du système TechSource.

Prestations de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation d'emploi tel que prévu dans leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Les prestations de cessation d'emploi gagnées par un employé précédent son embauche au sein du Fonds représentent une obligation du Conseil du Trésor et, donc, ne sont pas inscrites aux comptes. Au 31 mars 2006, le passif du Conseil du Trésor pour les employés du Fonds est de 4.8 millions de dollars (2005—5.0 millions). L'obligation des prestations gagnées après l'embauche des employés à l'OPIC est inscrite aux comptes comme indemnité à payer aux employés.

Le Conseil du Trésor finance le paiement de ces prestations pour une période d'au plus quinze ans à compter de la date de création du fonds renouvelable; en 2009-2010, le compte de passif à long terme au titre des prestations de cessation d'emploi sera redressé en conséquence par l'application d'une déduction du compte de déficit ou d'excédent accumulé du fonds renouvelable.

Régime de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige la gestion à établir des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimés comptables. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les immobilisations, les revenus et les obligations salariales. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

3. Immobilisations et amortissement accumulé

	Coût au 31 mars 2005	Aquisitions	Coût au 31 mars 2006	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette
(en milliers de dollars)					
Améliorations locatives	17 426	3 178	20 604	14 925	5 679
Logiciels	6 653	1 253	7 906	4 704	3 202
Matériel informatique	2 484	118	2 602	2 026	576
Systèmes					
Intrepid	3 735		3 735	3 735	
TechSource	85 535		85 535	75 601	9 934
Autres	9 693	1 471	11 164	9 231	1 933
Systèmes en développement	3 493	1 551	5 044		5 044
Total	129 019	7 571	136 590	110 222	26 368

4. Assistance d'immobilisation reportée

	2006	2005
(en milliers de dollars)		
Contribution d'assistance d'immobilisation reportée	63 848	63 848
Moins : amortissement accumulé	55 868	49 483
Valeur comptable nette	7 980	14 365

5. Actif net/passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2006	2005
(en milliers de dollars)		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(131 695)	(101 480)
Surplus accumulé	69 406	56 112
Actif net/passif net	(62 289)	(45 368)

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

6. Engagements

TechSource

Le Fonds a paraphé un engagement contractuel avec les Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique afin d'offrir des services d'entretien au système TechSource. Les fonds engagés sont comme suit :

(en milliers de dollars)

2007	5 709
2008	5 941
2009	6 188
2010	6 442
	24 280
	24 280

Le Fonds a contracté pour le développement et l'entretien de l'application du programme d'amélioration constante des systèmes ce qui permet au Fonds de protéger et d'améliorer les systèmes et l'infrastructure d'une façon contrôlée et continue. Les fonds engagés sont pour un maximum de :

(en milliers de dollars)

2007	3 656
2008	2 437
	6 093
	6 093

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'un contrat de location-exploitation avec TPSGC. Les paiements futurs de location sont comme suit :

(en milliers de dollars)

2007	6 870
2008	6 639
2009	4 655
	18 164
	18 164

7. Variations du fonds de roulement

Les composantes des variations de l'actif et du passif à court terme comprennent :

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs		
(nets de la créance irrécouvrable)	(90)	(575)
Revenus non facturés (court terme)	1 437	1 016
Charges payées d'avance	(138)	(8)
Comptes de dépôts	378	333
Comptes créditeurs	2 088	(2 300)
Revenus reportés (court terme)	6 144	5 563
	9 819	4 029
	9 819	4 029

8. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, à la traduction, au contentieux, aux rémunérations et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central furent effectués avec les parties concernées pendant le cours normal des opérations.

9. Assurance

Le Fonds n'assure pas ses biens conformément à la pratique adoptée dans le cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

10. Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

11. Impôts

Le Fonds n'a pas à payer l'impôt sur le revenu.

Fonds renouvelable de l'Office national du film

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice clos le 31 mars 2006 et toute l'information figurant dans ces états incombe à la direction de l'Office national du film (Office). Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'é émises par le Bureau du Contrôleur général.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de l'information présentée dans les états financiers. Certaines informations présentées dans les états financiers sont fondées sur les meilleures estimations et le jugement de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation des rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du ministère. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement de l'Office national du film concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction possède un système de gestion financière et de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont exécutées en conformité avec les règlements, qu'elles respectent les autorisations du Parlement et qu'elles sont comptabilisées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds du gouvernement. La direction veille également à l'objectivité et à l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection appropriée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par une organisation assurant une séparation appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans tout l'Office.

Les états financiers de l'Office ont fait l'objet d'une vérification par la vérificatrice générale du Canada.

Chef, Opérations financières
(*Agente financière supérieure à plein temps*)
LUIA FRATE

Directrice, Administration
(*Agente financière supérieure*)
MARYSE CHARBONNEAU

le 26 mai 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(68 222)	(66 726)	(66 866)	(66 502)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		3 632		3 448
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(68 222)	(63 094)	(66 866)	(63 054)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations		2 017		1 856
Autres éléments nets d'actifs et de passifs			10	
Autorisation fournie (employée)	(68 222)	(65 111)	(66 876)	(64 910)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	3 561	6 363
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	5 462	3 622
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	9 023	9 985
Limite de l'autorisation	15 000	15 000
Autorisation non employée reportée	5 977	5 015

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À LA MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN ET DE LA CONDITION FÉMININE

J'ai vérifié l'état de la situation financière de l'Office national du film au 31 mars 2006 et les états des résultats, de l'équité du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une

appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la *Loi sur le cinéma* et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour la vérificatrice générale du Canada
Nancy Cheng, FCA
vérificatrice générale adjointe

Ottawa, Canada
le 26 mai 2006

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**

	2006	2005		2006	2005
	\$	\$		\$	\$
ACTIF			PASSIF		
Actif financier			Montant à payer au Trésor		391 833
Encaisse	222 127	207 923	Créditeurs		
Montant à recevoir du Trésor	1 478 639		Gouvernement du Canada	1 233 405	1 181 032
Débiteurs			Tiers	5 612 353	4 152 166
Gouvernement du Canada	277 866	872 980	Salaires à payer	887 527	1 121 624
Tiers	4 258 179	4 735 162	Indemnités de vacances et compensatoires	241 762	41 799
Stocks	579 524	507 479	Revenus reportés	222 761	381 055
Dépôts	290 778	212 014	Avantages sociaux futurs (note 5)	6 657 938	6 174 606
	<u>7 107 113</u>	<u>6 535 558</u>	Obligation découlant de contrats de location - acquisition (note 7)	1 781 280	2 171 641
Actif non financier				<u>16 637 026</u>	<u>15 615 756</u>
Charges payées d'avance	848 934	692 153	Equité du Canada	(1 859 885)	(245 142)
Immobilisations (note 4)	6 821 094	8 142 903	Obligations contractuelles et éventualités (notes 10 et 11)		
	<u>7 670 028</u>	<u>8 835 056</u>		<u>14 777 141</u>	<u>15 370 614</u>
	<u>14 777 141</u>	<u>15 370 614</u>			

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par la direction :

Directrice, Administration
MARYSE CHARBONNEAU

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
JACQUES BENSIMON

Approuvé par le conseil d'administration :

Membre
ANDRÉ H. CARON

Membre
PIERRE LESSARD

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2006	2005
	\$	\$
Charges (note 6a)		
Programmation anglaise		
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	25 049 051	24 421 647
Production commanditée	769 185	1 525 462
Mise en marché de films et d'autres formes de présentations visuelles	1 756 072	1 678 820
	<u>27 574 308</u>	<u>27 625 929</u>
Programmation française		
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	16 048 165	16 550 042
Production commanditée	294 300	663 038
Mise en marché de films et d'autres formes de présentations visuelles	1 525 793	1 550 424
	<u>17 868 258</u>	<u>18 763 504</u>
Distribution	8 271 387	6 981 187
Communications et développement des réseaux	10 053 522	9 816 086
Développement et applications numériques	2 735 025	2 393 703
Direction et services administratifs	9 033 603	9 097 187
	<u>75 536 103</u>	<u>74 677 596</u>
Coût des opérations		
Revenus (note 6b)		
Institutionnel et éducatif	2 780 251	2 122 156
Télévision	2 005 950	1 436 853
Production commanditée	1 260 392	2 467 805
Consommateur	1 179 053	961 419
Plans d'archives	681 945	658 136
Divers	609 894	347 746
Salles	292 636	181 529
	<u>8 810 121</u>	<u>8 175 644</u>
Coût net des opérations	66 725 982	66 501 952

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2006	2005
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Coût net des opérations	(66 725 982)	(66 501 952)
Éléments n'affectant pas les sorties (entrées) de fonds:		
Amortissement des immobilisations	3 021 200	3 540 545
Perte (gain) sur l'aliénation des immobilisations	(71 500)	11 922
Variation de l'obligation pour indemnités de vacance et compensatoires	199 963	(9 893)
Variation nette pour avantages sociaux futurs	483 332	(94 037)
Autres variations dans l'actif et le passif	1 870 472	(1 734 901)
Encaisse utilisée pour les activités d'exploitation	(61 222 515)	(64 788 316)
Activités de financement		
Paievements d'obligation découlant de contrats de location-acquisition	(812 428)	(639 343)
Encaisse utilisée pour les activités de financement	(812 428)	(639 343)
Activités d'investissement		
Acquisition des immobilisations	(1 307 444)	(1 277 917)
Produits de l'aliénation des immobilisations	101 620	61 000
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement	(1 205 824)	(1 216 917)
Liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada	(63 240 767)	(66 644 576)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉQUITÉ DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2006	2005
	\$	\$
Équité du Canada, début de l'exercice	(245 142)	1 347 135
Coût net des opérations	(66 725 982)	(66 501 952)
Liquidités nettes fournies par le gouvernement	63 240 767	66 644 576
Montant à recevoir du Trésor	1 870 472	(1 734 901)
Équité du Canada, fin de l'exercice	(1 859 885)	(245 142)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Statut et objectifs

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant de la ministre du Patrimoine canadien et Condition féminine, l'Office national du film (Office) est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le Commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat de l'Office est de susciter et promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- émettre des avis au gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, dans les activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui ordonner d'entreprendre.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public, ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'é émises par le Bureau du Contrôleur général.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

Crédit parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et de crédits parlementaires votés annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des coûts d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Cette autorisation stipule que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars.

L'Office est aussi financé en partie par des crédits parlementaires du gouvernement du Canada. Ces crédits sont votés annuellement pour renflouer le Fonds renouvelable des coûts d'exploitation admissibles et des acquisitions nettes des immobilisations. La base sur laquelle les crédits sont consentis à l'Office ne correspond pas aux principes comptables utilisés dans la préparation des états financiers, car ces crédits sont principalement fondés sur les besoins de trésorerie. En conséquence, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux pourvus par les crédits parlementaires. Le rapprochement des deux méthodes de présentation est fait à la note 3.

Liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada

L'Office paie ses frais d'exploitation à même le Trésor, lequel est administré par le receveur général du Canada. Toutes les rentrées de fonds sont versées au Trésor et les dépenses payées à même le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada équivalent à la différence entre la totalité des entrées de fonds et la totalité des débours incluant les transactions avec les divers ministères et organismes gouvernementaux.

Montant à payer (à recevoir) au Trésor

L'élément "Montant à recevoir du Trésor" représente le montant que l'Office est autorisé à prélever du Trésor, sans crédit supplémentaire, afin de s'acquitter de ses obligations et l'élément "Montant à payer au Trésor" représente le montant que l'Office doit payer au Trésor pour les montants reçus.

Constatation des dépenses

Toutes les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Production de films et d'autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux dépenses de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés à l'état des résultats comme suit :

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions non commanditées, la part de l'Office dans les coproductions et l'excédent du coût des productions partiellement commanditées sur les montants commandités.

Production commanditée

Tous les coûts engagés pour des productions entièrement commanditées et la portion commanditée du coût des productions partiellement commanditées.

Revenus

Les revenus de production de films et d'autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalent aux coûts de production commanditée dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où le produit est terminé.

Les revenus de redevances sont reconnus une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les dépenses qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Débiteurs

Les débiteurs sont consignés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs de tiers dont le recouvrement est incertain.

Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût de production et de la valeur nette de réalisation. Le coût des autres copies est imputé aux dépenses de l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

Équipement technique	de 4 à 10 ans
Logiciels et équipement informatique	de 5 à 10 ans
Mobilier et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	durée des baux

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'état

de la situation financière comme immobilisation pour assurer que le lecteur soit conscient de son existence.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation des immobilisations. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels sont transférés pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée du prix d'acquisition de l'actif. Les actifs sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

Tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations versées à titre d'employeur représentent le coût complet pour l'Office. Ce montant est équivalent à un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations de l'Office sont imputées à l'exercice au cours duquel les services sont rendus et représentent l'ensemble de ses obligations en matière de prestations de retraite. L'Office n'est pas tenu à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que les années de service, le statut de l'employé et les statistiques relatives aux départs pour calculer la valeur de l'obligation au titre des indemnités de départ. Ces indemnités constituent pour l'Office la seule obligation de cette nature dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices.

Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada pour le secteur public ainsi qu'aux

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

lignes directrices de fin d'année telles qu'émisses par le Bureau du Contrôleur général, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'actif, le passif, les revenus et les charges consignés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considérait que les estimations et les hypothèses étaient raisonnables. La durée de vie des immobilisations, les provisions pour créances douteuses et l'obligation relative aux indemnités de cessation d'emploi sont les principaux éléments pour lesquels des estimations ont été utilisées. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Ces estimations sont révisées périodiquement et les ajustements, lorsque requis, sont comptabilisés dans les résultats d'exploitation nets pour l'exercice au cours duquel ils ont été identifiés.

3. Crédits parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen de crédits parlementaires annuels. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires qui ont été autorisés dans des exercices précédents, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans des exercices futurs. En conséquence, les résultats nets des opérations de l'Office diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants:

a) Rapprochement du coût d'exploitation net et des crédits parlementaires de l'exercice en cours :

	2006	2005
	\$	\$
Coût net des opérations	66 725 982	66 501 952
Acquisition des immobilisations	1 307 444	1 277 917
Paiements en vertu de contrats de location-acquisition	812 428	639 343
Gain (perte) sur aliénation des immobilisations	71 500	(11 922)
Variation de l'obligation pour indemnités de vacance et compensatoires	(199 963)	9 893
Variation nette pour indemnités de cessation d'emploi	(483 332)	94 037
Produits de l'aliénation des immobilisations	(101 620)	(61 000)
Amortissement des immobilisations	(3 021 200)	(3 540 545)
Crédits de l'exercice en cours utilisés	<u>65 111 239</u>	<u>64 909 675</u>

b) Rapprochement des crédits parlementaires votés et des crédits parlementaires utilisés :

	2006	2005
	\$	\$
Selon le Budget principal—Crédit 75	62 948 000	63 672 000
Budget supplémentaire des dépenses	5 274 182	3 194 031
Report de fonds autorisé	<u>(3 110 943)</u>	<u>(1 956 356)</u>
Crédits de l'exercice en cours utilisés	<u>65 111 239</u>	<u>64 909 675</u>

c) Rapprochement des liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada et des crédits de l'exercice en cours utilisés :

	2006	2005
	\$	\$
Liquidités nettes fournies par le gouvernement du Canada	63 240 767	66 644 576
Changement de la situation nette du Trésor		
Variation des comptes débiteurs	1 072 097	(1 519 522)
Variation des comptes créditeurs	1 512 560	(759 899)
Variation des revenus reportés	(158 294)	(2 196)
Autres ajustements	<u>(555 891)</u>	<u>546 716</u>
Crédits de l'exercice en cours utilisés	<u>65 111 239</u>	<u>64 909 675</u>

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Suite

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

4. Immobilisations

	Coût				Amortissement cumulé				2006	2005
	Début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Début de l'exercice	Amortissement cumulé	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Équipement technique	20 871 829	997 726	235 200	21 634 355	17 130 572	1 353 630	235 200	18 249 002	3 385 353	3 741 257
Logiciels et équipement informatique	13 040 884	489 338	258 892	13 271 330	9 405 104	1 368 543	228 771	10 544 876	2 726 454	3 635 780
Mobilier et équipement de bureau	1 045 033		203 889	841 144	876 936	33 294	203 890	706 340	134 804	168 097
Matériel roulant	31 755			31 755	31 755			31 755		
Collection	1			1					1	1
Améliorations locatives	3 890 429	242 447		4 132 876	3 292 661	265 733		3 558 394	574 482	597 768
Total	38 879 931	1 729 511	697 981	39 911 461	30 737 028	3 021 200	667 861	33 090 367	6 821 094	8 142 903

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur brute de 4 248 313 \$ (2005—4 010 400 \$) moins l'amortissement cumulé de 2 810 284 \$ (2005—2 040 079 \$). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 906 237 \$ (2005—719 194 \$). Les acquisitions des immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition s'élevaient à 422 067 \$ (2005—629 759 \$).

5. Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

L'Office et tous les employés admissibles participent au Régime de pension de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de pension s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de service validable droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées sur l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2006 les charges s'élèvent à 3 867 894 \$ (2005—3 741 890 \$), soit environ 2,8 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au régime de pension se limite à verser des cotisations. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

L'Office paie des indemnités de départ à ses employés fondées sur les années de service et le salaire en fin d'emploi. Ce régime n'étant pas provisionné, il ne détient aucun actif et présente un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs. Au 31 mars 2006, les renseignements utiles à l'égard de ce régime sont les suivants :

	2006	2005
	\$	\$
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	6 174 606	6 268 643
Charge pour l'année	1 388 151	383 234
Indemnités versées au cours de l'exercice	(904 819)	(477 271)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	6 657 938	6 174 606

6. a) Charges

	2006	2005
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	40 419 024	37 689 367
Location	8 648 427	8 887 067
Services professionnels et spéciaux	8 559 660	9 771 400
Transport et communication	3 890 222	3 953 774
Participation en espèces dans les coproductions	3 742 525	3 657 162
Amortissement des immobilisations	3 021 200	3 540 545
Matériel et fournitures	2 411 643	2 268 889
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	1 437 239	1 671 050
Information	1 295 115	1 165 952
Réparations et entretien	750 962	717 395
Divers	736 687	672 094
Redevances	694 899	670 979
(Gain) perte sur l'aliénation des immobilisations	(71 500)	11 922
Total	75 536 103	74 677 596

Fonds renouvelable de l'Office national du film—Fin

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

b) Revenus

	2006	2005
	\$	\$
Copies de films	3 156 370	2 412 268
Redevances	3 101 520	2 289 689
Production commanditée.....	1 260 392	2 467 805
Plans d'archives.....	681 945	658 136
Divers	609 894	347 746
	<u>8 810 121</u>	<u>8 175 644</u>

7. Obligation découlant de contrats de location-acquisition

L'Office a signé des ententes pour la location d'équipement technique, informatique et de bureau en vertu de contrats de location-acquisition. Les actifs ont été capitalisés en utilisant des taux d'intérêt implicites de 7 pour cent à 14 pour cent. Les obligations correspondantes sont remboursées pendant la durée des baux de 3 à 5 ans. Les paiements minimums exigibles en vertu des baux pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 totalisent 812 428 \$ (2005—paiements de 639 343 \$). Des intérêts de 259 440 \$ (2005—239 416 \$) sont imputés aux résultats.

L'obligation découlant de contrats de location-acquisition comprend les éléments suivants :

	\$
Paiements futurs exigibles en vertu des baux:	
2007	942 457
2008	959 764
2009	189 637
2010	20 612
	<u>2 112 470</u>
Moins : intérêts théoriques	331 190
	<u><u>1 781 280</u></u>

8. Opérations entre entités apparentées

L'Office est relié en termes de propriété commune à tous les ministères, organismes et autres sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. L'Office effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2006, l'Office a loué des locaux du Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) pour un montant de 6 883 007 \$ (2005—6 817 799 \$).

9. Juste valeur des instruments financiers

Les débiteurs, les dépôts, les créditeurs, les salaires à payer et les indemnités de vacance et compensatoires sont encourus dans le cours normal des affaires. La valeur aux livres de chacun de ces postes se rapproche de leur juste

valeur étant donné leur échéance respective à court terme. Il n'y a pas de concentration des débiteurs et, par conséquent, il n'y a pas de risque de crédit important.

La juste valeur de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition basée sur un taux d'intérêt du marché de 8 pour cent est estimée à 1 904 893 \$ (2005—2 366 327 \$).

10. Obligations contractuelles

L'Office a des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement. Le plus important de ces baux a été conclu avec TPSGC pour les locaux et est en vigueur jusqu'en 2016. Les montants futurs minimums à verser en loyers pour les cinq prochaines années sont les suivants :

	Locaux	Équipement	Total
	\$	\$	\$
2007	6 559 000	945 000	7 504 000
2008	5 687 000	572 000	6 259 000
2009	5 139 000	168 000	5 307 000
2010	4 642 000	35 000	4 677 000
2011	4 541 000	6 000	4 547 000
2012-2016.....	23 476 000		23 476 000
	<u>50 044 000</u>	<u>1 726 000</u>	<u>51 770 000</u>

Du montant de 50 044 000 \$ pour la location de locaux, des ententes totalisant 96 000 \$ ont été signées avec des tiers et 49 948 000 \$ avec TPSGC.

11. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est requérante ou défenderesse ou mise en cause dans les réclamations ou poursuites en justice. La direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de l'Office.

12. Renseignements comparatifs

Certains renseignements comparatifs ont été reclassés afin de refléter la présentation adoptée en 2006.

Fonds renouvelable de Passeport Canada

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada ont été préparés pour 2005-2006 tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principes comptables établis pour les fonds renouvelables du Gouvernement du Canada et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité première de ces états financiers, en regard de l'intégrité et de l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilités et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets		(3 426)	9 496	4 207
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	32 275	14 910	15 438	12 874
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	32 275	11 484	24 934	17 081
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Remboursement du prêt de MAECI			4 477	4 477
Acquisitions nettes d'immobilisations	27 382	6 653	19 942	16 831
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	4 893	(9 064)	515	(1 752)
Autorisation fournie (employée)*		13 895		(2 475)

* L'autorisation employée au cours de l'exercice sous le portefeuille ministériel des Affaires étrangères diffère de 10 258 \$ avec l'autorité fournie dans cet état. L'autorisation employée pour l'exercice financier 2004-2005 a été modifiée pour présenter l'allocation permanente du crédit 5 du Conseil du Trésor de 1 277 \$ reçue dans l'exercice financier 2005-2006 au lieu de l'exercice financier 2004-2005.

La Direction des services financiers de Passeport Canada élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds.

Ces états financiers ont été présentés au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante laquelle est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

*Le Directeur général
des Services corporatifs*
DENIS FORTIER

*Présidente-directrice générale
Passeport Canada*
DOREEN STEIDLE

le 1 juin 2006

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(30 345)	(16 683)
Plus : imputations des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	11 726	14 064
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	2 704	4 809
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(21 323)	(7 428)
Limite de l'autorisation	4 000	4 000
Autorisation non employée reportée*	25 323	11 428

* L'autorisation disponible pour emploi dans les exercices ultérieurs sous le portefeuille ministériel des Affaires étrangères diffère de 10 258 \$ avec l'autorisation non employée reportée dans cet état. L'autorisation non employée reportée pour l'exercice financier 2004-2005 a été modifiée pour présenter l'allocation permanente du crédit 5 du Conseil du Trésor de 1 277 \$ reçue dans l'exercice financier 2005-2006 au lieu de l'exercice financier 2004-2005.

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Suite

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE ADJOINT
SERVICES MINISTÉRIELS, MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Passeport Canada au 31 mars 2006 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Passeport Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Passeport Canada au 31 mars 2006 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable Passeport Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Les chiffres correspondants au 31 mars 2005 ont été vérifiés par un autre cabinet de comptables agréés.

KPMG s.r.l
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 26 mai 2006

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF		
À court terme :			À court terme :		
Débiteurs :			Créditeurs et charges à payer :		
Gouvernement du Canada	2 173	4 109	Gouvernement du Canada	1 759	6 150
Tiers	592	762	Tiers :		
Inventaires	5 184	4 084	Créditeurs	9 943	8 019
Charges payées d'avance	1 314	1 509	Indemnités de vacances	2 940	2 627
			Retenues sur paiements aux entrepreneurs	214	90
	9 263	10 464	Tranche à court terme de la provision pour prestations de cessation d'emploi	323	226
À long terme :				15 179	17 112
Immobilisations (note 3) :			À long terme :		
Au coût	110 997	109 769	Provision pour prestations de cessation d'emploi	12 459	10 913
Moins : amortissement cumulé	72 769	65 533		12 459	10 913
	38 228	44 236	ACTIF NET (note 4)	19 853	26 675
			Engagements contractuels (note 5)		
	47 491	54 700		47 491	54 700

Les notes font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable de Passeport
Canada—Suite**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus :		
Droits gagnés	195 434	166 843
Revenus divers	495	370
	195 929	167 213
Coût des ventes		
Matériel de passeport	15 033	12 107
Bénéfice brut	180 896	155 106
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux	113 744	92 687
Provision pour prestations de cessation d'emploi	2 250	1 783
Fret, messageries et camionnage	17 931	13 559
Amortissement d'immobilisations	12 613	11 091
Locaux	10 438	9 875
Services professionnels et spéciaux	7 118	8 456
Services de passeports dans les missions à l'étranger (note 6)	4 447	4 447
Renseignements	3 450	1 920
Télécommunications	3 309	2 394
Imprimerie, papeterie et approvisionnements	3 140	2 823
Entretien et réparations	2 630	2 679
Voyages et déménagements	1 747	1 565
Services postaux et affranchissements	998	1 370
Location	341	302
Divers	166	425
	184 322	155 376
Résultats nets avant les éléments extraordinaires	(3 426)	(270)
Gain sur radiation du prêt (note 7)		4 477
Résultats nets	(3 426)	4 207
Actif net, au début de l'exercice	26 675	16 858
Net variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(13 662)	3 380
Apport d'actif	10 266	2 230
Actif net, à la fin de l'exercice (note 4)	19 853	26 675

Les notes font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités de l'exploitation :		
Résultats nets	(3 426)	4 207
Plus:		
Provision pour prestations de cessation d'emploi	1 643	1 410
Amortissement d'immobilisations	12 613	11 091
Perte sur disposition d'immobilisations	48	
	10 878	16 708
Variation des actifs et des passifs à court terme (note 8)	(829)	(1 010)
	10 049	15 698
Activités d'investissement		
Immobilisations acquises	(6 653)	(16 831)
Activités de financement		
Remboursement du prêt		(4 477)
Apport d'actif (note 4)	10 266	2 230
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation nettes de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	13 662	(3 380)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	16 683	20 063
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 4)	30 345	16 683

Les notes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et but

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada a été établi en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage à des citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine. La *Loi sur les fonds renouvelables* a autorisé le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor jusqu'à un total de 4 000 000 \$ à des fins de fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés. Un montant de 746 000 \$, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Principales conventions comptables

a) Concepts de comptabilité

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-dessous afin de satisfaire aux exigences prescrites par la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada en vertu de la *Loi sur les Fonds renouvelables*. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des états financiers s'écartent sensiblement des principes comptables généralement reconnus au Canada pour les raisons suivantes :

- une estimation des montants courus est faite pour les indemnités de vacances et les prestations de cessation d'emploi au lieu d'obtenir une évaluation actuarielle;
- les droits de passeport comme mentionnés dans le Décret sur les passeports canadiens sont reconnus comme revenus au moment de la demande et de la réception du paiement au lieu d'être constaté à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées; et
- le financement reçu du Conseil du Trésor pour des actifs est comptabilisé comme un apport d'actif et non pas à l'encontre du coût des ces actifs.

b) Reconnaissance des revenus

Les droits de passeport sont reconnus comme revenus au moment de la demande et de la réception du paiement.

c) Inventaires

Le stock de fournitures et d'approvisionnements est inscrit au prix coûtant utilisant la méthode du coût moyen.

d) Immobilisations

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la période des baux. Les autres immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, depuis l'exercice d'acquisition, sur leur durée économique prévue, comme suit :

Actif	Années
Améliorations locatives	Terme du bail
Ameublement	10 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	3-5 ans
Autres pièces d'équipement	5 ans

Passeport Canada capitalise les coûts imputés au projet du Plan de perfectionnement de la technologie (PPT). Les coûts du projet ont été séparés en quatre catégories et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimée de chacune des catégories, comme suit :

Actif	Années
Plan de perfectionnement de la technologie (PPT)	
Machine et équipement	10 ans
Système	4 ans
Ameublement	10 ans
Équipement de traitement électronique des données (TED)	4 ans

Tous les coûts pour les autres projets sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée économique prévue.

e) Prestations de cessation d'emploi

Les prestations de cessation d'emploi des employés s'accumulent en fonction de leurs années de service au gouvernement du Canada, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi. Le coût de ces prestations est inscrit dans les comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

f) Régime de retraite

Les employés de Passeport Canada participent au *Régime de pension de retraite de la fonction publique* administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente loi, les contributions versées au Régime par Passeport Canada sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension de Passeport Canada et sont imputées aux opérations sur une base courante. Passeport Canada n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour palier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Suite

fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

g) Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la gestion établisse des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les estimations comptables sont utilisées principalement pour la provision de prestation de cessation d'emploi et les charges à payer courues. Les résultats réels pourraient différer des estimations comptables et le cas échéant des corrections seront apportées à l'exercice financier en cours à ce moment-là.

3. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie.....	33 877			33 877
Projets d'immobilisation.....	66 140	6 310	2 495	69 955
Ameublement.....	2 360	7	2 283	84
Équipement TED.....	7 037	320	566	6 791
Autres machines et équipements.....	355	16	81	290
	<u>109 769</u>	<u>6 653</u>	<u>5 425</u>	<u>110 997</u>
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie.....	33 719	40		33 759
Projets d'immobilisation.....	25 166	11 242	2 448	33 960
Ameublement.....	2 309	29	2 282	56
Équipement TED.....	4 098	1 248	566	4 780
Autres machines et équipements.....	241	54	81	214
	<u>65 533</u>	<u>12 613</u>	<u>5 377</u>	<u>72 769</u>

La catégorie des projets d'immobilisation inclut les améliorations locatives.

4. Actif net

	2006	2005
(en milliers de dollars)		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(30 345)	(16 683)
Surplus accumulé.....	39 932	41 128
Apport d'actif.....	10 266	2 230
	<u>19 853</u>	<u>26 675</u>

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant la prise en charge de l'actif net de 746 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

Apport d'actif

Au cours de l'année, Passeport Canada a reçu un montant de 10 265 692 \$ (2 230 000 \$ en 2005) du Conseil du Trésor afin de financer principalement les projets en capital de l'initiative de sécurité nationale et répondre aux recommandations du rapport du vérificateur général.

5. Engagements contractuels

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada loue ses locaux et autres équipements de bureau en vertu d'un contrat de location-exploitation venant à terme en 2015. Les paiements de location futurs annuels sont approximativement comme suit :

	(en milliers de dollars)
2007.....	9 487
2008.....	8 053
2009.....	5 818
2010.....	2 080
2011 et après.....	1 930
	<u>27 368</u>

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada a signé un contrat pour l'approvisionnement en matériel de passeport venant à terme en mai 2008. Les paiements futurs annuels sont approximativement :

	(en milliers de dollars)
2007.....	9 082
2008.....	4 919
	<u>14 001</u>

Fonds renouvelable de Passeport Canada—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

6. Opérations entre apparentés

Passeport Canada est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créé par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au service de passeport dans les missions à l'étranger, au logement et aux services légaux furent effectués entre apparentés dans le cours normal des opérations. Toutes les opérations entre apparentées sont comptabilisées au montant de la valeur d'échange lequel est représentatif de l'entente entre les deux parties.

Une des fonctions de Passeport Canada, qui est un organisme du Ministère des affaires étrangères et du commerce international (MAECI), est de collecter les frais consulaires pour le bénéfice de la division des affaires consulaires du MAECI. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état de l'exploitation. Pour l'exercice 2006 le Fonds a collecté et remis aux MAECI 62 654 238 \$ (2005—55 816 353 \$) en frais consulaires.

7. Radiation du prêt

Au cours de l'année financière 2005, le Ministère des affaires étrangères et du commerce international (MAECI) a autorisé la radiation de la partie restante du prêt payable au montant de 4 477 000 \$. Le montant du prêt a été repayé par Passeport Canada en juin 2004 et il a été retourné par le MAECI en mars 2005.

8. Variation des actifs et des passifs à court terme

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Variation des actifs et des passifs à court terme:		
Débiteurs — Gouvernement du Canada	1 936	(3 913)
Débiteurs — Tiers	170	(571)
Inventaires	(1 100)	32
Charges payées d'avance	195	569
Créditeurs et charges à payer :		
Gouvernement du Canada	(4 391)	1 765
Tiers — Crédoiteurs	1 924	863
Tiers — Indemnités de vacances	313	256
Tiers — Retenues sur paiement aux entrepreneurs	124	(11)
	(829)	(1 010)

9. Données comparatives

Certains montants pour l'année financière 2005 ont été reclassés afin de pouvoir les comparer à l'année courante.

Fonds renouvelable de la production de défense

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables, la *Loi sur la production de défense* et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune opération pour le Fonds renouvelable de la production de défense pour l'année financière 2005-2006.

Approuvé par :

*Agent financier principal,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

31 mai 2006

*Sous-ministre adjoint p.i.,
Direction générale des approvisionnements*
IAN BENNETT

1 juin 2006

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêts pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation permanente et continuent aux termes de la *Loi sur la régularisation des comptes*, d'effectuer des paiements sur le Fonds du revenu consolidé. En tout temps, le total de l'ensemble des montants reçus dans ces deux comptes ne doit jamais excéder 100 millions de dollars.

FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000 ⁽¹⁾	100 000 ⁽¹⁾
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée	100 000	100 000

⁽¹⁾ La limite conjointe d'autorisation continue pour le Fonds renouvelable de la production de défense et le compte de prêts de la production de défense est de 100 000 000 \$ telle qu'indiqué à la note 1.

COMPTE DE PRÊTS DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000 ⁽¹⁾	100 000 ⁽¹⁾
Moins : autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée		

⁽¹⁾ La limite conjointe d'autorisation continue pour le Fonds renouvelable de la production de défense et le compte de prêts de la production de défense est de 100 000 000 \$ telle qu'indiqué à la note 1.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique tels qu'exigés par la Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et selon les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité première de ces états financiers, concernant l'intégrité et de l'objectivité des données, incombe à la gestion du Fonds. Cette responsabilité relève principalement de la direction générale des finances qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes appropriés de gestion financière, de comptabilité et de rapports.

Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport et de comptabilité, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le

Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par un cabinet d'expert-comptable accrédité externe, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Le rôle des vérificateurs était d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds en date du 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Le Rapport du vérificateur (son opinion) est annexé aux états financiers.

À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans ces états financiers.

Approuvé par :

*Agent financier principal,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

le 6 juin 2006

*Président-directeur général,
Direction générale des services d'infotechnologie*
KEN COCHRANE

le 2 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets		2 806		6 279
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	150	120	150	436
Fonds provenant de l'exploitation	150	2 926	150	6 715
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	150		150	303
Autres éléments nets d'actifs et de passifs				(6)
Contribution à l'initiative de transformation (note 1)		6 960	5 704	2 529
Autorisation fournie (employée)		(4 034)	(5 704)	3 889

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(21 263)	(27 463)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	11 933	14 270
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	12 369	12 540
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(21 699)	(25 733)
Limite de l'autorisation (note 1)	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée	41 699	45 733

**Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—
Suite**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique au 31 mars 2006 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend

également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables présentés dans la note 2.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 9 mai 2006

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS**
(en milliers de dollars)

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	30		Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada.....	42	198
Gouvernement du Canada.....	11 555	11 623	Tiers.....	11 553	13 802
Tiers.....	1 228	1 262	Autres passifs.....	936	785
Autres actifs (note 3).....	748	800		12 531	14 785
	13 561	13 685	Provision pour indemnités de cessation d'emploi.....	3 416	3 540
Immobilisations (note 4).....	262	470		15 947	18 325
			PASSIF NET (note 5).....	(2 124)	(4 170)
	13 823	14 155		13 823	14 155

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique— Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus	138 159	132 195
Coûts des ventes	99 864	94 668
Bénéfice brut	38 295	37 527
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	15 559	15 624
Indemnités de cessation d'emploi	192	329
Services professionnels et spéciaux	16 910	12 349
Services ministériels et administratifs	1 121	1 082
Coûts d'occupation	750	801
Transports et télécommunications	531	507
Services publics, fournitures et approvisionnements	248	389
Amortissement	128	98
Location	28	24
Achat de services de réparation et d'entretien	4	17
Information	2	21
Autres dépenses	16	7
	35 489	31 248
Résultats nets	2 806	6 279
Passif net, au début de l'exercice	(4 170)	(2 522)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	6 200	(5 398)
Contribution à l'initiative de transformation (note 1)	(6 960)	(2 529)
Passif net, à la fin de l'exercice	(2 124)	(4 170)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités d'exploitation		
Résultats nets	2 806	6 279
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Amortissement	208	218
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	192	329
	3 206	6 826
Variation du fonds de roulement (note 7)	(2 130)	1 473
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(316)	(69)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	760	8 230
Activités d'investissement		
Immobilisations—Acquisitions		(303)
Contribution à l'initiative de transformation (note 1)	(6 960)	(2 529)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(6 960)	(2 832)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(6 200)	5 398
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	27 463	22 065
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	21 263	27 463

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—
Suite**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales (ATG) a été établi en 1963 pour organiser et pourvoir des services de télécommunications aux ministères et agences du gouvernement fédéral qui en font la demande. L'article 5.2 de la *Loi sur les fonds renouvelables* permet au ministre d'effectuer des paiements à même le Trésor au titre de fonds de roulement, d'acquisition d'équipement et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, le montant total ne devant pas excéder 8 000 000 \$ en aucun temps. Au cours des dernières années, l'autorisation a été augmentée par intermittence. En 1991-1992, l'augmentation a été de 34 000 000 \$ ce qui apporte l'autorisation à 64 000 000 \$ en vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992* qui a été annulée et remplacée en 1996 par la section 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*. Le 1^{er} avril 1999, selon la décision du Conseil du Trésor #827175, l'autorisation de prélever du Fonds SGTI a diminué de 64 000 000 \$ à 45 000 000 \$ et le surplus accumulé a été réduit de 20 000 000 \$.

En 2001-2002, en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables*, et par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2001-2002 (décision du Conseil du Trésor #829420 en date du 6 décembre 2001), l'autorisation de prélèvement nette du fond a été réduite de 45 000 000 \$ à 20 000 000 \$.

Lors de la restructuration annoncée le 25 juin 1993, l'ATG a été intégrée avec le groupe d'informatique formé par Approvisionnements et Services Canada (ASC) et Travaux publics Canada (TPC) pour devenir ce qui se nommait Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (SGTI). À partir du 1^{er} avril 1994, tous les soldes dans le Fonds renouvelable de l'ATG ont été transférés au Fonds renouvelable des SGTI. Dans l'exercice de la Structure de planification, de rapport et de responsabilisation (SPRR) de 1998-1999, le soutien interne à TPSGC a été transféré du Fonds renouvelable des SGTI au crédit, en vigueur le 1^{er} avril 1998.

En 2002-2003, le Fonds renouvelable a changé de nom pour Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique (SCTI).

En 2004-2005, le Fonds a reçu l'autorisation (décision du Conseil du Trésor #831746 datée du 31 janvier 2005) d'utiliser une portion de son surplus accumulé afin de contribuer à la planification de la transformation et le développement des produits, des services, des systèmes et

de l'infrastructure de TI pour un montant maximum de 12 664 240\$ (5 704 220\$ en 2004-2005; 6 960 020\$ en 2005-2006). Cette initiative sera utilisée pour renforcer la capacité de prestation de services partagés, via la direction générale des services de technologie de l'information (DGSTI), en vue de satisfaire aux exigences croissantes du gouvernement en matière de services et, par le fait même, servir directement les intérêts des ministères clients qui cotisent au Fonds renouvelable. Le montant actuel payé par le Fonds renouvelable à la DGSTI en 2005-2006 est de 6 959 988\$ (2 528 518\$ en 2004-2005). DGSTI fait partie du programme des services gouvernementaux dans le crédit des dépenses de fonctionnement. .

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et pour les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

c) Immobilisations

Les actifs sont évalués au coût et amortis à compter du mois suivant l'acquisition selon la méthode linéaire sur l'estimation de leur durée de vie économique :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie économique estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans

**Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—
Suite**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés de SCTI. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces prestations sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	747	799
Charges payées d'avance	1	1
	748	800

4. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	1 648		66	1,582
Logiciels informatiques . . .	146			146
	1 794		66	1,728

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice courant	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	1 202	189	66	1,325
Logiciels informatiques . . .	122	19		141
	1 324	208	66	1,466
Net	470			262

5. Passif net

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(21 263)	(27 463)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	23 293	19 543
Résultats nets	2 806	6 279
Contribution à l'initiative de transformation (note 1)	(6 960)	(2 529)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	19 139	23 293
	(2 124)	(4 170)

6. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié en vertu de contrats à des fournisseurs de télécommunications. Les versements futurs sont les suivants :

(en milliers de dollars)

Exercice se terminant le 31 mars	
2007	211 342
2008	93 427
2009	47 766
	352 535

**Fonds renouvelable des Services communs
de télécommunications et d'informatique—
Fin**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

7. Variation du fonds de roulement

	2006	2005	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	13 561	13 685	124
Passif à court terme	12 531	14 785	(2 254)
			(2 130)

8. Instruments financiers

Les instruments financiers du fonds renouvelable comprennent des fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par la Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et selon les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité première de ces états financiers, concernant l'intégrité et de l'objectivité des données, incombe à la gestion du Fonds. Cette responsabilité relève principalement de la direction générale des finances qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes appropriés de gestion financière, de comptabilité et de rapports.

Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport et de comptabilité, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également

d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par un cabinet d'expert-comptable accrédité externe, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Le rôle des vérificateurs était d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds en date du 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Le Rapport du vérificateur (son opinion) est annexé aux états financiers.

À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans ces états financiers.

Approuvé par :

*Agent financier principal,
Direction générale des finances*
MIKE HAWKES

*Sous-ministre adjoint p.i.
Direction générale des biens immobiliers*
TIM MCGRATH

*Sous-ministre adjoint p.i.
Direction générale des services ministériels,
des politiques et des communications*
ALAIN TRÉPANIÉ

6 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets		(1 456)		(2 028)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		1 095		(13 999)
Fonds provenant de l'exploitation		(361)		(16 027)
Plus : recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)		48		15 991
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		(313)		(36)
Autorisation fournie				

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(36 126)	(21 122)
Plus : imputation des CAFE sur le compte de crédit après le 31 mars	198 408	207 026
Moins : montants crédités au compte de crédit après le 31 mars	162 282	185 904
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	150 000	150 000
Limite de l'autorisation (note 1)	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée	150 000	150 000

Fonds renouvelable des Services immobiliers—Suite

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX
CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des Services immobiliers au 31 mars 2006 et les états des résultats et de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable des Services immobiliers. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend

également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable des Services immobiliers au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables présentés dans la note 2.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 19 mai 2006

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	2 500	256	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada.....	3 526	7 686
Gouvernement du Canada.....	150 478	176 311	Tiers.....	183 099	189 190
Tiers.....	19 810	22 634	Fonds de responsabilité professionnelle.....	2 610	2 511
Autres actifs (note 3).....	8 245	8 418	Autres passifs.....	7 300	6 078
				196 535	205 465
			Provision pour indemnités de cessation d'emploi.....	22 167	23 411
				218 702	228 876
			PASSIF NET (note 4).....	(37 669)	(21 257)
				181 033	207 619
	181 033	207 619			

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Fonds renouvelable des Services
immobiliers—*Suite***

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF
(PASSIF) NET
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2006	2005
Revenus bruts (note 8)	911 478	797 718
Débours recouvrables effectués au nom des clients	741 824	630 716
Revenus nets	169 654	167 002
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	108 181	103 380
Indemnités de cessation d'emploi	1 746	3 577
Frais généraux refacturés	34 943	34 503
Services ministériels et administratifs	16 415	16 495
Coûts d'occupation	6 540	5 630
Provision pour réclamations et autres dépenses	3 285	5 445
	171 110	169 030
Résultats nets	(1 456)	(2 028)
Actif (passif) net, au début de l'exercice	(21 257)	4 740
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	48	15 991
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(15 004)	(39 960)
Passif net, à la fin de l'exercice	(37 669)	(21 257)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2006	2005
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(1 456)	(2 028)
Éléments n'utilisant pas l'autorisation du Fonds		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1 746	3 577
	290	1 549
Variation du fonds de roulement (note 7)	17 656	24 642
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(2 990)	(2 222)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	14 956	23 969
Activités de financement		
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	48	15 991
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement	48	15 991
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	15 004	39 960
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	21 122	(18 838)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 4)	36 126	21 122

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et but

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (FRSI), antérieurement le Fonds renouvelable des Travaux publics, a été établi par la *Loi sur la régularisation des comptes*, (Loi C-22 datée du 22 juillet 1980), qui a été annulée et remplacée en 1985 par la section 5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*. Cette Loi permet au ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) d'encourir des dépenses pour les démarches entreprises par son ministère pour le compte d'autres ministères et organismes, d'autres gouvernements ainsi que pour les locataires du secteur privé de propriétés louées ou appartenant à l'État. Depuis le 1^{er} avril 1996, le Fonds renouvelable des services d'architecture, de génie et de l'immobilier opère sous le nom Fonds renouvelable des Services immobiliers. Le Fonds comprend les activités de génie et d'architecture, de gestion immobilière, de logement et de dessaisissement, et de services de soutien.

Le Fonds renouvelable a reçu du Parlement une autorisation permanente et continue en vue d'effectuer des paiements au moyen du Trésor pour financer un fonds de roulement suffisant et pour couvrir ses dépenses de fonctionnement et en capital.

Depuis le 1^{er} avril 1988, selon les termes et conditions révisés de la décision du Conseil du Trésor 805839 approuvée et datée le 25 juin 1987, le Fonds renouvelable des services immobiliers (auparavant Travaux publics) a comme but d'opérer en tant qu'entité financière autonome en imputant des honoraires calculés selon les prix du marché, conformément au barème approuvé par le Conseil du Trésor, pour les services fournis aux clients.

Depuis le 1^{er} avril 1999, le Fonds est utilisé exclusivement à la prestation de services aux autres ministères et aux tierces parties.

En vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables* L.R.C. (1985) ch.R-8, pour modifier le paragraphe 5(3) de la Loi, par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2001-2002 - Crédit 7b et 13b (décision du Conseil du Trésor 829420 datée le 6 décembre 2001), l'autorisation de prélèvement nette du Fonds a été réduite de 450 000 000 \$ à 150 000 000 \$ en plus de la radiation de 88 227 114 \$ au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée en date du 31 mars 2002.

Finalement, le Fonds renouvelable a reçu des fonds par un crédit distinct afin de couvrir l'autorisation de prélèvement utilisée afin de se conformer à la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Le montant reçu en 2005-2006 totalise 48 000 \$ (2004-2005: 15 991 000 \$).

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et pour les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'exercice. Les frais généraux refacturés sont basés sur les dépenses salariales budgétées. Les services ministériels et administratifs sont basés sur les dépenses budgétées calculées à partir des données actuelles de 2003-2004 et ajustées des éléments connus tels que les conventions collectives et les ententes de services.

c) Stocks

Les stocks sont évalués au coût et ils sont comptabilisés selon la méthode de l'épuisement successif.

d) Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de la main-d'oeuvre et les déboursés encourus pour les services rendus ou les biens livrés. Tous les montants facturés sur les travaux en cours sont portés en diminution de ceux-ci.

e) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

Fonds renouvelable des Services immobiliers—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

f) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont enregistrés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

3. Autres actifs

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services.....	8 173	7 993
Charges payées d'avance.....	4	4
Stocks et travaux en cours.....	68	421
	<u>8 245</u>	<u>8 418</u>

4. Passif net

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(36 126)	(21 122)
Déficit accumulé, au début de l'exercice.....	(135)	(14 098)
Résultats nets.....	(1 456)	(2 028)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1).....	48	15 991
Déficit accumulé, à la fin de l'exercice.....	<u>(1 543)</u>	<u>(135)</u>
	<u>(37 669)</u>	<u>(21 257)</u>

5. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié en vertu d'obligations contractuelles pour des services immobiliers. Les paiements futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)	
Exercice se terminant le 31 mars		
2007.....	195 368	
2008.....	35 385	
2009.....	21 248	
2010.....	19 327	
2011 et suivants.....	<u>118 045</u>	
	<u>389 373</u>	

6. Passif éventuel

À compter du 1^{er} avril 2005, la comptabilisation des passifs éventuels a été décentralisée du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada au Fonds renouvelable des services immobiliers. Le Fonds enregistre un passif pour toutes les éventualités susceptibles d'engendrer un passif et qui peuvent être raisonnablement estimées. L'existence et le montant du passif dépendent de l'issue future de ces réclamations, or ils sont, en ce moment, indéterminables.

Une réclamation a été déposée contre l'État et des tierces parties alléguant des dommages pour un montant de 39,7 millions de dollars. L'État a déposé une comparution mais non son exposé de la défense. En date du rapport du vérificateur, l'État n'est pas en mesure d'évaluer la possibilité d'un règlement et du montant à risque, ou d'estimer le montant d'un règlement quelconque.

7. Variation du fonds de roulement

	2006	2005	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme.....	181 033	207 619	26 586
Passif à court terme.....	<u>196 535</u>	<u>205 465</u>	<u>(8 930)</u>
			<u>17 656</u>

8. Revenus bruts

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Débours recouvrables effectués au nom des clients.....	741 824	630 715
Revenus de projets.....	138 891	132 218
Recouvrement de salaires.....	23 146	26 079
Honoraires de gestion d'actifs.....	7 040	8 217
Autres revenus.....	<u>577</u>	<u>489</u>
	<u>911 478</u>	<u>797 718</u>

9. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable comprennent les fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des services optionnels tels qu'exigés par la Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et selon les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité première de ces états financiers, concernant l'intégrité et de l'objectivité des données, incombe à la gestion du Fonds. Cette responsabilité relève principalement de la direction générale des finances qui élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité, et émet les directives spécifiques nécessaires pour maintenir les normes appropriés de gestion financière, de comptabilité et de rapports.

Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport et de comptabilité, le Fonds maintient une série de comptes représentant un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues

dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Ces états financiers ont été vérifiés par un cabinet d'expert-comptable accrédité externe, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Le rôle des vérificateurs était d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds en date du 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Le Rapport du vérificateur (son opinion) est annexé aux états financiers.

À moins d'avis contraire, les renseignements financiers figurant dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans ces états financiers.

Approuvé par :

*Agent financier principal,
Direction générale des finances*
JEAN-LUC CARON pour
MIKE HAWKES

le 1 juin 2006

*Sous-ministre adjointe pi,
Direction générale des approvisionnements*
IAN BENNETT

le 2 juin 2006

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006		2005	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	(99)	3 146	(99)	3 160
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	99	(1 778)	99	1 499
Autorisation fournie		1 368		4 659

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS (en milliers de dollars)

	2006	2005
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10 678)	(5 002)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	6 776	1 518
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	2 452	1 502
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(6 354)	(4 986)
Limite de l'autorisation (note 1)	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée	41 354	39 986

Fonds renouvelable des services optionnels—Suite

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des services optionnels au 31 mars 2006, ainsi que les états des résultats, de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable des services optionnels. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments

d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable des services optionnels au 31 mars 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables présentés dans la note 2.

PriceWaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Ottawa, Canada
le 16 mai 2006

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)**

	2006	2005		2006	2005
ACTIF			PASSIF ET ACTIF (PASSIF) NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit.....	782		Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	19	45
Gouvernement du Canada	1 482	1 402	Tiers	5 624	2 413
Tiers	1 838	2 156	Autres passifs	122	196
Autres actifs (note 3)	96	108		5 765	2 654
	4 198	3 666	Provision pour indemnités de cessation d'emploi	782	820
Immobilisations (note 4)	11			6 547	3 474
			ACTIF (PASSIF) NET (note 5)	(2 338)	192
	4 209	3 666		4 209	3 666

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels—Suite

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF (PASSIF)
NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Revenus (note 7)	95 517	80 960
Coûts des ventes	86 566	72 327
Bénéfice brut	8 951	8 633
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3 741	3 099
Indemnités de cessation d'emploi	70	13
Services professionnels et spéciaux	1 034	1 092
Coûts d'occupation	419	452
Services ministériels et administratifs	241	176
Transports et télécommunications	145	176
Information	37	38
Services publics, fournitures et approvisionnements	31	147
Location	20	18
Amortissement	11	
Achat de services de réparation et d'entretien	5	206
Mauvaises créances	2	
Intérêts sur les prélèvements du fonds		29
Autres dépenses	49	27
	5 805	5 473
Résultats nets	3 146	3 160
Actif (passif) net, au début de l'exercice	192	(1 674)
Transfert des activités		190
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(5 676)	(1 484)
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice	(2 338)	192

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2006	2005
Activités d'exploitation		
Résultats nets	3 146	3 160
Éléments n'affectant pas l'autorisation de Fonds		
Amortissement	11	
Transfert d'immobilisations du crédit net	(22)	
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	70	13
	3 205	3 173
Variation du fonds de roulement (note 8)	2 579	(1 828)
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(108)	(26)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	5 676	1 319
Activités d'investissement		
Immobilisations—ajustements		165
Ressources financières nettes fournies par les activités d'investissement		165
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	5 676	1 484
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	5 002	5 245
Transfert des activités		(1 727)
	5 002	3 518
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	10 678	5 002

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels—Suite

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des services optionnels (FRSO) a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n°4 de 1991-1992* qui a été annulée et remplacée en 1996 par la section 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*. L'opération du Fonds a pour fin de remplir les objectifs cités à l'alinéa 6(a) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* qui ont trait à l'acquisition et à la fourniture d'articles, d'approvisionnements, d'outillage, d'équipements et autre matériel; et l'alinéa 6(b) qui ont trait à l'acquisition et la fourniture de services d'imprimerie et d'édition. Les programmes suivants ont été approuvés par le Conseil du Trésor comme partie intégrante du mandat du FRSO : les programmes d'évaluation des performances des systèmes; le programme d'inoculation; le service des voyages du gouvernement; et de l'enregistrement des coûts de produit de la gestion du transport et du Programme d'achat de matériel informatique pour location. La somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser de plus de 200 000 000 \$ les recettes reçues en fonction des objectifs du Fonds.

En 2001-2002, en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les fonds renouvelables*, et par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2001-2002 (Conseil du Trésor #829023-1 en date du 25 octobre 2001), l'autorisation de prélèvement nette du Fonds a été réduite de 200 000 000 \$ à 75 000 000 \$ et par la suite par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2001-2002 (Conseil du Trésor #829420 en date du 6 décembre 2001), l'autorisation de prélèvement nette du Fonds a été réduite de 75 000 000 \$ à 35 000 000 \$. La décision du Conseil du Trésor #829420 a aussi autorisé la radiation de 22 700 000 \$ au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée en date du 31 mars 2002.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et pour les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

b) Revenus et dépenses

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'exercice.

c) Immobilisations

Les actifs sont évalués au coût et sont amortis selon la méthode linéaire sur l'estimation de leur durée de vie économique :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie économique estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Machinerie et équipement	5 ans

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et d'indemnités de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi des employés s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont enregistrés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

Fonds renouvelable des services optionnels—Fin

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—Fin

3. Autres actifs

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	95	106
Autres avances	1	2
	96	108

4. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Transfert d'immobilisations du crédit net	Aquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	36			36
Machinerie et équipement		54		54
	36	54		90
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Transfert d'immobilisations du crédit net	Amortissement de l'exercice courant	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	36			36
Machinerie et équipement		32	11	43
	36	32	11	79
Net				11

5. Actif (passif) net

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(10 678)	(5 002)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	5 194	3 571
Résultats nets	3 146	3 160
Transfert des activités		(1 537)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	8 340	5 194
	(2 338)	192

6. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu de baux d'exploitation. Les versements futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)	
Exercice se terminant le 31 mars		
2007	452	
2008	452	
2009	75	
	979	

7. Revenus

	2006	2005
	(en milliers de dollars)	
Recouvrements du programme d'inoculation	52 291	39 862
Recouvrements de la gestion du transport	32 442	31 020
Ventes des centres de services de soutien partagés localement	6 210	6 468
Recouvrements de communication, d'impression et d'audio-visuel	4 496	3 566
Programme d'analyse comparative	78	44
	95 517	80 960

8. Variation du fonds de roulement

	2006	2005	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actifs à court terme	4 198	3 666	(532)
Passifs à court terme	5 765	2 654	3 111
			2 579

9. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable comprennent les fonds en transit, des débiteurs et des créditeurs. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indications spécifiques, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit significatif provenant de ces instruments financiers.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2005-2006

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	2.2
Créances—radiations ou renonciations	2.8
Avances à justifier.	2.12
Pertes de fonds et de biens publics.	2.15

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP).

SOMMAIRE DES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES

	Montant*
	\$
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (ARTICLE 23)—	
Agence du revenu du Canada.....	1 229 850 560
Citoyenneté et Immigration—	
Ministère	294 923
Affaires étrangères et Commerce international—	
Exportation et développement Canada	1 896 892
Justice—	
Ministère	4 055 043
Sécurité publique et Protection civile—	
Agence des services frontaliers du Canada	450 015 435
Centre canadien des armes à feu	402
TARIF DES DOUANES (ARTICLE 115)—	
Sécurité publique et Protection civile—	
Agence des services frontaliers du Canada	131 527 395
Total.....	1 817 640 650

* Voir le détail à l'état suivant intitulé «Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes».

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
EN VERTU DE L'ARTICLE 23 DE LA LGFP			
AGENCE DU REVENU DU CANADA			
CP 1945-88/2969 du 25 avril 1945, décret de remise du Gouverneur général (taxes d'accise), prévoit la remise des taxes d'accise dues par le Gouverneur général sur certains achats et certaines importations.....	122	CP 1992-2399 du 19 novembre 1992, décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>), accorde une remise de la TPS/TVH payée ou payable sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada.....	6 677 671
CP 1976-1026 du 6 mai 1976, accordait une remise d'impôt sur le revenu à payer en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> relativement à certaines réserves pour redevances de Syncrude.	24 043 357	CP 1992-2496 du 3 décembre 1992, décret de remise visant la Corporation Cameco, accorde à celle-ci une remise de la TPS payée ou payable sur les fournitures de concentrés d'uranium par cette société aux acheteurs non-résidents qui ne sont pas inscrits aux termes de la partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> , pour être utilisés ou consommés au Canada uniquement dans la production de produits devant être exportés.	382 375
CP 1985-2071, 27 juin 1985, décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, prévoit une remise des droits de douane, des droits d'accise, de la taxe sur les produits et services (TPS), de la taxe de vente harmonisée (TVH), et de la taxe d'accise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada et à leur personnel affecté au Canada à titre temporaire.	29 031	CP 1994-568 du 14 avril 1994, décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leur famille faisant partie de leur ménage au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leur famille qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	156 187
CP 1990-2848 du 21 décembre 1990, décret de remise visant les projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis, prévoit une remise des taxes d'accise, des droits d'accise et de la TPS sur les produits importés au Canada, les produits ou services achetés au Canada et les produits, immeubles ou services fournis au gouvernement des États-Unis ou à ses mandataires autorisés, ou à un ministère du gouvernement du Canada ou à une société de l'État agissant pour le compte du gouvernement des États-Unis.....	1 484	CP 1994-585 du 14 avril 1994, décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan), accorde la remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités. ...	65 940
CP 1990-2854 du 21 décembre 1990, décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères fédéraux, prévoit pour les ministères fédéraux une remise de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussions sur les recettes nettes que le gouvernement conserve à la fin.	1 189 064 831	CP 1994-799 du 12 mai 1994, modifiant le décret de remise de l'impôt sur le revenu visant les indiens, pris par le décret CP 1993-523 du 16 mars 1993, pour étendre l'application de l'article 3 du décret de remise à l'année d'imposition 1994 à l'égard des montants payables à un contribuable, au titre d'une charge ou d'un emploi, par un employeur résidant dans une réserve ou un établissement indien, dans le cas où le contribuable a occupé cette charge ou cet emploi sans interruption depuis une date antérieure à 1994.	155 758
CP 1992-1052 du 14 mai 1992, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, accorde une remise de certains impôts sur le revenu ou de la TPS payée ou payable par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves.	3 548 595	CP 1995-197 du 7 février 1995, remise de l'impôt sur le revenu accordé aux Indiens du Yukon, pour certaines terres du territoire du Yukon que le Canada s'est engagé à considérer comme des réserves aux fins de l'impôt sur le revenu.	6 841

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1997-1529 du 23 octobre 1997, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens (1997), accorde la remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba).	1 091 578	CP 2003-1620 du 23 octobre 2003, décret de remise sur les appareils automatiques (utilisateurs de la comptabilité abrégée), accorde aux personnes qui avaient choisi d'utiliser la méthode de comptabilité abrégée la remise de la TPS payée sur les produits fournis, ou sur services rendus, au moyen d'un appareil automatique conçu pour accepter seulement une seule pièce de monnaie de 25 cents ou moins, pour des périodes antérieures au 24 avril 1996.	6 236
CP 1999-326 du 4 mars 1999, décret de remise sur les appareils automatiques, accorde la remise de la TPS payée sur les produits fournis, ou les services rendus, au moyen d'un appareil automatique conçu pour accepter seulement une seule pièce de monnaie de 25 cents ou moins, pour des périodes antérieures au 24 avril 1996.	596 974	CP 2004-265 du 23 mars 2004, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts et pénalités y afférents, payables par M. et Mme Smedley pour l'année d'imposition 1994.	2 589
CP 2000-1767 du 13 décembre 2000, décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Manitoba), prévoit la remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes du Manitoba dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	64 865	CP 2004-1288 du 1er novembre 2004, décret de remise visant certains membres de la Hidden Valley Golf Resort Association, accorde la remise de la TPS à certains propriétaires de chalet du Hidden Valley Golf Resort, dans la province d'Alberta; qui ont payé la taxe par erreur sur des frais d'entretien annuels au cours de la période commençant le 1 ^{er} octobre 1992 et se terminant le 31 janvier 1999.	140 573
CP 2001-429 du 22 mars 2001, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts et pénalités y afférents, payables par certains contribuables de la fonction publique des employés de Terre-Neuve pour les années d'imposition de 1991 à 1999.	5 942	CP 2004-1449 du 29 novembre 2004, remise de la dette de Madame Kuncio relativement aux paiements excédentaires de la prestation fiscale canadienne pour enfants.	5 966
CP 2003-910 du 12 juin 2003, qui accorde une remise de l'impôt fédéral et de la taxe sur les produits et services aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du collège Saskatchewan Indian Federated College.	203 120	CP 2005-384, 22 mars 2005, décret de remise visant certains acheteurs de lotissements pour chalets en Ontario, accorde la remise de la TPS payée par erreur par certains acheteurs de lotissements pour chalets pendant la période commençant le 1 ^{er} janvier 1991 et se terminant le 31 décembre 2001.	59 738
CP 2003-989 du 18 juin 2003, décret de remise visant l'établissement indien de Camp Ipperwash (2003), accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la TPS payés ou à payer par des Indiens ou des bandes indiennes dans le Camp Ipperwash.	103 551	CP 2005-506 du 5 avril 2005, décret de remise visant Bernadette Atkins, accorde la remise de la TPS relative à l'achat d'immeuble.	16 800
CP 2003-990 du 18 juin 2003, décret de remise visant les établissements Innus du Labrador (2003), accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la composante fédérale de la taxe de vente harmonisée (TVH) payés ou à payer par les Premières nations de Sheshatshiu et de Mushuau et par les membres des établissements de Sheshatshiu et de Natuashish.	2 005 132	CP 2005-624 du 19 avril 2005, remise de l'impôt sur le revenu et tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Pocrnic pour l'année d'imposition 1999.	3 914
		CP 2005-706, 3 mai 2005, décret de remise visant Jiang Jewelry Inc, accorde la remise de la TPS payée sur l'importation de bijoux provenant des États-Unis et qui ont par la suite été exportés.	2 758
		CP 2005-707 du 3 mai 2005, remise de l'impôt sur le revenu et tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Lynds pour les années d'imposition de 1992 à 1997.	15 276

2.4 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 2005-708 du 3 mai 2005, remise de l'impôt sur le revenu et tous les intérêts y afférents, payables par ManiganSes, Festival International des arts de la marionnette pour les années d'imposition 2000 et 2002.	17 418	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
CP 2005-810, 10 mai 2005, décret de remise visant l'entreprise Community Living Kingston, accorde la remise de la TPS relative à des crédits de taxe sur les intrants demandés pendant la période commençant le 1 ^{er} avril 1998 et se terminant le 30 juin 2000.	40 095	Ministère	
CP 2005-814, 10 mai 2005, décret de remise visant George Sicz, accorde la remise de la TPS relative à des services de psychométrie que M. Sicz a fournis pendant la période commençant le 1 ^{er} janvier 1998 et se terminant le 31 décembre 2002.	10 124	CP 2002-997, le 11 juin 2002 a accordé une remise de 975 \$ du prix figurant à la colonne III de l'article 19 de l'annexe du Règlement sur les prix à payer, <i>Loi sur l'immigration</i> , à la personne ayant payé le prix avant qu'elle ne devienne résidente permanente aux termes de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> et si, au moment où la demande d'établissement a été faite en vertu de l'ancien règlement:	
CP 2005-1502 du 31 août 2005, remise de l'impôt sur le revenu et tous les intérêts y afférents, payables par ATA Woodworking Inc. pour les années d'imposition de 1996 à 2001.	135 214	a) ou bien la personne était un parent, était âgée d'au moins dix-neuf ans et, à la date de l'entrée en vigueur du présent article, est un étranger visé à l'un des alinéas 117(1)(b) ou (e) du présent règlement;	
CP 2005-1533 du 31 août 2005, remise de l'impôt sur le revenu et tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur Kirby pour l'année d'imposition 1999.	2 167	b) ou bien elle était une personne à charge qui accompagne un immigrant, au sens du paragraphe 2(1) de l'ancien règlement, était âgée d'au moins dix-neuf ans, mais n'était pas le conjoint du demandeur principal. Le ministre rembourse alors le prix payé à la personne qui l'a acquitté.	294 923
CP 2005-1534 du 31 août 2005, remise de l'impôt sur le revenu et tous les intérêts y afférents, payables par Madame Pastorius pour l'année d'imposition 2001.	3 630	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
CP 2005-1732 du 4 octobre 2005, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Monsieur et Madame Malenfant pour l'année d'imposition 2001.	1 275	Exportation et développement Canada	
CP 2005-1733 du 4 octobre 2005, remise de l'impôt sur le revenu et de tous les intérêts y afférents, payables par Madame Pennetta pour l'année d'imposition 2002.	2 929	CP 2005-1823 du 25 octobre 2005, remise de 1 630 000 USD à la République de Cameroon représentant le capital et les intérêts courus et qui sont dus au gouvernement du Canada à l'égard d'un prêt accordé sur le compte du Canada. La somme est remise par le gouvernement du Canada au titre de l'initiative canadienne à l'égard de la dette et de l'accord de restructuration de la dette conclu en janvier 2001 entre cette république et le Club de Paris.	1 896 892
CP 2005-2230 du 28 novembre 2005, prise du décret de remise d'impôt relatif aux terres de McIntyre, qui accorde remise de l'impôt fédéral et les intérêts et pénalités y afférents payables par résidents admissibles des terres de Mount McIntyre, dans la ville de Whitehorse (Yukon), pour les années d'imposition de 1999 à 2005.	1 180 504	JUSTICE	
Total	1 229 850 560	Ministère	
		CP 1994-269 du 16 février 1994, modification du règlement concernant le saisie-arrêt de sommes fédérales pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires, fait par Conseil CP 1988-473 du 17 mars 1988 que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref.	4 055 043

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — Suite

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Agence des services frontaliers du Canada			
CP 1970-1913 du 21 octobre 1970, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur les articles et les matières devant servir à l'exécution de contrats en vertu des accords de partage de la production et des réalisations de la défense intervenus entre les gouvernements du Canada et des États-Unis d'Amérique.	573	CP 1983-2525 du 10 août 1983, remise des droits de douane et de la TPS sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec l'eau-de-vie en entrepôt.	287 935 269
CP 1974-2522 du 19 novembre 1974, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certains genres de matériel publicitaire.	9 825	CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.	409 481
CP 1976-1314 du 1 ^{er} juin 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les pellicules canadiennes exposées et traitées et sur les bandes magnétoscopiques canadiennes enregistrées.	5 935	CP 1985-277 du 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la TPS sur les supports de transmission de données.	14 223
CP 1976-1884 du 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada.	306 148	CP 1985-2954 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par la poste.	23
CP 1976-2984 du 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable.	731 344	CP 1985-2955 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messageries.	163 027
CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne internationale.	254 982	CP 1987-1044 du 21 mai 1987, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.	261 295
CP 1979-395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties.	929	CP 1988-1203 du 17 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur des pâtes.	999
CP 1982-993 du 1 ^{er} avril 1982, remise des droits de douane et de la TPS sur des marchandises importées dans le cadre du projet de construction de l'avion Hornet CF-18.	10 264	CP 1990-2848 du 21 décembre 1990, remise des droits y compris la taxe sur les produits et services sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis.	41 366
CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparées à l'étranger.	128 488 157	CP 1990-2849 du 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de la Pâque d'une catégorie non disponible au Canada.	43 413
		CP 1990-2854 du 21 décembre 1990, décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères fédéraux, accorde aux ministères fédéraux une remise de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussions sur les recettes nettes au titre de la TPS réalisées par l'État.	31 329 296

2.6 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — *Fin*

Description du décret	Montant	Description du décret	Montant
	\$		\$
CP 1992-2397 du 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers.	8 886	CP 1997-2055 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de chemises à col façonné sur des tissus pour chemises à fils teints ou écrus au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004.	261 332
Total	<u>450 015 435</u>		
Centre canadien des armes à feu			
CP 2001-1605 du 6 septembre 2001. Prise du décret de remise de droits applicables aux armes à feu (certificat d'enregistrement), lequel prévoit le remboursement du droit d'enregistrement d'armes à feu payé par ceux qui ont présenté une demande au directeur de l'enregistrement des armes à feu avant d'avoir reçu leur formulaire de demande personnalisé.	182	CP 1997-2056 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de vêtements de dessus sur des vêtements de dessus au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1988 au 31 décembre 2004.	4 061 114
CP 2000-1027 du 21 juin 2000. Prise du décret de remise sur les droits applicables aux armes à feu, lequel prévoit que le remboursement d'un montant de 35\$ à toute personne qui a payé le plein montant pour la délivrance d'un permis de possession d'armes à feu au cours de la période du 1 ^{er} décembre 1999 au 9 juin 2000.	220	CP 1997-2057 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de blouses et chemisiers ou coordonnés pour femmes sur des blouses, chemisiers ou coordonnés au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004.	24 157 671
Total	<u>402</u>	CP 1997-2058 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de tissus pour vêtements de dessus sur des tissus pour vêtements de dessus au cours de la période du 1 ^{er} janvier 1998 au 31 décembre 2004.	374
EN VERTU DE L'ARTICLE 115 SUR LE TARIF DES DOUANES			
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Agence des services frontaliers du Canada			
CP 1995-132 du 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratives.	17 317	CP 1998-1456 du 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis.	25 210
CP 1995-1202 du 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers. .	107 814	CP 2001-2283 du 13 décembre 2001, remise des droits de douane et de la TPS pour certains couturiers canadiens qui confectionnent des vêtements pour hommes et pour femmes.	715 855
CP 1997-830 du 17 juin 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant, à l'égard de chemises à col façonné importées au cours de la période du 1 ^{er} juillet 1997 au 31 décembre 2004.	23 566 260	CP 2003-415 du 27 mars 2003, remise des droits de douane selon le tarif du Costa Rica sur les quantités globales de marchandises.	107 368
CP 1997-952 du 4 juillet 1997, remise des droits de douane et de la TPS en vertu de l'article 20 du Tarif des douanes sur l'eau-de-vie distillée qui bénéficie du tarif des États-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif du Chili et qui est importée au Canada par des distillateurs aux fins de l'embouteillage en entrepôt.	78 506 414	CP 2005-1507 du 31 août 2005, remise des taxes d'accise et de la taxe sur les produits et services sur les marchandises importées temporairement au Canada par un membre de la famille des championnats.	666
		Total	<u>131 527 395</u>

Créances—radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

- i) Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement telle que décrite à i) a), b) et c)—
 - a) L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
 - b) L'article 155.1 (4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article sus-mentionné.
 - c) Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.
- ii) Une approbation du Conseil du Trésor—L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute dette, obligation ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- iii) Une autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire—
 - a) L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que sur recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
 - b) L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constituée une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.
 - c) L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Code

A	Radiations
B	Renonciations
C	Remises
D	Dispenses

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES—										
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE										
Ministère.....	A	119	6 008 725					119	6 008 725	
Agence canadienne d'inspection des aliments	A	250	206 379					250	206 379	
Commission canadienne des grains—Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	A	11	15 145					11	15 145	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA	A/D	168	14 828 734					168	14 828 734	
AGENCE DU REVENU DU CANADA....	A	242 827	1 439 471 750					242 827	1 439 471 750	
PATRIMOINE CANADIEN										
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	A	2	393 928					2	393 928	
Office national du film.....	A	23	102 708					23	102 708	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION										
Ministère.....	A/C	60	29 813			*	448	294 923	508	324 736
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	A	48	5 979					48	5 979	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC										
ENVIRONNEMENT										
Ministère.....	A/D	1 390	126 374					1 390	126 374	
Agence Parcs Canada.....	A	28	24 164					28	24 164	
PÊCHES ET OCÉANS	A/D	247	125 835					247	125 835	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL										
Ministères—										
Affaires étrangères	A/D	67	36 476					67	36 476	
Fonds renouvelable de Passeport Canada	D	16	240					16	240	
Commerce international.....	A/D	74	498 959					74	498 959	
Exportation et développement Canada.....	C					*	1	1 896 892	1	1 896 892
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL										
Ministères—										
Ressources humaines et développement des compétences	A/D	14 916	86 077 414					14 916	86 077 414	
Développement social	A	30	31 050					30	31 050	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	A	5	3 920					5	3 920	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN										
Ministère—										
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens	A	1	101 572					1	101 572	
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves	B	1	253 667					1	253 667	

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—Suite

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
INDUSTRIE										
Ministère	A	69	14 873 268					69	14 873 268	
Conseil national de recherches du Canada.	A	122	18 281 957					122	18 281 957	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	A	4	17 907					4	17 907	
Conseil de recherches en sciences humaines	A	1	5 838					1	5 838	
JUSTICE										
Ministère	C					*	55 432 4 055 043	55 432	4 055 043	
Service administratif des tribunaux judiciaires	A	9	15 351					9	15 351	
Cour suprême du Canada	A	9	243					9	243	
DÉFENSE NATIONALE										
Ministère	A	577	624 629					577	624 629	
RESSOURCES NATURELLES										
Ministère	A/D	368	14 753					368	14 753	
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	D	56	85					56	85	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE										
Agence des services frontaliers du Canada	A	440	27 249 755					440	27 249 755	
Centre canadien des armes à feu	A/C	837	18 388			*	21 402	858	18 790	
Service canadien du renseignement de sécurité	D	17	14					17	14	
Service correctionnel	A	213	4 409					213	4 409	
Fonds renouvelable CORCAN	A	2	5 293					2	5 293	
Prêts aux libérés conditionnels ⁽²⁾	B	80	3 188					80	3 188	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX										
Ministère	A	161	418 770					161	418 770	
Pension de retraite	A	70	99 159					70	99 159	
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)										
Ministère	A	247	442 751					247	442 751	
ANCIENS COMBATTANTS	A	446	613 513					446	613 513	
		264 153	1 618 023 685				55 902 6 247 260	320 055	1 624 270 945	
LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ—										
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA										
	A	10	90 028					10	90 028	
AGENCE DU REVENU DU CANADA										
	A	28 132	481 732 501					28 132	481 732 501	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC										
	A	66	7 268 569					66	7 268 569	
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)										
Ministère	A	51	32 425					51	32 425	
		28 259	489 123 523					28 259	489 123 523	
LOI SUR LE FINANCEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU CANADA—										
INDUSTRIE										
Ministère	A	1 620	76 569 165					1 620	76 569 165	

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—Fin

	Code ⁽¹⁾	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement		Total		
		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
LOI FÉDÉRALE SUR L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL										
Ministère—										
Ressources humaines et développement des compétences										
	B	807	53 063 655					807	53 063 655	
LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL										
Ministère—										
Ressources humaines et développement des compétences										
	A/B	107 213	89 742 791					107 213	89 742 791	
LOI SUR LA TAXE D'ACCISE—										
AGENCE DU REVENU DU CANADA ⁽³⁾ . .										
	B/D	332 133	55 941 249					332 133	55 941 249	
LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU—										
AGENCE DU REVENU DU CANADA ⁽³⁾ . .										
	B/D	299 659	570 418 902					299 659	570 418 902	
LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL										
Ministère—										
Développement social										
	A/B	2 573	3 959 746					2 573	3 959 746	
LOI SUR LES PENSIONS—										
ANCIENS COMBATTANTS										
	B	77	895 153					77	895 153	
LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES—										
INDUSTRIE										
Ministère										
	A	384	11 700 183					384	11 700 183	
LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS										
	B	173	36 986					173	36 986	
		1 037 051	2 969 475 038			55 902	6 247 260	1 092 953	2 975 722 298	
SOMMAIRE—										
Radiations										
	A	395 139	2 285 066 757					395 139	2 285 066 757	
Renoncations										
	B	39 477	164 310 389					39 477	164 310 389	
Remises										
	C					55 902	6 247 260	55 902	6 247 260	
Dispenses										
	D	602 435	520 097 892					602 435	520 097 892	
		1 037 051	2 969 475 038			55 902	6 247 260	1 092 953	2 975 722 298	

* Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 2.3 de cette section.

(1) Voir l'introduction ci-dessus.

(2) Le crédit L103b de la *Loi des subsides n° 1 de 1969* autorise le ministre, au cours de l'exercice et des exercices subséquents, à ne pas réclamer le remboursement de la totalité ou d'une partie du montant prêté aux libérés conditionnels pour les aider à se réhabiliter.

(3) Renonciation afférente au dossier Équité provenant des lois déterminées.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

AVANCES À JUSTIFIER

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2006		Avances réglées en avril 2006		Avances en circulation au 30 avril 2006	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère	109	119 734			109	119 734
Commission canadienne du lait	1	400			1	400
Agence canadienne d'inspection des aliments	434	134 824	40	60 383	394	74 441
Commission canadienne des grains	23	4 625			23	4 625
	567	259 583	40	60 383	527	199 200
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA						
ATLANTIQUE	5	4 198	5	4 198		
AGENCE DU REVENU DU CANADA	3 083	2 178 008	992	457 890	2 091	1 720 118
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère	98	144 856	35	116 886	63	27 970
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes ..	9	5 499	7	4 299	2	1 200
Bibliothèque et Archives du Canada	43	11 375			43	11 375
Office national du film	118	71 751	20	40 164	98	31 587
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensions autochtones	1	900			1	900
Commission de la fonction publique	23	32 246	22	30 966	1	1 280
Commission des relations de travail dans la fonction publique	2	1 000			2	1 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique	1	500			1	500
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	11	3 802			11	3 802
	306	271 929	84	192 315	222	79 614
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère	229	514 647	229	514 647		
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	20	20 399	20	20 399		
	249	535 046	249	535 046		
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC						
	36	11 000	4	2 400	32	8 600
ENVIRONNEMENT						
Ministère	200	227 888	30	60 667	170	167 221
Agence canadienne d'évaluation environnementale	6	2 800			6	2 800
Agence Parcs Canada	235	181 115	20	19 150	215	161 965
	441	411 803	50	79 817	391	331 986
FINANCES						
Ministère	19	14 169	19	14 169		
Vérificateur général	90	118 028	89	116 972	1	1 056
Tribunal canadien du commerce extérieur	1	300	1	300		
Agence de la consommation en matière financière du Canada	2	346			2	346
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	5	5 750			5	5 750
Bureau du surintendant des institutions financières	16	14 557	3	1 104	13	13 453
	133	153 150	112	132 545	21	20 605

AVANCES À JUSTIFIER—*Suite*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2006		Avances réglées en avril 2006		Avances en circulation au 30 avril 2006	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
PÊCHES ET OCÉANS	398	\$ 263 820	9	\$ 14 801	389	\$ 249 019
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministères—						
Affaires étrangères	650	1 461 572	438	959 480	212	502 092
Commerce international	23	55 643	15	21 381	8	34 262
Agence canadienne de développement international	210	588 384	210	588 384		
Commission mixte internationale	1	6 500	1	6 500		
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	1	750			1	750
	885	2 112 849	664	1 575 745	221	537 104
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	5	11 000	2	500	3	10 500
SANTÉ						
Ministère	229	75 124	26	8 320	203	66 804
Instituts de recherche en santé du Canada	47	196 325	47	196 325		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1	200			1	200
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	1	500			1	500
Agence de santé publique du Canada	62	17 810	2	2 555	60	15 255
	340	289 959	75	207 200	265	82 759
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL						
Ministères—						
Ressources humaines et développement des compétences	464	202 691	461	199 804	3	2 887
Développement social	223	138 117	216	134 132	7	3 985
Conseil canadien des relations industrielles	16	6 900			16	6 900
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1	800	1	800		
	704	348 508	678	334 736	26	13 772
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère	74	100 646	65	91 755	9	8 891
INDUSTRIE						
Ministère	258	155 543	250	143 498	8	12 045
Agence spatiale canadienne	31	25 035	22	16 131	9	8 904
Tribunal de la concurrence	1	500			1	500
Conseil national de recherches du Canada	49	53 865	3	4 000	46	49 865
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	4	2 100			4	2 100
Conseil de recherches en sciences humaines	2	700			2	700
Statistique Canada	129	178 255	37	103 155	92	75 100
	474	415 998	312	266 784	162	149 214
JUSTICE						
Ministère	92	41 735	9	7 610	83	34 125
Commission canadienne des droits de la personne	8	3 350	8	3 350		
Tribunal canadien des droits de la personne	1	500	1	500		
Commissaire à la magistrature fédérale	49	915 258	1	45 000	48	870 258
Service administratif des tribunaux judiciaires	55	9 872	55	9 872		
Commission du droit du Canada	1	1 000	1	1 000		
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	5	1 378	2	378	3	1 000
Cour suprême du Canada	5	3 080	1	700	4	2 380
	216	976 173	78	68 410	138	907 763

AVANCES À JUSTIFIER—Fin

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2006		Avances réglées en avril 2006		Avances en circulation au 30 avril 2006	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère	11 886	25 902 478	4 815	8 330 229	7 071	17 572 249
Comité des griefs des Forces canadiennes	1	500			1	500
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1	500	1	500		
	<i>11 888</i>	<i>25 903 478</i>	<i>4 816</i>	<i>8 330 729</i>	<i>7 072</i>	<i>17 572 749</i>
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère	190	182 824	188	182 590	2	234
Commission canadienne de sûreté nucléaire	10	5 048	10	5 048		
Administration du pipe-line du Nord	1	400	1	400		
	<i>201</i>	<i>188 272</i>	<i>199</i>	<i>188 038</i>	<i>2</i>	<i>234</i>
PARLEMENT						
Sénat	18	10 600	18	10 600		
Chambre des communes	6	19 470	6	19 470		
Bibliothèque du Parlement	9	2 653	1	353	8	2 300
Commissariat à l'éthique	1	500			1	500
	<i>34</i>	<i>33 223</i>	<i>25</i>	<i>30 423</i>	<i>9</i>	<i>2 800</i>
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère	111	61 536	54	43 078	57	18 458
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	14	8 100			14	8 100
Directeur général des élections	6	1 600			6	1 600
Commissariat aux langues officielles	13	3 425			13	3 425
	<i>144</i>	<i>74 661</i>	<i>54</i>	<i>43 078</i>	<i>90</i>	<i>31 583</i>
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère	52	16 700			52	16 700
Agence des services frontaliers du Canada	981	1 039 773	142	170 872	839	868 901
Centre canadien des armes à feu	7	3 200			7	3 200
Service canadien du renseignement de sécurité	1	3 000 000	1	3 000 000		
Service correctionnel	263	288 706	192	213 655	71	75 051
Commission nationale des libérations conditionnelles	9	4 675			9	4 675
Gendarmerie royale du Canada	1 889	10 736 761	941	8 233 436	948	2 503 325
	<i>3 202</i>	<i>15 089 815</i>	<i>1 276</i>	<i>11 617 963</i>	<i>1 926</i>	<i>3 471 852</i>
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
	<i>288</i>	<i>769 366</i>	<i>272</i>	<i>716 365</i>	<i>16</i>	<i>53 001</i>
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)						
Ministère	225	164 194	224	163 194	1	1 000
Office des transports du Canada	14	16 060	13	15 350	1	710
Bureau de l'infrastructure du Canada	4	7 474			4	7 474
Tribunal d'appel des transports du Canada	4	3 900	4	3 900		
	<i>247</i>	<i>191 628</i>	<i>241</i>	<i>182 444</i>	<i>6</i>	<i>9 184</i>
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat	21	21 941	21	21 941		
École de la fonction publique du Canada	24	24 898			24	24 898
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	9	4 390	9	4 390		
	<i>54</i>	<i>51 229</i>	<i>30</i>	<i>26 331</i>	<i>24</i>	<i>24 898</i>
ANCIENS COMBATTANTS						
	<i>131</i>	<i>98 580</i>	<i>129</i>	<i>98 080</i>	<i>2</i>	<i>500</i>
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN						
	<i>10</i>	<i>9 528</i>	<i>10</i>	<i>8 268</i>		<i>1 260</i>
Total	24 115	50 753 450	10 471	25 266 244	13 644	25 487 206

Pertes de fonds et de biens publics

Les informations sur les pertes de fonds et de biens publics sont exigées en vertu de la politique du Conseil du Trésor sur les pertes de deniers et infractions et autres actes illégaux commis contre la Couronne.

PERTES DE REVENUS SUITE À UNE FRAUDE OU À UNE FAUSSE DÉCLARATION INTENTIONNELLE — DÉCOUVERTES OU DÉTECTÉES EN 2005-2006

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant	Montant	Montant du	Montant du
		de la perte	recouvré en	recouvrement	recouvrement
		\$	\$	\$	\$
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)					
Impôt sur le revenu	456	9 648 565	3 717 364	1 572 862	4 358 339
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	113	5 924 283	944 411	2 360 281	2 619 591
Autres pertes administrées	8	86 076	44 795	41 281	
	577	15 658 924	4 706 570	3 974 424	6 977 930
Cas avant sentence légale (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux estimé par l'ARC)					
Impôt sur le revenu	476	81 918 673		(1)	(1)
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée.....	349	102 639 968		(1)	(1)
Autres pertes administrées	21	3 646 778		(1)	(1)
	846	188 205 419			
	1 423	203 864 343	4 706 570	3 974 424	6 977 930
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i> —					
Fausse déclaration—Valeur	11	1 099 370		1 099 370	
Non déclaration/Contrebande.....	19	1 857 619		1 857 619	
Autres infractions à la <i>Loi sur les douanes</i>	14	610		610	
	44	2 957 599		2 957 599	
	1 467	206 821 942	4 706 570	6 932 023	6 977 930

⁽¹⁾Ces montants peuvent seulement être estimés suite à une sentence légale.

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2005-2006	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère					
Réclamation frauduleuse de surtemps	1	49 855	28 359		21 496
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit	1	2 240	2 240		
Utilisation frauduleuse d'un BlackBerry	1	1 341	1 341		
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Vol d'un avance de petite caisse à Cornerbrook	30	150		150	
Vol d'un avance de voyage permanente à Cornerbrook	30	100		100	
Déficits nets des recettes à Truro	30	13		13	
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Vol de petite caisse	1	20	20		
Vol d'argent d'un dépôt bancaire	1	1 000			1 000
Achats personnels d'une employée utilisant une carte de crédit de l'ARC et réclamations frauduleuses de paiement	1	7 752			7 752
Vol de remboursements d'impôt de particuliers	1	119 399	27 322		92 077
Vol du paiement d'un contribuable	1	184			184
Retraits non autorisés sur une carte de crédit de l'ARC	1	2 689		2 689	
Déficit net de caisse (déficit de 2 802 \$, surplus de 1 706 \$)	1	1 096		1 096	
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère					
Usage personnel de billets de taxi	1	1 200		1 200	
Bibliothèque et Archives du Canada					
Déficits nets de la caisse (déficits bruts de 4 322 \$, surplus bruts de 4 139 \$)	46a	183		183	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère					
Déficit de caisse (déficits bruts 1 904\$, surplus bruts 797 \$)		1 107		1 107	
Contrefaçons		30		30	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC					
Perte et emploi frauduleux d'une carte de crédit	1	255		255	
ENVIRONNEMENT					
Ministère					
Vol de la petite caisse (2 cas)	1	355	105	250	
Vol et emploi non autorisé de billets de taxi	1	932		932	
Vol et emploi non autorisé de cartes de crédits (2 cas)	1	4 690	3 180		1 510
Déficits nets de la caisse	1	25		25	
Agence Parcs Canada					
Déficits nets de la caisse (3 cas)		679	75	604	
Usage personnel de carte de crédit		3 323	2 240		1 083
Vol de fonds de caisse (3 cas)		1 770		1 770	
Vol de recettes (3 cas)		809	300	509	
Vol de petite caisse		200		200	
FINANCES					
Ministère					
Vol de 15 billets de taxi		300			300

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — *Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2005-2006	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
Tribunal canadien du commerce extérieur					
Usage frauduleuse de billets de taxi	25	641		641	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Chèque volé.....		1 422	1 422		
PÊCHES ET OCÉANS					
Usage frauduleux d'une carte de voyage (3 cas).....	1	7 151	2 340	3 639	1 172
Vol de petite caisse au NGCC Ann Harvey	1	1 009	1 009		
Vol de petite caisse au NGCC Cygnus	1	912		912	
Vol de petite caisse au bureau de Whitehorse	1	600		600	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministères					
Affaires étrangères					
Perte de revenu consulaire (1 cas).....	1	68		68	
Billets contrefaits dans les Missions (5 cas)	1	386		386	
Vol de fonds dans les Missions (3 cas).....		2 084		2 084	
Fraude relative à un contrat (1 cas).....		1 867			1 867
Vol d'un dépôt en argent—Cie Securicor (1 cas)	1	14 115			14 115
Vol des recettes liées aux passeports (1 cas)	1	5 351		5 351	
Agence canadienne de développement international					
Détournement de fonds gérés outre-mer destinés à des programmes (2 cas)	20	122 640		122 640	
SANTÉ					
Ministère					
Vol de bons de taxi (1 cas)	1	386		386	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL					
Ministères					
Ressources humaines et développement des compétences					
Réclamations frauduleuses pour prestations :					
Émission frauduleuse de prestation d'assurance-emploi	1	127 650 924	22 613 774	126 047	104 911 103
Perte de fonds publics :					
Déficit de dépôt (7 cas).....	1	90		90	
Billets de banque falsifiés (3 cas).....	1	30		30	
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (7 cas)	(S)	37 397			37 397
Perte de fonds d'appoint	1	20		20	
Perte de fonds		298	261	37	
Perte de petite caisse		21		21	
Perte de recettes	1	100		100	
Vol de fonds de l'État (2 cas).....	1	295		295	
Vol de la petite caisse	1	60		60	
Vol de recettes (2 cas)		1 015		1 015	
Développement social					
Réclamations frauduleuses pour prestations :					
Sécurité de la vieillesse.....	(S)	718 362	8 099	7 770	702 493
Régime de pensions du Canada	(S)	392 020			392 020
Perte de fonds publics :					
Réclamation de réinstallation frauduleuse.....	1	22 019		22 019	
Conseil canadien des relations industrielles					
Utilisation frauduleuse de billets de taxi perdus.....	10	487		487	
Vol de la petite caisse au bureau de Dartmouth.....	10	145		145	

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2005-2006	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère					
Perte d'argent d'entente.....	1	40		40	
Vol de la petite caisse.....	1	326		326	
Réclamation frauduleuse.....	1	60 000			60 000
INDUSTRIE					
Ministère					
Vol des recettes de l'OPIC (2 cas).....		640			640
JUSTICE					
Ministère					
Perte de la petite caisse.....		184		184	
Perte d'un mandat poste.....		11		11	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Perte de la petite caisse.....	1	150			150
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère					
Écart dans des avances permanentes dû à de la négligence (5 cas).....	1	1 512		1 512	
Écart des avances permanentes dû à de la fraude.....	1	342		342	
Perte d'argent provenant de vente de billets de repas BFC Halifax (2 cas).....		585			585
Vol d'argent d'un détenteur d'avances permanentes Dwyer Hill (2 cas).....		7 955			7 955
Écart dans des avances permanentes dû à la négligence 17 Escadre Winnipeg.....		50			50
Vol d'argent d'un détenteur d'avances permanentes USFC (Ottawa).....		786			786
Perte d'argent provenant de vente de billets de repas BFC Winnipeg.....		41			41
Écart dans une avance permanente dû à des pertes de documents BFC Halifax.....		288			288
Écart dans des avances permanentes dû à la négligence BFC Kingston.....		110			110
Perte d'argent provenant de vente de logement BFC Halifax.....		1 192			1 192
Perte d'argent et document 12 Escadre Shearwater.....		199			199
Écart dans des avances permanentes dû à la négligence Dwyer Hill.....		520			520
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère					
Cellulaire Samsung A460.....		150		150	
Agence des services frontaliers du Canada					
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit.....	10	18 776		18 776	
Utilisation frauduleuse de demandes de congé.....	10	1 000		1 000	
Remboursement frauduleux.....	10	1 000		1 000	
Vol de petite caisse.....	10	313		313	
Perte d'un dépôt de banque.....	10	115		115	
Perte d'une caisse.....	10	100		100	
Billet de banque falsifié.....	10	5		5	
Service correctionnel					
Vol de recette.....	1	30		30	
Fausse monnaie.....	1	100		100	

2.18 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — *Fin*

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2005-2006	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$
Gendarmerie royale du Canada					
Pénurie du compte pour éventualités (2 cas)		572		373	199
Vol d'argent comptant (1 cas)		258 181		258 181	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX					
Vol de la petite caisse (2 cas)		1 061			1 061
Contrats portant sur les commandites		1 200 000 ⁽¹⁾			1 200 000
Receveur général—Direction du contrôle du remboursement des chèques					
Mandats de l'assurance-emploi et les chèques de la Banque du Canada—					
Endossements faux (6306 cas)		3 035 895	2 999 220	36 675	
Endossements irréguliers (340 cas)		840 015	836 148	3 867	
Non endossés (1602 cas)		1 223 582	1 188 739	34 843	
Paiements électroniques mal dirigés		1 496 017	1 142 163	353 854	
Autres (403 cas)		1 488 894	1 394 370	94 524	
Comptes de banques des ministères—					
Endossements faux (1 cas)		418	418		
Autres (1 cas)		102	102		
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)					
Ministère					
Vol de la petite caisse à la tour de contrôle	1	50		50	
Recette de contrefaçons	1	100		100	
Vol des recettes	1	115		115	
CONSEIL DU TRÉSOR					
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada					
Vol de 25 billets de taxi		500		500	
ANCIENS COMBATTANTS					
Demandes frauduleuses pour les déplacements des anciens combattants et pour les allocations de formation	10	9 221	1 200		8 021
Chèques encaissés à la suite du décès du bénéficiaire	10	9 846	2 610		7 236
		138 844 701	30 257 057	1 113 042	107 474 602

(S) Autorisation législative.

⁽¹⁾ Le montant rapporté en tant que perte est le montant connu à ce jour. Il est encore trop tôt pour estimer le montant total de la perte de l'État.

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Dompage à une clôture	155		155	
Dompage à un véhicule de l'État	500		500	
Vol d'équipement d'horticulture (13 cas)	3 600		3 600	
Vol d'une génératrice	2 000		2 000	
Vol d'une caméra numérique (2 cas)	1 515		1 515	
Vol d'une calculatrice	200		200	
Vol d'un téléphone cellulaire	500		500	
Vol d'un ordinateur portable (14 cas)	34 214		34 214	
Vol d'équipement de laboratoire (2 cas)	4 500		4 500	
Vol d'un écran (6 cas)	5 073		5 073	
Vol d'un ordinateur de poche (2 cas)	999		999	
Vandalisme sur la propriété (5 cas)	7 612		7 612	
Commission canadienne d'inspection des aliments				
Vandalisme aux véhicules de l'État (52 cas)	29 857		29 857	
Vol d'ordinateurs portatifs (3 cas)	5 656		5 656	
Vol d'ordinateurs de bureau (3 cas)	4 459		4 459	
Vol d'une caméra	615		615	
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Perte de téléphones cellulaires (15 cas)	2 407		2 407	
Vol de téléphone cellulaire (7 cas)	1 822		1 822	
Perte d'équipement informatique (16 cas)	7 106		7 106	
Vol d'équipement informatique (5 cas)	899		899	
Vol de BlackBerry (2 cas)	600		600	
Vol de mallette (3 cas)	450		450	
Vol d'équipement de bureau (3 cas)	400		400	
Vol d'ordinateur portatif (16 cas)	37 568		37 568	
Perte d'ordinateur portatif (2 cas)	3 433		3 433	
Vol d'ordinateur (3 cas)	6 600		6 600	
Perte d'ensemble de vidéo cassettes	1 295		1 295	
Perte d'un BlackBerry	800		800	
Perte d'ustensiles	500		500	
Vol d'un appareil photo numérique	350		350	
Vol de barres de métal et de poignées de porte	10 198		10 198	
Vol d'outils	100		100	
Vol d'une caméra de vidéo surveillance	1 000		1 000	
Perte d'émetteur-récepteur portatif	1 500		1 500	
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Vol d'ordinateurs portatifs (2 cas)	2 400		2 400	
Vol d'un appareil photo numérique	800		800	
Bibliothèque et Archives du Canada				
Perte d'un micro-ordinateur	1 550		1 550	
Manuscrits de la collection Gould volés	1			1
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
BlackBerry d'un employé volé	500		500	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Commission de la fonction publique				
Perte d'ordinateur portable.....	1 825		1 825	
Perte de caméra (2 cas).....	782		782	
Perte d'un disque compact.....	636		636	
Téléfilm Canada				
Vol d'ordinateur portable, écran et ordinateur fixe.....	9 521			9 521
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère				
Dommage à un véhicule du gouvernement—Vandalisme.....	311		311	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
Vol d'un ordinateur portable.....	1 500		1 500	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Perte de cellulaire (3 cas).....	227		227	
Vol d'ordinateurs portatifs (2 cas).....	4 000		4 000	
Vol de cellulaire.....	50		50	
Vol de micro-ordinateur.....	1 000		1 000	
Vol d'équipements techniques (4 cas).....	734		734	
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Dommages à un édifice lors d'entrée par effraction.....	150		150	
Vandalisme sur des édifices de l'État (3 cas).....	2 956		2 956	
Dommages à des véhicules de l'État lors d'entrée par effraction (3 cas) ..	7 679		7 679	
Vandalisme sur des véhicules de l'État (6 cas).....	2 864		2 864	
Vol d'un bateau.....	600		600	
Vol d'une arme à feu.....	158		158	
Vol d'une génératrice.....	999		999	
Vol d'un panneau solaire.....	300		300	
Vol d'une remorque et d'équipement.....	31 000		31 000	
Vol d'une fontaine et d'une pompe.....	150		150	
Vol d'équipement audio-visuel (5 cas).....	3 003		3 003	
Vol de jumelles (2 cas).....	2 184		2 184	
Vol d'un téléphone cellulaire.....	150		150	
Vol d'ordinateurs et d'équipements périphériques (5 cas).....	10 388	93	10 295	
Vol d'instruments de stockage de données.....	700		700	
Vol de caméras digitales (5 cas).....	4 256		4 256	
Vol d'appareils électroniques tenus dans la main.....	600		600	
Vol d'essence.....	75		75	
Vol d'appareils "GPS" et d'équipement satellite (2 cas).....	1 548		1 548	
Vol d'ordinateurs portatifs (30 cas).....	84 678	5 129	79 549	
Vol d'équipement de bureau.....	55		55	
Vol d'équipement scientifique (3 cas).....	3 227		3 227	
Vol d'outils.....	1 400		1 400	
Agence Parcs Canada				
Infractions à plusieurs endroits causant des dommages aux matériaux (8 cas).....	16 437		13 937	2 500
Dommages à une rampe.....	800		800	
Pertes dues à des infractions.....	8 540		8 540	
Vol et vandalisme au centre de découverte du milieu marin.....	330		330	
Vol de matériel électronique (3 caméras, 1 GPS et 1 radio).....	2 250		2 250	
Vol d'une pipe en argile.....	50		50	
Vol d'un BlackBerry.....	150		150	
Vol de canons (2 cas).....	20 000		20 000	
Vol d'un lecteur CD.....	175		175	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'un téléphone cellulaire (2 cas)	375		375	
Vol d'ordinateurs et de matériaux reliés aux ordinateurs (5 cas)	7 780		7 780	
Vol d'un agenda électronique	132		132	
Vol d'équipements (4 cas)	7 900	500	7 400	
Vol de matériel d'interprétation	1 786		1 786	
Vol d'ordinateur portable (9 cas)	15 805		15 805	
Vol d'un écran LCD	9 000		9 000	
Vol d'un anneau de sauvetage	1 000		1 000	
Vol d'une plaque à monument	785		785	
Vol d'un excavateur de trou à poteau	1 050		1 050	
Vol de peintures (imprimés) (4 cas)	250		250	
Vol d'une lampe de poche de sécurité	184		184	
Vol d'un panneau	1 385		1 385	
Vol d'une motoneige	5 000		5 000	
Vol d'un pneu	290		290	
Vol de véhicules (2 cas)	27 000	27 000		
Vandalisme à "Tip Oar Man" exposition	200		200	
Vandalisme causé par le feu (6 cas)	5 601		5 601	
Réparations causées par du vandalisme	7 175		7 175	
Vandalisme à un monument	7 000		7 000	
Vandalisme aux immeubles (4 cas)	8 695		8 695	
Vandalisme au kiosque du camp	1 925	1 925		
Vandalisme à la fenêtre du centre et aux lumières de Noël	395	395		
Vandalisme sur plaque commémorative	170		170	
Vandalisme de portillon de clôture	400		400	
Vandalisme au matériel d'interprétation (2 cas)	1 050		1 050	
Vandalisme aux propriétés (22 cas)	17 500		17 500	
Vandalisme au matériel de scène (2 cas)	393		393	
Vandalisme d'enseigne	1 500		1 500	
Vandalisme au mobilier urbain (6 cas)	635		635	
Vandalisme à un véhicule	1 600		1 600	
Vandalisme de toilettes publiques	550		550	
Vandalisme aux fenêtres (2 cas)	750		750	
FINANCES				
Vérificateur général				
Vol d'un ordinateur portable	989		989	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Vol d'un ordinateur portable à des fins de présentation de matériel public	2 000		2 000	
Bureau du surintendant des institutions financières				
Vol d'un ordinateur portable	498		498	
PÊCHES ET OCÉANS				
Perte d'un appareil-photo numérique	448		448	
Perte d'un ordinateur tenu dans la main	600		600	
Vol de caméra digitale (2 cas)	3 204		2 225	979
Vol dans un véhicule: un portable, chargeur, lunette de soleil et divers documents (1 cas)	3 585		3 585	
Vol de véhicule de l'État	25 500		25 500	
Vol d'équipement d'ordinateur	400		400	
Vol d'écran d'ordinateur (11 cas)	7 300		7 300	
Vol d'armes à feu	2 000		2 000	
Vol d'ordinateur portable (16 cas)	56 638		45 554	11 084
Vol de batteries marines (2 cas)	3 694		3 694	
Vol d'un projecteur (2 cas)	6 000		6 000	
Vol d'un panneau solaire et deux batteries	700		700	
Vol de microphones de dessus de table	600		600	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol de moteur hors-bord (4 cas)	9 632		6 924	2 708
Vol de caméra vidéo	500		225	275
Vandalisme au feu de navigation (3 cas)	852		632	220
Propriété de l'État vandalisée (2 cas)	4 050		4 050	
Véhicule de l'État vandalisé (5 cas)	4 606		4 606	
Enregistreur GPS vandalisé	11 495		11 495	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministères				
Affaires étrangères				
Vol d'ordinateurs (2 cas)	3 586		3 586	
Vols d'ordinateurs portatifs (3 cas)	6 721		6 721	
Vol d'un moniteur	295		295	
Vol d'équipement récréatif (1 cas)	300	300		
SANTÉ				
Ministère				
Vol d'ordinateurs et de périphériques (10 cas)	23 092		23 092	
Vol d'équipements électroniques et de télécommunications (9 cas)	8 001		8 001	
Vol d'équipements et fourniture (3 cas)	423		423	
Vol de trousse de premiers soins (3 cas)	405		405	
Vol de clés et cartes d'accès (2 cas)	30		30	
Perte d'ordinateurs et de périphériques (3 cas)	5 200		5 200	
Perte d'équipements électroniques et de télécommunications (2 cas)	300		300	
Perte d'équipement et fourniture (1 cas)	1 000		1 000	
Instituts de recherche en santé du Canada				
Vol de moniteurs d'ordinateurs (3 cas)	1 764		1 764	
Agence de santé publique du Canada				
Perte d'équipement informatique (3 cas)	6 793		6 793	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL				
Ministères				
Ressources humaines et développement des compétences				
Domage à un véhicule de l'État	882		882	
Domage aux installations et aux ordinateurs (7 cas)	3 039		3 039	
Vol de clés	20		20	
Vol d'équipement informatique (21 cas)	3 541		3 541	
Vol d'ordinateurs portatifs (12 cas)	31 819		31 819	
Vol d'ordinateurs (22 cas)	23 564		23 564	
Vol de caméra	328		328	
Vol de caméras digitales (3 cas)	3 100		3 100	
Vol de téléphone	75		75	
Vol de BlackBerry (4 cas)	1 500		1 500	
Vol de plaque d'immatriculation d'un véhicule de l'État	18		18	
Vandalisme de véhicules de l'État (3 cas)	4 346		4 346	
Vol d'un moniteur (14 cas)	4 820		4 820	
Vol d'ordinateurs portatifs et d'un projecteur (2 cas)	7 000	6 158	842	
Développement social				
Vol de micro-ordinateurs (2 cas)	3 122		3 122	
Vol de moniteurs (3 cas)	1 067		1 067	
Vol d'appareils audio-visuel (3 cas)	4 409		4 409	
Vol de logiciel informatique (1 cas)	265		265	
Vol d'appareils photo numériques (2 cas)	890		890	
Vol de fournitures (2 cas)	98		98	
Vol d'ordinateurs portatifs (9 cas)	29 398		29 398	
Vandalisme à un édifice—Serrure d'entrepôt (1 cas)	200		200	
Vandalisme à des véhicules de l'État (2 cas)	428		428	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Conseil canadien des relations industrielles				
Dommage à des fournitures et mobiliers de bureau	5 053		5 053	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Perte d'un ordinateur portable	1 870		1 870	
Vol d'agenda électronique (2 cas)	300		300	
Perte de téléphone cellulaire (4 cas)	550		550	
Vandalisme—Voiture (2 cas)	3 081		3 081	
Vol de caméra digitale (3 cas)	1 800		1 800	
Vol de caméra régulière	670		670	
Vol de système mondial de localisation (3 cas)	3 600		3 600	
Vol de sac d'équipement	27		27	
Vol d'une paire de salopette	38		38	
Vol d'une paire de pantalon de pluie	43		43	
Vol de lampe de poche et lampe frontale	22		22	
Perte de BlackBerry	500		500	
Vol de BlackBerry (2 cas)	1 050		1 050	
Perte d'un livret de billets de taxi	10		10	
Perte de billets de taxi (5 cas)	5		5	
Vol d'un ordinateur portable (8 cas)	19 203		19 203	
INDUSTRIE				
Ministère				
Vol d'ordinateur portatif (11 cas)	28 153		28 153	
Vol d'équipement spécialisé de mesure (2 cas)	14 200		14 200	
Vol d'ordinateur (4 cas)	5 190		5 190	
Vol d'une remorque	3 581		3 581	
Vol de moniteur d'ordinateur (5 cas)	3 513		3 074	439
Perte de BlackBerry (3 cas)	1 947		1 947	
Vol d'une clôture	1 846		1 846	
Vol de BlackBerry (3 cas)	1 504		1 504	
Perte de téléphone cellulaire (4 cas)	931		931	
Vol d'équipement électronique spécialisé	837		837	
Vol d'une caméra digitale	650		650	
Vol d'un cadenas	433		433	
Vol de DC	400		400	
Vandalisme sur véhicule	341		341	
Vandalisme sur clôtures	235		235	
Vol de bouteille d'eau	210		210	
Vol d'un bracelet	200		200	
Vol d'imprimante	150		150	
Perte de livret de taxi	102		102	
Vol d'un lecteur de mémoire flash	99		99	
Conseil national de recherches du Canada				
Vol d'ordinateurs et d'écrans (11 cas)	31 062		31 062	
Vol de projecteur LCD (2 cas)	16 484		16 484	
Vol d'un BlackBerry	479		479	
JUSTICE				
Ministère				
Vol d'ordinateurs portatifs (9 cas)	16 700		16 700	
Commission canadienne des droits de la personne				
Vol d'un projecteur	3 000		3 000	
Vol d'équipement informatique	800		800	
Vol d'équipement de bureau (6 cas)	431		431	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Commissaire à la magistrature fédérale				
Vol d'ordinateurs portatifs (4 cas)	10 551		10 551	
Service administratif des tribunaux judiciaires				
Vol de 25 billets d'autobus	23		23	
Vol d'une clé de USB	500		500	
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Vol d'effets militaires (2081 articles)	125 204	5 667	119 537	
Vol d'équipement de transport (5 articles)	2 723		2 723	
Vol de machinerie (1 article)	173		173	
Vol d'équipement de télécommunications (16 articles)	29 497		29 497	
Vol d'équipement électronique (2 articles)	1 842		1 842	
Vol d'équipement technique (21 articles)	39 604		39 604	
Vol d'outils (5 articles)	21 524		21 524	
Vol d'armes et accessoires (11 articles)	10 733		10 733	
Vol d'équipement spécifique aux militaires (23 articles)	2 591	52	2 539	
Vol d'équipement non spécifique aux militaires (17 articles)	2 665		2 665	
Vol d'ordinateurs (9 articles)	14 939		14 939	
Vol d'ordinateurs portatifs (5 articles)	17 350	1 500	15 850	
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Vol d'ordinateurs portatifs (6 cas)	18 163		18 163	
Vol de BlackBerry (2 cas)	595		595	
Vol d'un générateur à essence	3 200		3 200	
Vol d'une carte de crédit	3 157		3 157	
Vol de tables de pique-nique	500		500	
Vol de disques durs (3 cas)	3 500		3 500	
Vol de clavier se pliant pour le pilote de paume	200		200	
Vol de trousse de premiers soins	100		100	
Vol de moniteurs ACL (2 cas)	1 050		1 050	
Vol de casquettes de baseball (4 cas)	68		68	
Vol d'un sac pour un ordinateur portatif	207		207	
Vol d'enregistreur vocal numérique	250		250	
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère				
Vol d'un imprimante	499		499	
Vol de micro-ordinateurs (5 cas)	13 117		13 117	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Vol d'ordinateurs portatifs (5 cas)	11 289	5 287	6 002	
Directeur général des élections				
Vol d'un ordinateur portatif	2 844		2 844	
Vol d'un écran d'ordinateur	520		520	
Perte d'équipement (2 cas)	890		890	
Commissariat aux langues officielles				
Vol d'estampes	116		116	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Agence des services frontaliers du Canada				
Domage à la propriété (5 cas)	5 271		5 271	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'équipement informatique (7 cas)	8 511		8 511	
Vol d'uniformes (13 cas)	2 256		2 256	
Vol de matériel de travail des agents (28 cas)	1 521		1 521	
Vol—Autre (14 cas)	3 471		3 471	
Service correctionnel				
Domage à la suite d'un incendie (58 cas)	27 050		25 675	1 375
Domage suite à une manifestation des détenus (180 cas)	122 095	2 457	119 485	153
Perte d'actifs en inventaire (60 cas)	45 590		45 590	
Vol d'un ordinateur	3 188		3 188	
Vol de fournitures (13 cas)	5 744	2 001	3 743	
Vandalisme de propriété et d'équipements (842 cas)	124 866	1 489	122 041	1 336
Gendarmerie royale du Canada				
Domage des propriétés d'État (11 cas)	53 700	3 311	32 648	17 741
Domage des véhicules d'État (53 cas)	118 451	69 236	49 215	
Vol d'une bicyclette	230		230	
Vol d'ordinateurs portatifs (3 cas)	3 749		3 749	
Vol d'un véhicule de l'État	27 959		27 959	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Domage aux meubles de bureau (3 cas)	2 950		2 950	
Vol d'un BlackBerry (3 cas)	1 099		1 099	
Vol d'une plaque de bronze à l'entrée de l'édifice	500			500
Vol de mallette (2 cas)	796		796	
Vol d'un téléphone cellulaire (4 cas)	395		395	
Vol d'une cellulaire avec chargeur	150		150	
Vol de pile pour cellulaire	50		50	
Vol d'un ordinateur (4 cas)	5 210	1 271	2 639	1 300
Vol d'un écran (5 cas)	2 689		2 139	550
Vol de matériaux de construction—Plexi-verre	1 500		1 500	
Vol de dictionnaire (2 cas)	127		127	
Vol d'une caméra digitale (6 cas)	2 786		2 786	
Vol d'une carte mémoire d'une caméra digitale (2 cas)	110		50	60
Vol d'appareil électronique portatif (7 cas)	3 273	185	990	2 098
Vol d'un clavier (2 cas)	229		100	129
Vol de clé—Serrure de remplacement	500		500	
Vol d'un ordinateur portatif (21 cas)	45 182		40 482	4 700
Vol d'un lithographe du présentoir Artbank	300		300	
Vol d'une calculatrice à conversion métrique	20			20
Vol de souris (2 cas)	75		50	25
Vol d'un système d'exposition avec panneau latéral	9 975		9 975	
Vol de projecteur (6 cas)	16 175		16 175	
Vol d'une carte d'interface de réseau Racal	100			100
Vol de caisse de résonance pour un microphone	109			109
Vol d'un moniteur de surveillance et d'une caméra	500		500	
Vol d'un équipement de radio à deux voies	270		270	
Vol d'une pompe à eau	2 500			2 500
Vol d'une station de travail et des câbles	500		500	
Vandalisme à des édifices (5 cas)	5 500		2 500	3 000
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)				
Ministère				
Vol d'ordinateurs portatifs (8 cas)	19 059		19 059	
Vol de veston flotteur (3 cas)	6 400		6 400	
Vol d'étampe pour la certification d'embarquement de sécurité	600		600	
Vol de clés	100		100	
Vol de pneus des véhicules ministériels	2 928		2 928	
Vandalisme et vol de gazoline des véhicules ministériels	1 000		1 000	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL—
SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Vol d'une caméra numérique.....	150		150	
Vol d'ordinateurs (10 cas).....	24 652		24 652	
Vol de moniteur (3 cas).....	800		800	
Office des transports du Canada				
Vol de 4 téléphones méridien.....	363		363	
Vol d'un écran et ordinateur.....	2 479		2 479	
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Perte de BlackBerry (2 cas).....	198		198	
Vol d'un BlackBerry.....	99		99	
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat				
Vol d'un ordinateur portable.....	500		500	
École de la fonction publique du Canada				
Vol d'un micro-ordinateur.....	3 738			3 738
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
Perte/Vol d'un écran ACL avec support et étui de transport.....	3 230		3 230	
ANCIENS COMBATTANTS				
Vol d'un lecteur DVD.....	65		65	
Vol d'un téléphone cellulaire.....	150		150	
Perte des cartes-clés pour les bureaux de l'État (3 cas).....	300		300	
Vol d'une chaise roulante.....	550		550	
Perte d'une radio portative.....	1 050		1 050	
Vol d'un projecteur In Focus.....	1 900		1 900	
Vol des ordinateurs portatifs (2 cas).....	6 559		6 559	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Vol de trois moniteurs d'ordinateurs.....	1 800	600	1 200	
	2 121 939	134 556	1 920 222	67 161

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Dommages à un véhicule de l'État lors d'un accident (8 cas)	23 850		23 850	
Divers (dommage à des pare-brises, clôture, etc.) (8 cas)	8 201		8 201	
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Dommages à un véhicule de l'État lors d'un accident (93 cas)	241 298	55 425	182 047	3 826
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Dommages aux véhicules de l'État (12 cas)	9 407	2 762	6 645	
PATRIMOINE CANADIEN				
Bibliothèque et Archives du Canada				
Pertes de tables et d'articles de cuisine suite à l'explosion d'un contenant de butane	1 150		1 150	
Commission de la fonction publique				
Dommages à de l'équipement de bureau suite à un renversement de propylène à l'édifice (7 cas)	6 849		6 849	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère				
Perte d'un téléphone pour salle de conférence	500		500	
Perte d'un ordinateur portable	3 322		3 322	
Perte d'insignes d'agent d'immigration (6 cas)	132		132	
Perte d'un "BlackBerry"	349		349	
Dommages à un véhicule de l'État	266		266	
Dommages à des meubles de bureau (1 cas)	1 316		1 316	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
Dommages au mobilier de bureau suite à une inondation	25 877			25 877
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Dommages à un véhicule de l'État lors d'un accident	3 000		3 000	
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Dommages à du mobilier de bureau suite à l'inondation d'un entrepôt	20 323	20 323		
Dommages d'un immeuble suite à un incendie	235 033		235 033	
Perte de véhicule et d'équipement suite à un accident de traversier	45 000			45 000
Dommages à des véhicules tout-terrain (4 cas)	16 599		16 599	
Dommages à de l'équipement audio-visuel (6 cas)	5 104		5 104	
Dommages à des bateaux et moteurs amovibles (15 cas)	18 345		18 345	
Dommages aux ordinateurs et aux équipements périphériques (55 cas)	116 492		116 492	
Dommages aux véhicules de l'État—Accidents (16 cas)	58 396		58 396	
Dommages à des équipements satellite et "GPS" (18 cas)	31 476		31 476	
Dommages à des équipements non-techniques (14 cas)	17 025		17 025	
Dommages à de l'équipement de bureau (6 cas)	9 415		9 415	
Dommages à de l'équipement photographique (6 cas)	3 320		3 320	
Dommages à de l'équipement scientifique (7 cas)	17 870		17 870	
Perte d'un abri d'instruments détruit par la glace	2 000		2 000	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Agence Parcs Canada				
Dommages causés par une tempête (2 cas)	7 500		7 500	
Dommages à un bâtiment due à un accident de voiture	15 590		15 590	
Dommage à une clôture et un garage	12 000		12 000	
Dommage au toit du kisoque d'entrée (2 cas)	500		500	
Dommage à un véhicule de l'État dans un accident (9 cas)	36 142	300	32 334	3 508
Dommage au moteur hors-bord	2 500		2 500	
Dommage au logement pour employés	6 178		6 178	
Dommage à une jumelle télémétrique	230		230	
Dommage à la barrière de la station de transfert	420	420		
Dommage à un véhicule	1 000		1 000	
Dommage à une tente abri	5 000		5 000	
Perte d'une clé d'auto	10		10	
Perte d'un cellulaire	75		75	
Perte de bouées de sauvetage (4 cas)	240		240	
Perte d'une imprimante dans le barrage	600		600	
Accident de circulation	7 409		7 409	
FINANCE				
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Perte d'un téléphone cellulaire	150		150	
Perte d'un BlackBerry	500		500	
PÊCHES ET OCÉANS				
Destruction accidentelle d'un casque de soudure	1 230		1 230	
Destruction accidentelle d'un enregistreur PPS	13 065		13 065	
Destruction accidentelle d'une caméra aquatique	17 223		17 223	
Dommage à du mobilier	500		500	
Dommage à une porte de garage	1 500		1 500	
Dommage à des véhicules de l'État (77 cas)	131 772		131 772	
Dommage à un chasse-neige	500		500	
Hélicoptère accidenté dans l'océan (2 cas)	4 124 564		4 124 564	
Perte d'un canoë	390		390	
Perte de treuil électrique (2 cas)	4 278		4 278	
Perte d'un fusil sur une banquise	1 000		1 000	
Perte d'instruments océanographiques en mer (2 cas)	30 000		30 000	
Perte du Quai Sud à Port-Daniel Est suite à un incendie	227 900		227 900	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministères				
Affaires étrangères				
Perte d'un BlackBerry	400		400	
Perte d'un ordinateur portatif	1 594		1 594	
Commerce international				
Perte d'un BlackBerry	350		350	
SANTÉ				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État (2 cas)	301		301	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL				
Ministères				
Ressources humaines et développement des compétences				
Dommage à un ordinateur	3 000		3 000	
Dommage à des meubles en transit (2 cas)	15 270	40		15 230

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Dommage à des véhicules de l'État (8 cas)	11 436		11 436	
Dommage à un moniteur	500		500	
Dommage à une imprimante	250		250	
Dommage à un véhicule	1 290			1 290
Destruction d'un BlackBerry (2 cas)	849		849	
Perte d'un BlackBerry (5 cas)	2 149		2 149	
Perte de téléphones cellulaires (6 cas)	450		450	
Développement social				
Dommage à des véhicules de l'État (2 cas)	7 555		2 100	5 455
Dommage à un présentoir	1 000		1 000	
Perte d'un téléphone cellulaire	75		75	
Perte de BlackBerry (3 cas)	1 127		1 127	
Perte de mobilier de bureau (1 cas)	479		479	
Perte de matériel imprimé—Publication (1 cas)	1 200		1 200	
Conseil canadien des relations industrielles				
Dommage à un téléphone cellulaire	198		198	
INDUSTRIE				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (4 cas)	80 580	6 970	72 569	1 041
Agence spatiale canadienne				
Perte accidentelle de 2 BlackBerry	1 000		1 000	
Perte accidentelle d'un téléphone cellulaire	150		150	
Vol de 2 ordinateurs portables	4 000		4 000	
Vol d'une carte mémoire USB	70		70	
Vol d'un repose-pieds	30		30	
Vol d'un BlackBerry	500		500	
Conseil national de recherches du Canada				
Équipement endommagé par un feu	6 369		6 369	
Équipement détruit accidentellement	2 719		2 719	
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Perte ou dommage d'effets militaires (8174 articles)	687 629	60 187	627 442	
Perte ou dommage d'équipement de transport (26 articles)	53 597	54	53 543	
Perte ou dommage d'équipement d'ingénierie de construction (12 articles)	8 098		8 098	
Perte ou dommage de machinerie (6 articles)	18 079		18 079	
Perte ou dommage d'équipement de télécommunications (93 articles)	62 896	990	61 906	
Perte ou dommage d'équipement électronique (31 articles)	20 165	62	20 103	
Perte ou dommage d'équipement technique (69 articles)	54 924	325	54 599	
Perte ou dommage d'outils (149 articles)	37 545	48	37 497	
Perte ou dommage d'armes et accessoires (112 articles)	8 267	420	7 847	
Perte ou dommage d'équipement spécifique aux militaires (216 articles) (comprend 2 aéronefs et 1 sonar d'immersion)	15 237 958	679	15 237 279	
Perte ou dommage d'équipement non spécifique aux militaires (207 articles)	88 686	768	87 918	
Perte ou dommage d'ordinateurs (38 articles)	61 782		61 782	
Perte ou dommage d'ordinateurs portatifs (13 articles)	58 142	1 422	55 015	1 705
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Réparations sur des véhicules loués	3 148		3 148	
Perte d'un appareil photo	1 176		1 176	
Perte d'une machine de traitement des données scientifiques	4 695		4 695	
Perte d'un séchoir à gel	2 793		2 793	
Perte d'un appareil protéine 11	1 482		1 482	

2.30 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — Suite

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
Perte de microscope (2 cas)	8 350		8 350	
Accidents de véhicules (9 cas)	26 148		26 148	
Perte de BlackBerry (3 cas)	1 199		1 199	
Perte d'une clé USB	75		75	
Perte d'un système d'ordinateur - Optiplex GC 240	2 200		2 200	
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère				
Perte de BlackBerry (3 cas)	1 400		1 400	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Domage à un véhicule de l'État lors d'un accident	1 000		1 000	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Agence des services frontaliers du Canada				
Domage à la propriété (5 cas)	5 578		5 578	
Perte de téléphones cellulaires (15 cas)	3 089		3 089	
Perte d'équipement informatique (3 cas)	2 350		2 350	
Perte de matériel de travail des agents (39 cas)	1 800		1 800	
Perte d'équipement (3 cas)	913		913	
Perte d'uniformes (4 cas)	440		440	
Perte d'une clef	5		5	
Centre canadien des armes à feu				
Perte accidentelle de téléphones cellulaires (2 cas)	200		200	
Perte d'un portable dans le bagage d'aéroport	1 000		1 000	
Service correctionnel				
Domage causé par un bris de tuyauterie (4 cas)	9 280		9 280	
Domage causé par un événement naturel (1 cas)	51 820		51 820	
Domage suite à un accident de véhicule automobile (53 cas)	106 806	3 355	101 774	1 677
Domage suite à un incendie (6 cas)	189 269		189 269	
Domage de propriété et d'équipement (24 cas)	38 467		38 467	
Perte d'actifs en inventaire (38 cas)	25 771		25 771	
Commission nationale des libérations conditionnelles				
Domage à un véhicule de l'État lors d'un accident	2 309		2 309	
Gendarmerie royale du Canada				
Domage des équipements (2 cas)	6 386		1 386	5 000
Domage des propriétés d'État (5 cas)	21 371		16 826	4 545
Domage des véhicules d'État (427 cas)	1 080 980	63 772	954 329	62 879
Perte des propriétés d'État (3 cas)	2 080		2 080	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Domage provoqué par inondation (5 cas)	17 228			17 228
Domage à un tableau de distribution causé par court-circuit	1 000			1 000
Domage à un édifice causé par tempête de vent	25 000			25 000
Domage à un véhicule de l'État	2 124			2 124
Bris accidentel d'une lampe de mobilier de bureau	350			350
Perte de téléphone cellulaire (5 cas)	415		415	
Perte de clé - serrure de remplacement	2 000			2 000
Perte d'un ordinateur portatif	2 901		2 901	
Perte d'une unité GPS Trimble	7 810		7 810	
Bouton de réenclenchement actionné par accident	50			50
Dégât d'eau (6 cas)	2 950		500	2 450

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE
ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2005-2006 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	\$	\$	\$	\$
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)				
Ministère				
Dommage aux lumières pour postes d'atterrissage	1 200		1 200	
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (13 cas)	40 166		40 166	
Dommages aux wagons trémies de l'État (39 cas)	1 685 211		1 685 211	
Dommage à un ordinateur portable	3 397		3 397	
Perte de moniteur de monoxyde de carbone	1 700		1 700	
Perte de caméra Nikon avec lentilles	1 170		1 170	
Perte de lecteur de disque d'ordinateur	2 300		2 300	
Perte d'imprimante (3 cas)	15 969		15 969	
Perte de serveur	35 000		35 000	
Perte d'ordinateur	13 000		13 000	
Perte de téléphone cellulaire (2 cas)	449		449	
Perte d'ordinateur portable (2 cas)	6 641	2 034	4 607	
Perte de compteur à scintillation	600		600	
ANCIENS COMBATTANTS				
Dommage à un ordinateur portable pendant expédition	3 844		3 844	
Dommage à une voiture pendant une introduction par effraction	541		541	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Perte de téléphones cellulaires (2 cas)	899		899	
	25 592 035	220 356	25 144 444	227 235

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère						
Réclamations frauduleuses pour des avances de voyage	2002-2003	8 500			1 500	7 000
Utilisation frauduleuse de carte de crédit Mastercard	2004-2005	3 176	100			3 076
Utilisation frauduleuse de feuille de temps	2004-2005	16 556				16 556
Agence canadienne d'inspection des aliments						
Vandalisme à des véhicules de l'État	2004-2005	52 633	180	43	52 410 ⁽¹⁾	
Domage à un véhicule de l'État lors d'un accident (102 cas) ..	2004-2005	377 975	32 561	28 833	302 581	14 000
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
Ministère						
Réclamations fausses ou frauduleuses concernant des ententes de contributions	2003-2004	125 000				125 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA						
Vol d'une petite caisse (2 cas)	2003-2004	1 160			600	560
Vol d'une petite caisse (2 cas)	2004-2005	147			147	
Réclamations frauduleuses d'heures supplémentaires (2 cas) ..	1997-1998	133 792	82 999	1 315	45 000	4 478
Réclamations frauduleuses pour paiement (factures)	2004-2005	2 385				2 385
Réclamations frauduleuses pour paiement (rabais TPS)	2004-2005	40 000				40 000
Fausse représentation d'un employé pour l'achat de matériel informatique	2000-2001	23 738	17 669			6 069
Usage personnel de billets de taxi	2004-2005	1 198				1 198
Utilisation non autorisée du téléphone	2004-2005	58				58
Domages aux véhicules de l'État—Collision entre 2 véhicules (7 cas)	2004-2005	13 150	2 108	877	10 165	
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)						
Impôt sur le revenu	2001-2002	11 371 419	5 123 160	6 042	5 776 192 ⁽¹⁾	466 025 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2002-2003	8 768 905	4 185 220	70 149	2 750 356 ⁽¹⁾	1 763 180 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2003-2004	12 026 416	7 985 809	108 704	2 546 608 ⁽¹⁾	1 385 295 ⁽¹⁾
Impôt sur le revenu	2004-2005	7 922 895	3 128 472	181 904	1 821 476 ⁽¹⁾	2 791 043 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2001-2002	9 442 892	1 738 676	18 221	7 086 128 ⁽¹⁾	599 867 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2002-2003	13 042 536	848 818	68 508	11 323 388 ⁽¹⁾	801 822 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2003-2004	6 800 491	1 606 124	87 241	2 829 607 ⁽¹⁾	2 277 519 ⁽¹⁾
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2004-2005	4 581 548	867 732	163 589	970 842 ⁽¹⁾	2 579 385 ⁽¹⁾
Autres pertes administrées	2001-2002	28 615	2 693		25 922 ⁽¹⁾	
Autres pertes administrées	2003-2004	11 131			1 462 ⁽¹⁾	9 669 ⁽¹⁾
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère						
Détournement de fonds	2002-2003	280 457	15 178			265 279
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC						
Demandes de subventions et de contributions faussées ou falsifiées	2000-2001	2 422 077	1 526 126	9 600	861 220 ⁽¹⁾	25 131 ⁽¹⁾
Réclamations de subventions et de contributions faussées ou falsifiées	2002-2003	65 216	5 173	3 143	56 900 ⁽¹⁾	

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
ENVIRONNEMENT						
Ministère						
Mauvais usage d'une carte MasterCard de l'État et usage non autorisé de la carte IRA	1997-1998	7 400				7 400
Mauvais usage d'une carte d'achat de l'État	2002-2003	124				124
Dommages à des véhicules de l'État à la suite d'accidents (17 cas)	2001-2002	54 216			52 422	1 794
Vol de véhicules et de remorques (5 cas)	2000-2001	30 147			20 147	10 000
Vol de véhicules et de remorques (3 cas)	2002-2003	45 567	44 944		200	423
Vol d'ordinateurs portatifs (16 cas)	2001-2002	63 390			58 390	5 000
Vol d'ordinateurs portatifs (25 cas)	2002-2003	81 079			77 079	4 000
Vol d'ordinateurs portatifs (13 cas)	2003-2004	47 840	2 200		30 926	14 714
Vol d'ordinateurs portatifs (9 cas)	2004-2005	41 058	1 800		25 524	13 734
Vol d'ordinateurs et d'équipements périphériques (17 cas)	2002-2003	32 490			27 490	5 000
Vol d'équipement de bureau (8 cas)	2001-2002	2 008			1 508	500
Vol d'équipements optiques (7 cas)	2001-2002	15 485			8 485	7 000
Vol d'équipements optiques (12 cas)	2002-2003	30 353			29 753	600
Vol d'outils (6 cas)	2002-2003	18 979			18 129	850
Vol d'équipements techniques (9 cas)	2002-2003	6 692			6 172	520
Vol d'équipements audio/vidéo (4 cas)	2003-2004	14 998			2 498	12 500
Vol d'armes à feu (6 cas)	2002-2003	4 200			1 850	2 350
Vol de vêtements et d'uniformes (3 cas)	2002-2003	1 850			1 050	800
Vol d'enveloppe contenant de l'argent	2004-2005	8				8
Vandalisme aux véhicules appartenant à l'État (7 cas)	2004-2005	19 189			8 549	10 640
Vandalisme aux installations appartenant à l'État (2 cas)	2004-2005	4 082			1 183	2 899
Agence Parcs Canada						
Vandalisme à des édifices (42 cas)	2000-2001	17 060			300	16 760
Vandalisme aux véhicules ministériels (4 cas)	2003-2004	3 533			3 533 ⁽¹⁾	
Grilles du pont manquantes (3 cas)	2000-2001	525			300	225
Bris d'un panneau de signalisation (4 cas)	2000-2001	906			325	581
Dommage à un véhicule de l'État (3 cas)	2000-2001	9 565			500	9 065
Vol d'un anneau de sauvetage	2000-2001	60				60
Vol de machine à contrecoller	2003-2004	300			300 ⁽¹⁾	
Vol d'un extincteur	2004-2005	90			90 ⁽¹⁾	
Vol de projecteur cristaux liquide	2004-2005	2 200			2 200 ⁽¹⁾	
Accident d'automobile (4 cas)	2000-2001	2 066	618		200	1 248
Dommage aux clôtures d'animaux (7 cas)	2000-2001	4 319	3 669			650
Dommage à la clôture des animaux sauvages	2003-2004	1 360				1 360
Dommage au système de sécurité à la suite d'un orage (2 cas)	2000-2001	840				840
Dommage à la glissière de sécurité causé par un accident (2 cas)	2002-2003	3 460	3 210			250
Dommage au gazon dû à une tempête (2 cas)	2002-2003	600				600
Dommage aux enseignes dû à une tempête (2 cas)	2002-2003	550				550
Dommage d'enseigne à Eastgate	2003-2004	6 222				6 222
Dommage au barrage	2002-2003	100				100
Dommage aux lumières (3 cas)	2002-2003	635				635
Dommage à la porte	2002-2003	200				200
Dommage à la table	2002-2003	200				200
Fenêtre brisée (2 cas)	2002-2003	800				800
Mastercard du gouvernement utilisé pour des achats personnels	2003-2004	28 663	20 000	8 663 ⁽¹⁾		
PÊCHES ET OCÉANS						
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit	2000-2001	21 899	10 528	5 054		6 317
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit	2003-2004	8 615				8 615
Utilisation frauduleuse d'une carte de crédit (2 cas)	2004-2005	1 397		1 097	300	

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du
						recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
Utilisation frauduleuse de réclamations de voyage	2004-2005	6 790		6 316		474
Dommages aux véhicules de l'État ayant subis un accident (25 cas)	2002-2003	36 432			36 432 ⁽¹⁾	
Vandalismes—Destruction de 3 bateaux de pêches achetés sous le programme Marshall	2003-2004	1 875 000				1 875 000
Vol d'équipement de bureaux et fournitures (3 cas)	2001-2002	9 304			4 193 ⁽¹⁾	5 111 ⁽¹⁾
Vol d'ordinateurs et équipements d'ordinateurs (12 cas)	2001-2002	44 563			42 638 ⁽¹⁾	1 925 ⁽¹⁾
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministères						
Affaires étrangères						
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires	1994-1995	176 857				176 857
Perte de fonds relatifs aux revenus consulaires (3 cas)	2004-2005	408		100		308
Vol de fonds d'immigration	1999-2000	300				300
Vol de fonds de mission	1999-2000	258 780				258 780
Vol de fonds de mission (3 cas)	2000-2001	935 794			85 794	850 000
Vol de fonds de mission (2 cas)	2004-2005	1 480	80			1 400
Vol d'un conteneur maritime dans le port maritime d'Espagne	2004-2005	52 510				52 510
Réclamation frauduleuse de paiement par un employé	1999-2000	104 264	48 970			55 294
Demandes de paiement falsifiées par des fournisseurs et des entrepreneurs (3 cas)	2003-2004	163 568	1 568 ⁽¹⁾	145 000		17 000
Demandes de subventions et de contributions falsifiées (1 cas)	2004-2005	109 767				109 767
Réclamations de déplacement ou de surtemps falsifiées (3 cas)	2003-2004	42 149			1 149	41 000
Détournement des revenus d'immigration	2003-2004	2 200 000				2 200 000
Agence canadienne de développement international						
Demandes de subventions et de contributions faussées ou falsifiées	2004-2005	398 634		8 099 ⁽¹⁾	374 338 ⁽¹⁾	16 197 ⁽¹⁾
SANTÉ						
Ministère						
Réclamations frauduleuses par des employés	2003-2004	97 000			97 000 ⁽¹⁾	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL						
Ministères						
Ressources humaines et développement des compétences						
Réclamations frauduleuses pour prestations :						
Prestations d'assurance-emploi	Avant 1999	232 680 820 ⁽¹⁾	129 781 378	2 062 853	77 230 081 ⁽¹⁾	23 606 508
Prestations d'assurance-emploi	1999-2000	120 404 240	91 533 195	2 288 930	20 453 193 ⁽¹⁾	6 128 922
Prestations d'assurance-emploi	2000-2001	120 790 146	83 361 538	4 784 297	9 466 804 ⁽¹⁾	23 177 507
Prestations d'assurance-emploi	2001-2002	105 709 129	57 614 438	5 967 131	5 254 090 ⁽¹⁾	36 873 470
Prestations d'assurance-emploi	2002-2003	133 462 360	48 874 707	10 096 624	1 333 893 ⁽¹⁾	73 157 136
Prestations d'assurance-emploi	2003-2004	106 399 911	38 688 186	14 135 583	1 232 946 ⁽¹⁾	52 343 196
Prestations d'assurance-emploi	2004-2005	68 476 029	16 633 684	18 053 284	494 243 ⁽¹⁾	33 294 818
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (11 cas) ⁽¹⁾	2004-2005	68 010 ⁽¹⁾				68 010
Émission frauduleuse de prestation d'assurance-emploi	2004-2005	51 705		51 628	77	
Mauvaise gestion des fonds de contribution reçus par une organisation	2004-2005	47 988		47 988		

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	<i>Comptes publics du Canada</i>					
Développement social						
Détournement de fonds des comités communautaires de formation industrielle (CCFI) par le coordonnateur du projet de Côte-Nord du lac Supérieur	1994-1995	53 190	23 190			30 000
Émission frauduleuse de chèques par un employé, administration centrale	1997-1998	186 158	63 685	20 836		101 637
Perte de deniers publics—						
Dépôt direct frauduleux	2004-2005	44 293	1 895	100		42 298
Vol de la petite caisse, AC	2002-2003	593		390		203
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident	2004-2005	23 571		10 599	12 972	
Dommage à des véhicules de l'État (17 cas)	2004-2005	46 952	1 786	983	44 183	
Réclamations frauduleuses pour prestations :						
Allocations familiales	1988-1989	132 715 ⁽¹⁾	63 966 ⁽¹⁾		68 169 ⁽¹⁾	580
Allocations familiales	1989-1990	204 962 ⁽¹⁾	54 324 ⁽¹⁾		40 724 ⁽¹⁾	109 914
Allocations familiales	1991-1992	81 759 ⁽¹⁾	29 798 ⁽¹⁾		46 913 ⁽¹⁾	5 048
Allocations familiales	1992-1993	49 252 ⁽¹⁾	21 283	175	25 087	2 707
Allocations familiales	1993-1994	158 488 ⁽¹⁾	36 077	660	112 994 ⁽¹⁾	8 757
Allocations familiales	2001-2002	26 887 ⁽¹⁾	2 000	300	16 294	8 293
Sécurité de la vieillesse	1987-1988	437 577 ⁽¹⁾	357 360 ⁽¹⁾	6 778	60 258 ⁽¹⁾	13 181
Sécurité de la vieillesse	1988-1989	1 696 103 ⁽¹⁾	1 200 458 ⁽¹⁾	19 487	271 141 ⁽¹⁾	205 017
Sécurité de la vieillesse	1989-1990	1 310 923 ⁽¹⁾	755 865 ⁽¹⁾	1 601	223 574 ⁽¹⁾	329 883
Sécurité de la vieillesse	1990-1991	785 310 ⁽¹⁾	432 140 ⁽¹⁾		154 177 ⁽¹⁾	198 993
Sécurité de la vieillesse	1991-1992	628 857 ⁽¹⁾	191 124 ⁽¹⁾	1 375	346 111	90 247
Sécurité de la vieillesse	1992-1993	1 092 169 ⁽¹⁾	294 853 ⁽¹⁾	201	632 576	164 539
Sécurité de la vieillesse	1993-1994	429 136 ⁽¹⁾	257 568 ⁽¹⁾	2 221	123 096	46 251
Sécurité de la vieillesse	1994-1995	1 190 107	330 318 ⁽¹⁾	2 490	648 687 ⁽¹⁾	208 612
Sécurité de la vieillesse	1995-1996	850 577 ⁽¹⁾	416 277 ⁽¹⁾	212 130	212 130	10 040
Sécurité de la vieillesse	1996-1997	475 078	128 290	5 400	148 906	192 482
Sécurité de la vieillesse	1997-1998	1 341 345 ⁽¹⁾	263 296 ⁽¹⁾	8 140	545 303 ⁽¹⁾	524 606
Sécurité de la vieillesse	1998-1999	980 456 ⁽¹⁾	364 557 ⁽¹⁾	17 895	198 810	399 194
Sécurité de la vieillesse	1999-2000	580 465	104 058	58 571	105 433 ⁽¹⁾	312 403
Sécurité de la vieillesse	2000-2001	935 178	132 618 ⁽¹⁾	6 343	18 840	777 377
Sécurité de la vieillesse	2001-2002	3 757 396 ⁽¹⁾	511 171 ⁽¹⁾	188 297	1 077 736 ⁽¹⁾	1 980 192
Sécurité de la vieillesse	2002-2003	922 266 ⁽¹⁾	187 540	65 491	19 235 ⁽¹⁾	650 000
Sécurité de la vieillesse	2003-2004	2 036 140 ⁽¹⁾	13 761 ⁽¹⁾	44 701	17 576 ⁽¹⁾	1 960 102
Sécurité de la vieillesse	2004-2005	1 013 070		34 366		978 704
Régime de pensions du Canada	1987-1988	44 571 ⁽¹⁾	40 976 ⁽¹⁾			3 595
Régime de pensions du Canada	1989-1990	244 822 ⁽¹⁾	159 069 ⁽¹⁾	2 340	72 434 ⁽¹⁾	10 979
Régime de pensions du Canada	1990-1991	1 137 075 ⁽¹⁾	658 248 ⁽¹⁾	10 249	171 101 ⁽¹⁾	297 477
Régime de pensions du Canada	1991-1992	842 575 ⁽¹⁾	430 122 ⁽¹⁾	9 202	158 171 ⁽¹⁾	245 080
Régime de pensions du Canada	1992-1993	1 348 230 ⁽¹⁾	741 137 ⁽¹⁾	39 889	246 687 ⁽¹⁾	320 517
Régime de pensions du Canada	1993-1994	771 616	383 823	5 833	117 217	264 743
Régime de pensions du Canada	1994-1995	552 262 ⁽¹⁾	171 611 ⁽¹⁾	10 168	65 956	304 527
Régime de pensions du Canada	1995-1996	796 847	391 055 ⁽¹⁾			405 792
Régime de pensions du Canada	1996-1997	283 263	131 886	10 822	438	140 117
Régime de pensions du Canada	1997-1998	2 024 106 ⁽¹⁾	656 560 ⁽¹⁾	54 410	206 980 ⁽¹⁾	1 106 156
Régime de pensions du Canada	1998-1999	893 021 ⁽¹⁾	314 474 ⁽¹⁾	18 282	33 119 ⁽¹⁾	527 146
Régime de pensions du Canada	1999-2000	1 093 920 ⁽¹⁾	296 807	26 038	17 262	753 813
Régime de pensions du Canada	2000-2001	1 443 555 ⁽¹⁾	406 908 ⁽¹⁾	52 870	83 581 ⁽¹⁾	900 196
Régime de pensions du Canada	2001-2002	1 700 311 ⁽¹⁾	281 509 ⁽¹⁾	68 080	221 381 ⁽¹⁾	1 129 341
Régime de pensions du Canada	2002-2003	542 016 ⁽¹⁾	69 550 ⁽¹⁾	32 363	7 481 ⁽¹⁾	432 622
Régime de pensions du Canada	2003-2004	970 393 ⁽¹⁾	4 287 ⁽¹⁾	16 422	17 186 ⁽¹⁾	932 498
Régime de pensions du Canada	2004-2005	698 353 ⁽¹⁾				698 353

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	<i>Comptes publics du Canada</i>					
		\$	\$	\$	\$	\$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère						
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région de la Saskatchewan	1987-1988	20 784	17 243	1 139		2 402
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région de la Saskatchewan	1988-1989	5 170	1 000		1 170	3 000
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1992-1993	19 196	6 400		2 581	10 215
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région de la Saskatchewan (6 cas)	1993-1994	27 752	4 291		4 134	19 327
Réclamations frauduleuses pour paiement d'aide sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1994-1995	8 495	1 352		888	6 255
Fraude dans les fonds d'éducation, Saskatchewan	1999-2000	2 710	100			2 610
Vol d'un appareil photo numérique, PGIC	2001-2002	1 599	500		1 099 ⁽¹⁾	
Vol d'ordinateur portable (9 cas)	2004-2005	28 216			28 216 ⁽¹⁾	
Vol d'écran plat et appareil photo visuel (3 cas)	2004-2005	1 500			1 500 ⁽¹⁾	
Vol d'ordinateur, moniteur, clavier et souris	2004-2005	500			500 ⁽¹⁾	
Vol de téléphone cellulaire	2004-2005	590			590 ⁽¹⁾	
Perte de BlackBerry (calendrier électronique)	2004-2005	500			500 ⁽¹⁾	
Perte d'un taille-crayon	2004-2005	10			10 ⁽¹⁾	
INDUSTRIE						
Ministère						
Mauvais usage de carte d'achats (2 cas)	2003-2004	189 160	122 660			66 500
Agence spatiale canadienne						
Perte d'équipement—BlackBerry	2004-2005	500			500 ⁽¹⁾	
JUSTICE						
Ministère						
Réclamations frauduleuses pour paiement	2004-2005	15 933	1 600	14 333		
Vol d'équipement	2004-2005	17 670 ⁽¹⁾		17 670		
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère						
Détournement de fonds d'une avance permanente, BFC Halifax (3 cas)	1997-1998	6 626	3 400	3 200	26 ⁽¹⁾	
Détournement de fonds d'une avance permanente, 15 ^e Escadre, Moose Jaw	1997-1998	21 909 ⁽¹⁾				21 909
Détournement de fonds d'une avance permanente, BFC USS Edmonton ⁽¹⁾	2002-2003	29 711 ⁽¹⁾		19 828		9 883
Détournement de fonds par le détenteur du compte de recettes, RGDF, Shearwater	1999-2000	5 130			5 130 ⁽¹⁾	
Détournement de fonds d'une avance permanente d'un budget local de police militaire, USFC (Ottawa)	2000-2001	52 811	32 464	13 730		6 617
Détournement du fonds de caisse BFC USS Edmonton	2004-2005	3 564			3 564 ⁽¹⁾	
Vol de fonds détenus par le caissier USFC Ottawa	2004-2005	430			430	
Vol de fonds détenus par le caissier 17 Escadre, Winnipeg	2004-2005	560		550	10	
Vol de fonds détenus par le caissier USS London	2004-2005	655				655
Vol de fonds dans le coffre-fort du bureau de paye d'un bateau, NCSM Montréal	1999-2000	32 498			32 498 ⁽¹⁾	
Vol de fonds d'une avance permanente, introduction par effraction à BFC, Valcartier	1999-2000	968		968		
Vol de fonds d'une avance permanente NCSM Iroquois	2003-2004	13 195		4 275		8 920
Vol d'équipement technique (36 articles)	2003-2004	18 778	325		18 344	109
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçu de paye, USFC, Ottawa	1999-2000	91 352	5 400			85 952

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Réclamations frauduleuses pour frais de scolarité						
USFC (E) Bruxelles	2002-2003	92 000	7 000	5 000		80 000
Utilisation frauduleuse de carte de crédit ministérielle SMA						
Ressources humaines—Militaires	2003-2004	6 336	4 026			2 310
Utilisation frauduleuse de carte d'achat du ministère						
17e Escadre Winnipeg	2003-2004	43 742	30 386			13 356
Écart dans les fonds détenus par la caisse, NCSM Preserver ⁽¹⁾	2000-2001	2 003			2 003 ⁽¹⁾	
Écart dans les fonds détenus par la Caisse						
12 Escadre Shearwater	2002-2003	451				451
Perte de revenu de la vente de billets de repas						
NCSM Iroquois ⁽¹⁾	2003-2004	630				630
Écart dans les fonds détenus par le sous-caissier						
USFC(0) OP Athena	2003-2004	737			737 ⁽¹⁾	
Écart dans une avance permanente BFC USS Edmonton	2002-2003	3 000				3 000
Écart dans une avance permanente BFC Petawawa	2002-2003	630			630 ⁽¹⁾	
Écart dans une avance permanente BFC Halifax	2002-2003	3 000				3 000
Écart dans une avance permanente 8 ^e Escadre Trenton	2002-2003	6 789	2 320		4 469 ⁽¹⁾	
Écart dans une avance permanente 4e Escadre Cold Lake	2003-2004	973				973
Perte de revenu de la vente de vêtements militaires ⁽¹⁾	2003-2004	1 000			1 000 ⁽¹⁾	
Écart dans une avance permanente USA London	2003-2004	387				387
Perte de fonds au dépôt du commis de logement de la base, BFC, Halifax ⁽¹⁾	2001-2002	375				375
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Agence des services frontaliers du Canada						
Vol de chèques de voyage	2004-2005	1 900				1 900
Taxes et droits de douane à l'importation	2001-2002	5 849 616	122 972	3 667	5 722 977 ⁽¹⁾	
Taxes et droits de douane à l'importation	2002-2003	653 570	411 027	10 219	103 159 ⁽¹⁾	129 165
Taxes et droits de douane à l'importation	2003-2004	9 461 548	5 950	15 260	888 143 ⁽¹⁾	8 552 195
Service correctionnel						
Détournement de fonds (1 cas) ⁽¹⁾	2002-2003	19 266 ⁽¹⁾	12 510	383	5 031	1 342
Perte de petite caisse (1 cas) ⁽¹⁾	2002-2003	200 ⁽¹⁾				200
Perte d'actifs en inventaire (1 cas) ⁽¹⁾	2003-2004	28 627 ⁽¹⁾	26 336		930	1 361
Perte d'actifs en inventaire (1 cas) ⁽¹⁾	2004-2005	1 050 ⁽¹⁾		1 050		
Vandalisme de propriété et d'équipement (3 cas) ⁽¹⁾	2003-2004	858 ⁽¹⁾	347	12		499
Vandalisme de propriété et d'équipement (28 cas) ⁽¹⁾	2004-2005	6 948 ⁽¹⁾	1 010	655	4 172	1 111
Domage suite à un incendie (19 cas)	2004-2005	2 579 ⁽¹⁾		2 170		409
Domage suite à un accident de véhicule automobile (4 cas) ⁽¹⁾	2004-2005	8 122 ⁽¹⁾		3 639	2 883	1 600
Gendarmerie royale du Canada						
Domage aux véhicules de l'État	2003-2004	236 176	70 369		141 097	24 710
Domage des véhicules de l'État	2003-2004	1 767 217	334 375	14 648	1 314 497	103 697
Domage des véhicules de l'État	2004-2005	68 176	19 159	16 785	24 546	7 686
Domage des véhicules de l'État	2004-2005	1 043 979	48 578	61 246	912 905	21 250
Domage à une motoneige	2002-2003	6 660				6 660
Domage à des véhicules de police (15 cas)	2002-2003	111 540	39 100	18 201	51 262	2 977
Avaries faites avec intention à des véhicules policiers	2001-2002	48 221	14 947		32 982	292
Domages à un véhicule de transport policier	2000-2001	71 593	17 444		22 696	31 453
Domages/perte d'équipement	2001-2002	84 553	1 919		58 430	24 204
Domages/perte de matériel	2002-2003	59 703			55 203	4 500
Domages/perte de matériel	2002-2003	164 971			160 260	4 711
Domage au matériel	2003-2004	50 000				50 000
Vol de biens de l'État	2000-2001	54 331			39 183	15 148
Domages à des véhicules de la GRC (accidents)	2000-2001	1 348 510	334 675	10 000	948 444	55 391
Domages à des véhicules de la GRC (accidents)	2001-2002	1 296 339	415 925		643 545	236 869
Domages à des véhicules de la GRC (accidents)	2002-2003	668 300	231 510		428 152	8 638
Domages à une propriété/équipement	2000-2001	63 150			58 150	5 000
Domages à une propriété/équipement	2001-2002	389 980	169 000		181 000	39 980

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — Suite

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	<i>Comptes publics du Canada</i>					
		\$	\$	\$	\$	\$
Vandalisme à des véhicules de l'État	2001-2002	312 937	158 151		18 084	136 702
Vandalisme à des véhicules de police (9 cas)	2002-2003	4 172	35		3 533	604
Détachement de Sooke, petite caisse	2002-2003	100				100
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
Vol d'une caméra numérique (5 cas)	2003-2004	5 548			5 548 ⁽¹⁾	
Vol d'un ordinateur portable (27 cas)	2003-2004	94 071			94 071 ⁽¹⁾	
Vol d'un ordinateur portable (14 cas)	2004-2005	43 504			43 504 ⁽¹⁾	
Vol d'un modem (3 cas)	2004-2005	350			150	200
Vol d'un Palm Pilot (7 cas)	2003-2004	2 970			2 970 ⁽¹⁾	
Vol d'outils (1 cas)	2003-2004	1 500			1 500 ⁽¹⁾	
Vol de radio de véhicule, de chargeur téléphonique, cartes de sécurité et des clés (1 cas)	2003-2004	522			522 ⁽¹⁾	
Domage causé au mobilier de bureau (1 cas)	2003-2004	50 455			50 455 ⁽¹⁾	
Domage au photocopieur (1 cas)	2003-2004	3 657 ⁽¹⁾		3 657		
Domage à un édifice du gouvernement	2004-2005	2 156			2 156 ⁽¹⁾	
Contrats portant sur les commandites ⁽²⁾	2004-2005	1 640 184 ⁽¹⁾		1 640 184		
Vandalisme—Fenêtre brisée (12 cas)	2004-2005	9 425			8 576	849
Perte de fonds attribuable à un acte illégal	2004-2005	3 452 066 ⁽¹⁾	16 306		3 432 494	3 266
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)						
Ministère						
Détournement de fonds publics causé par la modification d'un bordereau de dépôt	1962-63	42 806	23 573	550		18 683
Office des transports du Canada						
Vol d'un ordinateur	2003-2004	6 000			6 000 ⁽¹⁾	
ANCIENS COMBATTANTS						
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (2 cas)	1989-1990	39 912	6 350		33 562 ⁽¹⁾	
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1991-1992	18 420	15 200	1 200		2 020
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas)	1992-1993	97 218	16 842	1 500		78 876
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1993-1994	25 890	7 011		18 879 ⁽¹⁾	
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1994-1995	23 022	15 700	1 200		6 122
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1995-1996	61 330	920			60 410
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1998-1999	64 174				64 174
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas)	1999-2000	107 828	13 054	180		94 594
Revendications frauduleuses pour les allocations de traitement et de formation	2004-2005	10 618				10 618
Endossement falsifié de chèques de pension d'invalidité encaissés suite au décès du bénéficiaire	1993-1994	102 991	4 350 ⁽¹⁾		98 641 ⁽¹⁾	
Endossement falsifié de chèques de pension d'invalidité encaissés suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	1995-1996	52 440	19 289			33 151
Endossement falsifié de chèques de pension d'invalidité encaissés suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	1996-1997	21 006	18 547			2 459
Endossement falsifié de chèques de pension d'invalidité encaissés suite au décès du bénéficiaire	1997-1998	18 952	10 800 ⁽¹⁾			8 152

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES
COMPTES PUBLICS DU CANADA DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Fin*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2005-2006	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		\$	\$	\$	\$	\$
Endossement falsifié de chèques de pension d'invalidité encaissés suite au décès du bénéficiaire ⁽¹⁾	2003-2004	27 888				27 888
Endossement falsifié de chèques de pension d'invalidité encaissés suite au décès du bénéficiaire (2 cas) ⁽¹⁾	2004-2005	30 108	131			29 977
Endossement faux ou frauduleux de chèques de pension d'invalidité encaissés suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	1999-2000	66 920				66 920
Détournement d'un compte de fiducie géré par un employé	1999-2000	22 013	19 468			2 545
Utilisation personnelle de carte de crédit du gouvernement par un employé	2003-2004	13 704	1 014			12 690
Vol d'équipement médical	2004-2005	1 960		1 960		
		1 040 490 258	508 035 152	61 366 373	175 269 518	295 819 215

⁽¹⁾ Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

⁽²⁾ Le montant rapporté en tant que perte est le montant connu à ce jour. Il est encore trop tôt pour estimer le montant total de la perte de l'État.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2005-2006

Services professionnels et spéciaux

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux.....	3.2

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses

découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services juridiques	Services non-professionnels contractés
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère.....	765 929	4 010 708	56 755	20 642 188	1 962 805	10 504 289
Commission canadienne du lait.....	18 234			(20)	41 864	143 785
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	69 341	99 807	389 968	945 745	(3 192 077)	2 368 653
Commission canadienne des grains.....	474 628				149 723	16 511
	1 328 132	4 110 515	446 723	21 587 913	(1 037 685)	13 033 238
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
Ministère.....	1 031 899			2 266 122	228 536	1 004 350
AGENCE DU REVENU DU CANADA.....	2 097 040	166 128	1 773 095	53 430 961	4 784 169	3 638 031
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère.....	1 706 302	5 752 392		2 864 501	122 809	6 498 504
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....				991 299	239 237	241 378
Bibliothèque et Archives du Canada.....	17 313	190 370	2 002	3 541 446	490	3 442 338
Commission des champs de bataille nationaux.....					15 284	
Office national du film.....	600	7 444 738		169 835	74 847	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	69 710		750	1 432 819	16 448 090	1 632 719
Commission de la fonction publique.....	47 801		6 850	379 926	5 500	1 548 380
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	41 280		2 994	264 792		107 184
Tribunal de la dotation de la fonction publique.....	68 238				291	7 790
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice.....				8 291		201 549
	1 951 244	13 387 500	12 596	9 652 909	16 906 548	13 679 842

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web dans un format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/recgen/text/pub-acc-f.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services; et,

- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé.

Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'enseignement et de formation	Autres services commerciaux	Autres services professionnels	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1 850 363	3 479 746	2 835 889 93 607	6 371 275 75 056	10 156 150 46 516	41 236 573 340 363		103 872 670 759 405
587 818 1 352	11 495 222 34 390	1 854 526 146 738	2 267 005 183 926	7 878 576 444 129	31 798 550 602 800		56 563 134 2 054 197
2 439 533	15 009 358	4 930 760	8 897 262	18 525 371	73 978 286		163 249 406
		639 332	1 250 964	584 774	8 907 346		15 913 323
8 820 414	310 706	6 555 031	18 398 015	11 020 232	32 275 485		143 269 307
728 979	1 747	2 228 597	3 113 220	1 457 588	18 009 430		42 484 069
133 704		358 876	520 045	82 449	1 576 374		4 143 362
1 331 330		650 155	846 673	1 161 647	4 777 073		15 960 837
253 180		16 238	7 375	1 233	305 182		598 492
160 219		380 582	258 521	27 638	6 662 944		15 179 924
13 126		147 676	201 602	1 966 357	17 423 225		39 336 074
179 592		409 413	886 981	92 070	10 229 161		13 785 674
38 398		73 818	106 632	6 156	616 166		1 257 420
114 869		14 538	33 305		152 812		391 843
142		164 259	111 387	6 387	1 462 519		1 954 534
2 953 539	1 747	4 444 152	6 085 741	4 801 525	61 214 886		135 092 229

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services juridiques	Services non-professionnels contractés
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère.....	289 176		48 885 163	35 359 051	479 322	4 921 809
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....				6 420 155	32 013	576 861
	289 176		48 885 163	41 779 206	511 335	5 498 670
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....						
	165 434	40 862		1 226 006	2 593	248 067
ENVIRONNEMENT						
Ministère.....	170 053	893 240	228 325	1 595 616	1 454 703	23 452 547
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....			8 742		62 879	520 771
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.....	47 450	11 609		64 773	2 088	23 542
Agence Parcs Canada.....	139 097	17 371 477	183 230	636 803	367 800	8 411 797
	356 600	18 276 326	420 297	2 297 192	1 887 470	32 408 657
FINANCES						
Ministère.....	106 122			306 913	261 156	3 038 768
Vérificateur général.....	1 815 947			216 762	176 399	331 241
Tribunal canadien du commerce extérieur... Agence de la consommation en matière financière du Canada.....			6 181	136 064	98	105 174
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	52 137	21 210		435 927	60 808	103 972
Bureau du surintendant des institutions financières.....				4 725 278		458 052
	1 974 206	21 210	6 181	6 251 667	498 461	4 085 583
PÊCHES ET OCÉANS						
Ministère.....	487 781	13 312 801	465 656	10 659 640	3 511 367	15 939 147
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministères—						
Affaires étrangères.....	266 789	21 111 125	110 041	15 233 094	927 394	13 922 818
Commerce international.....				1 484 031	12 917 747	1 151 173
Agence canadienne de développement international.....	6 277 842	22 967	165 475	4 572 434	20 173	8 424 668
Commission mixte internationale.....				121 315	7 009	101 282
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	9 360			7 151	373 450	76 245
	6 553 991	21 134 092	275 516	21 418 025	14 245 773	23 676 186

Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'enseignement et de formation	Autres services commerciaux	Autres services professionnels	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
7 311 272		1 129 771	2 653 568	5 994 179	9 639 521		116 662 832
345 537		273 639	755 702	285 007	8 225 676		16 914 590
7 656 809		1 403 410	3 409 270	6 279 186	17 865 197		133 577 422
265 974		415 179	475 207	120 518	3 321 099		6 280 939
2 309 557	24 166 844	3 235 657	6 948 596	10 531 603	46 522 506	178 270	121 687 517
37		89 869	109 198	438	4 081 235		4 873 169
96	360 432	36 974	41 714	17 853	1 310 778		1 917 309
1 770 332	7 383 206	1 751 719	3 200 556	3 567 039	34 062 318		78 845 374
4 080 022	31 910 482	5 114 219	10 300 064	14 116 933	85 976 837	178 270	207 323 369
429 144		579 701	1 271 363	40 453	4 635 203		10 668 823
86 156		683 265	1 001 573	462 940	2 335 153		7 109 436
9 602		50 685	51 721		537 354		896 879
		40 657	50 287		1 240 459		1 810 502
53 106		155 221	285 626	29 851	514 869		1 712 727
		573 913	976 327	311	2 884 649	(400)	9 618 130
578 008		2 083 442	3 636 897	533 555	12 147 687	(400)	31 816 497
5 560 618	21 104 628	1 871 008	8 260 691	63 959 485	26 196 988		171 329 810
29 930 307		13 331 908	9 957 479	26 155 178	43 724 481	260 674	174 931 288
988		532 506	205 107	(5 145)	16 328 231		32 614 638
2 005 290		997 070	3 712 143	2 755 797	22 048 712		51 002 571
15 692	138 060	49 217	10 769	22 620	1 143 215		1 609 179
		13 007	13 328	2 313	358 496		853 350
31 952 277	138 060	14 923 708	13 898 826	28 930 763	83 603 135	260 674	261 011 026

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services juridiques	Services non-professionnels contractés
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL.....				15 657	3 001	529 112
SANTÉ						
Ministère.....	3 462 702	988 242	255 368 848	13 931 512	2 805 459	31 293 160
Instituts de recherche en santé du Canada. . .	36 308		2 378	110 016	9 006	409 354
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses			32			38 656
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				96 483	349 506	93 792
Agence de santé publique du Canada	272 838	1 239 004	988 197	2 740 055	348 972	7 777 533
	3 771 848	2 227 246	256 359 455	16 878 066	3 512 943	39 612 495
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL						
Ministères—						
Ressources humaines et développement des compétences	3 797 905	34 942	63 386	5 188 326	195 719	51 229 476
Développement social	3 687 017	19 239	7 208 142	19 277 854	2 690 197	16 888 722
Conseil canadien des relations industrielles	22 837		8 242	180 392	30 813	146 215
Société canadienne d'hypothèques et de logement						
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				(2 550)		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail						10 769
	7 507 759	54 181	7 279 770	24 644 022	2 916 729	68 275 182
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère	1 382 201	27 805 394	185 265	17 811 321	4 486 793	7 171 261
Commission canadienne des affaires polaires	37 200			47 357		42 700
	1 419 401	27 805 394	185 265	17 858 678	4 486 793	7 213 961

Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'enseignement et de formation	Autres services commerciaux	Autres services professionnels	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
		71 515	84 083	264 819	839 950		1 808 137
1 929 445	9 543 794	4 504 999	11 401 099	1 457 484	42 531 097		379 217 841
39 038		379 208	438 505	11 340	4 463 150		5 898 303
		6 063	22 187	651	83 463		151 052
	104 341	38 772	23 638	698	157 188		864 418
695 595	15 244 647	1 674 940	1 882 521	1 379 187	23 404 399		57 647 888
2 664 078	24 892 782	6 603 982	13 767 950	2 849 360	70 639 297		443 779 502
510 169	72 924	1 821 411	3 503 230	134 139 274	65 013 226		265 569 988
2 551 024		1 540 857	5 816 135	2 225 431	37 177 089		99 081 707
31 102		34 224	128 305	10 256	487 619		1 080 005
5 474		14 573	8 583	(20)	119 243		145 303
3 283		104 007	19 288	285 867	459 303		882 517
3 101 052	72 924	3 515 072	9 475 541	136 660 808	103 256 480		366 759 520
2 078	5 980 929	1 965 151	4 556 831	12 060 625	98 371 484	166 774	181 946 107
		34 346			14 099		175 702
2 078	5 980 929	1 999 497	4 556 831	12 060 625	98 385 583	166 774	182 121 809

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—Suite

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services juridiques	Services non-professionnels contractés
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
INDUSTRIE						
Ministère.....	823 870	1 003 292	162 687	24 593 275	3 479 568	17 043 081
Agence spatiale canadienne		41 304 101	77 089	2 102 239		1 519 815
Tribunal de la concurrence				11 485		83 288
Commission du droit d'auteur			117		13 618	129 484
Conseil national de recherches du Canada.....	1 383 486	15 082 171	213 450	3 250 520	5 914 743	5 340 932
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		30 815		2 561 360	65 440	484 975
Conseil de recherches en sciences humaines.....		381		902 132	2 804	338 852
Statistique Canada.....	28 535			26 624 223	4 033	13 151 104
	2 235 891	57 420 760	453 343	60 045 234	9 480 206	38 091 531
JUSTICE						
Ministère.....	431 907		150 486	4 225 398	25 287 634	8 097 172
Commission canadienne des droits de la personne	8 080		1 850	155 504	393 856	807 634
Tribunal canadien des droits de la personne				8 906	917	59 042
Commissaire à la magistrature fédérale				32 246	718 151	458 974
Service administratif des tribunaux judiciaires		47 252		117 124	27 817	820 361
Commission du droit du Canada	64 005			33 700		25 023
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	2 518	1 923		165 169	392 108	627 688
Cour suprême du Canada	70 031	1 500		269 693	10 466	652 854
	576 541	50 675	152 336	5 007 740	26 830 949	11 548 748
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère.....		863 329 971	129 066 323	88 285 148	1 250 535	74 327 007
Comité des griefs des Forces canadiennes ..	93 595			77 397	54 761	227 028
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	87 194		686	133 399	28 872	28 270
	180 789	863 329 971	129 067 009	88 495 944	1 334 168	74 582 305
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère.....	1 318 153	18 455 782	18 313	5 689 976	(621 082)	11 675 236
Commission canadienne de sûreté nucléaire	74 900	213 280	64 006	2 012 485	39 866	421 560
Office national de l'énergie				615 556	21 742	226 320
Administration du pipe-line du Nord.....				6 602		174 890
	1 393 053	18 669 062	82 319	8 324 619	(559 474)	12 498 006

Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'enseignement et de formation	Autres services commerciaux	Autres services professionnels	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1 321 661	486 413	2 890 685	6 017 240	6 583 713	35 473 531		99 879 016
807 349	50 477 773	328 133	952 759	2 671 958	3 059 981		103 301 197
		9 664	21 890	31 595	383 010		540 932
		28 156	28 625	65 677	54 857		320 534
2 774 604	7 711 771	3 004 148	3 071 123	1 184 621	5 921 008	59 372	54 911 949
557	217 990	166 802	394 595	451 770	1 360 030		5 734 334
275	57 750	125 909	196 805	149 203	1 494 359		3 268 470
1 150 456		901 386	3 655 842	2 677 248	15 112 935		63 305 762
6 054 902	58 951 697	7 454 883	14 338 879	13 815 785	62 859 711	59 372	331 262 194
1 415 652		5 226 416	2 911 915	3 194 153	11 497 760		62 438 493
1 081		89 767	306 313	54 233	1 242 993		3 061 311
4 084		16 278	34 722	192 441	513 528		829 918
1 656		82 469	688 758	124 132	1 290 932		3 397 318
1 560 981		159 626	318 615	2 084 804	4 582 134		9 718 714
30		121 390	6 848	12 571	819 698		1 083 265
29 989		79 365	191 856	148 230	1 226 738		2 865 584
62 749		271 395	152 451	195 276	1 164 596		2 851 011
3 076 222		6 046 706	4 611 478	6 005 840	22 338 379		86 245 614
51 342 851	8 245 711	8 596 502	97 159 684	130 167 473	601 261 261	77 471 906	2 130 504 372
4 006		52 258	68 887	18 714	456 296		1 052 942
5 535		18 944	20 364		305 219		628 483
51 352 392	8 245 711	8 667 704	97 248 935	130 186 187	602 022 776	77 471 906	2 132 185 797
2 478 537	8 748 493	3 059 561	7 240 479	30 108 052	37 196 855		125 368 355
72 955	1 753 660	224 848	1 030 680	282 380	4 064 121		10 254 741
		171 209	467 727	208 371	2 739 193		4 450 118
		3 541	1 255	128	13 861		200 277
2 551 492	10 502 153	3 459 159	8 740 141	30 598 931	44 014 030		140 273 491

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services juridiques	Services non-professionnels contractés
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PARLEMENT						
Sénat	5 000		47 356	224 058	405 773	957 048
Chambre des communes	105 123		107 440	4 457 946	276 555	1 034 706
Bibliothèque du Parlement	232 049			306 962	61 887	493 468
Commissariat à l'éthique				586 542	135 053	66 548
Conseiller sénatorial en éthique					16 427	23 604
	342 172		154 796	5 575 508	895 695	2 575 374
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère				4 070 500	5 068 252	2 003 755
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes						40 948
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	57 073	7 100	16 221	379 926	114 850	291 909
Directeur général des élections	1 807 096		20 675	12 564 100	480 206	3 921 817
Commissariat aux langues officielles	23 952			206 012	35 081	425 481
	1 888 121	7 100	36 896	17 220 538	5 698 389	6 683 910
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère	2 284 043				986	3 879 238
Agence des services frontaliers du Canada	216 198	8 823	27 982 270	21 866 869	783 102	4 210 150
Centre canadien des armes à feu	205 884		749	15 254 173	29 209	1 575 082
Service correctionnel	77 025	1 084 113	92 288 482	15 465 046	513 872	27 037 882
Commission nationale des libérations conditionnelles	9 600		14 690	2 555 881	27 266	251 270
Bureau de l'enquêteur correctionnel						115 910
Gendarmerie royale du Canada	1 439 662	618 729	56 119 797	20 013 358	1 840 841	13 567 012
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada						73 568
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada					13 021	519 113
	4 232 412	1 711 665	176 405 988	75 155 327	3 208 297	51 229 225
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
	6 399 653	112 229 755	85 322	67 627 845	4 545 196	304 435 268

Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'enseignement et de formation	Autres services commerciaux	Autres services professionnels	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
		726 519	359 735	194 878	3 491 045		6 411 412
175 395		2 685 726	1 383 336	292 874	7 391 423		17 910 524
		170 823	140 525	(145 045)	611 268		1 871 937
52 928		12 380	19 062	612	436 967		1 310 092
		3 228			3 900		47 159
228 323		3 598 676	1 902 658	343 319	11 934 603		27 551 124
1 295 738		940 602	993 464	1 277 979	13 081 794		28 732 084
44 959		2 557	15 597	40 009	653 823		797 893
46 702	142 456	82 984	325 356	799 822	812 319		3 076 718
846 342		176 189	207 156	604 150	10 208 442		30 836 173
9 420		123 280	102 164	22 492	1 817 142		2 765 024
2 243 161	142 456	1 325 612	1 643 737	2 744 452	26 573 520		66 207 892
1 330 368		711 374	946 528	14 571 078	14 618 518		38 342 133
3 753 073	(7 392)	896 410	4 024 017	18 572 027	13 533 848	1 126 316	96 965 711
32 412		35 086	191 331	21 733	2 346 896		19 692 555
6 345 667		1 633 110	41 648 724	5 394 227	31 946 632	174 532	223 609 312
293 015		101 948	170 742	218 400	816 302		4 459 114
1 275		14 843	19 410	7 298	139 741		298 477
42 858 553	2 967 162	5 557 216	12 610 891	91 865 381	2 369 333	1 624 076	253 452 011
		18 753	4 622	12 099	60 316		169 358
39 924		21 864	44 717	71 690	845 001		1 555 330
54 654 287	2 959 770	8 990 604	59 660 982	130 733 933	66 676 587	2 924 924	638 544 001
24 868 512	1 474 290	1 625 581	18 020 935	113 708 901	334 509 322		989 530 580

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—Fin

Ministère et organisme	Services de comptabilité	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services juridiques	Services non-professionnels contractés
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TRANSPORTS (Transports, Infrastructure et Collectivités)						
Ministère.....	409 997	10 544 620	646 445	10 196 567	1 460 545	19 059 141
Office des transports du Canada.....			14 664	203 596	11 728	363 494
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	6 527	19 992	15 015	7 616 214	153	1 345 824
Tribunal d'appel des transports du Canada.....				18 530	211 974	46 909
	416 524	10 564 612	676 124	18 034 907	1 684 400	20 815 368
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat.....	904 580			539 775	143 021	4 313 993
École de la fonction publique du Canada...	42 913	10 275		2 881 737	125 626	4 331 763
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	52 918			1 103 169	400 000	4 668 530
	1 000 411	10 275		4 524 681	668 647	13 314 286
ANCIENS COMBATTANTS	275 399 070			2 381 185	191 402	7 202 252
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	475 887			193 283	306	2 243 372
Total.....	323 475 035	1 164 530 130	623 223 850	582 552 875	106 436 214	774 062 166

Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'enseignement et de formation	Autres services commerciaux	Autres services professionnels	Autres services	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3 353 752	10 966 661	2 080 636	8 196 470	11 795 870	58 690 036		137 400 740
		129 220	249 267	139 022	434 519		1 545 510
46 429		377 223	207 230	1 153 826	5 902 945		16 691 378
		11 331	13 615	118	22 054		324 531
3 400 181	10 966 661	2 598 410	8 666 582	13 088 836	65 049 554		155 962 159
539 362		1 153 676	1 878 360	132 612	29 417 430		39 022 809
250 718		1 398 791	3 827 951	1 028 546	17 263 050		31 161 370
194 162		621 838	1 630 271	85 395	11 771 977		20 528 260
984 242		3 174 305	7 336 582	1 246 553	58 452 457		90 712 439
1 511 483		1 201 686	1 357 796	14 559 169	9 304 702		313 108 745
63 031		358 577	493 925	441 496	1 895 422		6 165 299
221 062 630	192 664 354	103 072 210	326 519 972	758 181 356	1 984 239 319	81 061 520	7 241 081 631

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2005-2006

Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	4.2

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web, dans un format

PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/recgen/text/pub-acc-f.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé pendant l'exercice en cours; et
- du détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour.

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère		3 329 629	4 316 961		7 646 590
Agence canadienne d'inspection des aliments			233 381		233 381
		3 329 629	4 550 342		7 879 971
PATRIMOINE CANADIEN					
Commission des champs de bataille nationaux		1 869	338 728		340 597
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.					
			9 194		9 194
ENVIRONNEMENT					
Ministère	7 599	265 209	6 087 479		6 360 287
Agence Parcs Canada	3 178 398	2 554 593	3 068 096	233 650	9 034 737
	3 185 997	2 819 802	9 155 575	233 650	15 395 024
FINANCES					
Bureau du surintendant des institutions financières			1 108 562		1 108 562
PÊCHES ET OCÉANS					
Ministère	531 569	26 350 982	9 437 638	286 375	36 606 564

4.2 ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES—*Suite*

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministères—					
Affaires étrangères	13 822	99 262	10 960 386	5 644 287	16 717 757
SANTÉ					
Ministère		712 871	491 774	65 958	1 270 603
Agence de santé publique du Canada		67 446	11 039		78 485
		780 317	502 813	65 958	1 349 088
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	2 949 036	748 175	51 802		3 749 013
INDUSTRIE					
Ministère		636 488	5 203 933		5 840 421
Agence spatiale canadienne			96 265		96 265
Conseil national de recherches du Canada			29 727 465		29 727 465
		636 488	35 027 663		35 664 151
JUSTICE					
Ministère			2 354 133		2 354 133
Commission canadienne des droits de la personne ...			82 492		82 492
			2 436 625		2 436 625
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	4 287 099	72 200 424	98 024 590	9 665 035	184 177 148
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	85 000	265 973	4 140 443		4 491 416
Office national de l'énergie			52 606		52 606
	85 000	265 973	4 193 049		4 544 022
CONSEIL PRIVÉ					
Directeur général des élections		37 246	6 739		43 985

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES—Fin

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Agence des services frontaliers du Canada			17 262 985		17 262 985
Service correctionnel		1 114 794	80 416 664		81 531 458
Gendarmerie royale du Canada	1 355 170	9 229 049	25 933 331	3 422 738	39 940 288
	1 355 170	10 343 843	123 612 980	3 422 738	138 734 731
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....					
	5 810 877	53 464 644	242 657 841	196 036	302 129 398
TRANSPORTS (Transports, Infrastructure et Collectivités)					
Ministère	48	1 185 323	8 804 835		9 990 206
ANCIENS COMBATTANTS	1 551	8 173 000	17 290 472		25 465 023
Total	18 220 169	180 436 977	568 169 834	19 514 079	786 341 059

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2005-2006

Acquisition de matériel et d'outillage

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Acquisition de matériel et d'outillage	5.2

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de matériel et d'outillage, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses

déoulant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	4 210 524		2 139 903
Commission canadienne du lait			
Agence canadienne d'inspection des aliments	8 742 460		1 536 678
Commission canadienne des grains	21 451		5 092
	12 974 435		3 681 673
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	115 099		110 990
AGENCE DU REVENU DU CANADA			
	424 845		7 660 366
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	70 049		380
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	57		11 757
Bibliothèque et Archives Canada	110		465 792
Commission des champs de bataille nationaux	40 678		
Office national du film			
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones			31 491
Commission de la fonction publique			64 905
Commission des relations de travail dans la fonction publique			9 159
Tribunal de la dotation de la fonction publique			10 151
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			
	110 895		593 635

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
11 557 772	8 968 957	1 108 307		99 086	4 940 416	33 024 966
77 715		5 272				82 986
8 925 008	15 954 297	1 904 624		244 466	1 498 274	38 805 806
892 909	2 100 817	49 999		42 013	67 656	3 179 938
21 453 404	27 024 072	3 068 202		385 565	6 506 346	75 093 696
1 191 345		236 027		29 801		1 683 262
83 189 984	27 140	18 647 273		1 072 014	1 306 490	112 328 112
6 001 178	871 217	3 781 314		374 351	161 996	11 260 485
268 673		72 310		13 910		366 707
2 010 427	56 068	698 747		115 525	343 041	3 689 711
60 697			9 870		26 888	138 133
1 275 371					1 295 094	2 570 465
1 402 883		365 807		34 475	(4 289)	1 830 367
3 907 699		773 038		28 789	10 316	4 784 746
274 734		114 860		1 756		400 509
70 094		116 990		5 096	2 273	204 605
74 333		9 343				83 676
15 346 091	927 285	5 932 408	9 870	573 902	1 835 319	25 329 404

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	143 017		454 778
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			303 644
	143 017		758 422
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC			
	102 051		62 591
ENVIRONNEMENT			
Ministère	4 804 408	36 137	3 663 289
Agence canadienne d'évaluation environnementale			61 475
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			
Agence Parcs Canada	4 530 887		255 979
	9 335 294	36 137	3 980 743
FINANCES			
Ministère	25 624		76 498
Vérificateur général			41 074
Tribunal canadien du commerce extérieur			610
Agence de la consommation en matière financière du Canada			
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada			8 750
Bureau du surintendant des institutions financières			
	25 624		126 932
PÊCHES ET OCÉANS			
Ministère	28 192 627	36 201	3 156 480
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministères—			
Affaires étrangères	6 941 883		1 874 290
Commerce international			35 084
Agence canadienne de développement international			38 713
Centre de recherches pour le développement international	352 313		
Commission mixte internationale	23 868		7 004
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne			85
	7 318 064		1 955 176

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
5 831 415	43 181	2 680 278		1 765 862	110 987	11 029 518
2 948 668		115 495		19 241		3 387 048
8 780 083	43 181	2 795 772		1 785 104	110 987	14 416 566
868 275		287 345		19 809	7 499	1 347 570
24 783 029	14 572 426	4 781 396		895 367	2 984 088	56 520 139
263 654		79 797		1 557	6 972	413 456
55 723		4 896		32 864		93 484
4 560 828	919 771	1 185 775	385 891	646 313	3 151 701	15 637 145
29 663 235	15 492 198	6 051 865	385 891	1 576 101	6 142 761	72 664 224
2 458 805		361 588		204 235	15 189	3 141 939
384 953		145 680		(61 348)		510 359
231 551		14 411				246 572
14 973		15 327			7 266	37 566
2 437 368		72 132		16 880		2 535 130
3 237 833		755 631			14 507	4 007 971
8 765 483		1 364 770		159 767	36 962	10 479 538
19 512 220	13 422 792	2 189 229	868 322	811 589	13 055 831	81 245 291
29 686 781	4 923 144	17 911 620		1 209 232	6 741 571	69 288 521
992 073		69 068		30 918	10 127	1 137 270
1 982 899		871 610			209 330	3 102 553
111 864		29 000		10 556	427 110	930 842
141 968		6 123		841		179 804
64 482		5 125				69 693
32 980 068	4 923 144	18 892 546		1 251 546	7 388 138	74 708 682

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
GOVERNEUR GÉNÉRAL	116 249		1 199
SANTÉ			
Ministère	1 885 834		1 185 584
Instituts de recherche en santé du Canada			56 848
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses			271
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			50
Agence de santé publique du Canada	93 892		432 038
	1 979 726		1 674 791
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL			
Ministères—			
Ressources humaines et développement des compétences	549 462		630 417
Développement social	237 193		7 311 194
Conseil canadien des relations industrielles			8 190
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs			130
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
	786 655		7 949 931
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	325 057		383 830
Commission canadienne des affaires polaires			
	325 057		383 830
INDUSTRIE			
Ministère	958 379		1 966 309
Agence spatiale canadienne	4 397		860 083
Tribunal de la concurrence			5 874
Commission du droit d'auteur			
Conseil national de recherches du Canada	1 222 168		2 218
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			1 378
Conseil de recherches en sciences humaines			
Statistique Canada	54 769		
	2 239 712		2 835 862

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
562 658		177 770		18 554	61 790	938 221
13 656 255 1 745 174	21 125 247	2 546 040 53 724	13 738	438 360 9 952	709 409	41 560 468 1 865 698
29 769 76 906		3 212 23 083			160 142	33 412 100 181
10 078 091	5 847 887	703 699	161 608	170 202	2 227 207	19 714 621
25 586 195	26 973 134	3 329 757	175 345	618 514	2 936 918	63 274 380
10 277 215 29 810 374 180 532	116 477 75 700	2 742 083 1 631 282 155 958		342 533 368 153 5 815	476 437 347 626 3 768	15 134 624 39 781 522 354 263
57 021		440				130 57 461
40 325 142	192 177	4 529 763		716 501	827 831	55 327 999
18 136 892 29 121	534 816	2 926 733		391 116 3 419	752 319	23 450 762 32 540
18 166 013	534 816	2 926 733		394 535	752 319	23 483 302
14 767 037 5 996 053 10 681 15 757	2 916 115 43 445 555	3 165 621 263 802 603 6 621	147 050 62 018	313 841 25 603 1 061	1 544 696 1 296 160 3 198 1 265	25 779 048 51 953 672 15 543 29 517
20 044 970 1 314 471 568 271 21 865 345	20 676 094	2 763 547 537 320 41 268	29 311 081	575 127 2 764 066	4 861 888 3 860 (7 172) 1 214 378	79 454 875 1 857 868 603 746 25 898 558
64 582 586	67 037 764	6 778 782	29 520 149	3 679 698	8 918 273	185 592 826

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Suite

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
JUSTICE			
Ministère	61 246		337 169
Commission canadienne des droits de la personne			34 874
Tribunal canadien des droits de la personne			3 466
Commissaire à la magistrature fédérale			2 311
Service administratif des tribunaux judiciaires	100 703		102 135
Commission du droit du Canada			1 299
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			4 475
Cour suprême du Canada	39 195		101 690
	201 144		587 418
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	963 456 725	563 926 662	188 222 033
Comité des griefs des Forces canadiennes			1 910
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			9 349
	963 456 725	563 926 662	188 233 292
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	1 488 777		1 016 843
Commission canadienne de sûreté nucléaire	144 326		383 686
Office national de l'énergie	1 824		15 705
Administration du pipe-line du Nord			
	1 634 927		1 416 233
PARLEMENT			
Sénat			52 940
Chambre des communes	6 117	12 125	468 737
Bibliothèque du Parlement			13 171
Commissariat à l'éthique			5 230
	6 117	12 125	540 077
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	81		682 965
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	18 363		82 130
Directeur général des élections			7 301
Commissaire aux langues officielles			7 868
	18 444		780 264

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
7 500 678	1 603	2 107 338		318 272	574 932	10 901 237
168 900		105 186		2 737		311 697
102 017		17 491		6 909	30	129 914
210 744		28 058		2 688	23 352	267 153
1 266 887	47 386	362 153		79 611	6 188	1 965 064
4 314		885				6 498
341 708		43 815		9 751		399 750
374 700	137 541	186 889		15 915	81 885	937 816
9 969 948	186 531	2 851 816		435 884	686 387	14 919 127
310 668 654	163 821 081	30 788 845	4 742 471	5 465 519	120 879 115	2 351 971 103
81 542		5 525		1 292	20 471	110 740
149 982		1 688				161 019
310 900 177	163 821 081	30 796 059	4 742 471	5 466 811	120 899 586	2 352 242 862
19 316 842	11 622 321	2 007 486	140 298	138 370	4 956 838	40 687 775
2 945 703	203 274	940 282	(350 610)		(208 503)	4 058 158
811 421		70 829			27 385	927 163
878					329	1 207
23 074 844	11 825 595	3 018 597	(210 312)	138 370	4 776 048	45 674 303
1 743 467	71 045	362 314		549 708	28 464	2 807 939
9 190 201		1 340 235		321 204	1 339 464	12 678 084
919 464	1 256	69 999	508	75 830	(9)	1 080 219
16 711		85 620		9 249		116 810
11 869 844	72 301	1 858 168	508	955 991	1 367 920	16 683 051
4 287 069	61 800	1 191 053		28 751	201 846	6 453 565
157 683		21 862		26 855		206 400
259 776	68 625	46 840		174 361	50 449	700 543
1 847 815		96 401		56 033	337 478	2 345 028
183 243		34 736		11 222		237 070
6 735 586	130 425	1 390 892		297 222	589 773	9 942 607

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—Fin

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ⁽¹⁾	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	\$	\$	\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère			489 979
Agence des services frontaliers du Canada	2 020 793	32 763	3 866 043
Centre canadien des armes à feu	357 020		12 109
Service correctionnel	5 362 586	35 150	3 231 470
Commission nationale des libérations conditionnelles	49 962		19 783
Gendarmerie royale du Canada	78 717 272	4 443 860	34 956 744
	86 507 633	4 511 773	42 576 128
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
	1 284 353		1 068 792
TRANSPORTS (Transports, Infrastructure et Collectivités)			
Ministère	23 805 764	16 676	851 593
Office des transports du Canada			4 105
Bureau de l'infrastructure du Canada	16		112 316
Tribunal d'appel des transports du Canada			
	23 805 780	16 676	968 014
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	32 327		79 042
École de la fonction publique	30 310		580 571
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	33		46 036
	62 670		705 649
ANCIENS COMBATTANTS			
	108 438		277 480
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN			
	(214 347)		63 282
Total	1 141 061 232	568 539 574	272 149 250

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ⁽²⁾	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie ⁽³⁾	Total
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
3 072 247		468 410		1 257 786		5 288 422
65 223 189	9 281 087	3 900 973		805 562	1 870 705	87 001 115
1 206 167		47 511		69 377	62 824	1 755 009
28 880 723	3 654 546	1 896 178	43 545	1 259 335	10 410 127	54 773 660
576 065		286 258		64 158	23 350	1 019 576
57 770 951	9 712 728	9 067 851	89 855	2 511 423	6 140 298	203 410 982
156 729 343	22 648 361	15 667 182	133 400	5 967 641	18 507 304	353 248 764
53 630 857	963 924	31 780 860	4 438 165	1 162 940	7 743 313	102 073 203
19 006 267	763 983	2 428 241	205 887	41 854	4 468 592	51 588 858
183 620		122 116		1 715	7 938	319 494
349 652	41	1 096 973		9 476	241	1 568 716
20 168						20 168
19 559 709	764 024	3 647 331	205 887	53 045	4 476 771	53 497 236
3 452 240		1 718 299		805 684	24 803	6 112 394
3 587 708		1 543 735		73 839	481 849	6 298 011
1 427 766		1 286 998		422 931	31 190	3 214 954
8 467 714		4 549 031		1 302 455	537 841	15 625 360
5 337 489	15 613	1 295 518		874 450	2 604 634	10 513 622
755 727		62 076		37 344		704 083
978 004 020	357 025 558	174 125 770	40 269 695	29 785 152	212 077 041	3 773 037 292

⁽¹⁾ Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 579 975 888 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 188 251 830 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 359 238 943 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 13 594 571 \$.

⁽²⁾ Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation; etc.

⁽³⁾ Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 6

**COMPTES PUBLICS DU CANADA
2005-2006**

Paiements de transfert

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Paiements de transfert.....	6.2

PAIEMENTS DE TRANSFERT

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses

découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

PAIEMENTS DE TRANSFERT

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	39 946 171	1 821 390 358	581 447 146
Agence canadienne d'inspection des aliments	9 495 367		1 484
	49 441 538	1 821 390 358	581 448 630
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	1 319 632	100 734 652	30 262 435
AGENCE DU REVENU DU CANADA	527 265 376		131 402 655
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	27 338 687	95 697 104	293 502 339
Bibliothèque et Archives Canada			
Office national du film			
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones			
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			
	27 338 687	95 697 104	293 502 339
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	30 062 876		234 215 281
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC			
	38 360	61 449 281	
ENVIRONNEMENT			
Ministère	47 533	2 659 000	1 094 234
Agence canadienne d'évaluation environnementale	5 000	13 500	245 500
Agence Parcs Canada			10 271 564
	52 533	2 672 500	11 611 298

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web, dans un format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/recgen/text/pub-acc-f.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé pendant l'exercice en cours;

- le montant total versé à un bénéficiaire ou à une catégorie de bénéficiaires; et
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire se chiffrant à 100 000 \$ ou plus. Le détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
27 866 292	157 736 934	19 558 744		2 647 945 645 9 496 851
27 866 292	157 736 934	19 558 744		2 657 442 496
	171 756 791	22 174 082		326 247 591
				658 668 030
6 098 108	591 510 381 2 988 208 287 662	1 569 973		1 015 716 591 2 988 208 287 662
	46 482 953 11 268 852			46 482 953 11 268 852
6 098 108	652 538 056	1 569 973		1 076 744 266
1 256 336	152 591 184			418 125 677
	135 671 216	85 811 058		282 969 915
11 846 476 5 000	198 331 504 958 881 505 925	801 084		214 779 832 1 227 881 10 777 489
11 851 476	199 796 310	801 084		226 785 202

PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Suite*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
FINANCES			
Ministère			44 160 692 281
Vérificateur général			
			44 160 692 281
PÊCHES ET OCÉANS			
Ministère	61 268 569	160 000	1 021 000
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministères—			
Affaires étrangères	21 650 671		
Commerce international			
Agence canadienne de développement international			
	21 650 671		
GOVERNEUR GÉNÉRAL	352 657		
SANTÉ			
Ministère	261 631		63 984 245
Instituts de recherche en santé du Canada	736 702 476		
Agence de santé publique du Canada			
	736 964 107		63 984 245
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL			
Ministères—			
Ressources humaines et développement des compétences	609 928 856	69 126 807	252 405 664
Développement social	29 206 673 169	883 011	220 476 315
	29 816 602 025	70 009 818	472 881 978
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	22 900 941	276 559 847	644 934 157
Commission canadienne des affaires polaires			
	22 900 941	276 559 847	644 934 157
INDUSTRIE			
Ministère	30 045 054	606 418 404	153 459 196
Agence spatiale canadienne	352 045	17 734 000	
Conseil national de recherches du Canada	354 375	73 297 919	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	821 210 133		
Conseil de recherches en sciences humaines	549 440 099		
Statistique Canada			
	1 401 401 705	697 450 323	153 459 196

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
933 661 198	20 000 379 150			45 094 373 479 379 150
933 661 198	399 150			45 094 752 629
225 000	18 650 115			81 324 684
340 066 518 6 738 382 2 782 448 067	269 945 757 21 196 944	10 228 779		641 891 725 27 935 326 2 782 448 067
3 129 252 967	291 142 701	10 228 779		3 452 275 118
				352 657
2 525 850 1 461 462	1 133 369 085 21 445 285 175 164 218	669 683		1 200 810 493 758 147 761 176 625 680
3 987 312	1 329 978 588	669 683		2 135 583 934
2 577 753	644 371 530 63 560 713	42 527 089 653 371		1 620 937 698 29 492 246 579
2 577 753	707 932 243	43 180 460		31 113 184 277
	4 188 980 213 10 000	2 618 371		5 135 993 530 10 000
	4 188 990 213	2 618 371		5 136 003 530
6 655 028 30 068 758 10 272 524	312 878 158 914 533 54 646 149 560 800			1 109 455 840 49 069 336 138 570 966 821 210 133 549 440 099 560 800
46 996 310	368 999 640			2 668 307 174

PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Suite*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
	\$	\$	\$
JUSTICE			
Ministère	6 069 195		337 986 206
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
	6 069 195		337 986 206
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	9 163 383		3 462 644
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	26 808 363	124 576 540	651 492 261
Commission canadienne de sûreté nucléaire			
	26 808 363	124 576 540	651 492 261
PARLEMENT			
Sénat	138 756		
Chambre des communes			
	138 756		
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	898 851		
Directeur général des élections			
	898 851		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère			139 975 391
Centre canadien des armes à feu			11 150 900
Service correctionnel	72 391		
Gendarmerie royale du Canada	64 319 304		
	64 391 695		151 126 291
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
TRANSPORTS (Transports, Infrastructure et Collectivités)			
Ministère	797 471	121 647 989	198 120 962
Bureau de l'infrastructure du Canada	35 553		1 161 970 228
	833 024	121 647 989	1 360 091 191

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
118 378	13 839 150			358 012 930
	153 767			153 767
118 378	13 992 917			358 166 697
174 926 869	9 904 717			197 457 613
1 338 512	219 663 581			1 023 879 257
149 002	182 260	2 700		333 962
1 487 514	219 845 842	2 700		1 024 213 219
339 710				478 466
828 050				828 050
1 167 760				1 306 516
	79 217 672			898 851
				79 217 672
	79 217 672			80 116 523
45 186	94 597 110	2 024 698		236 642 385
	331 406			11 482 306
80 000	2 140 156			2 292 547
1 900	374 799			64 696 004
127 086	97 443 472	2 024 698		315 113 242
	4 000 000	469 916 288	(466 001 166)	7 915 121
125 400	89 435 991	35 436 500		445 438 913
	102 068 602	223 319 128		1 487 518 911
125 400	191 504 593	258 755 628		1 932 957 824

PAIEMENTS DE TRANSFERT—Fin

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes \$	Paiements de transfert à l'industrie \$	Paiements de transfert aux provinces et territoires \$
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	303 922		
École de la fonction publique du Canada			
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada			
	303 922		
ANCIENS COMBATTANTS	1 954 097 998		
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		27 605 136	141 428 653
Total	34 759 364 862	3 399 953 547	49 425 002 742

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
\$	\$	\$	\$	\$
	87 500			391 422
	15 500			15 500
	8 148 281			8 148 281
	8 251 281			8 555 203
8 684 443	13 816 895			1 976 599 336
	87 959 363	1 229 190		258 222 342
4 350 410 203	9 102 119 891	918 540 738	(466 001 166)	101 489 390 816

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2005-2006

Frais de la dette publique

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	7.2

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

Les frais de la dette publique comprennent:

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l'amortissement de primes, escomptes et commissions à l'émission de la dette non échue; et,

- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2005-2006
	%	\$	\$
DETTE NON ÉCHUE—			
Intérêt sur les obligations négociables—			
À payer en monnaie canadienne—			
H6—1983-2005 (échue le 1 septembre 2005)	12,25		47 492 755
H18—1984-2006 (échue le 1 ^{er} mars 2006)	12,5		25 162 798
H26—1984-2006	14	768 307 000	103 082 334
H30—1984-2007	13,75	192 738 000	26 260 966
H36—1984-2007	13	467 580 000	58 387 557
H41—1984-2008	12,75	578 665 000	60 045 719
H52—1985-2008	11,75	395 547 000	36 493 418
H58—1985-2009	11,5	139 655 000	(2 413 166)
H63—1985-2009	10,75	256 716 000	6 608 151
H68—1985-2009	11	637 846 000	60 071 982
H74—1985-2008	10	3 036 529 000	304 484 826
H79—1986-2010	9,75	83 434 000	8 712 291
H81—1986-2010	9,5	2 227 899 000	205 319 020
H85—1986-2010	8,75	120 293 000	4 863 649
H87—1986-2011	9	589 241 000	45 645 748
H98—1987-2011	8,5	616 151 000	51 235 119
A23—1989-2014	10,25	925 985 000	89 117 996
A34—1990-2015	11,25	483 005 000	54 486 934
A39—1990-2021	10,5	781 694 000	100 903 677
L25—1991-2021	4,25	6 740 958 422	286 544 314
A43—1991-2021	9,75	603 514 000	59 308 398
A49—1991-2022	9,25	550 448 000	51 055 937
A55—1992-2023	8	6 806 096 000	559 640 938
A76—1994-2025	9	6 311 007 000	638 577 718
A79—1995-2005 (échue le 1 ^{er} décembre 2005)	8,75		320 839 414
VS05—1995-2026	4,25	6 468 899 013	274 980 692
VU50—1996-2006	7	5 795 863 000	406 466 600
VW17—1996-2027	8	8 204 975 000	680 533 463
WB60—1996-2007	7,25	7 029 817 000	478 661 900
WH31—1997-2008	6	5 010 390 000	269 306 464
WL43—1998-2029	5,75	13 691 000 000	792 018 154
WR13—1998-2009	5,5	6 175 192 000	362 165 780
WV25—1999-2031	4	6 868 434 751	274 789 643
WX80—1999-2010	5,5	7 254 047 000	439 532 983
WY63—1999-2005 (échue le 1 ^{er} septembre 2005)	6		180 457 404
XB51—2000-2011	5,75	12 025 880 000	720 829 520
XD18—2000-2006	5,75	6 006 307 000	452 351 707
XG49—2001-2033	5,75	13 410 295 000	773 204 543
XH22—2001-2012	5,25	11 033 315 000	569 465 811
XJ87—2001-2007	4,5	9 725 000 000	438 823 973
XM17—2002-2013	5,25	10 977 654 000	616 141 433
XN99—2002-2008	4,25	11 083 000 000	481 096 565
XP48—2002-2005 (échue le 1 ^{er} juin 2005)	3,5		36 934 757
XQ21—2003-2036	3	4 465 600 808	108 871 673
XR04—2003-2005 (échue le 1 ^{er} décembre 2005)	3		57 940 790
XS86—2003-2014	5	10 867 437 000	530 090 102
XT69—2003-2009	4,25	10 100 000 000	430 426 027
XU33—2003-2006	3	6 236 493 000	205 834 432
XV16—2004-2006	3,25	5 186 071 000	191 047 877
XW98—2004-2037	3	6 549 089 000	271 573 455
XX71—2004-2015	4,5	10 300 000 000	392 277 591
XY54—2004-2010	4	9 459 034 000	321 310 295

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2005-2006
	%	\$	\$
XZ20—2004-2007	3	5 600 000 000	164 087 671
YA69—2005-2007	2,75	7 007 164 000	129 872 505
YB43—2005-2016	4,0	4 900 000 000	50 819 047
YC26—2005-2011	3,75	4 127 862 000	35 670 680
YD09—2005-2008	3,75	3 000 000 000	27 061 644
		261 872 127 994	14 366 573 674
Moins : titres détenus par le gouvernement		737 978 000	267 123
		261 134 149 994	14 366 306 551
À payer en devises—			
1995-2005 (échue le 21 juillet 2005)	6,375		35 970 300
1996-2006	6,75	1 168 000 000	78 841 200
1997-2007	flottant	372 592 000	13 432 735
1998-2008	4,875	2 894 525 598	136 654 015
1998-2008	5,25	2 920 000 000	151 902 003
2001-2010/2016/2018/2019	divers	246 119 792	3 558 574
		7 601 237 390	420 358 827
Moins : titres détenus par le gouvernement		248 320 332	3 350 961
		7 352 917 058	417 007 866
		268 487 067 052	14 783 314 417
Intérêt sur les obligations d'épargne, obligations à prime et titres de placement du Canada—			
Obligations d'épargne du Canada—			
S46—1991-2003/2013	divers	320 806 607	8 579 947
S47—1992-2004/2014	divers	525 030 845	13 270 338
S48—1993-2005/2015	divers	449 899 817	14 755 927
S49—1994-2006	divers	1 005 118 410	24 856 961
S50—1995-2007	divers	724 149 753	17 037 909
S51—1996-2008	8-8,75	2 273 455 199	244 840 593
S52—1997-2009	divers	1 463 742 302	35 069 479
S53—1997-2009	divers	6 008 261	173 972
S54—1998-2008	divers	501 382 106	9 621 738
S55—1998-2008	divers	40 344 749	819 767
S56—1999-2009	divers	7 173 842	161 018
S57—1999-2009	divers	4 480 959	95 702
S58—1999-2009	1,55-2,75	8 848 670	167 213
S59—1999-2009	1,55-2,75	6 445 396	128 687
S60—1999-2009	divers	246 022 123	3 057 205
S61—1999-2009	divers	28 464 031	570 731
S62—2000-2010	divers	9 242 281	202 643
S63—2000-2010	divers	6 509 619	137 030
S64—2000-2010	1,55-2,75	10 327 994	181 088
S65—2000-2010	1,55-2,75	13 613 424	275 209
S66—2000-2010	divers	241 261 064	1 563 339
S67—2000-2010	divers	20 092 675	393 357
S68—2001-2011	divers	9 610 921	208 807
S69—2001-2011	divers	7 382 191	162 448
S70—2001-2011	1,55-2,75	7 701 610	108 198
S71—2001-2011	1,55-2,75	5 268 323	105 850
S72—2001-2011	divers	334 102 496	4 870 200
S73—2001-2011	divers	19 696 587	376 063
S74—2002-2012	divers	4 794 415	98 074
S75—2002-2012	divers	4 187 627	84 757
S76—2002-2012	1,55-2,75	12 733 535	231 359
S77—2002-2012	1,55-2,75	10 294 141	194 835
S78—2002-2012	divers	416 993 953	5 421 506
S79—2002-2012	divers	29 020 685	556 305
S80—2003-2013	divers	9 284 857	192 145
S81—2003-2013	divers	6 643 090	130 215
S82—2003-2013	1,55-2,75	12 937 409	200 464
S83—2003-2013	1,55-2,75	13 529 559	333 365

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—Suite

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2005-2006
	%	\$	\$
S84—2003-2013.....	divers	383 750 315	3 631 088
S85—2003-2013.....	divers	16 091 189	300 872
S86—2004-2014.....	divers	4 271 069	90 129
S87—2004-2014.....	divers	3 193 061	61 681
S88—2004-2014.....	1,55-2,75	8 096 003	101 859
S89—2004-2014.....	1,55-2,75	4 336 168	77 602
S90—2004-2014.....	divers	605 207 651	12 469 075
S91—2004-2014.....	divers	18 025 315	334 620
S92—2005-2015.....	divers	6 641 347	135 231
S93—2005-2015.....	divers	3 520 784	84 856
S94—2005-2015.....	1,55-2,75	15 103 719	226 024
S95—2005-2015.....	1,55-2,75	4 921 180	95 844
S96—2005-2015.....	2-2,75	578 348 809	2 880 979
S97—2005-2015.....	2-2,75	20 822 131	157 386
S98—2006-2016.....	2-2,75	5 098 120	29 190
S99—2006-2016.....	2-2,75	4 897 059	20 070
S100—2006-2016.....	2,75	7 246 645	14 727
		10 506 172 091	409 945 677
Obligations à prime du Canada—			
P1—1997-2007.....	divers	75 400 170	8 881 398
P2—1998-2008.....	divers	14 116 227	493 046
P3—1998-2008.....	divers	900 550 645	23 062 227
P4—1998-2008.....	divers	87 886 669	2 199 722
P5—1999-2009.....	divers	17 450 415	464 455
P6—1999-2009.....	divers	14 669 615	390 468
P7—1999-2009.....	divers	56 739 199	3 424 242
P8—1999-2009.....	4,75	46 514 379	2 661 767
P9—1999-2009.....	divers	366 740 037	18 620 647
P10—1999-2009.....	divers	105 157 211	5 340 449
P11—2000-2010.....	divers	32 657 578	1 678 090
P12—2000-2010.....	divers	26 310 883	802 313
P13—2000-2010.....	divers	59 501 952	2 608 976
P14—2000-2010.....	3,5	81 886 722	3 380 796
P15—2000-2010.....	divers	494 367 171	16 561 493
P16—2000-2010.....	divers	96 153 756	3 266 202
P17—2001-2011.....	divers	109 229 553	3 774 460
P18—2001-2011.....	divers	220 545 302	8 024 783
P19—2001-2011.....	divers	26 563 517	861 048
P20—2001-2011.....	2,25	37 619 650	951 458
P21—2001-2011.....	1,85-2,45	507 247 062	11 786 865
P22—2001-2011.....	1,85-2,45	66 816 889	1 565 082
P23—2002-2012.....	2-2,5	17 446 093	438 875
P24—2002-2012.....	2-2,3	16 109 338	412 888
P25—2002-2012.....	4,75-6	93 860 630	5 030 289
P26—2002-2012.....	4,75	44 745 037	2 272 525
P27—2002-2012.....	4-4,85	1 092 539 042	50 299 394
P28—2002-2012.....	4-4,85	213 088 378	9 757 486
P29—2003-2013.....	4-4,85	83 306 535	3 769 266
P30—2003-2013.....	4-4,85	13 862 826	627 934
P31—2003-2013.....	3,5-4,25	58 732 036	2 309 704
P32—2003-2013.....	3,5	52 364 443	1 917 725
P33—2003-2013.....	4-4,85	29 145 929	1 153 226
P34—2003-2013.....	2,8-3	783 304 335	23 729 430
P35—2003-2013.....	2,75-3	166 410 382	4 994 854
P36—2004-2014.....	2,75-3	55 756 813	1 684 010
P37—2004-2014.....	2,65-3	39 762 794	1 285 331
P38—2004-2014.....	2,5-3	55 432 144	1 725 929
P39—2004-2014.....	2,25	41 157 937	942 846
P40—2004-2014.....	2,45	202 027 284	4 406 591
P41—2004-2014.....	2,45	48 210 075	1 018 360
P42—2005-2015.....	2,5	16 952 581	381 437
P43—2005-2015.....	2,3	8 993 484	258 685
P44—2005-2015.....	2,3	11 054 141	296 249
P45—2005-2015.....	2	11 600 093	232 007

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2005-2006
	%	\$	\$
P46—2005-2015.....	2,25	135 223 032	1 017 750
P47—2005-2015.....	2,5	48 761 382	405 830
P48—2006-2016.....	2,5	14 726 401	68 335
P49—2006-2016.....	2,5	15 317 512	63 814
P50—2006-2016.....	3	14 367 939	35 908
		6 828 383 218	241 336 665
Titres de placement du Canada—			
I1—2003-2006.....	3	2 952 500	127 612
I2—2003-2006.....	3,1	1 276 800	53 870
I3—2004-2007.....	3,2	311 200	12 676
I4—2004-2007.....	3	1 593 700	56 904
I5—2004-2007.....	2,75	329 600	10 024
I6—2004-2007.....	2,55	1 166 700	10 637
		7 630 500	271 723
		17 342 185 809	651 554 065
Intérêt sur les obligations pour le Régime de pensions du Canada.....	divers	3 094 626 000 ⁽¹⁾	322 830 849
Intérêt sur les billets - Société de fiducie TD.....	divers		367 300
Intérêt sur les billets - Société de fiducie Montréal.....	divers		153 336
Intérêt sur les billets - Société de fiducie Computershare.....	divers	7 561 487	303 214
Intérêt sur les billets du Canada.....	divers	496 150 000	13 182 351
Intérêt sur les eurobillets à moyen terme.....	divers	1 501 590 672	68 981 057
Total des intérêts sur la dette non échue.....		290 929 181 020	15 840 686 589
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor—			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2004-2005.....			1 045 877 609
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2005-2006.....		131 596 668 000	2 397 943 119
		131 596 668 000	3 443 820 728
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables ...			
			1 766 323 705
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada—			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2004-2005.....			8 164 899
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2005-2006.....		4 733 784 864	71 908 699
		4 733 784 864	80 073 598
Amortissement de commissions et rémunérations à l'émission d'obligations d'épargne du Canada.....			
			23 825 089
Total de l'amortissement de primes, escomptes et commissions à l'émission de la dette non échue.....		136 330 452 864	5 314 043 120
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.....			76 963 933
Compte de réévaluation des accords d'échange de devises.....		(2 258 427 479)	
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés.....		(6 780 145 828)	
Obligation relative à des contrats de location-acquisition.....	divers	2 927 316 034	184 721 803
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue.....		421 148 376 611	21 416 415 445
RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES COMPTES (INTÉRÊT)—			
Régimes de retraite du secteur public—			
Compte de pension de retraite de la fonction publique.....	divers	86 978 373 295	6 457 717 517
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique.....	divers	141 250 581	
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes.....	divers	42 362 772 313	3 146 782 399
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes.....	divers	30 872 904	
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	11 255 480 938	834 839 888
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	16 562 928	
Compte d'allocations de retraite des parlementaires.....	divers	453 260 380	43 384 988
Compte de convention de retraite des parlementaires.....	divers	140 775 475	13 591 352
Compte de convention de retraite—			
CCR n° 1—Fonction publique.....	divers	542 955 438	40 261 137
CCR n° 1—Forces canadiennes.....	divers	129 669 838	8 650 530

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—Suite

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2005-2006
	%	\$	\$
CCR n° 1—Gendarmerie royale du Canada	divers	21 024 924	1 588 360
CCR n° 2—Fonction publique.....	divers	831 426 264	62 659 599
Compte de prestations de retraite supplémentaires	divers	118 692 642	4 036 752
		<i>143 023 117 920</i>	<i>10 613 512 522</i>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite.....	divers	(11 961 000 000)	(1 148 000 000)
		<i>131 062 117 920</i>	<i>9 465 512 522</i>
Prestations futures des Anciens Combattants et autres employés	5,1	43 369 000 000	2 536 000 000
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada)	divers	150 850 748	21 152 057
Compte des rentes sur l'État	divers	347 337 233	24 455 645
Comptes de dépôt—			
Dépôt de garantie générale	divers	4 336 927	108 754
Code canadien du travail—Appels sur recouvrement de salaire	divers	1 128 330	38 718
Dépôts de garantie aux entrepreneurs	divers	8 322 359	151 267
Dépôts en garantie pour échanges de devises.....	divers	77 311 000	930 171
Comptes ne portant pas intérêt		342 872 811	
		<i>433 971 427</i>	<i>1 228 910</i>
Comptes en fiducie—			
Fonds des bandes indiennes.....	divers	979 330 992	51 732 201
Comptes de succession des Indiens	divers	11 163 265	360 728
Comptes d'épargne des Indiens.....	divers	36 195 241	1 498 898
Service canadien du renseignement de sécurité—			
Bourses scolaires.....	divers	28 137	738
Gendarmerie royale du Canada—Caisse fiduciaire de bienfaisance.....	divers	2 228 923	57 767
Fonds de fiducie des détenus.....	divers	11 459 660	5 335
Comptes gérés	divers	2 224 102	57 136
Fonds de successions	divers	3 574 301	87 565
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens Combattants	divers	560 508	14 093
Comptes ne portant pas intérêt		213 953	
		<i>1 046 979 082</i>	<i>53 814 461</i>
Comptes d'assurance et de prestations de décès—			
Compte de prestations de décès des Forces régulières	divers	197 232 360	14 842 037
Compte de prestations de décès de la fonction publique	divers	2 322 941 560	170 204 296
Comptes ne portant pas intérêt		14 895 395	
		<i>2 535 069 315</i>	<i>185 046 333</i>
Comptes de pension—			
Compte de pension pour les agents des rentes	divers	3 548	188
Gendarmerie royale du Canada—			
Caisse de pension des personnes à charge.....	divers	29 745 119	2 281 869
		<i>29 748 667</i>	<i>2 282 057</i>
Autres comptes à fins déterminées—			
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	divers	705 953 801	25 298 225
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec	5	2 677 771	133 889 ⁽²⁾
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	45 177 985	1 673 889
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—			
Fonds de fiducie	divers	153 329	4 672
Compte spécial de la Cour fédérale	divers	9 167 384	217 800
Comptes ne portant pas intérêt		185 644 599	
		<i>948 774 869</i>	<i>27 328 475</i>
Revenus reportés—Comptes à fins déterminées.....	divers	⁽³⁾	<i>413 641</i>
Autres comptes—			
Allocations de droits de tirage spéciaux	divers	⁽⁴⁾	<i>37 993 799</i>
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres comptes		179 923 849 261	12 355 227 900

7.6 FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—Fin

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2005-2006
	%	\$	\$
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS (INTÉRÊT)—			
Compte d'assurance-emploi (net)	divers	50 816 262 112	1 323 561 740
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie	divers	400 890	10 267
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires	divers	350 842 718	12 308 953
Compte de fiducie de Mackenzie King	divers	225 000	9 743
Dons pour la recherche sur la santé	divers	140 267	299 030
Conseil de recherches en sciences humaines— Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	250 000	8 291
Comptes ne portant pas intérêt		(103 469 394)	
		51 064 651 593	1 336 198 024
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement)		(51 064 651 593)	(1 336 198 024)
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés.....			
TOTAL DES FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE.....		601 072 225 872	33 771 643 345
Composé de:			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives avant provision et redressements de consolidation			33 535 119 566
Total de la provision des frais de la dette publique			1 572 721 803
Redressements de consolidation			(1 336 198 024)
Total des frais de la dette publique.....			33 771 643 345

⁽¹⁾ La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

⁽²⁾ La répartition de l'intérêt aux provinces de l'Ontario et du Québec est faite sur la base de la population.

⁽³⁾ Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume I.

⁽⁴⁾ Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de change à la section 8 du volume I.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État.	8.2
Paiements à titre gracieux	8.17
Montants adjugés par une cour	8.28

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par programme, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les réclamations inférieures à 1 000 \$ sont présentées en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations.

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		Règlement de réclamation pour des irrégularités d'inspection—	
Ministère		Stevenson, Hood, Thornton, Beaubier law firm en fiducie pour	
Accident impliquant un véhicule de l'État— Insurance Corporation of BC pour		Barrich Farms Ltd.	287 500
Forsyth A.	10 941	Règlement suite à un grief de classification—	
Jarvis P.	4 361	Raven, Allen, Cameron, Ballantyne and Yazbeck en fiducie pour	
Société d'assurance publique du Manitoba pour		Gilchrist T.	2 500
Kryshewsky M.	4 816	Règlement des frais de mémoires—	
Saskatchewan Government Insurance pour		Godin, Lizoote, Robichaud, Guignard en fiducie pour	
Perry B L.	4 864	Forum des maires	
Robb B.	2 326	Règlement de réclamation pour une étiquette non conforme—	
Indemnité pour dommages à un bien—		Knol Farms Ltd.	
Beasley Ranching Ltd.	2 450	Règlement suite à des services d'extractions d'arbres—	
Monk R.	1 515	Edwards D.	
Mullin D.	8 128	Règlement suite à une décision refusé—	
Indemnité suite à une plainte liée aux droits de la personne—		Steven Welchner en fiducie pour	
Andrews L-M.	6 500	Nanjee Z.	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (5)	1 842	Règlement suite à un retard—	
	47 743	A&A seed farm	
		Bouvry Export Calgary Ltd.	
		Northern Freedom.	
		Sheridan nurseries Ltd.	
		Règlement suite à la mise en quarantaine d'oeufs—	
		Ainslie D.	
		Fraser Valley Duck.	
		Golden Valley Foods Ltd.	
		Leslie J.	
		Règlement de réclamation pour des frais de camionnage—	
		Miller D.	
		Règlement de réclamation pour des résultats non divulgués—	
		Jellett Rapid Testing Ltd.	
		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (9)	
		901 339	
		949 082	
Agence canadienne d'inspection des aliments		AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Accidents impliquant un véhicule motorisé—		Ministère	
Axa Pacific Insurance Company pour		Indemnité pour dommages et réclamations contre un employé	
Schuler F.		de l'APECA impliqué dans un accident d'automobile—	
Bennett Fleet Leasing Ltd.		Dr Keith Noble.	
Budget Car and Truck Rentals.		Nova Physiotherapy Ltd.	
Economic Insurance Group pour		Stack & Associates.	
Bradley C.		3 998	
ING Insurance Company of Canada pour			
Weatherbee J.			
Société d'assurance publique du Manitoba pour			
Wall J.			
Richard Glenn Law Offices en fiducie pour			
Poulsen J.			
Saskatchewan Government Insurance pour			
Lutz W.			
Shaw GMC Pontiac Buick Hummer Ltd.			
Règlement de réclamation relativement à la pension de retraite—			
Reid S.			
Règlement suite à une plainte de discrimination—			
Haché Y.			
Jewitt, Morrison & Associates en fiducie pour			
Reid S.			
Règlement de réclamation pour diffamation—			
Godin, Lizoote, Robichaud, Guignard en fiducie pour			
Gauvin B et Gionet C.			
Bedesse Imports Ltd.			

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGENCE DU REVENU DU CANADA		CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Cotisations syndicales—		Ministère	
L'institut professionnel de la fonction publique du		Règlement hors cour pour abandonner la poursuite judiciaire—	
Canada	133 225	Vander Vennen Leher en fiducie pour	
Règlements par médiation protégés par une clause de		Ghabrai-Langroudi M H.	1 000
confidentialité—		Règlement de la Commission canadienne des droits de la	
3 noms retenus ⁽¹⁾	57 472	personne—	
Règlement pour dommages causés par un accident impliquant		Raven, Cameron et Yazbeck en fiducie pour	
un véhicule de l'ARC—		Gill A P	4 000
Allibihai K.	32 000	Règlement hors cour pour abandonner la poursuite judiciaire—	
Intérêt versé sur salaire accumulé—		Barbara Jackman en fiducie pour	
Sherman S	21 634	Mihlewokpo K	5 000
Règlements de litige protégés par une clause de confidentialité—		Règlement hors cour pour abandonner la poursuite	
7 noms retenus ⁽¹⁾	49 733	judiciaire (2ième paiement)—	
Règlement de réclamation pour une erreur administrative—		17 avocats en l'instance en fiducie pour	
Poirier G.	20 000	Rasolzadeh M et autres	1 776 000
Swift J	1 416	Règlement hors cour pour abandonner la poursuite judiciaire—	
Règlement de réclamations en vertu de la <i>Loi canadienne</i>		Ricketts, Harris LLP	1 693
<i>sur les droits de la personne</i> —		Règlement hors cour pour abandonner la poursuite judiciaire—	
4 noms retenus ⁽¹⁾	29 500	Roach, Schwartz & Associates en fiducie pour	
Règlement de grief—		Smith U R	17 500
Février-President L	5 000	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (32)	1 683	Canada	
	<u>351 663</u>	Règlement hors cour pour une préjudice morale—	
PATRIMOINE CANADIEN		Fox C	<u>30 000</u>
Ministère			<u>1 835 193</u>
Arrangement amiable tenant lieu de tous les droits concernant		ENVIRONNEMENT	
l'octroi de brevets à un athlète—		Ministère	
Willows A	9 200	Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1)	750	Insurance Corporation of British Columbia pour	
	<u>9 950</u>	Navdeep S	1 150
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications		Peace Hills General Insurance Company pour	
canadiennes		Livingston J	1 929
Règlement de réclamation relié en matière d'emploi—		Clements S	2 521
Nelligan O'Brien Payne LLP pour		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2)	1 318
Nom retenu ⁽¹⁾	3 738		<u>6 918</u>
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2)	282	Agence Parcs Canada	
	<u>4 020</u>	Réclamation pour dommages à une ligne d'énergie électrique—	
Office national du film		BC Hydro	2 501
Règlement hors cour relié à une cessation d'emploi—		Indemnité pour des matériaux de construction pour deux	
Terrell M	52 011	hangars à bateaux—	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des		Seward W, S & R and Simzer J	7 084
pensionnats autochtones		Indemnité pour une erreur sur la vente de terrain—	
Paiements effectués par l'entremise d'avocats pour des		Chown R & M-E	2 500
règlements hors cour de réclamation d'abus—		Indemnité pour loyer causé par une résidence inhabitable—	
582 noms retenus ⁽¹⁾	30 858 884	Biron C & G	20 000
Commission de la fonction publique		Indemnité pour un site de construction sous-évalué pour le	
Règlement suite à une plainte relative aux droits de la personne—		canal St-Ors—	
Nom retenu ⁽¹⁾	1 000	A & J.L. Bourgeois Ltd	377 411
	<u>30 925 865</u>	Avocats McCarthy Tétrault	7 603
		Dommages fait au revêtements de plancher—	
		Rylands D	2 360
		Dommages fait à l'inventaire—	
		Friends of the Trent Severn Waterway	1 140

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Dommages fait à un chasse-neige— Four Points Transportation.....	25 124	Leger J.....	4 048
Dommages fait à un tracteur et une remorque— Sidorchuk G et Spectrum Transport.....	25 000	Accident impliquant une voiture de location Budget Rent a Car.....	1 000
Dommages fait à un véhicule motorisé— Assurances ACE INA.....	4 715	Règlement suite à une plainte déposée à la Commission canadienne des droits de la personne— Davies Bagambiire en fiducie pour Brooks C.....	105 000
Assurances Kingsway General.....	1 858	Procès civil pour l'intérêt accumulé sur les ventes des poissons saisis— Blake, Cassels & Graydon LLP en fiducie pour A & F Fishing Co Ltd; Clifton F.....	61 299
Miller R.....	2 593	Dudoward B & Dudoward M.....	4 501
Walton's Truck Service.....	1 250	Brown B, Brown F, Brown L, Carpenter L, Gladstone D, Gladstone E, Gladstone P, Gladstone W, Housty C, Housty G, Humchitt G, Lawson C, Martin R et Williams T.....	86 828
Règlement pour les blessures causées par un accident impliquant un véhicule motorisé— Bryan & Company.....	3 000	Réclamation pour les dommages subies au site de l'Île Charron, la ville de Longueuil— Paysagiste Rive Sud Ltée.....	2 354
Gow D, Gow A et Gow T.....	121 348	Réclamation pour pertes d'animaux à fourrure— McInnis J.....	16 742
Nom et situation retenus ⁽¹⁾	3 375 000	Endommagement d'un traversier par des pièces provenant des travaux de construction— GGR Cyr Transport Inc.....	2 000
Dommages causés par un nid de poule— Smith L.....	1 325	Dommage aux véhicules causé par la surpulvérisation de peinture d'un navire GCC— Abbott T, Ash R, Currie D, Johnson A, Moore D, Mulcahy P, Peckford J, Snow M et Young A.....	1 980
Dommages fait à une propriété— Nash D.....	8 625	Règlement hors cour pour la cessation d'emploi— Brown I.....	10 000
Règlement pour dommages fait au terrain— Sinclair D.....	3 000	Onofrychuk B.....	10 000
Règlement pour blessures corporelles— Trottier C.....	7 500	La restitution d'avantages de congés de maladie à la suite d'une réclamation de harcèlement— Doiron R.....	1 000
Règlement pour une plainte d'harcèlement— MacDonald J et la succession de Taylor M.....	64 000	Règlement pour la collision entre NGCC Sir Wilfred Grenfell et le navire à moteur Genny & Doug— Funk Island Banker Ltd.....	160 000
Services de contrôle de circulation— Porter T et Montague Holdings Ltd.....	4 300	Règlement pour un navire que le ministère a confisqué et qui s'est détérioré avec le temps— Marr R & Marr J.....	13 500
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (20).....	9 320	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (25).....	12 914
	4 078 557		571 924
	4 085 475		
FINANCES		AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère		Ministères	
Réclamation inférieure à 1000 \$ (1).....	410	Affaires étrangères	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		Règlement hors cour suite à une plainte déposée à la Commission canadienne des droits de la personne— Nom retenu ⁽¹⁾	9 830
Règlement(s) hors cour— 3 noms retenus ⁽¹⁾	31 641	Raven, Allen, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour Nom retenu ⁽¹⁾	20 000
	32 051	Règlement de grief pour congédiement— Nom retenu ⁽¹⁾	119 764
PÊCHES ET OCÉANS		Récompense finale (holdback et frais)— Ogilvy Renault S E N C en fiducie pour Axor Group Inc.....	89 674
Ministère		Remboursement des coûts de cour— Livingston JA.....	2 500
Accident impliquant un véhicule de l'État— Bartlett H.....	1 281		
Economical Insurance Group pour Brown G & Comeau H.....	2 455		
Family Insurance Solutions Inc pour Bye R.....	1 240		
Huskilson's Chrysler Ltd & Ossinger E.....	2 484		
Kings County Autobody Ltd pour Kelly W & Hayter J.....	1 446		
MacBeth & Associates en fiducie pour Cluett J.....	3 500		
MacGillivray Law Office en fiducie pour Taylor P.....	20 000		
Murphy T.....	3 250		
Pierce Law Group en fiducie pour McCrodon M.....	10 000		
Rowe T.....	32 000		
Wawanesa Insurance Company pour Comeau L.....	1 102		

8.4 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS
À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Paiement en trop à des employés recrutés sur place—		RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Bangoura A	458	Ministères	
Camara A	170	Ressources humaines et développement des compétences	
Condé S	516	Règlement de réclamation découlant d'un accident impliquant un véhicule de l'État—	
Règlement hors cour pour infraction contractuelle—		Insurance Corporation of British Columbia	5 102
Nom retenu ⁽¹⁾	435 000	Société d'assurance publique du Manitoba	5 995
Règlement hors cour d'une plainte—		Pembroke Insurance Company	6 792
Nom retenu ⁽¹⁾	40 000	Règlement de réclamation suite à des dommages—	
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1)	263	Campbell Froh May & Rice en fiducie pour	
	718 175	Nom retenu ⁽¹⁾	15 000
Commerce international		Règlement hors cour de réclamation concernant une cessation d'emploi—	
Règlement hors cour—		Nom retenu ⁽¹⁾	57 000
Nom retenu ⁽¹⁾	1 600	Règlement hors cour de réclamation suite à une plainte à la Commission des lésions professionnelles—	
Total des ministères	719 775	Nom retenu ⁽¹⁾	8 358
SANTÉ		Règlement hors cour suite à un grief déposé relativement à des primes médicales—	
Ministère		Nom retenu ⁽¹⁾	1 097
Indemnisation pour litige de perte personnelle—		Règlement suite à une assertion négligente—	
Nom retenu ⁽¹⁾	638	Paliare Roland en fiducie pour	
Indemnisation des dommages causés à un véhicule—		Nom retenu ⁽¹⁾	94 500
ICBC Insurance Corporation of British Columbia pour		Nom retenu ⁽¹⁾	1 711
Trasatti S	1 196	Règlement hors cour suite à une plainte relative aux droits de la personne—	
Règlement d'un litige en relation de travail—		Banque Canadienne Impériale de Commerce pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	2 135	Nom retenu ⁽¹⁾	1 407
Banque Royale en fiducie pour		Nom retenu ⁽¹⁾	1 198
Nom retenu ⁽¹⁾	18 968	Nom retenu ⁽¹⁾	1 198
Réclamation contre Santé Canada suite à une plainte déposée à la Commission canadienne des droits de la personne—		Nom retenu ⁽¹⁾	12 500
Nom retenu ⁽¹⁾	10 000	Nom retenu ⁽¹⁾	50 000
Règlement pour litige concernant l'autorisation d'établissement de dispositif médical—		Banque Royale du Canada pour	
Paul R. Jewell Q.C. Professional Corporation en fiducie pour		Nom retenu ⁽¹⁾	1 407
Jewell Obradovich	15 000	Nom retenu ⁽¹⁾	10 000
Règlement hors cour, indemnité en vertu de la Loi des droits de la personne—		Règlement hors cour de réclamation suite à une erreur salariale—	
Nom retenu ⁽¹⁾	10 000	Nom retenu ⁽¹⁾	8 472
Paiement en ce qui concerne des limites de règlement proposées—		Règlement de réclamation relativement à des accords de contributions—	
Goodmans srl en fiducie pour		Peer Systems Consulting Group Inc.	5 500
2 noms retenus ⁽¹⁾	8 200	Règlement d'une réclamation pour la cessation d'une entente des accords de contributions—	
Paiement découlant du règlement d'un grief en relation de travail—		Hill Abra Dewar en fiducie pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	1 713	Nom retenu ⁽¹⁾	28 000
	67 850	Kalil Haymour Professional Corporation en fiducie pour	
Agence de santé publique du Canada		25 noms retenus ⁽¹⁾	980 900
Règlement d'un grief en relation de travail—		Règlement d'une réclamation suite à une plainte pour discrimination—	
Barrick Poulsen, LLP, Barristers & Solicitors en fiducie pour		Jordan Battista LLP en fiducie pour	
Nom retenu ⁽¹⁾	7 000	Sirard S	4 900
	74 850	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (5)	2 205
			1 303 242
		Développement social	
		Règlement de réclamation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État—	
		Saskatchewan Government Insurance Autofund	2 250

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlement de réclamation pour congédiement injustifié en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — Nom retenu ⁽¹⁾	29 923	Règlement de réclamation pour la perturbation à la mode de vie— Nom retenu ⁽¹⁾	155 000
Règlement d'une indemnisation pour une préjudice morale en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — Nom retenu ⁽¹⁾	4 000	Règlement pour les terres expropriées— Hupacasath First Nation.....	25 000
Règlement suite à une plainte pour discrimination en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — Nom retenu ⁽¹⁾	5 000	Règlement suite à la résolution d'un désaccord associé avec une avance— Nom retenu ⁽¹⁾	25 000
Règlement pour allégations de discrimination et d'harcèlement en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — Nom retenu ⁽¹⁾	15 257	Règlement suite à la résolution d'un désaccord associé avec une route contestée et sur le pouvoir de reprise de la province— Vanderkruyk N.....	680 000
Règlement des coûts suite à l'abandon d'un appel relié au Régime de pensions du Canada— Ogilvie LLP pour Pidruchney K.....	1 205	Règlement pour des allégations d'abus physique dans une maison d'accueil— Nom retenu ⁽¹⁾	30 000
Dommages d'un automobile causés par des vents violents— Wellwood L.....	6 116	Règlement pour des allégations d'abus physique impliquant les services à l'école— Nom retenu ⁽¹⁾	95 000
	63 751	Règlement concernant des terres contestées— Nom retenu ⁽¹⁾	1 000 000
Total des ministères.....	1 366 993	Accident impliquant un véhicule motorisé sur une réserve des Premières Nations— Nom retenu ⁽¹⁾	15 000
Conseil canadien des relations industrielles		Règlement de l'exploitation et de l'occupation des terres— Première Nation Katlodeeche.....	100 000
Remboursement pour dépenses personnelles— Nom retenu ⁽¹⁾	3 000		2 628 904
	1 369 993	INDUSTRIE	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		Ministère	
Ministère		Règlement suite à une plainte à la Commission canadienne des droits de la personne— Nom retenu ⁽¹⁾	21 500
Règlement pré-adjudication par l'administration centrale de grief pour voyage IPE— Abernethy-Gillis R.....	1 188	Règlement de réclamation d'une plainte d'harcèlement en milieu de travail— Nelligan O'Brien Payne pour Nom retenu ⁽¹⁾	8 019
Degrasse E.....	1 964	Accident impliquant un véhicule de l'État— Manitoba Public Insurance.....	2 003
Dorion W.....	1 186	Contamination d'essence lors d'une inspection— Saskatoon Co-op.....	2 937
Galloway D.....	1 372	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2).....	1 586
McChristie M.....	1 614		36 045
McDonald B.....	1 188	Conseil national de recherches du Canada	
Règlement de grief pour relocalisation— Veller J.....	12 000	Règlement suite à une plainte à la Commission des relations de travail dans la fonction publique— Nom retenu ⁽¹⁾	2 000
Règlement avec Swampy Cree Tribal Council— Paiement des frais et déboursés pour le rapport du plaignant dans le litige de Swampy Cree— D'Arcy & Deacon LLP.....	44 799	Règlements suite à une plainte à la Commission canadienne des droits de la personne— 2 noms retenus ⁽¹⁾	13 500
Règlement pour un accident de véhicule— SGI Canada.....	4 093	Règlement pour grief et une plainte auprès des droits de la personne— Nom retenu ⁽¹⁾	29 495
Règlement pour révision de loyer relativement à la perte de revenu— Woodward & Company en fiducie pour Richard Harvey Alphonse, le chef de Cowichan Tribes.....	300 000	Règlement concernant une plainte d'harcèlement— Nom retenu ⁽¹⁾	15 000
Règlement avec un employé des écoles fédérales sur la réserve— Nom retenu ⁽¹⁾	9 500		59 995
Règlement pour réclamation de terre— Debendmang Manitoulin Native Lands Development Trust.....	70 000	Statistique Canada	
Nom retenu ⁽¹⁾	47 000	Règlement de réclamations en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — 3 noms retenus ⁽¹⁾	11 164
Williams P en fiducie pour Nom retenu ⁽¹⁾	8 000		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlement de réclamations protégées par une clause de confidentialité—		Davis G	3 760
Nom retenu ⁽¹⁾	5 000	Lee KR	2 136
	<u>16 164</u>	Khau T	1 548
	112 204	La Guff A	1 354
JUSTICE		Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Ministère		Bilodeau J	1 760
Paieement d'un règlement en fiducie pour—		Manlinguez A & R	2 633
Burnet Duckworth & Palmer LLP pour		Wesley E	1 783
Telus Communications Inc.	9 000	Anderson D	2 374
Peter J Doucet Barrister and Solicitor pour		Muise C	3 281
Plewes CT	10 000	Provo S	1 452
Noël et Associés pour		Delorme E	1 594
Efraim AD	20 000	Momtaz C	1 687
Indemnisation de temps pour la préparation d'un dossier de cour—		O'Brien N	1 397
Arvay JJ	2 000	Peace Hills General Insurance pour	
Règlement compensatoire impliquant des employés de Justice—		Werny W	3 313
Jantz S	7 500	Roman M	1 065
Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1)	905	Rowlings K	1 100
	<u>49 405</u>	Saboori H	2 360
Service administratif des tribunaux judiciaires		Said Daud C	1 622
Règlement confidentiel—		Saifulla M	1 440
Nom retenu ⁽¹⁾	<u>144 100</u>	Samullah SS	1 193
	193 505	Sarazen J	1 000
DÉFENSE NATIONALE		Saskatchewan Government Insurance pour	
Ministère		Mauro B	1 693
Règlement d'une réclamation faite à la suite d'un accident impliquant un véhicule ministériel—		Pound D	3 873
Assaf M	2 160	Security National Insurance C/O Meloche Monnex pour	
B & F Barrington Collision Centre pour		Loo L	11 968
White L	1 691	Rizvi R	3 010
Battle River Electric Ltd	1 848	Tann Macleod law office en fiducie pour	
Baz M	1 407	Christianson B	3 750
Borden S	8 299	Tarrabain Obyrne & Company en fiducie pour	
Cameron WD	1 388	Laverdierre L	18 000
Canadian Northern Shield pour		Teryl Scott en fiducie pour	
Smith M	3 477	Daley B	240 000
Carr C	4 457	The Citadel Insurance Company pour	
Fall River Law Office en fiducie pour		Boucher D	1 433
Coolen R	15 000	The Wawanesa Mutual Insurance Company pour	
Frieser Robinson en fiducie pour		Gilmore I	1 473
Koch D	70 354	Defense Construction Canada	1 174
Roach L	41 337	Coulson DA	1 340
Goldberg, Thompson en fiducie pour		Watt R	2 000
Allison M	9 000	West Coast Carriers Inc	2 500
Guldad SS	1 358	Wustafau M	1 416
Hassen C	1 701	Zabuir K	1 020
Herbers Autobody Repair Ltd pour		Règlement de réclamation pour dommages de locations—	
Weber G	1 126	Access Trailer Leasing Inc	1 692
ING Insurance Company pour		Blais Location-Vente-Service	1 141
Lampman L	12 531	Briens Auto Repair	10 217
ING Insurance Company of Canada pour		Budget Rent-A-Car	45 412
Favero P	4 448	C&C Rentals Ltd	2 400
Insurance Corporation of British Columbia pour		Calmont Leasing Ltd	2 844
Adam J	2 369	Clearway Rental Inc	1 063
		Cubex Limited	1 469
		Dion Moto	9 115
		Direction Nord Sud (DNS) Ltée	1 383
		Discount Car and Truck	105 734
		Emerson Cartage	2 525
		Enterprise Rent-A-Car	63 665
		Hitrac (1974)	1 500

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Landing Ford Sales & Services	5 000	Davis A	3 000
Location Canvec Inc	3 260	Desjardins General Insurance pour	
Location d'autos BC Inc	12 922	Laberge C	1 283
Location Pelletier	3 295	Desnoyers G	1 217
Murdoch Group Inc/National Car Rental	47 189	Desrochers J	1 140
Penske Location de camions	1 055	Diamond Aircraft Industries	1 000
Pete's Sales & Service Ltd	2 241	District School Board of Niagara	1 391
R & D Trailers Rentals Ltd	1 371	Dumont D	1 150
Rent All Centre	3 832	Eastman MW	1 350
Riverside Honda & Ski-Doo	12 668	Ejangiaq P	2 566
Ryder Truck Rental Canada Ltd	2 579	Family Insurance Solution Inc pour	
Sauvageau Location Inc	6 406	Hernandez J	1 212
Shaw Truck Rentals	5 723	Federated Insurance Company of Canada pour	
SM Sport Inc	3 722	JC Grace Holdings Inc	1 825
Sutherland Excavating Ltd	2 362	Frenette M	1 753
Tandet Nationalease Ltd	2 188	Gauvin A	2 280
Thrifty Car Rental	16 761	Granados RFM	2 085
Trius Leasing Ltd	17 272	Hache LC	1 498
Wilson Transportation Ltd	1 198	Harold R	29 250
Règlement de réclamations suite à des blessures corporelles—		Hebert Paul	431
Aikins Macauley & Thorvaldson LLP en fiducie pour		Hydro Québec	5 296
Hannapel J	20 000	ING Insurance pour	
Bengston C	2 185	Babin M	2 320
Charette J	10 000	J & S Services	1 028
Doucet McBride LLP en fiducie pour		King DH	1 711
McIntosh M	250 000	Lalonde K	3 975
Frank Van Dyke Law Office en fiducie pour		Leblanc JR	1 150
Elliot K & J	255 000	Maclean RE	2 100
Gordon & Vellea en fiducie pour		Matthews S	8 000
Stieber I	45 000	McAllister B	1 140
Harley Hebert Manthorne en fiducie pour		Messenger J	1 321
Boudreau M	20 000	Metro Collision Shop Ltd pour	
Hook & Smith en fiducie pour		Hurry E	1 014
Durette M	50 000	Nichol S	4 380
James H Brown & Associates en fiducie pour		Northern Tel LP	9 312
Bucknell A	5 000	Omid A	1 051
Keough TR	56 425	Ottawa River Power Corporation	3 176
MacIsaac & Company en fiducie pour		Pestell DG	1 087
Luining D	30 000	Province de l'Alberta—Ministère des Finances	2 940
McCarthy Bergeron Rastin Clifford en fiducie pour		Province de Nouvelle-Écosse—Ministère des Finances	3 738
Adams D	8 500	Province de l'Ontario—Ministère des Transports pour	
Miller Thomson en fiducie pour		Anthony M	1 208
Litwin B	2 500	Province du Québec—Ministère des Finances	2 463
Richard Roach Law Office en fiducie pour		Renderos ME	3 500
Cormier S	35 000	Rioux Bossé Massé Moreau en fiducie pour	
Salmond Ashurst en fiducie pour		JM Bastille Inc	13 000
Radford B	53 328	Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada pour	
Timothy MJ	5 000	Bucknell A	5 310
Règlement de réclamations pour perte et/ou dommages aux effets personnels—		Shapka PR	2 644
Archambault R	6 647	Smith D	2 500
Archambault-McLeod RC	18 625	Smith RCC	1 974
Aviva Canada for Diamond Aircraft Industries	15 823	T Harris, Chevrolet, Cadillac pour	
BC Hydro	1 897	Singleton D	2 081
Bell Canada	3 513	Telus Communications Inc	1 624
Bruce M	1 712	The Personal Insurance pour	
Casavin D	4 461	Bonneau V	1 364
Ville d'Edmonton	1 198	Tremblay GM	2 905
Ville de Quinte West	15 293	Trudel & Piche (Beauport) Inc	5 239
Ville de Sault Ste Marie	2 299	Villeneuve F	1 170
D & V Food Services	1 528	Règlement pour subrogation d'assureur—	
		Pilot Insurance Company	1 583

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Règlement pour revendication territoriale des Autochtones— Affaires indiennes et du Nord canadien pour le conseil des Nations Haida	100 000	Règlement de réclamation pour des services d'urgences— Nom retenu ⁽¹⁾	263 000
Règlement pour le droit à une pension— Pike N.	110 000	Règlements ministériels en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — 15 noms retenus ⁽¹⁾	197 629
Règlement pour recours collectif des cadets de la marine— Deloitte & Touche, LLP en fiducie pour White W.	10 000 000	Remboursement de la part du Canada pour les réclamations découlant de dommages en vertu d'un accord avec l'OTAN— The German Defence Cost Offices	328 126
Règlement hors cour— Affaires indiennes et du Nord canadien pour Maurice A & M.	155 000	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (391)	164 357
Langlois Kronstrom, Desjardins en fiducie pour Gaston Belanger Inc.	31 000		14 442 747
Règlement pour l'hôtel Constellation— 1587930 Ontario Limited et 2031903 Ontario Limited.	70 000	RESSOURCES NATURELLES	
Débours divers— Bedford Law en fiducie pour Purcell C.	30 000	Ministère	
Cain Lamarre Casgrain Wells en fiducie pour Pedneault A.	100 000	Accident impliquant un véhicule de l'État— Insurance Corporation of BC pour Crowe G.	1 738
Agence du revenu du Canada pour Anderson D.	4 722	Règlement de réclamation pour une plainte de discrimination— Mann & Partners LLP en fiducie pour Barristers & Solicitors	75 000
Ares J.	2 232	Règlement de réclamation— Gauthier S.	4 000
Langlois M.	18 780	Règlement confidentiel— Nom retenu ⁽¹⁾	5 000
Collins Clarke MacGillivray White Funeral Homes pour Duquid LS.	3 769	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2)	1 531
Hukalowicz Z.	8 905		87 269
JDS Pro-Renovations	22 631	Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Lamontagne P.	3 351	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (4)	576
Lorenz J & G.	1 425		87 845
Mark Scharf Professional Corporation en fiducie pour Oliver F.	20 000	CONSEIL PRIVÉ	
McCarthy LS.	31 404	Ministère	
Me Michel Drapeau en fiducie pour Lamontagne P.	44 000	Règlement de réclamation relié à l'emploi— Nom retenu ⁽¹⁾	4 673
Merling G.	27 174	Règlement suite à une plainte déposée à la Commission canadienne des droits de la personne— Nom retenu ⁽¹⁾	97 000
Northern American Indigenous Games.	1 897		101 673
O'Connor Land and Cattle Company	11 850	Directeur général des élections	
Ottawa Dispute Resolution Group pour Tofcon	1 000	Règlement de réclamation relié à l'emploi— Thompson S.	6 500
Ouellette Larouche Gagné en fiducie pour Municipalité de Saint-Adrien d'Irlande	3 500	Spence C.	6 500
Paterson, MacDougall LLP en fiducie pour Skyservice	49 568		13 000
Postma CAE	1 926		114 673
Bureau du Conseil Privé pour les services professionnels de Borden Ladner Gervais	3 250	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ramsay Lampman Rhodes en fiducie pour McBride R.	3 200	Ministère	
Scott Petrie Brander Walters & Wright en fiducie pour Carling Heights Development	3 429	Règlement d'un litige pour l'affaire Kaya— Commission des plaintes du public contre la GRC	5 000
Triple "L" Ranch Inc.	3 593	Agence des services frontaliers du Canada	
US Department of Treasury pour Shah J.	3 502	Indemnité pour la destruction de marchandise par erreur Chocobon Trading.	2 600
Vachon L.	38 323	Indemnité pour la marchandise vendue par erreur— Edmison I.	3 484
Walsh JJ.	9 742	Indemnité pour la marchandise endommagée— Batory Industries Company	9 221
Williams N.	62 136	Maslowski M.	2 743
Règlement pour PTSD— Me Jacques Ferron en fiducie pour Girard C and Derosby R.	510 000		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
La Corporation des aliments	1 083	Saskatchewan Government Insurance pour	
Indemnité pour les dommages à un véhicule—		Fitzpatrick S	2 773
Fontanini M.	6 119	Oleskiw	4 434
Woodridge Auto Body pour		Réclamations inférieures à 1 000 \$ (846)	126 508
Woodridge Ford Lincoln	4 357		1 700 648
Maxwell R.	1 539	Commission nationale des libérations conditionnelles	
Matiatos S.	1 259	Règlement—	
High River Autoplex & RV pour		2 noms retenus ⁽¹⁾	69 747
Payce M.	1 223	Réclamation inférieure à 1 000 \$ (1)	144
Moir J.	1 150		69 891
Indemnité pour dommages à un bien—		Gendarmerie royale du Canada	
Société immobilière QBC	4 818	Programme de mise en application de la loi	
Paievements en vertu de la Loi canadienne sur les droits de la personne—		Autorité—Minutes du CT 780720	
Tulloch M.	6 500	Perte d'argent/de revenu—	
Feifel Broadbent Gareau en fiducie pour		2 noms retenus ⁽¹⁾	15 418
Paufe D.	5 000	Remboursement des coûts/dépenses—	
Trivedi K.	3 500	Nom retenu ⁽¹⁾	15 000
Règlement d'une plainte—		Règlements négociés MARC—Non-imposable—	
Huestis & Ritch en fiducie pour		7 noms retenus ⁽¹⁾	99 210
CMT Canadian Maritime Transport Ltd, Barge		Règlements négociés MARC—Imposable—	
Transport Inc and Detroit Windsor Truck Ferry Inc	400 000	8 noms retenus ⁽¹⁾	177 061
Hawn D.	3 200	Règlements négociés MARC—Imposable (transfert à un RÈER)—	
Justice Canada pour		Nom retenu ⁽¹⁾	8 200
Labelle M.	3 167	Règlement pour dommages provenant d'une détention injustifiée—	
Campagnoni D.	2 000	Allan Francis Pringle pour	
Kien V.	1 124	Hicks G.	12 000
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (83)	22 009	Dommages à un véhicule motorisé impliquant une tierce personne—	
	486 096	A M P Body pour	
Service correctionnel		Fudge C.	1 296
Règlement suite à une plainte déposée à la Commission canadienne des droits de la personne—		Alberta Motor Association Insurance Company pour	
2 noms retenus ⁽¹⁾	20 000	Armstrong M.	2 032
Indemnité pour les coûts de litige		Cheng S Y.	1 919
2 noms retenus ⁽¹⁾	8 000	Alianz Insurance pour	
Nom de détenu retenu ⁽¹⁾	2 500	Shur J.	4 288
Ville Marie Holding	1 000	Allstate Insurance Company of Canada pour	
Indemnité pour des erreurs et/ou des omissions du SCC—		Sandra J.	1 094
10 noms retenus ⁽¹⁾	936 000	Branch S.	1 385
Noms de 4 détenus retenus ⁽¹⁾	38 037	Ama Insurance pour	
Drumheller Stampede & AG Society	1 070	Van Dyke L.	2 313
Elkin Injury Law en fiducie pour		Avis Rent A Car pour	
Brenner J.	15 000	Houk E & L.	13 278
Indemnité pour perte et/ou dommages aux biens personnels—		Bamford's Collision Service Ltd pour	
Noms de 4 détenus retenus ⁽¹⁾	6 452	Crispo G.	2 050
Indemnité pour des cas reliés au travail—		Barnes Wheaton Chevrolet Cadillac pour	
10 noms retenus ⁽¹⁾	473 023	Barrow V.	1 266
Elizabeth Dyke en fiducie pour		Campbell D.	1 132
Kotlarz J.	2 000	Canadian Direct Insurance Inc pour	
Grooms R.	43 089	Waddell K.	3 108
Institut professionnel de la fonction publique du Canada en fiducie pour		Assurance Bouclier Canadien Nord pour	
Abounnaim C.	1 927	Colcleugh S.	2 945
Landheer B.	2 101	Welsford C N S.	2 494
Accident impliquant un véhicule motorisé—		Capri Insurance Services Ltd pour	
Leblanc M.	1 165	Ukrainian Catholic Eparchy of Western Canada	6 155
Manitoba Public Insurance.	9 915	Carcraft Bodyworks Ltd pour	
Ricardo T.	1 374	Einerssen E.	1 379
Roussy R.	1 042	Chandler & Cooper en fiducie pour	
Wilson R E.	3 238	Bennett R.	8 000

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Chapman Auto Body Limited pour		Dhother S	8 041
Stevens T	1 371	Diamond K	1 084
Coast Mountain Bus Company	6 181	Erickson M	1 804
Coglon J	1 100	Fraser D	1 269
Collision Clinic pour		Gaudet J	2 832
Hynes G	1 516	Gill G	2 252
Shea N	1 474	Gill P	11 647
Cromwell Restoration Ltd pour		Golley S	1 139
Country Lane Enterprises	3 238	Guzzo Z	1 554
Denver Lauridson pour		Heibein A	5 794
Lauridson D	1 094	Herda C	1 379
Deveau A	2 066	Huang J	6 211
Discount Car & Truck	5 868	Jeves D	6 763
Diversified Transportation	2 788	King P	1 050
Doyle R	1 200	Kong Y H	2 888
Dunbar L	1 000	Konickova L	8 524
Ellis Creek Autobody pour		Kopp R	1 695
Autobody Repair Shop of BC Ambulance Service	2 150	Leppine N	1 052
Enterprise Rent A Car pour		Lok H H	1 762
Arkininstall D	2 300	Loos P	7 252
Sutton J	1 386	Maan R	2 536
Enterprise Rent-A-Car	2 854	Marlatt V	1 173
Family Insurance Solutions Inc pour		McCabe S	3 657
Furman G	1 009	McQuarrie N	4 243
Hamakawa D	1 087	Mejlholm A	2 883
Tyers R	3 487	Mikota L	3 493
Walker L	10 579	Mo J	5 095
Frewin A	1 620	Nicodemus M	1 530
GMV Appraisals pour		Pawelchak D	2 962
Markowichuk T	1 017	Phillips T & C-L	1 012
Hak's Auto Body Ltd pour		Pohachoff W	2 924
Bacon R	1 582	Prince George Sanitation	6 758
Heavy Metal Auto Wreckers pour		Quesnel R B	2 089
Colyne D	1 177	Randhawa B	2 713
Heine D	1 148	Richardson J	1 168
Houle R	5 500	Sarbast A	2 871
Impact Auto Auctions pour		Scott J	4 342
Lesoway K	1 105	Shergill J	1 246
ING Insurance Company pour		Sipe L M	4 557
Brinkman M	5 864	Skuratow T	5 504
Tupper F	1 327	St Amand J	3 477
Tupper F	2 055	Stockli T	1 303
Mackie S	5 845	Stohr C	2 385
Pyra J	1 932	Sundar R	3 756
Shields E	1 799	Szasz A	1 554
St Pierre D	5 995	Thueringer C	1 944
Dunbar L	15 915	Toney S	1 136
Insurance Corporation of BC pour		Trodden A	2 455
671961 B C Ltd	1 566	Twemlow E D	2 234
Bay L	1 665	Uno K	2 087
Beers V	3 522	Vanlissum A	1 395
Bischke J	8 758	Wai W K	3 071
Buehler R	2 631	Watt M	1 927
Carson J	1 885	Whalley Hiway Taxi Ltd	1 028
Carter M	1 121	Wilds D	1 373
Chaube N	1 686	Wipper P	2 252
City of Port Alberni	1 717	Wood S	1 533
Cohen D	1 571	Yee K Y	1 094
Cory C	2 152	York J	1 306
Deng H P	1 047	Islandview Auto Body pour	
Dhahani J	2 217	Hendrick J	1 903
Dhanju J	13 518	It's Party Time Rentals	2 220

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
J J Barrington Wheel and Alignment and Autobody Ltd pour		MBI Ltd	1 453
Bowering M.	1 088	Padbury L	1 785
Kelly's Towing	6 306	Peter Ballantyne Indian Band	6 500
Kingsway General Insurance Company pour		Poelzer K	1 135
Williams G.	3 154	Poulin D.	2 361
Knopp M.	1 871	Wieclawski T.	8 390
Labrador Motors Ltd pour		Security National Insurance Company pour	
Nuna R.	2 875	Jessome W.	4 003
Lau S.	1 102	Shaw J.	2 820
Lee H E.	1 761	Sobeys Capital Inc.	5 015
Lennox L.	8 488	State Farm Insurance Companies pour	
Lombard Canada Ltd	4 301	Abebayehu A.	1 701
Manitoba Public Insurance Corporation pour		Lomibao D.	3 706
Ander J.	2 100	Sutton J.	3 210
Caldwell D.	1 000	TBT Makowichuk Enterprises Inc pour	
Forest R.	2 574	Campbell T.	21 046
Kowalke M.	7 442	Telus Communications	1 381
McKay S/D	4 807	The Citadel Assurance Company pour	
Penner S.	3 210	Mansfield T.	4 193
Strahl L.	2 549	The Co-Operators Insurance pour	
Taylor J.	4 702	Clark F.	3 480
Thompson D.	1 356	Feldberg M.	2 214
Amel D.	2 312	Kong E.	3 559
Beaurivage K.	5 593	Torbey C.	16 840
Nychuk L.	2 742	The Economical Insurance Group pour	
Waldbauer C.	1 573	Bruhm T.	9 789
Monashee Powder Snowcats Inc pour		Thomas R.	1 500
Morgan T.	2 200	Touch of Class Autobody pour	
Moray Autobody & Truck Centre pour		Mulholland I.	2 290
Khoutxaysana A.	2 264	Tupper D & F.	1 000
Nahanni Construction Ltd pour		Unifund Assurance Company pour	
JSL Mechanical Installations Ltd	10 073	Murphy T K.	2 187
Ocean Pacific Restoration Ltd pour		Wawanesa Insurance Company pour	
Hansen F.	1 973	Wilkinson H.	5 955
Pai-Pa Taxi.	1 321	Wawanesa Mutual Insurance Company pour	
Pike Wheaton Chevrolet Oldsmobile Ltd pour		Little M.	1 719
Arkininstall D.	12 437	McMurphy K.	2 756
Pluto Autobody Ltd pour		West Lease.	20 150
Gerow M.	1 249	Woodridge Autobody pour	
Purolator Courier	3 067	Wunderler N.	1 370
Ratcliff & Company pour		Yanxia Z.	1 189
Cowichan Indian Band	5 000	Yazinchuk W.	1 284
Righton O P.	1 000	Règlements pour blessures/fatalités à la suite d'accidents de voitures—	
Riverview Motors pour		Nom retenu ⁽¹⁾	25 000
Stroud L.	5 685	Actus Law en fiducie pour	
Royal & Sun Alliance pour		Hachey W.	120 000
Applegarth L.	4 648	Adam I.	7 500
Salmon River Collision Repair Ltd pour		Allan R.	2 500
Hudson D.	1 735	Barry Spalding en fiducie pour	
Saskatchewan Government Insurance pour		Ward N L.	21 100
Begon J.	6 771	Becker Mathers en fiducie pour	
Beierbach H.	2 983	Jeves D P.	20 000
Buhi T.	2 712	Rizzo A.	65 000
De Jong S.	5 800	Benson Edwards en fiducie pour	
Faulconbridge G.	3 176	Kahl J.	30 000
Hanson E.	2 566	Bidder M.	2 000
Laliberte S.	1 281	Boyle & Company en fiducie pour	
Lefebvre D.	1 053	Miller A B.	42 000
Leibel J.	8 625	Bridget Jacob en fiducie pour	
Markewich D.	5 078	Dersch J.	36 753
Master Maintenance	7 334		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Campbell & Van Doesburg en fiducie pour		Macaulay McColl pour	
Paul E.	3 546	Saunders M.	20 000
Campbell Redmond en fiducie pour		MacIsaac & Company en fiducie pour	
Fraser M.	12 000	Bird C G.	13 000
Waskul N V.	15 500	MacMillan Tucker & MacKay en fiducie pour	
Cantini Law Group en fiducie pour		Hiebert F T.	150 000
Tardif L.	12 000	Matthews McCreia Elliot en fiducie pour	
Carson J.	4 500	Delong N.	13 167
Chase D & H.	25 000	Delong N J.	15 143
Drysdale Bacon McStravick pour		Mattu H.	3 500
Sardinha T.	143 424	McCabe S.	1 000
Fasken Martineau Dumoulin LLP en fiducie pour		McComb Witten en fiducie pour	
Bortolin J.	25 000	Lam J.	6 500
Findlay Gunnell Sandor pour		McKercher McKercher & Whitmore LLP pour	
Barre S.	18 659	Benson H.	385 000
Fitzpatrick Investigative-Security pour		McNally Cumming Raymarker en fiducie pour	
Hayworth L.	2 650	Bowman T.	21 453
Frank M Turco & Associates en fiducie pour		Bowman T.	21 453
Biadgilign S.	45 000	McNeney & McNeney en fiducie pour	
Fraser Milner Casgrain pour		Quiring S.	110 000
Heimbreckner B and Labrecque S.	11 273	Merrick Jamieson Sterns Washington pour	
Fritz Lail Shirreff & Vickers pour		Ettinger D.	116 000
Chapman E.	92 000	Miller Thomson pour	
Gillespie Renkema Barnett Broadway pour		Chan J.	15 000
Granitto R.	17 554	Boychuk J.	22 253
Grundy P.	3 020	Murphy Battista en fiducie pour	
Hammerberg Altman Deaton & Maglio pour		McVea A & S.	19 060
Brant L.	1 000	McVea A & S.	117 645
Harris & Brun en fiducie pour		Noel Urquhart Hayes en fiducie pour	
Horvath J.	187 500	Lebouthillier N.	2 500
Hayre D.	5 000	North East Physiotherapy Nor'Est pour	
Higson Apps Law Corporation pour		Brideau S.	1 665
Danzcak A.	125 000	Nowosad & Company en fiducie pour	
Holmes & Company en fiducie pour		Nickerson J.	2 250
Hansen J & M & R.	38 000	Orchard R.	3 000
Insurance Corporation of BC pour		Piche C.	4 000
Kachluba R.	7 000	Pierre S Soucy en fiducie pour	
Pyke R.	20 000	Muckler A.	18 000
Vriand C.	1 301	Phil & Associates en fiducie pour	
Insurance Corporation of Newfoundland pour		Leong L.	120 000
Hayworth L.	4 587	Pipella Warren en fiducie pour	
J Christopher Nagle P C Inc pour		Tourond R.	833 236
Leblanc.	25 000	Presse Mason en fiducie pour	
J M Le Dressay & Associates pour		Hamelin A.	42 500
Ross M C.	18 000	Ryan B.	26 000
Jacob B.	16 000	Shaheen D.	10 000
John S Arnold Law Corporation en fiducie pour		Rabb S.	73 000
Salivaras H.	10 000	Richard M Brooks en fiducie pour	
Kane Shannon & Weiler en fiducie pour		Nevdorf T.	7 500
Watson S.	65 000	Robert Wood & Company Law pour	
Kilthau R.	9 500	Sloof J.	40 000
Kim K-H.	2 500	Rogers Bussey en fiducie pour	
Ladha I.	16 500	Crocker W.	400 000
Landry McGillivray en fiducie pour		Ross Todd & Company en fiducie pour	
Corinne E.	19 500	Berezuk J.	9 000
MacPhail T.	12 500	Saskatchewan Government Insurance pour	
Lindsay Kenney en fiducie pour		Harrison R.	5 755
Scott J.	33 800	Sauve M.	10 000
Loos P.	5 000	Simpson Thomas & Associates en fiducie pour	
Lorraine E Streitmeir en fiducie pour		Heidman B.	17 500
Day I.	16 900	Slater Vecchio en fiducie pour	
		Bellis B.	300 000

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Smith & Smith en fiducie pour		Règlements pour blessures physiques, tension nerveuse	
Matchett S	44 000	et/ou douleur et souffrance—	
Smith Wilkinson pour		Nom retenu ⁽¹⁾	7 500
McCarthy A	18 000	Chivers Kanee Carpenter Lawyer en fiducie pour	
Sporer Mah & Company en fiducie pour		Leach G	45 000
Ishii R	4 500	Gordon J Dykstra en fiducie pour	
Stewart McKelvey Stirling Scales pour		Jackson G	8 357
Bassett D	4 000	Iwasiuk V	98 000
SVS Lawyers en fiducie pour		Kruger R-L and Wilkinson H	4 807
Heer M	9 000	MacIsaac & Company en fiducie pour	
Ted Boe Law Corporation pour		Soto H	120 000
Jack S	2 500	Roy S	2 000
Lang B	3 435	Warner Bandstra Brown en fiducie pour	
Smycniuk M	3 000	Koelmy R	25 000
Therrien B	6 600	Règlements pour dommages d'ordre général, douleur et	
Thomas A Davies en fiducie pour		souffrance—	
Wood J	275 000	4 noms retenus ⁽¹⁾	367 837
Wagner and Associates en fiducie pour		Osborne G Barnwell en fiducie pour	
Cotroneo J C	52 000	Smith D & V	43 500
Walley P Lightbody Q C en fiducie pour		Reynolds Mirth Richards & Farmer LLP en fiducie pour	
Denroche S	6 500	Heron W	1 500
Wunderler N	2 000	Roach Schwartz & Associates en fiducie pour	
Yee D	2 000	Smith U R	17 500
York J	1 000	Règlement pour perte de revenu—	
Règlements pour dommages suite à des blessures personnelles,		Nom retenu ⁽¹⁾	50 000
assaut, fausse arrestation, force excessive, perte de		Règlement pour une poursuite malveillante—	
revenue et négligence—		Nom retenu ⁽¹⁾	2 200 000
4 noms retenus ⁽¹⁾	112 267	Règlement pour les frais de litigation—	
A Cameron Ward & Company pour		Nom retenu ⁽¹⁾	2 000
Dickson C	25 000	Fiorolla Glavin Gordon en fiducie pour	
Blaise MacDonald en fiducie pour		Brown J	1 785
Coleman W R	40 000	Règlement suite à des dommages de biens personnels,	
Burke Thompson en fiducie pour		propriété privée, immeubles, terrain et animaux—	
Ross D	8 500	A Cameron Ward & Company pour	
Campbell S B	2 000	Wang T	70 000
Duhamel Manning Feehan en fiducie pour		Wang T	7 490
Bigelow D	43 000	Alberta Ministry of Health pour	
Fan & Company Law Corporation en fiducie pour		Regan P	2 793
Zhao C J	27 000	Armstrong Law en fiducie pour	
Gertsch B	7 000	Cote M	7 500
Gibson Kelly & Ives pour		Beaulieu P	2 795
Ratcliffe V	15 000	Bissett D & P	86 698
Howard Rubin Law Corporation en fiducie pour		Bob's Towing Ltd	9 647
Jefrey B	46 000	Brown C	6 270
James H Brown & Associates en fiducie pour		Clarkes Liquidation Limited pour	
La succession des frères Williams	10 000	Clarke G	2 110
Kratchmer V	46 500	Dania Society pour	
Mayer Dearman & Pellizzar en fiducie pour		Dania Manor	1 797
Garrioch A	3 500	Deer Park Inn	1 764
McNee S	1 000	Dowell S	1 000
Piche & Company en fiducie pour		Eskasoni Fish & Wildlife Commission	9 225
Chamber A	5 000	Findlay Gunnell Sandor pour	
Reed J A	1 500	Roberts A	15 362
SRC Law Corporation en fiducie pour		Fitzsimmons M	5 000
Chorbajian J	15 000	Francoeur R	1 575
Ted Boe Law Corporation pour		Guay J	5 000
Brown L M	15 000	le haut-commissariat de la Malaisie	5 391
Vertlieb Anderson en fiducie pour		ING Insurance Company pour	
Taylor K	300 000	Tran T T	2 251
White Ottenheimer & Baker en fiducie pour		Insurance Corporation of BC for	
Bradbury T R	55 000	Charette G	1 031

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
James H Brown & Associates en fiducie pour Regan P	14 037	Règlement hors cour relativement à une soumission rejetée— EBC en fiducie pour Lebel Avocats	200 000
Johnston and Company en fiducie pour Urbanovitch C.	10 000	Règlement d'une poursuite— Bastien Morand Blanchette	3 000
Krukowski R.	2 000	Règlement suite à une plainte relativement à une soumission— Freeman Decorating Ltd.	2 500
Major D.	1 084	Paiement des frais de règlement— McNally Construction Inc.	181 767
Melanson C.	1 440	Règlement suite à des dommages de propriétés causés par de la moisissure— Forfar C A	3 000
Merle Campbell Law Corporation pour Hazelman C T.	20 000	Règlement de réclamation relativement au Régime de pensions du Canada— Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour Sukhwinder S.	4 918
Murphy Murphy & Mollins en fiducie pour Sunbury Transport	95 000	Indemnité pour des conseils reçus— Comptabilité de pension de retraite.	13 300
Nerbas J & Nason R.	2 179	Réclamation pour véhicule endommagé— Tessier M.	1 517
Obasohan J.	2 000	Remboursement pour des frais judiciaires et de l'indemnité pour des pertes de profit— CSI Consulting Inc.	21 994
On Side Restoration Service Ltd pour Kreuzer C.	1 846	Règlements hors cour pour la perte de revenus— Dufour Mottet	15 000
Parlee McLaws en fiducie pour Richter K.	5 350	Indemnité pour les pertes de profits— ZENON Environmental Inc.	3 935
Philip N Williams Personal pour Fred A A	12 500	Réclamation pour dommages— Doré D.	1 176
Portage La Prairie Mutual Insurance company pour Neuschwander C.	3 603	Accident impliquant un véhicule motorisé— Insurance Corporation of BC en fiducie pour Melin R.	1 092
Powell's Sport Centre pour Keefe C.	1 520	Réparation pour les dommages à un véhicule— Dylan Gardner en fiducie pour Vernon Star Autobody	1 679
Robert P Campbell Law Office pour Clarke T.	5 000	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (15)	2 849
Royal & Sun Alliance Insurance pour High Commission of Malaysia	4 894		460 187
Tees Kiddle Spencer en fiducie pour Goodwin C.	5 000	TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)	
Trewhitt A.	4 181	Ministère	
Warkentin E.	1 480	Règlement d'un grief relatif à la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> — Clark T.	2 000
Zilli R.	2 680	Accident impliquant un motoneige— Patterson P.	100 000
Règlements pour la perte, destruction et dommage à des pièces à conviction— Arkinstall J.	30 640	Règlement en vertu de la convention collective en relation des heures de repas— Les Services McKinnon Inc.	9 266
Arkinstall S.	1 000	Règlement en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> — Griffiths H.	52 500
Beaton's Towing	2 212	Maan A.	40 000
Key Mill Construction Ltd pour Alouette River Management Society	10 755	Mangat J.	7 000
Règlements pour violation de la charte des droits — Falconer Charney en fiducie pour Smith L.	5 000	Yan M.	5 000
Règlement suite à une plainte déposée à la Commission canadienne des droits de la personne— 6 noms retenus ⁽¹⁾	163 715	William Robebothan McKay & Marshall	8 000
Indemnité pour le vol de véhicule de location— Bennett Fleet Leasing Ltd	24 804	Pint Breen Larkin	10 750
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (342)	151 937	Raven Allen LLP.	3 653
	10 490 598	Keeler Rose	16 000
	12 752 233		
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
Règlement de réclamation pour un contrat attribué à une autre firme— Harold L Doherty en fiducie pour Gahan P R	1 000		
Règlement de réclamation pour une plainte de harcèlement— Nom retenu ⁽¹⁾	1 460		

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—Fin

Détail et bénéficiaire	Montant		Montant
	\$		\$
Indemnité suite à des dommages de propriétés à cause de contamination—		CONSEIL DU TRÉSOR	
Forfar C A	3 000	Secrétariat	
Règlement de réclamation relativement à une responsabilité contractuelle—		Règlement de médiation—	
Toronto Port Authority	35 000 000	Nom retenu ⁽¹⁾	20 000
Règlement pour des dommages provenant d'une collision entre le Island skipper et le Canadian explorer—		ANCIENS COMBATTANTS	
American Home Insurance Company	70 000	Règlement d'un désaccord relié aux avantages sociaux—	
Règlement résultant d'une erreur d'interprétation de loi sur la réglementation de collision—		TPSGC (Division des pensions de retraite):	
Age Incorporated	140 000	en fiducie pour	
Règlement d'un appel—		Campbell S	10 675
Nakagawa Keith Sigeur	3 000	Règlement d'un enjeu relié aux relations de travail—	
Règlement résultant d'une erreur d'interprétation du règlement d'aviation civile—		Gilbert, McGloan & Gillis en fiducie pour	
Cain Lamaree Casgrain Wells SENC	7 233	LeBlanc, G.	2 156
Règlement résultant d'une erreur d'évaluation du processus de soumission—		Règlement d'un désaccord de l'après-mandat—	
McCarthy Tetrault LLP	90 000	Sanders L	73 287
Remboursement de paiement de location annuel pour le Canada—		Règlement de réclamation pour une plainte de harcèlement—	
Gowlings LLP en fiducie pour		Nom retenu ⁽¹⁾	20 000
Nav Canada	2 547 761	Règlement de réclamation pour dommages d'un automobile causés par une branche qui est tombée—	
Martel Chief Pat et Hay River Dene Band	175 000	Cardinal M.	5 141
Règlement pour des dommages résultant d'un accident d'automobile—		Règlements pour blessures à la suite d'une chute sur l'escalier—	
Insurance Corporation of BC	2 281	Tranier J.	4 000
Hammerberg Altman Beaton & Maglio	31 000	Réclamations inférieures à 1 000 \$ (2)	1 412
Règlement pour des blessures provenant du sombrage du True North II—			116 671
Donnelly and Murphy	75 683	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
Réclamations inférieures à 1 000 \$ (5)	1 879	Règlement de réclamation relatif à l'emploi—	
	<u>38 401 006</u>	4 noms retenus ⁽¹⁾	256 942
		Total	<u>110 506 786</u>

⁽¹⁾ Nom retenu en vertu des conditions du règlement.

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Cet état fournit, par portefeuille ministériel, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces

paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire, consenti à titre de don dans l'intérêt public sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non.

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Ministère		Allocations pour frais de chauffage—	
Indemnisation pour effets personnels endommagés, perdus ou volés—		17 034 indemnités @ 125 \$	2 129 250
Bélanger S	357	3 020 indemnités @ 250 \$	755 000
Carr P L	205	Remboursement des frais encourus suite à une erreur administrative—	
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	90	Baker R	420
	652	Bell A	179
Agence canadienne d'inspection des aliments		Bernfeld L	474
Indemnisation pour les cotisations syndicales payées en trop—		Coccimiglio W	120
Cabaj R	122	Feliciano T	222
Clark L	807	Holgate R	89
Doyle T	577	Rumbaoa M	709
Findlay J	1 537	Welsh D	140
Robinson G	374	Remboursement de frais encourus pour se conformer à la politique sur les conflits d'intérêt—	
Rutt S	1 628	Lim W	555
Shields L	1 042	Indemnisation pour effets personnels volés au cours d'un voyage d'affaires—	
Wieleba J	255	Dressler H	119
Paiements inférieurs à 100 \$ (4)	186	Erdody L	128
	6 528	Tessier A	387
Commission canadienne des grains		Remboursement d'un billet d'avion payé par une employée qui a abrégé ses vacances pour assister une retraite—	
Remboursement des avantages du RSSFP—		Peach L	362
Vandenbroere A - RSSFP	698	Remboursement de frais encourus dû à un changement de plan à la demande de la direction—	
Objet: Relevé de dommages, navire Gordon C Leitch—		Beverley J	327
Goderich Elevators	8 050	Ménard L	500
Traitement au centre de réadaptation—		Indemnisation pour endommagement d'effets personnels dû à l'état des lieux—	
Centre Corps Ame et Esprit	3 705	Grant J	138
Programme de traitement en établissement—		Lorusso T	106
Centre Corps Ame et Esprit	3 100	Paiements inférieurs à 100 \$ (71)	2 609
Fraser Health Authority	2 100		2 891 834
	17 653		
	24 833		
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère		Ministère	
Indemnisation pour le remplacement d'un palm pilot—		Paiements inférieurs à 100 \$ (2) 78	
LaPierre G	655	Bibliothèque et Archives du Canada	
Indemnisation pour le remplacement des biens personnels volés durant un voyage d'affaires—		Contravention de stationnement lors de déplacement pour le travail—	
Parsons A	1 000	McEwen M 141	
	1 655	Service d'ambulance lors d'un accident au travail—	
		Charbonneau M 122	
		McCormick P 129	
		Robitaille S 129	

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Indemnisation pour erreur administrative lors du paiement d'indemnité de départ—		Indemnisation pour déductible des assurances pour véhicule endommagé—	
Wright G	190	Best G et Steve Lewis Autobody	100
Paievements inférieurs à 100\$ (5)	284	Lavoie D	100
	995	Remboursement pour lunettes brisées—	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones		Marois S.	328
Paievements effectués par l'entremise de firmes d'avocats pour le règlement hors cours de réclamations d'abus—		Parsons W	215
Noms retenus ⁽¹⁾	16 225 783	Smith V	575
		Tomasino P	442
Commission de la fonction publique		Réparation d'un véhicule endommagé—	
Paievement inférieur à 100 \$ (1)	46	Wong L.	479
		Paievement inférieur à 100 \$ (1)	50
	16 226 902		4 717
			14 518
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		FINANCES	
Ministère		Ministère	
Paievements inférieurs à 100 \$ (3)	155	Paievement inférieur à 100\$ (1)	45
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		Bureau du surintendant des institutions financières	
Remboursement pour effet personnel endommagé—		Indemnisation pour effets personnels perdus—	
Kideckel N.	109	Goldstein G	259
Paievement inférieur à 100\$ (1)	58	Paievement inférieur à 100 \$ (1)	80
	167		339
	322		384
ENVIRONNEMENT		PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère		Ministère	
Indemnisation pour dommage aux biens personnels—		Indemnisation pour effets personnels perdus/endommagés—	
Charbonneau L	118	Barclay CE.	503
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		Bateman G	460
Honoraires pour assister à des réunions de groupe de travail et pour fournir du conseil d'expert—		Bordeleau B	531
Belanger J	800	Boudreau C	261
Chapman P.	650	Brown JB	379
Ignace L	325	Claveau J	161
Jantzi M	975	Gregoire G	178
Lizee M	325	Jodoin R	349
Stewart G	325	Leonard J	287
Tharp W	975	Mackay C	278
Wiebe J	5 308	McIlvenna M	283
	9 683	Pilgrim J	698
Agence Parcs Canada		Robinson M	259
Réclamation pour des vêtements—		Rogers B	131
Brassard M.	100	Roy B	366
Guimont J	100	Slaney B	159
Bateau endommagé—		Smith SG	395
D. Haddow I	425	Trognitz RW	238
Dommage fait à une remorque—		Remboursement des cotisations syndicales—	
Noreau J	318	Landry D	4 495
Perte de nourriture—		Smith J	1 081
Fradet L	125	Règlement de cotisation syndicale en raison d'un changement d'unité de négociation—	
Réclamation d'assurance pour véhicule endommagé—		Association canadienne des agents financiers	
Desjardins Assurances générales	316	O'Leary DSM	325
Rivard J	1 044	Guilde de la marine marchande du Canada	
		Lanteigne GJ	266
		Lemma A	181
		London DJ	893
		MacEachern D	354
		MacIntyre JT	716

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
McGuigan K	177	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Monk SL	177	Ministères	
Paiements inférieurs à 100 \$ (22)	1 451	Ressources humaines et développement des compétences	
	16 032	Remboursement des coûts engendrés suite à la modification des besoins organisationnels—	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		Wintemute D	240
Ministères		Remboursement de biens personnels volés alors qu'ils étaient utilisés dans le cadre du travail—	
Affaires étrangères		MacLaurin D	494
Indemnisation en raison d'un accident de voiture—		Staub H.	2 000
L Joachim, J Laurent, R Louis, T Polémise, S Richardson, E M Saget, S Sylvain, S Sylvain	45 000	Szeto E.	391
Règlement d'une poursuite civile—		Indemnisation pour des tâches effectuées à une classification supérieur—	
Me Guilbault P en fiducie pour Dorsainvil F.	20 000	Ikeno B.	7 809
Me Guilbault P	5 000	Remboursement de coûts engendrés à la suite d'une erreur administrative—	
Remboursement de frais d'avionre. situation d'otage en Irak—		Cloutier B	672
Desjardins R	3 485	Flora A	1 082
Hunt D	746	Paiements inférieurs à 100 \$ (8)	251
Laframboise D.	1 891		12 939
Loney E	1 891	Développement social	
Loney M.	1 403	Remboursement des dommages sur un véhicule et effets volés—	
Indemnisation pour des réparations due au vandalisme—		McFarland A	728
Ambassade de la République islamique de l'Iran	7 857	Indemnisation pour travail bilingue effectué dans un poste non-bilingue—	
Remboursement des frais de voyage—		Rousseau L	245
Brady K	500	Remboursement d'effets volés sur les lieux de travail—	
Ghulati S	404	Boucher S	174
Lundstrom C	655	Indemnisation pour un manteau endommagé—	
Pinkerton C	335	Head T	117
Yau J.	692	Remboursement des coûts pour le remplacement de documents perdus par le ministère—	
Indemnisation pour dommages causés par un accident de travail—		Singh	135
Talbot V	184	Watson	141
Remboursement pour vêtements d'un employé—		Paiements inférieurs à 100 \$ (49)	2 016
Nué J	118		3 556
Relié au voyage—		Total des ministères	16 495
Leroux A	11 200	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	59	Ministère	
	101 420	Manque de traité après la réconciliation des paiements de traité pour la période 2005/2006	
Agence canadienne de développement international		Nelson B	377
Indemnisation pour vol d'argent comptant lors d'une mission à Kaboul—		Paiements inférieurs à 100 \$ (2)	117
Florida P	1 347		494
Fuller J.	684	INDUSTRIE	
	2 031	Ministère	
	103 451	Changement de la fréquence des radios—	
GOUVERNEUR GÉNÉRAL		Municipalité de Sainte-Sophie.	414
Paiement d'indemnisation pour une dépense non remboursable—		Indemnisation pour des souliers endommagés—	
Barlow C	956	Dubois J.	124
SANTÉ		Paiements inférieurs à 100 \$ (2)	106
Ministère			644
Indemnisation pour effets personnels endommagés—			
Flowers A.	50		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Agence spatiale canadienne		Gross CJ	124
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	38	Hall J	334
		Hamelin V	241
Conseil national de recherche du Canada		Idzerda L	249
Indemnisation pour vêtements endommagés—		Jackson G	276
Henderson M	100	Kelly L	132
		Kingsley B	236
Statistique Canada		Le M	230
Indemnisation pour un téléphone cellulaire—		Leblanc H	110
Joinville K	201	Lessard C	260
Indemnisation pour nouvelles lentilles cornéennes—		Levesque-Théberge F	175
Allin K	236	MacDonald B	173
Paiements inférieurs à 100 \$ (5)	141	Makeen K	100
	578	Marceau JS	271
	1 360	Masood RK	400
		Massé LD	177
JUSTICE		McBride GA	387
Ministère		McDuff I	193
Indemnisation pour un téléviseur qui a été envoyé au centre		Moreau J	390
de disposition des biens de la Couronne par erreur—		Mutch K	300
Gliner H	350	Nelson DW	150
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	21	Park B	212
	371	Perreault M	258
		Picard MA	104
Commission canadienne des droits		Potvin M	192
de la personne		Rose R	245
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	65	Simoneau-Chatigny Y	102
		Smith RCC	9 280
Commissariats à l'information et à la		Stickey SS	238
protection de la vie privée du Canada		Stocker A	238
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	75	Tehami AM	236
	511	Vincent MA	241
		Vivekanantharaja M	119
DÉFENSE NATIONALE		Indemnisation pour perte de biens personnels—	
Ministère		Canicchio M	153
Indemnisation pour biens personnels endommagés—		Dawson E	240
Anido P	265	Leclerc M	225
Aubé G	216	Morrisey T	401
Aucoin MP	297	Simard LM	200
Baril C	112	Indemnité financière—	
Bélanger-Lamonde A	167	Bonn Law Office pour Bradford D	30 000
Bernard M	295	Bradford C	763 000
Bernier J	163	Fortin C	100
Berthiaume M	188	Governor General's Horse Guards	8 161
Boucher S	240	Michaud M	102
Browning SA	222	Sundvall AJ	549
Burton M	314	Tanner W	3 967
Cardona J	111	Thomson R	29 707
Carpenter REW	199	Indemnité pour expériences chimiques—	
Casasola SA	294	Adams DL	24 000
Cha IY	377	Aikman WR	24 000
Chaha R	151	Alexander PV	24 000
Cheung H	230	Almey B	24 000
Delaney M	456	Amor AW	24 000
Djeroud S	417	Anderson G pour Anderson OT	12 000
Gahol N	347	Anderson R pour Anderson OT	12 000
Gervais N	280	Anderson RE	24 000
Goinet KS	149	Andriash J	24 000
Graham S	311	Archibald J pour McRitchie J	4 800
Grains D	283	Ashmead MJ pour Ashmead T	24 000
		Bale RJ pour Bale M	24 000
		Balogh L	24 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Barber HG	24 000	Cowan SD	24 000
Barnes NR	24 000	Craig RW	24 000
Barvir JG	24 000	Cullis JA	24 000
Basciano PE	24 000	Dacyk P	24 000
Beach M pour Kinsey G	6 000	Dafoe C pour Dafoe M	24 000
Beaulne R	24 000	Dansereau C pour Hamoline O	3 000
Bell RJ pour pour D	24 000	Danyliw J	24 000
Bencharki S pour Robertson C	12 000	Darling AA	24 000
Benderite H pour Sanftleben R	6 000	David M	24 000
Berg D pour Berg D	24 000	Davis L pour Davis H	24 000
Birkett KG pour Birkett J	24 000	Davis MJ	24 000
Birrell T	24 000	Degner HE	24 000
Boileau PG	24 000	DeMacedo CJ	24 000
Bonnetta D	24 000	Demchuk R pour Demchuk A	8 000
Bonneville R	24 000	Demchuk W pour Demchuk A	8 000
Bouchard S	24 000	Demma GH	24 000
Boyd H	24 000	Dicaire L pour Dicaire YH	24 000
Braden S pour Braden V	24 000	Dietz L pour Dietz B	24 000
Braithwaite L pour Brown JE	24 000	Drayton RJ pour Drayton D	24 000
Breen OH	24 000	Drinkwater RG	24 000
Brennan M pour Winkler H	4 800	Drover L	24 000
Broening W pour Hartwucj E	24 000	Dumanskyi R	24 000
Brooks AA pour Brooks A	6 000	Dumont A pour Dumont M	24 000
Brooks BD pour Brooks A	6 000	Eckert EA	24 000
Brooks R pour Brooks A	6 000	Ellerman O pour Ellerman W	24 000
Brooks RC pour Brooks A	6 000	Emmons M	12 000
Brousseau S pour Brousseau J	24 000	Emmons R	12 000
Brown D pour Barlow R	12 000	Empey CL	24 000
Brown MD	24 000	Evans P pour Evans E	24 000
Bucsis R pour Bucsis R	24 000	Evans WH	24 000
Bullock TA	24 000	Eveleigh WE	24 000
Buskin S pour Buskin E	24 000	Ewenin E pour Ewenin C	12 000
Butler EC	24 000	Ewenin T pour Ewenin C	12 000
Cadeau GJ pour Cadeau D	24 000	Exécuteur L. Johnston en fiducie pour la succession de R. James	24 000
Calen GW	24 000	Farley FJ pour Farley O	24 000
Callen P	24 000	Farrance H	24 000
Cardinal JH pour Cardinal L	24 000	Farrell R	24 000
Careau D	6 000	Fildes J	24 000
Careau JD	3 000	Finkbeiner S	24 000
Careau M	9 000	Firth HM	24 000
Carle P	24 000	Fjoser V pour Fjoser U	24 000
Carlson JG pour Carlson M	24 000	Francey J pour Francey V	24 000
Cartwright C	24 000	Frank J pour Zacher J	1 846
Cavers RB	24 000	Frazer D	24 000
Champigny L pour Champigny R	24 000	Gabourie JR pour Gabourie N	24 000
Charron RP	24 000	Gabriel S pour Gabriel DG	8 000
Chenier F pour Chenier J	24 000	Gagne JC pour Cote PE	8 000
Cherewka J	24 000	Gagne JM	24 000
Chess J	24 000	Galligan JD	24 000
Cheverie PJ	24 000	Garrett JS pour Garrett F	24 000
Clappison AR	24 000	Garside T pour Garside D	24 000
Clark JL	24 000	Gaucher P	24 000
Clawson K pour Sanftleben R	6 000	Gaudreau M	3 000
Clayton JH	24 000	Girouard J pour Girouard GC	12 000
Clyne LJ	24 000	Glass S pour Glass G	24 000
Connell R	24 000	Gobin CH	24 000
Connolly ER	24 000	Goble LS	24 000
Cornick WF	24 000	Godfrey C pour Godfrey O	24 000
Cote Gagne P pour Cote PE	8 000	Gomes CRJ	24 000
Cote J pour Cote PE	8 000	Gordon JC	24 000
Cote P pour Black C	8 000		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Gordon WN	24 000	Keeler W pour Keeler DS	24 000
Gower OE	24 000	Kelsey C pour Kelsey JN	4 800
Graff H pour Graff C	24 000	Kelsey H pour Kelsey JN	4 800
Green H	24 000	Kelsey K pour Kelsey JN	4 800
Green RV	24 000	Kelsey M pour Kelsey JN	4 800
Greenwald J	24 000	Kennedy PJ	24 000
Gregoire O	24 000	King R pour King A	24 000
Griswold JD	24 000	Kinsey G pour Kinsey G	6 000
Grummett GR	24 000	Kinsey W pour Kinsey G	6 000
Gulka J	24 000	Korinetz J pour McClure I	24 000
Hagel D pour Zacher J	1 846	Kostiew DM	24 000
Hagel L pour Zacher J	1 846	Kostuik S	24 000
Hall D pour Demchuk A	8 000	Kovach L	24 000
Halsall RT	24 000	Krampl V pour Krampl J	2 161
Hamilton J pour Zacher J	1 846	Krepps DK	24 000
Hamoline L pour Hamoline O	3 000	Krushelnicki N	24 000
Hampton A	3 429	Kucy H pour Gabriel DG	8 000
Hampton J	3 429	Kumze RA	24 000
Hampton L	3 429	Kushnier JS pour Lakaschus A	24 000
Hampton R	3 429	Labossiere G	24 000
Hampton T	3 429	LaCroix CH	24 000
Hande BG pour White M	8 000	Ladouceur D pour Ladouceur F	4 800
Hande S pour White M	8 000	Ladouceur G pour Ladouceur F	4 800
Hank V pour Newton A	6 000	Ladouceur R pour Ladouceur F	4 800
Harasewich M pour Harasewich T	24 000	Ladouceur T pour Ladouceur F	4 800
Harder TD	24 000	Ladouceur W pour Ladouceur F	4 800
Harrington LM	24 000	Lajoie A	24 000
Hawrys B pour Hawrys E	24 000	Laliberte L	24 000
Hayward AT	24 000	Lambert L	24 000
Hecker W pour Hecker WJ	24 000	Lamoureux RL	24 000
Heckpouard EF	24 000	Landry Y pour Landry E	24 000
Hegland A	24 000	Lang D pour Merkley AJ	4 800
Heil WL pour Heil F	24 000	Langlois M	24 000
Heilman L pour Zacher J	1 846	Lanthier M	24 000
Hein J pour Hein R	6 000	Lattenville JW pour Lattenville M	24 000
Heinz R pour Zacher J	1 846	Leclair C	24 000
Heringer CW pour Heringer A	24 000	Leitch HG pour Leitch T	24 000
Higdon WJ	24 000	Lepine AJ	24 000
Higgins JH	24 000	Leslie WH	24 000
Higham E pour Higham A	24 000	L'Heureux JP	24 000
Hillman A pour White M	8 000	Light R pour Light H	24 000
Hogg WA pour Hogg M	24 000	Lindsay JTK	24 000
Holmes LS	24 000	Loyie CJ	24 000
Hooper LN	24 000	Lucas F pour Lucas I	24 000
Howarth G pour Howarth Y	24 000	Lucas RG	24 000
Hyra C pour McRitchie J	4 800	Luscombe N pour Luscombe B	24 000
Hyra D pour McRitchie J	4 800	MacIntosh RL	24 000
Hyra K pour McRitchie J	4 800	MacKenzie DA	24 000
Hyra R pour McRitchie J	4 800	MacKenzie K pour MacKenzie D	24 000
Ingram E	24 000	MacKiinaw C pour Waqtter M	12 000
Irwin A pour Newton A	6 000	MacKinnon J	24 000
Jackson J	3 429	MacNab GB pour MacNab E	24 000
Jacobs F pour Jacobs D	24 000	MacVicar HJ	24 000
Jacus R	24 000	Mahon NK	24 000
Jamieson R pour Jamieson S	24 000	Mahussier R	24 000
Jean V pour Jean G	24 000	Majore C	24 000
Jenkins W	24 000	Malenfant G pour Lavoie M	24 000
Johnson O	24 000	Mamoser G pour Moses P	24 000
Johnston G	24 000	Marshall J pour Marshall H	24 000
Jones F pour Jones M	24 000	Maurice C	24 000
Kam J pour Kam J	24 000	Maw M pour Maw R	24 000
Kazmiruk A pour Kazmiruk T	24 000	Maxwell KD	24 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
McBride RF	24 000	Rousson GE	24 000
McCall GA	24 000	Roy B pour Gabriel DG	8 000
McCaveny W	24 000	Rutherford FA	24 000
McGonigle S pour Zacher J	1 846	Sand H	24 000
McKenny M	24 000	Savage L pour McMahon M	24 000
McLaughlin FB	24 000	Schmid B	24 000
McNeelands E pour McNeelands G	24 000	Schneider O	24 000
Meltzer W pour Meltzer D	24 000	Schow RJ	24 000
Mills JF	24 000	Schwartz H pour Schwartz D	24 000
Miskolezi A pour Miskolci A	24 000	Scobie C pour Scobie D	24 000
Mongrain C pour Mongrain F	12 000	Severn GR	24 000
Mongrain E pour Mongrain F	12 000	Sharp PL pour Sharp A	24 000
Montreuil AE	24 000	Sheehan J pour Sheehan RK	24 000
Morgan IH pour Morgan I	24 000	Shenkenfelder S	24 000
Morin AM pour Wiebe E	24 000	Shubert J pour Shubert A	24 000
Morris Dadson A pour Morris JJ	12 000	Shultis HK pour Shultis R	24 000
Morris S pour Morris JJ	12 000	Siebert F pour Siebert A	24 000
Moylan B pour Black C	8 000	Siegle J pour Winkler H	4 800
Mudry J pour Mudry M	24 000	Siever EP	24 000
Muirhead CA	19 200	Sisler BT	24 000
Munro WA	24 000	Smidt W	24 000
Murphy O pour Murphy G	24 000	Smith HM	24 000
Murray DH	24 000	Smith PM	24 000
Naylor S pour Soderlund A	6 000	Smith RM	24 000
Newell CW	24 000	Smith RW pour Smith B	24 000
Newman GR	24 000	Soderlund C pour Soderlund A	6 000
Newman—Jones CL	24 000	Soderlund S pour Soderlund A	6 000
Newton D pour Newton A	6 000	Spring AB	24 000
Nicholson F	24 000	St-Pierre R	24 000
Nickle CE pour Nickle T	24 000	Stacey EH pour McGrath Y	24 000
Nystad W pour Nystad A	24 000	Standen RJ	24 000
Oliver W pour Oliver T	24 000	Steininger W	24 000
Olson KW	24 000	Stephen J pour Stephen M	24 000
Parent O pour Parent A	12 000	Stewart AG	24 000
Parks CW pour Parks A	24 000	Stewart JG	24 000
Passfield R	24 000	Stewart L	24 000
Paton D	24 000	Stregger M pour Newton A	6 000
Paulson E	24 000	Stuhr N	3 429
Pearce S pour Sanfleben R	6 000	Sundell CH	24 000
Pearse GM pour Pearse H	24 000	Surette JD	24 000
Petrie W pour Petrie L	24 000	Swan JW pour Swan A	24 000
Philp HG	24 000	Tait A pour Tait G	24 000
Pickerell G pour Pickerell D	24 000	Taylor CF pour Taylor E	24 000
Pittman T pour Soderlund A	6 000	Taylor DW pour Taylor M	24 000
Polukoshko M pour Polukoshko E	24 000	Taylor ER	24 000
Ponomarenko G	24 000	Tear M	3 000
Potvin L	24 000	Tengum HR	24 000
PrudHomme R	24 000	Thomas JJ	24 000
Quigley T	24 000	Thompson C pour Sanfleben R	6 000
Raidt R	24 000	Tolmonen RW pour Tolmonen L	12 000
Ramsay J pour Schappert F	24 000	Tomman N	24 000
Read HC pour Reid H	24 000	Trainor D pour Trainor M	24 000
Reese R pour Reese E	24 000	Tunks CF	24 000
Rivest JM	24 000	Turnley PJ	48 000
Roberts B pour Kinsey G	6 000	Underwood G	24 000
Roberts C pour Cardona S	24 000	Van Caesele G pour Van Caesele M	24 000
Roberts GL	24 000	VanRiper L pour VanRiper F	24 000
Roberts R pour Roberts J	24 000	Vidito E	24 000
Robertson C pour Robertson C	12 000	Vouriot E pour Vouriot D	24 000
Robertson HN	24 000	Warehime AF	24 000
Robinson GGT	24 000	Watt GA	24 000
Rotheisler W	24 000	Watters D pour Waqter M	12 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Webber H pour Webber D	24 000	Indemnisation pour frais de voyage non remboursables suite à l'annulation des vacances d'un employé—	
Wells JB	24 000	St-Louis A	3 270
Wells RA	24 000	Paiement inférieur à 100\$ (1)	95
Weran AHJ	24 000		3 764
Wiebe HR pour Wiebe L	24 000	Commissariat à l'éthique	
Wilcock RE pour Wilcock AB	24 000	Indemnisation pour caméra digitale volée du bureau de l'employée—	
Willman JC pour Willman E	24 000	Champagne-Paul D	610
Wilton R pour Wilton M	24 000		6 366
Winkler B pour Winkler H	4 800	CONSEIL PRIVÉ	
Winkler C pour Winkler H	4 800	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Winkler S pour Winkler H	4 800	Indemnisation pour frais de voyage non-remboursables—	
Woodley FR	24 000	Levasseur R	192
Woollard Hopkins & Co pour Glover G	24 000	Paiements inférieurs à 100 \$ (3)	218
Worden HR	24 000		410
Wormsbeck O	24 000	Directeur général des élections	
Yanke F	24 000	Indemnisation pour dommage aux chaises—	
Young CR pour Young M	24 000	Collège communautaire Metropolitan	961
Yule J pour Barlow R	12 000		1 371
Zacher A pour Zacher J	1 846		
Zacher D pour Zacher J	1 846		
Zacher LJ pour Zacher J	1 846		
Ziemmer F pour Zacher J	1 846		
Zimmerman J pour Kelsey JN	4 800		
Zwolak B pour Zwolak E	24 000		
Paiements inférieurs à 100 \$ (26)	1 796		
	8 843 528	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
RESSOURCES NATURELLES		Agence des services frontaliers du Canada	
Ministère		Indemnisation pour effets personnels endommagés—	
Indemnisation d'effets personnels perdus ou volés—		Gilewicz M	924
McCuaig-Johnston M	567	Skappak M	626
Indemnisation de frais d'évaluation—		Règlement compensatoire pour grief—	
Brunel C	160	Craig A	500
Indemnisation des dommages à un véhicule stationné sur propriété gouvernementale—		Kunder C	500
Ladouceur G	1 044	Indemnisation pour véhicule endommagé—	
Indemnisation des dommages à un véhicule—		Church D	300
Aviva Canada pour Blue M	1 749	Gingras S	418
Enterprise Rent-a-Car pour Kilroy M	232	St Denis L	393
Imperial Collision Centre pour Kilroy M	1 103	Indemnisation pour les erreurs dans l'application de la réglementation d'importation—	
Indemnisation de dommages à un lave-auto causés par un véhicule ministériel—		Barr E	161
Smythe St Esso	3 661	Derrick R	172
Indemnisation du versement excédentaire de prestations en raison d'une erreur administrative—		Skelton P	194
Scianname L	1 309	Tiedman D	232
	9 825	Indemnisation pour lunettes endommagées—	
		Mann K	168
PARLEMENT		Indemnisation pour vêtements endommagés—	
Sénat		Parent C	120
Indemnisation pour frais de voyage non remboursables suite à l'annulation des vacances d'un employé—		Steeves D	178
O'Brien G	1 992	Paiements inférieurs à 100 \$ (5)	200
			5 086
Chambre des communes		Service correctionnel	
Remboursement pour le remplacement de vêtements endommagés—		Indemnisation pour effets personnels perdus ou endommagés pendant les heures de travail—	
Dussault L	149	Belliveau J	107
Remboursement pour le remplacement d'un objet perdu—		Benner B	300
Patino C	250	Bourque M	145
		Bownes R	238
		Byron H	200
		Fagan M	338

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Farrish C	260	Lajoie D	360
Giesbrecht D	200	Lapointe J R S	157
Goulet J	195	Levis-Laporte A M	264
Halfhide D	159	Lucier J M	125
Hudson S	100	Ouellet N	358
Kumare R	103	Palfy C J	349
Locking D	482	Pankratz D	142
Matias A	200	Pisio M J	433
McGaghey J	158	Schiffner D E	335
Parker H	207	Sim I F	129
Revesz B	171	Sim I F	194
Robichaud H	130	Stewart A J	460
Sagoo D	200	Wilson R	176
Sather D	117	Yake W D	641
Short R	182	Dommmages aux vêtements et aux effets personnels—	
Smith J	125	Basanta M-A	325
Sundstrum D	145	Bergeron J	163
White B	103	Bushell C E L	345
Indemnisation pour frais reliés au travail—		Chrastek J L	195
Déry C	338	Duquet I	177
Indemnisation pour lunettes endommagées lors		Gushulak R A	120
d'activités reliés au travail—		Hromadnik B L	230
Aubuchon P	397	Hurley P J	264
Champagne R	535	Koroluk R	138
Gaumont, J-F	234	Landry A	405
McCracken I	101	Lane D P	759
Sheldon M	335	Lang J	192
Shipman M	284	Langlois S J A	314
Wadham G	107	Leclair A P	108
Indemnisation pour véhicule endommagé—		MacDonald D J	224
Wiebe W	200	MacLeod B C	158
Paiements inférieurs à 100 \$ (39)	1 792	Minto G	244
	8 888	Quan H W H	175
		Richard M J F	217
		Senecal D	119
		Ternan G R	129
		Townsend T C	460
		White J G A	178
		Wood R R	280
		Dommmage à la propriété privée—	
		Arthurs T	507
		Battlepoures & District Co-op Ltd	823
		Burnett T	158
		Caffrey L	233
		Deevy J	535
		Deneschuk T	300
		G A Construction Ltd. pour Astolfi G	2 864
		Gnip T	585
		Hannemann D	677
		Leo's Home Decorating Ltd pour Babulic P	2 406
		Lucas D J	841
		Manitoba Hydro	1 950
		McMunn & Yates pour Maguire B	1 605
		Moyen A	174
		Nichols D H R	639
		Noseworthy E	115
		Quock C	229
		Ramada Inn & Suites	459
		Rapid Renovations pour Dunsmore L	400
		Stony Plain Co-op Ltd	145
		Svandrlík G	628
Gendarmerie royale du Canada			
Programme de mise en application de la loi			
Autorité - PC 1991-8/1695			
Dommmage aux lunettes ou lentilles cornéennes—			
Alleyne R A	123		
Balwinder B	132		
Bates B A	485		
Bhatti J S	236		
Booker R	326		
Brett B M	130		
Briggs J A	412		
Campbell C S	265		
Campbell R L	325		
Coccimiglio R G	269		
Cote J	139		
Currier S	110		
Dalzel W R A	439		
Doll G A	192		
Dupuis M	408		
Foster S	483		
Gilmore T M J	325		
Glasspouird H J	168		
Hagarty G G S	167		
Hines R E	345		
Jackson D S W	435		
Johnk A J	445		
Kowalczyk J A	477		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Weststar Restorations and Contrac. pour Ascent Real Estate Man.	1 395	Pelley J L.	189
Domage au véhicule personnel—		Pierce B D.	926
Badger K W.	296	Stoner M P.	107
Black M L.	735	Sullivan L P.	115
Burkhardt C A.	150	Paiements versés aux membres et anciens membres de la GRC, en vertu des paiements prévus dans la <i>Loi sur les pensions</i> , pour les indemniser des blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions—	
Dan's Kamloops Collision Centre Ltd pour Lyons J.	460	6 234 noms retenus ⁽¹⁾	5 525 125
Edge Autobody & Glass Ltd pour Schidlowky B.	889	Règlements négociés MARC - non-imposable—	
Elias S.	1 304	Richman C N.	3 350
Kachur J R.	296	Règlements négociés MARC - imposable—	
Kal Tire pour Albert P.	764	Hayes R A.	23 707
Naud E.	300	Récompenses pour inventeurs—	
Tartan Auto Body Ltd pour Chiliak M.	629	Arneson A G.	3 506
Thompson Chrysler Ltd pour Moody L.	681	Burczyk A F H.	4 292
Thomson J.	155	Chenier C.	4 292
Remboursement de coûts/dépenses—		Gabriel R E.	3 506
Animal Emergency Clinic pour Ruck V's dog.	726	Purdon G.	17 170
Bangs D A.	208	Récompenses pour inventeurs de la GRC (Employés)—	
Belliveau L M.	1 802	Bradette J M.	5 522
Belliveau L M.	5 895	Bureaux J.	17 170
Boogaard W P.	216	Paiements inférieurs à 100 \$ (111)	5 850
Bruneau C.	690		5 699 745
Carmichael J B J.	1 335		5 713 719
Carrese B.	236		
Coffrin A D.	8 910	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES	
Cooper G.	500	GOVERNEMENTAUX	
Cutts J.	241	Remboursement au propriétaire pour des biens volés, saisis et vendus par la distribution des biens de l'État—	
Delisle G J G G.	354	McBurney Sales and Services.	15 000
Electronics Recycling.	135	Paiement inférieur à 100 \$ (1)	46
Gillis C M.	491		15 046
Grieco-Savoy L J.	108		
Howe G W.	608	TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)	
Leclair A P.	613	Ministère	
Mayer J D P.	100	Remboursement résultant d'un accident automobile—	
Monkman C A.	814	Scott L.	350
Monkman C A.	350	Remboursement pour le remplacement de pneu à la déclaration de sinistre de voyage d'affaires qui a été rejetée—	
Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour Brake E.	5 500	Hazrah K.	224
Pearce K B.	117	Remboursement d'honoraire pour l'annulation de voyage personnel à cause d'un rappel au travail—	
Reynolds T C.	276	Day R.	118
Roy A J C.	396	Harvey E.	155
Roy A J C.	868	Remboursement des frais médicaux à cause d'un rappel au travail—	
Skemer J G.	2 000	Berg R.	119
Stoyles M.	526	Remboursement des frais associés à l'achat du mauvais carnet d'enregistrement de voyage d'avion—	
Touchette R J.	175	Eagle Air Services Inc.	1 262
Treleaven G.	700	Paiements inférieurs à 100 \$ (5)	211
Trites L.	1 500		2 439
Wark W A.	150		
Wilson C D.	5 560		
Wittig R D.	200		
Perte d'argent/de revenu—			
Ripplinger D.	200		
Perte d'effets personnels—			
Brown J R.	229		
Fournier R.	151		
Francis D P.	110		
Lofroth B A.	250		
McMillan A S.	373		
Noble C D.	100		

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Fin*

Détail et bénéficiaire	Montant
	\$
CONSEIL DU TRÉSOR	
École de la fonction publique du Canada	
Vol du manteau d'un participant en formation—	
Gillanders S.	269
Paiement inférieur à 100 \$ (1)	16
	<u>285</u>
ANCIENS COMBATTANTS	
Paiement de prestations spéciales aux anciens combattants de la marine marchande—	
Noms retenus ⁽²⁾	120 000
Remboursement des frais de voyage encourus par des anciens combattants—	
Dunn RH	1 368
MacDonell G	1 330
MacLeod J	2 315
Palmer J	2 265
Rathbone A	1 176
Rees D	1 281
Robertson WC	3 340
Indemnisation pour lunettes brisées—	
Billette F	336
Dumberry S	690
Myre M	112
Paul-Roc J-C	305
Indemnisation pour bottes de sécurité endommagées—	
Groulx R	115
Paiements inférieurs à 100 \$ (5)	251
	<u>134 884</u>
Total	<u>34 027 260</u>

⁽¹⁾Nom retenu en vertu des conditions du règlement.

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

Cet état fournit, par portefeuille ministériel, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice.

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		<i>Autorité—Cour fédérale T-1104-03</i>	
Agence canadienne d'inspection des aliments		Lang Michener LLP en fidéicommiss pour 764987 Ontario Limited	
			7 721
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-391-05</i>		<i>T-928-05</i>	
Règlement suite à des griefs de classification— Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour Daniel P et Dequire S et Moore W		Bull, Houser & Tupper en fidéicommiss pour Agnew J	
	1 435		1 009
AGENCE DU REVENU DU CANADA		<i>T-30-05</i>	
<i>Autorité—Cour d'appel fédérale A-241-05</i>		Gardner Miller Arnold LLP en fidéicommiss pour An-Dell Electric Limited	
Couzin Taylor LLP en fidéicommiss pour Au P			
	10 000	50	
<i>A-26-05</i>		<i>T-2094-03</i>	
Ross, Johnson & Associates en fidéicommiss pour Bains, Mohinder & Harbhajan		Susan G Tataryn en fidéicommiss pour Baxt S	
	3 773	1 856	
<i>A-297-03</i>		<i>T-1086-04</i>	
Clark D		Lancaster, Brooks & Welch LLP en fidéicommiss pour Chisholm SC	
	150	2 694	
<i>A-284-00, A-285-00 & A-286-00</i>		<i>T-913-04</i>	
McInnes Cooper en fidéicommiss pour Clarke, D et al		Cole Law Offices en fidéicommiss pour Cole F	
	10 814	1 054	
<i>A-346-04 & A-435-04</i>		<i>T-1639-04</i>	
Traxler Hainesen en fidéicommiss pour Ducharme J		Lincoln Dobson à titre d'exécuteur testamentaire pour son père Wayne Dobson Dobson L	
	2 491	50	
<i>A-521-04</i>		<i>T-1144-03</i>	
Fillmore Riley en fidéicommiss pour Klywak, K J		McInnes Cooper en fidéicommiss pour Sucession de R B Dort	
	13 297	4 029	
<i>A-526-01</i>		<i>T-1115-05</i>	
Leblanc Doucet, McBride en fidéicommiss pour Poulin D		Dupuis G	
	3 098	3 500	
<i>A-192-04 & A-193-04</i>		<i>T-2218-04</i>	
Pierre Lupien en fidéicommiss pour Provost F et al		Eagle Tractor Equipment Inc	
	1 494	100	
<i>A-189-04, A-569-04, A-571-04 & A-572-04</i>		<i>T-348-04 & T-53-06</i>	
Stikeman Elliott en fidéicommiss pour Quinn B et al		England D	
	2 875	100	
<i>A-176-05 & A-178-05</i>		<i>T-869-04</i>	
Robertson T & V		Giovanni C	
	500	50	
<i>A-219-02</i>		<i>T-1285-04</i>	
Aitchison Law Office en fidéicommiss pour Stapley M		Haynes C	
	1 229	100	
<i>A-219-05</i>		<i>T-1692-04</i>	
Aitchison Law Office en fidéicommiss pour Stapley M		Stikeman Elliott en fidéicommiss pour Karia A	
	1 515	18 000	
<i>A-26-04</i>		<i>T-1435-04</i>	
Michael McMahon en fidéicommiss pour VIH Logging Ltd		McMynn R	
	5 641	50	
<i>A-71-04</i>		<i>T-1434-04</i>	
McCarthy Tétrault en fidéicommiss pour Myette J		McMynn J	
	4 500	50	
		<i>T-816-04</i>	
		Lapointe Rosenstein en fidéicommiss pour Pièces d'Autos Usagées RTA (1986) Ltd	
		2 389	
		<i>T-1803-04</i>	
		Pierzchajlo LB	
		50	

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>T-2108-04</i>		<i>2004-2294(IT)I</i>	
McInnes Cooper en fidéicommiss pour Scott Slip Nissan Limited.....	5 681	Gino Morga en fidéicommiss pour Bobesich C.....	1 185
<i>T-2195-03</i>		<i>2004-679(IT)I</i>	
McInnes Cooper en fidéicommiss pour Scott Slipp Nissan Limited.....	10 551	Hennessy & Co en fidéicommiss pour Boucher D.....	867
<i>T-700-04</i>		<i>2002-1228(IT)G</i>	
Fitzsimmons & Compagnie en fidéicommiss pour Sherry D.....	100	Matte Bouchard Avocats en fidéicommiss pour Brouillette A.....	5 650
<i>T-293-05</i>		<i>2005-3100(IT)I</i>	
Palwinder Singh Singh P.....	204	Burton V.....	300
<i>T-1470-05</i>		<i>2001-3126(IT)G</i>	
Miller Thomson en fidéicommiss pour Waterloo Furniture Components Ltd.....	50	Koffman Kalef en fidéicommiss pour Canadian Forest Products Ltd.....	6 462
<i>T-1587-04</i>		<i>2001-4030(IT)G</i>	
McInnes Cooper, en fiducie pour Carleton Homes Ltd.....	38 000	Bennet Jones en fidéicommiss pour Cdn Utilities & Canutilities Hldgs Ltd.....	19 302
<i>T-2469-03</i>		<i>2003-3110(IT)G</i>	
Beauvais Truchon, en fidéicommiss pour Banque Toronto Dominion.....	247	Chandan AK.....	334
<i>ITA-4512-05</i>		<i>2004-4041(IT)I</i>	
Denis Fortier et Associés Inc, Syndic.....	3 000	Chartier N.....	1 140
<i>ITA-12593-02</i>		<i>2002-3065(IT)G</i>	
Cohen M.....	2 810	Langlois Kronstein Desjardins en fidéicommiss pour Chretien J.....	5 825
<i>T-1410-05</i>		<i>2001-2546(IT)G</i>	
Me Michel Labelle, avocat en fiducie pour Gravel J.....	2 915	Sullivan Mahoney en fidéicommiss pour Clemmer RB.....	7 335
<i>T2469-03</i>		<i>2001-1102(IT)G</i>	
McCarthy Tétrault, en fidéicommiss pour Banque Toronto Dominion.....	4 500	McMillan Binch, Mendelson en fidéicommiss pour Colubriale G.....	8 685
<i>Autorité—Cour canadienne de l'impôt 2002-3301(IT)G</i>		<i>2004-3588(IT)I</i>	
Ogilvy Renault en fidéicommiss pour 2159-2993 Québec Inc.....	5 195	Teryl Scott Lawyers Inc en fidéicommiss pour Conroy M.....	675
<i>2001-2889(IT)G</i>		<i>2000-2726(GST)G</i>	
Sylvestre & Associés en fidéicommiss pour 9075-5067 Québec Inc.....	16 724	Michael Kaylor en fidéicommiss pour Corp of The Town of Greater Napanee.....	350
<i>2000-2643(IT)G</i>		<i>2004-4409(IT)I</i>	
John Mill, Mill Professional Corp en fidéicommiss pour Allchin P.....	1 819	Cunningham M.....	613
<i>2001-1479(IT)G</i>		<i>2004-3004(IT)I</i>	
John David Buote en fidéicommiss pour Apa N.....	5 450	Dean G.....	350
<i>2004-4078(IT)I</i>		<i>2003-2861(IT)G</i>	
Anne Beverly Beach Beach AB.....	49	Dekker CJ.....	93
<i>2001-3739(IT)G</i>		<i>2004-43(IT)I</i>	
Renaud Brodeur en fidéicommiss pour Benoit P.....	2 675	Davis & Company LLP en fidéicommiss pour Doubinin M.....	43 773
<i>2001-3129(IT)G</i>		<i>2002-467(IT)G</i>	
Spiegel Sohmer en fidéicommiss pour Bertomeu G.....	6 560	Borden Ladmer Gervais LLP en fidéicommiss pour Eastern Success Co Ltd.....	6 039
<i>2000-4207(IT)G</i>		<i>2001-2751(IT)G</i>	
Starnino Mostovac en fidéicommiss pour Bilodeau R.....	3 297	Sweibel, Novek en fidéicommiss pour Elliott A.....	2 940
		<i>2000-4783(IT)G</i>	
		McCarthy, Tétrault LLP en fidéicommiss pour Ellis Vision Incorp.....	16 652

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
2004-4109(IT)G, 2004-4110(IT)G & 2004-4111(IT)G CSR International (2003) Inc Fortin J et al.	350	2002-4744(IT)G Blake, Cassels & Graydon LLP en fidéicommiss pour Litowitz G	8 954
2005-2385(IT)I Fox S	100	2001-2712(IT)G, 2001-2716(IT)G, 2001-2718(IT)G, 2001-3707(IT)G & 2001-3715(IT)G Thorsteinssons LLP Barrister & Solicitors en fidéicommiss pour Lodge, Creig et al	17 904
2001-1027(IT)G Eric Lebel en fidéicommiss pour Gagnon M	1 950	2004-939(IT)I Mancal Corporation	125
2004-4013(IT)I Jean Gariepy en fidéicommiss pour Gariepy J	133	2004-3825(IT)I Martin E	810
2000-2678(IT)I Fontaine, Panneton & Associés en fidéicommiss pour Gestions Rodney Cleary & Fils Ltée	14 500	2004-4470(IT)I McGoldrick D	500
2003-1331(IT)G & 2003-1915(IT)G Shelley J Lamin en fidéicommiss pour Giannakouras N et al	10 000	2003-2840(IT)I McKinley ND	500
2005-1474(IT)G Fitzsimmons & Company en fidéicommiss pour Globtek Inc	737	2003-1997(IT)G Lancaster, Brooks & Welch LLP en fidéicommiss pour Meixner KL	6 280
2000-1129(IT)G Love & Whalen LLP en fidéicommiss pour Glueckler Metal Inc	4 382	2004-2571(IT)I, 2004-2572(IT)I, 2004-2573(IT)I & 2004-2574(IT)I Bennett Jones en fidéicommiss pour Merchant M	1 185
2003-2899(IT)G Hope Heinrich en fidéicommiss pour Gourlin C	3 533	2004-785(IT)I Nauss DF	593
2005-716(IT)I Harper C	100	2003-4553(IT)I Niculae R	882
2004-2941(IT)I Hasan N	25	2004-4572(IT)I Lorne Jackson en fidéicommiss pour O'Brien MM	1 200
2002-5694(IT)I Généreux Coté avocats en fidéicommiss pour Hémond C	1 602	2001-2796(IT)G Mockler Peters Oley Rouse en fidéicommiss pour Oterbrook Petcherons Limited	4 551
90-3235(IT)G, 91-509(IT)G, 91-1816(IT)G & 91-1946(IT)G Goodman Solomon & Gold en fidéicommiss pour Hochberg J et al.	1 000	2005-437(IT)I Thomas Cline en fidéicommiss pour Patton EP	887
2004-1532(IT)I Blake Cassels & Graydon LLP en fidéicommiss pour I G (ROCKIES) Corp	943	2002-3429(IT)G Fraser Milner Casgrain en fidéicommiss pour PCL Construction Mgmt Inc	13 288
2003-3657(IT)I Fraser, Milner, Casgrain LLP en fidéicommiss pour Iskander H	1 370	2000-2170(IT)G Peterson L	5 973
2004-3404(IT)I & 2004-3405(IT)I Blackburn English en fidéicommiss pour Jenkins LB et al.	1 104	200-5087(GST)G Marciano Bechenstein LLP en fidéicommiss pour Polsinelli EV	17 727
98-2820(IT)I Richler & Tari en fidéicommiss pour Jenset PA	1 439	2001-2980(IT)I Felesky Flynn LLP en fidéicommiss pour Prism Flow Products Inc	1 206
2004-925(IT)I McInnes Cooper en fidéicommiss pour Keith GW	2 370	2004-2012(IT)I Mill Professional Corporation en fidéicommiss pour Purves A	888
2004-2248(IT)I Lister C	1 072	2002-1631(IT)G Quintal G	30
		2001-2284(GST)G Cox, Hanson, O'Reilly, Matheon en fidéicommiss pour Redash Trading Incorporated	9 389

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
2004-2727(IT)I Reiner P	435	<i>Autorité—Court of Queen's Bench of Alberta 31-412230 & 31-412231</i> Swanick & Associates en fidéicommis pour Geyer RH	10 000
2005-1134(IT)I Ryan M	668	<i>Autorité—Cour suprême de la C-B 0523753</i> Ville de Prince Georges	2 146
2005-400(GST)I Allan Macpherson en fidéicommis pour SAS Restaurants Limited	603	<i>KW147254 & KT95060</i> Ville de Vernon	13 961
2001-4526(GST)G Cassell Brock & Blackwell LLP en fidéicommis pour Scavuzzo J et al	275 000		862 787
95-2684(IT)G Walsh & Company en fidéicommis pour Shahsavar M J	7 796	PATRIMOINE CANADIEN Ministère <i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale T-604-04</i> Règlement pour révision judiciaire— Borden Ladner Gervais LLP en fiducie	3 500
2004-4597(IT)I Simard M	1 185	MPL Communications Inc	410 448
91-786(IT)G McDougall Gauley avocats en fidéicommis pour Sokwaypnace C	5 236		413 948
2003-2160(IT)I Alkins Macauley & Thorvaldson en fidéicommis pour Solomon J	1 489	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones <i>Cour d'appel de l'Ontario C 400771</i> Paiement des frais de justice— Cohen Highley en fiducie pour le litige de Marlene C Cloud et autres	160 000
2004-1415(IT)G McCarty Tetreault LLP en fidéicommis pour Stanfield H	2 500	<i>Cour d'appel de la Colombie-Britannique QB 2003 BCCA 671</i> Paiement des frais de justice— Hutchins Grant & Associates en fiducie pour le litige Frederick Leroy Barney et autres	78 675
2004-3980(GST)G Sui & Company, Sui EYM	250	<i>Cour d'appel de l'Ontario C 400771</i> Paiement des frais de justice — Koskie Minsky en fiducie pour le litige de Marlene C Cloud et autres	82 818
2003-2715(IT)G Couzin Taylor en fidéicommis pour TDS Group Limited	8 116	<i>Cour suprême du Canada DOJC 2 365334</i> Paiement des frais de justice— Koskie Minsky en fiducie pour le litige de Marlene C Cloud et autres	3 682
2004-2182(IT)G Petraroia Langford Rush LLP en fidéicommis pour Tinhorn Creek Vineyards Ltd.	3 470	<i>Cour d'appel de la Saskatchewan CA 694 0036 2000</i> Paiement des frais de justice— Merchant Law Group en fiducie pour le litige de Albert Kaiswatum	750
2001-2959(IT)G Michael McMahan en fidéicommis pour VIH Logging Ltd	22 452	<i>Cour supérieure de justice de l'Ontario 00 CV 192059 CP</i> Paiement des frais de justice— Rueter Scargall Bennett LLP en fiducie pour le litige de Charles Baxter et autres	27 013
1999-3504(IT)I & 1999-4799(IT)I Watts JR	2 032		352 938
2004-19(IT)G & 2004-20(IT)G McInnes Cooper en fidéicommis pour Wedge and Whitecap Ltd	7 461		766 886
2002-1999(IT)G Cox Hanson O'Reilly Matheson en fidéicommis pour Yeo H	4 243	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION Ministère <i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-8890-04</i> Règlement des frais judiciaires— Mario D Bellissimo en fiducie pour Awais K A	2 500
2004-336(IT)G, 2004-337(IT)G & 2004-338(IT)G Macleod Dixon en fidéicommis pour Yim, KYC et al	7 819		
2004-175(IT)G Thornsteinssons LLP en fidéicommis pour Yoon HS	3 132		
<i>Autorité—Cour supérieure du Québec 760-11-001531-991 et 760-11-001532-999</i> Price Waterhouse Cooper inc	585		

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-8214-04</i>		<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-1864-04</i>	
Règlement des frais judiciaires—		Règlement des frais judiciaires—	
Bohbot & Associes en fiducie pour		David Orman en fiducie pour	
Ben-Musa Z M	3 225	Singh B et autres	2 500
			41 631
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-577-04</i>		ENVIRONNEMENT	
Règlement des frais judiciaires—		Agence Parcs Canada	
Rocco Galati en fiducie pour		<i>La cour fédérale du Canada, entente 90-1856-610-28</i>	
Chen T et autres	2 645	Facturation fait par Hydro One pour la période de	
		01/05/2002 au 31/03/2005—	
<i>Autorisation—Cour suprême du Canada SCC-30334</i>		Municipalité de Trent Hills	
Règlement des frais judiciaires—		(la corporation de la ville de Campbellford)	182 593
David Matas en fiducie pour			
Esteban J	870		
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-445-05</i>		PÊCHES ET OCÉANS	
Règlement des frais judiciaires—		Ministère	
Embarkation Law Group en fiducie pour		<i>Autorisation—Arrêt de la cour suprême de</i>	
Gomez Rosales C J	2 500	<i>L'Ū-P-É GSC-18644</i>	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-10030-04</i>		Paielements pour les frais du plaignant de répondre au	
Règlement des frais judiciaires—		mouvement conformément aux Règles 21 et 25—	
Dan Miller en fiducie pour		United Scallopers of Cardigan Riding	1 500
Ivanova M et autres	1 500		
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-589-04</i>		SANTÉ	
Règlement des frais judiciaires—		Ministère	
Inna Kogan en fiducie pour		<i>Autorité—The Queen's Bench Winnipeg Centre</i>	
Lazareva N	2 500	<i>CI 04-01-36232</i>	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-5450-05</i>		Perte/Dommage à la propriété/blessure—	
Règlement des frais judiciaires—		Nom retenu ⁽¹⁾	3 500
Mario D Bellissimo en fiducie pour			
Moharib F S	2 000	<i>Autorité—Cour supérieure de l'Ontario 94-CQ-056153</i>	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-147-05</i>		Indemnisation pour frais reliés au litige—	
Règlement des frais judiciaires—		Blaney, McMurtry LLP en fiducie pour	
Larlee & Associates en fiducie pour		Judith Logan et al	10 000
Monemi A R	7 115	Legge & Legge en fiducie pour	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-6773-04</i>		Judith Logan et al	54 700
Règlement des frais judiciaires—			68 200
Orchid Helix	776		
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-324-05</i>		RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT	
Règlement des frais judiciaires—		SOCIAL	
Pacheco F F et autre	1 500	Ministères	
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale A-614-04</i>		Ressources humaines et développement	
Règlement des frais judiciaires—		des compétences	
Rocco Galati en fiducie pour		<i>Autorité—Cour d'appel fédérale A-212-01 et A-492-01</i>	
Peng S et autres	6 500	Règlement des frais et des déboursés—	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-1455-05</i>		Berardino and Harris en fiducie pour	
Règlement des frais judiciaires—		Tomasson P	4 343
Lori A O'Reilly en fiducie pour		<i>A-53-05</i>	
Pimentel J A	1 500	Règlement des déboursés—	
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-171-05</i>		Bielich M	4 000
Règlement des frais judiciaires—		<i>A-298-05</i>	
Preston Clark McLeod en fiducie pour		Règlement des coûts—	
Puventhirarasa P	1 500	Myers D	400
<i>Autorisation—Arrêt de la cour fédérale IMM-5637-04</i>		<i>A-379-05</i>	
Règlement des frais judiciaires—		Règlement des déboursés—	
Stephen Green en fiducie pour		Thibault M	300
Shapovalov D	2 500		

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>A-630-02</i>		<i>Autorité—Cour d'appel fédérale A-362-05</i>	
Règlement des frais et des déboursés relatifs à la violation de la Charte canadienne des droits et libertés— McCandless Tramley Barristers & Solicitors en fiducie pour Misquadis R et al	77 500	Règlement des frais juridiques et des déboursés— Press & Mason Law Office en fiducie Whitley, S	1 982 2 087 661
<i>Autorité—Cour fédérale du Canada, section de première instance T-1274-99</i>		Total des ministères	2 301 204
Règlement des frais et des déboursés relatifs à la violation de la Charte canadienne des droits et libertés— Christopher M Reid Barristers & Solicitors en fiducie pour Misquadis R et al	69 000		
<i>Autorité—Cour d'appel de l'Ontario 3-CL-4932</i>		AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Règlement des coûts— Stikeman Elliott LLP en fiducie pour Air Canada	10 000	Ministère	
<i>Autorité—Cour supérieure de Justice de l'Ontario 03-CV-257806 CM2</i>		<i>Autorité—Cour suprême de la C-B Dossier# 90 0913</i>	
Règlement des coûts— Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce Canada	48 000 213 543	Paiement des frais juridiques et des dépenses— Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	30 198
Développement social		Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	134 025
<i>Autorité—Cour supérieure de justice de l'Ontario 01-CV-221056CP</i>		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	25 987
Règlement des frais et des déboursés— Roy Elliott Kim O'Connor LLP en fiducie pour Hislop, G et al	1 737 410	Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	155 568
<i>Autorité—Cour d'appel de l'Ontario C41224</i>		Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	17 431
Règlement des frais juridiques et des déboursés— Roy Elliott Kim O'Connor LLP en fiducie pour Hislop, G et al	325 000	Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	6 944
<i>Autorité—Cour d'appel fédérale A-292-04</i>		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	7 760
Règlement des frais juridiques et des déboursés— Kelly Howard Santini LLP en fiducie pour Dimillo, A	2 672	Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	167 497
<i>Autorité—Cour d'appel fédérale A-74-04</i>		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	8 593
Règlement des frais juridiques et des déboursés— Fleck & Daigneault en fiducie Garrett, C	8 279	Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	16 396
<i>Autorité—Cour d'appel de la Colombie-Britannique CA031635</i>		Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	110 556
Règlement des frais juridiques et des déboursés— South Fraser Law Group en fiducie Adamoski, D	7 005	Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	1 451
<i>Autorité—Cour suprême de la Colombie-Britannique S001167</i>		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	27 001
Règlement des frais juridiques et des déboursés— South Fraser Law Group en fiducie Adamoski, D	4 013	Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	127 819
<i>Autorité—Cour suprême de la Colombie-Britannique B041960</i>		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	355
Règlement des frais juridiques et des déboursés— Fasken Martineau DuMoulin LLP en fiducie Soular, P	300	Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	137 257
<i>Autorité—Cour suprême de la Colombie-Britannique 230672</i>		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	21 860
Règlement des frais juridiques et des déboursés— Harper Grey Easton en fiducie Laszlo, J	1 000	Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	13 342
		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	29 754
		Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	159 973
		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	891
		Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	1 236
		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	56 403
		Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	150 188
		Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	127 046
		Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	20

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	23 504	<i>Autorité—Cour supérieure de l'Ontario</i> <i>Numéro de greffe: 02-CV-237453CM3</i> <i>Numéro de dossier: E55440-2/W245</i> Règlement de litige/droits de coupe— Indiens de la bande du lac Whitefish	350 000
Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	30 694	<i>Autorité—Cour fédérale du Canada</i> <i>Numéro de greffe: T-1313-05</i> <i>Numéro de dossier: E5440-02-E-152</i> Règlement rejet d'une requête— Buset & Partners, LLP en fiducie pour Eugene Esquega, Brian King, Gwendoline King, Hugh King Sr, Rita King, Wayne King, Eugene Esquega, Brian King, Gwendoline procureur général du Canada	7 500
Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	97 139	<i>Autorité—Cour supérieure du Québec</i> <i>Numéro de greffe: 500-05-006234-841</i> Règlement de litige, paiement reçu en faveur d'AINC— Beauvais, R V	(50 000)
Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	4 055		2 528 806
Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	39 886		
Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	84 310		
Rosenberg and Rosenberg en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	49 377		
Woodward and Company en fiducie pour Roger William and the Xenii Gwet'in First Nation	153 592		
<i>Autorité—Cour fédérale Cour# T-705-97</i> Paiement des frais juridiques et des dépenses— Rath & company en fiducie de chef Liza Wolf, Dene Tsaa First Nation	1 000	INDUSTRIE Ministère <i>Autorisation—Arrêt de la cour d'appel fédérale A-432-04</i> Paiement de frais légaux dans une cause de marque de commerce— Effigi Inc	1 765
<i>Autorité—Cour fédérale Cour# T-2953-93</i> Paiement des frais juridiques et des dépenses— Dubuc Osland en fiducie de Louis Bull Band	3 000	JUSTICE Ministère <i>Autorisation—Cour d'appel de l'Ontario</i> <i>C42288, M32713</i> Paiement des frais d'appel et de motion— Gowling Lafleur Henderson en fiducie pour le Groupe Ottawa Citizen Inc et Jaimet K	33 290
<i>Autorité—Cour fédérale Cour# T-132-02</i> Paiement des frais juridiques et des dépenses— Diana C Goldie en fiducie de John Robert Morin	6 354	<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de</i> <i>l'Ontario 29762/98</i> Paiement des frais de publication— Cohen Highley LLP pour Cloud M et al.	23 590
<i>Autorité—Cour d'appel (Vancouver) Cour# CA025808</i> Paiement des frais juridiques et des dépenses— Hutchins Grant & Associates en fiducie de Luuxhon et al.	13 000	<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i> <i>98-CV-144681CM</i> Paiement dû au changement de l'horaire— Sam Laufer en fiducie Kussner B & Mullin K	20 700
<i>Autorité—Cour supérieure de l'Ontario</i> <i>Règlement de négociations/annuités</i> <i>Numéro de greffe: DC-05-000013</i> <i>Numéro du dossier: E5540-02-W-233</i> Duboff Edwards Haight & Schachter en fiducie pour le chef et conseil de la Première Nation Whitesand.	39 419	<i>Authorisation—Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest</i> <i>S-1-CR-2004000034</i> Paiement des coûts de réparation fondée sur une charte— Delorme GA.	15 000
<i>Autorité—Cour supérieure de l'Ontario</i> <i>Numéro de greffe: 01-CV-213506CM</i> <i>Numéro de dossier: LMRB E5440-02-s-377</i> Règlement de litige/dommages— Goodman and Carr en fiducie pour la Première Nation de Nouvelle Slate Falls	17 810	<i>Autorisation—Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest</i> <i>S-0001-CV 2005000131</i> Paiement de coûts forfaitaires pour le dossier concernant le mariage de même sexe— Lawson Lundell LLP en fiducie Perrino J et Snow C	5 000
<i>Numéro de greffe: DC-05-000013</i> <i>Numéro de dossier: E5440-2/W233</i> Règlement de litige/annuités— Duboff Edwards Haight & Schachter en fiducie pour le chef et conseil de la Première Nation Whitesand.	15 000	<i>Autorisation—Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest</i> <i>S-0001-CV 2001000345</i> Paiement des frais de cour de la défense— Balfour Moss en fiducie la Fédération Franco-Ténoise et al	3 750
<i>Autorité—Cour supérieure de l'Ontario</i> <i>Numéro de greffe: DC-05-000013</i> <i>Numéro de dossier: E5540-02-W-233</i> Règlement de litige/annuités— Ministère des Finances de l'Ontario	16 597		
<i>Autorité—Cour supérieure de l'Ontario</i> <i>Numéro de greffe: DC-05-000013</i> <i>Numéro de dossier: E5540-02-W-233</i> Règlement de litige/annuités— Ministère des Finances de l'Ontario	91 018		

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Suite

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>Autorisation—Cour fédérale T-2073-00</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale T-349-03</i>	
Païement des frais de cour de la défense— Sheldon Blank	2 700	La Cour a accordé des frais judiciaires à une employée suite à sa demande pour une révision judiciaire sur une décision rendue à la suite d'un grief— Yearwood et Compagnie en fiducie pour Côté D	7 473
<i>Autorisation—Cour du banc de la Reine de l'Alberta</i> <i>0161 68007Q2</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale T-712-04</i>	
Païement des frais de services d'interprétation— Lazin G en fiducie pour Lam TK	2 000	La Cour a accordé une compensation à une détenue relativement à la violation de ses droits constitutionnels et pour dommages généraux ainsi que des frais judiciaires— John Hill en fiducie Nom retenu ⁽²⁾	13 500
	106 030		812 588
Commissaire à la magistrature fédérale		Commission nationale des libérations conditionnelles	
<i>Autorité—Arrangement de la Cour fédérale T-429-00</i>		<i>Autorité—Arrêt de la Cour d'appel fédérale A-405-04</i>	
Prestation de pension— Corbett, M C	62 370	Païement des dépenses par la Cour— Gaétan Plante	500
	168 400	<i>Autorité—Arrêt de la Cour d'appel fédérale A-427-04</i>	
		Païement des dépenses par la Cour— John L Hill en fiducie pour M Coscia	4 441
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		<i>Autorité—Arrêt de la Cour fédérale T-2301-05</i>	
Service correctionnel		Païement des dépenses par la Cour— Nom retenu ⁽¹⁾	259
<i>Autorisation—Cour fédérale T-211-00</i>			5 200
La Cour a accordé une compensation à un détenu en raison d'un délai irraisonnable de son transfert des États-Unis au Canada ainsi que des frais judiciaires— Conroy et Compagnie en fiducie Nom retenu ⁽²⁾	46 036	Gendarmerie royale du Canada	
<i>Autorisation—Cour supérieure de la justice de l'Ontario</i> <i>14924/03</i>		<i>La Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick</i> <i>Compte-rendu numéro S/C/1003/00</i>	
La Cour a accordé des frais judiciaires au demandeur à la suite d'un jugement sur requête— Willoughby, Macleod, Warkentin, LLP en fiducie Nom retenu ⁽¹⁾	3 000	Blessures résultant d'un accident de voiture— Zed & Company en fiducie Crawford P.	114 519
<i>Autorisation—Cour du banc de la Reine de l'Alberta</i> <i>0103 01323</i>		<i>Cour de Justice Supérieure de l'Ontario</i> <i>Dossier de la Cour numéro 04-CV-027559</i>	
La Cour a accordé une compensation à un détenu pour des dommages suite à des blessures majeures infligées par un autre détenu lors de son incarcération dans un établissement fédéral ainsi que des frais judiciaires— Michele Reeves en fiducie Nom retenu ⁽²⁾	728 079	Coût de la résolution— Nom retenu ⁽¹⁾	3 400
<i>Autorisation—Cour supérieure de la justice de l'Ontario</i> <i>00-847</i>			117 919
Entente suite à une demande d'un détenu disant avoir subi des blessures suite à une chute dans une aire de construction au pénitencier de Kingston— Mackesy, Smye LLP en fiducie Nom retenu ⁽¹⁾	7 500		935 707
<i>Autorisation—Cour fédérale T-1628-04</i>		TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOVERNEMENTAUX	
La Cour a accordé une compensation à un détenu pour le remplacement de biens personnels retirés illégalement ainsi que des frais judiciaires— Nom retenu ⁽²⁾	2 000	<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
<i>Autorisation—Cour fédérale T-954-02</i>		Pertes de profit pour contrat accordé à une autre firme— Barry Spalding en fiducie pour Ready John Inc	80 676
La Cour a accordé une compensation à un détenu suite à son exposition à des substances allergènes durant son incarcération ainsi que des frais judiciaires— Rachlin & Wolfson en fiducie Nom retenu ⁽²⁾	5 000	<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce</i> <i>PR-2004-038</i>	
		Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement de la plainte— Tireerankin J V	1 000
		<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce</i> <i>extérieur PR-2004-046</i>	
		Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement de la plainte— Veritaaq Technology House Inc	2 400

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—Fin

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	\$		\$
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2004-054</i>		CONSEIL DU TRÉSOR	
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement de la plainte— Gowling Lafleur Henderson LLP en fiducie pour Envoy Relocation Services	2 400	Secrétariat	
<i>Autorisation—Cour fédérale T-1399-03</i>		<i>Autorisation—Cour fédérale Certification du jugement T-2160-99</i>	
Coûts encourus pour couvrir les frais d'un médiateur— Davies, Ward, Phillips & Vineberg LLP en fiducie pour Rostrust Investments Inc	7 500	Paiements au titre de l'entente sur la parité salariale conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>	269 090
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2004-061</i>		ANCIENS COMBATTANTS	
Indemnisation relative à une perte d'occasion d'affaires— MTS Allstream Inc	1 367	<i>Autorisation—Cour fédérale du Canada T-2211-03</i>	
Rogers Telecom Inc	1 367	Règlement des frais juridiques et des déboursés— Fasken, Martineau, DuMoulin, LLP en fiducie pour Frye, O K	4 869
TELUS Communications Inc	1 367	<i>T-1447-04</i>	
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2005-026</i>		Règlement des frais juridiques et des déboursés— Jones, W D G	1 039
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement de la plainte— P & L Communications Inc	1 000	<i>T-1201-05</i>	
<i>Autorisation—Cour fédérale A-286-05</i>		Règlement des frais juridiques et des déboursés— Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck, LLP en fiducie pour Martel, J	2 000
Remboursement de déboursés engagés lorsqu'une décision TCCE a été portée en appel— Affleck, Greene, Orr LLP en fiducie pour Royal LePage Relocation Services Limited	5 000	<i>T-1121-04</i>	
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2003-070</i>		Règlement des frais juridiques et des déboursés— Fuller, Pearlman, McNeil en fiducie pour Trotter, E J	2 946
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement de la plainte— CSI Consulting Inc	8 871		10 854
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2005-015</i>		Total	9 090 411
Fourniture de recouvrement de matelas— La Société de Gestion Ville-Marie Limitée	1 000		
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2005-017</i>			
Indemnisation relative à une perte d'occasion d'affaires et pour les frais engagés pour la préparation et le traitement de la plainte— 1075776 Ontario Inc	20 897		
	134 845		

(1) Nom retenu en vertu des conditions du règlement.
(2) Nom retenu en vertu d'un mandat de réintégration.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Agriculture et Agroalimentaire	9.2
Agence de promotion économique du Canada atlantique	9.4
Patrimoine canadien	9.4
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	9.4
Environnement	9.6
Pêches et Océans	9.8
Ressources humaines et Développement social	9.18
Affaires indiennes et du Nord canadien	9.18
Industrie	9.22
Justice	9.22
Défense nationale	9.22
Ressources naturelles	9.24
Sécurité publique et Protection civile	9.24
Travaux publics et Services gouvernementaux	9.24
Transports(Transports, Infrastructure et Collectivités)	9.26
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	9.26

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au

cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite aux *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Assurance-récolte et sauvagine	141	3 542	831	2 216
	177	3 289	682	1 448
	<i>2 388</i>	<i>37 192</i>	<i>11 237</i>	<i>36 111</i>
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> —				
Programmes complémentaires de sécurité du revenu .....	...	1 627	6 330	818
	715	1 482	81	1 699
	<i>10 885</i>	<i>15 034</i>	<i>13 257</i>	<i>5 735</i>
Entente Canada/Ontario sur les mesures prises en raison de la présence du virus de la Sharka en Ontario .....	...	...	...	...

Programme canadien du revenu agricole (PCRA) .....	...	...	...	...
	1	553	381	157
	<i>20</i>	<i>14 092</i>	<i>9 669</i>	<i>3 997</i>
Encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) .....	...	...	...	...
	...	14	19	7
	<i>189</i>	<i>3 118</i>	<i>1 641</i>	<i>1 906</i>
Initiative de perfectionnement des compétences ⁽¹⁾	137	5	...
	7	9	26	8
	<i>220</i>	<i>324</i>	<i>390</i>	<i>206</i>
Info-Centre (Guelph) .....	...	...	...	...

Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA)	359	8 889	2 238	9 206
	360	17 160	5 280	18 960
	<i>859</i>	<i>37 589</i>	<i>14 974</i>	<i>35 979</i>
Communication et sensibilisation .....	...	...	...	...

Salubrité des aliments à la ferme	5	20	28	24
	4	16	23	19
	<i>9</i>	<i>36</i>	<i>51</i>	<i>43</i>
Salubrité des aliments en aval de la ferme	1	6	7	6
	2	9	13	11
	<i>3</i>	<i>15</i>	<i>20</i>	<i>17</i>
Qualité des aliments .....	...	...	...	...
	...	...	1	...
	...	...	<i>1</i>	...
Initiative de la traçabilité	1	6	9	7
	4	15	21	18
	<i>5</i>	<i>21</i>	<i>30</i>	<i>25</i>
Pistage et traçabilité des animaux .....	...	...	...	...
	3	11	15	13
	<i>3</i>	<i>11</i>	<i>15</i>	<i>13</i>

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
27 154	48 549	38 373	112 020	103 309	9 750	345 885	...	...	...	345 885
28 048	62 091	39 897	130 787	125 006	9 081	400 506	...	...	...	400 506
435 077	708 659	742 828	2 188 672	1 573 235	147 916	5 883 315	...	...	...	5 883 315
30 400	64 796	10 203	...	13 058	27 763	154 995	...	...	240	155 235
60 900	11 548	5 687	...	13 296	13 313	108 721	...	...	...	108 721
518 004	249 774	38 689	45 996	193 799	66 102	1 157 295	340	...	416	1 158 051
...	8 055	...	...	...	...	8 055	...	...	...	8 055
...	4 039	...	...	...	...	4 039	...	...	...	4 039
...	25 224	...	...	...	...	25 224	...	...	...	25 224
...
3 774	7 807	4 588	18 258	17 722	883	54 124	...	...	...	54 124
95 828	198 244	116 492	463 640	450 017	22 430	1 374 429	...	...	...	1 374 429
10 961	4 575	929	747	16 227	10	33 449	...	...	...	33 449
8 541	14 418	13 840	25 630	63 305	7 075	132 849	3	...	...	132 852
71 641	90 490	37 523	66 725	278 544	17 456	569 233	3	...	...	569 236
...	2 222	769	3 559	925	17	7 634	...	...	...	7 634
3	50	33	33	62	30	261	...	...	...	261 (a)
260	4 316	1 404	4 254	1 781	430	13 585	...	...	...	13 585 (a)
...	200	...	...	...	...	200	...	...	...	200
...	200	...	...	...	...	200	...	...	...	200
...	600	...	...	...	...	600	...	...	...	600
174 074	176 980	149 809	219 732	306 185	21 198	1 068 670	...	...	...	1 068 670
81 720	102 180	116 340	276 060	154 920	31 020	804 000	...	...	...	804 000
356 514	422 030	350 402	811 902	644 104	91 920	2 766 273	...	...	...	2 766 273
...
...	112	...	...	...	...	112	...	...	...	112
...	112	...	...	...	...	112	...	...	...	112
330	525	210	463	499	130	2 234	...	...	...	2 234
268	427	171	376	406	106	1 816	...	...	...	1 816
598	952	381	839	905	236	4 050	...	...	...	4 050
88	140	56	123	133	35	595	...	...	...	595
147	235	94	207	223	58	999	...	...	...	999
235	375	150	330	356	93	1 594	...	...	...	1 594
...
6	10	4	9	9	2	41	...	...	...	41
6	10	4	9	9	2	41	...	...	...	41
101	161	64	142	153	40	684	...	...	...	684
246	392	157	345	373	97	1 668	...	...	...	1 668
347	553	221	487	526	137	2 352	...	...	...	2 352
...	663	...	...	...	...	663	...	...	...	663
177	282	113	248	268	70	1 200	...	...	...	1 200
177	945	113	248	268	70	1 863	...	...	...	1 863

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Programme d'indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage.....	...	...	...	...
	...	...	...	5
Total du portefeuille ministériel	507	14 227	9 448	12 277
	1 273	22 558	6 542	22 340
	14 581	107 432	51 285	84 057
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère				
Ententes de coopération .....	...	...	1 141	...
	3 586	6	1 143	5 762
	224 161	109 275	212 505	211 956
Ententes de coopération—SPFA/DCE .....	...	...	...	...
	32 934	...	6 614	983
Ententes de coopération—SPFA/RE.....	...	...	...	...
	69 101	...	10 449	2 307
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	1 141	...
	3 586	6	1 143	5 762
	326 196	109 275	229 568	215 246
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Programme des langues officielles dans l'enseignement	3 775	3 467	9 560	26 312
	3 200	2 174	6 771	18 255
	90 872	52 193	176 083	655 336
Programme d'appui aux organismes nationaux de sport.....	180	200	255	240
	213	200	255	180
	593	600	810	600
Programme Présentation des arts Canada	120	...	...	...
	140	...	...	...
	582	...	...	...
Appui d'Espaces culturels Canada .....	...	...	...	...
	1 200	...	...	...
	3 100	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	4 075	3 667	9 815	26 552
	4 753	2 374	7 026	18 435
	95 147	52 793	176 893	655 936
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Contributions à la province de Québec aux termes de l'entente Travaux d'infrastructure Canada (1994).....	...	...	...	...

Contributions à la province de Québec aux termes du programme Structure Canada (2000) .....	...	...	...	...

Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	1	1	...	...	...	2	...	...	...	2
...	4	1	...	...	...	5	...	...	...	5 (a)
232	2 388	81	18	1	...	2 725	...	...	...	2 725 (a)
243 108	306 867	200 414	336 786	440 489	58 943	1 623 066	...	...	240	1 623 306
183 830	203 795	180 925	451 953	375 590	61 735	1 510 541	3	...	...	1 510 544
1 478 919	1 704 672	1 288 288	3 583 120	3 143 545	346 792	11 802 691	343	...	416	11 803 450
...	...	...	...	...	...	1 141	...	...	...	1 141
...	...	...	...	...	...	10 497	...	...	...	10 497
16	139	...	...	...	...	758 052	...	...	...	758 052
...
...
...	...	...	...	...	...	40 531	...	...	...	40 531
...
...
...	...	...	...	...	...	81 857	...	...	...	81 857
...	...	...	...	...	...	1 141	...	...	...	1 141
...	...	...	...	...	...	10 497	...	...	...	10 497
16	139	...	...	...	...	880 440	...	...	...	880 440
66 134	87 119	13 566	7 086	14 239	18 037	249 295	1 109	3 018	2 053	255 475
51 367	63 408	11 052	5 370	10 295	13 798	185 690	1 122	696	1 004	188 512
2 480 674	2 208 734	259 022	191 628	268 471	294 821	6 677 834	28 233	11 731	22 435	6 740 233
634	884	367	259	378	434	3 831	292	322	292	4 737
634	405	100	259	325	434	3 005	222	192	192	3 611
1 268	1 289	627	658	903	968	8 316	779	719	624	10 438
...	...	...	...	...	...	120	...	...	...	120
...	...	...	...	...	...	140	...	...	...	140
...	...	...	...	...	...	582	...	...	...	582
...
...	...	...	456	...	...	1 656	...	22	...	1 678
...	...	...	900	...	...	4 000	...	88	...	4 088
66 768	88 003	13 933	7 345	14 617	18 471	253 246	1 401	3 340	2 345	260 332
52 001	63 813	11 152	6 085	10 620	14 232	190 491	1 344	910	1 196	193 941
2 481 942	2 210 023	259 649	193 186	269 374	295 789	6 690 732	29 012	12 538	23 059	6 755 341
...
37	...	...	...	...	...	37	...	...	...	37
625 093	...	...	...	...	...	625 093	...	...	...	625 093 (f)
85 724	...	...	...	...	...	85 724	...	...	...	85 724
85 339	...	...	...	...	...	85 339	...	...	...	85 339
296 488	...	...	...	...	...	296 488	...	...	...	296 488
85 724	...	...	...	...	...	85 724	...	...	...	85 724
85 376	...	...	...	...	...	85 376	...	...	...	85 376
921 581	...	...	...	...	...	921 581	...	...	...	921 581

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Accord Canada/Terre-Neuve relatif aux stations et programmes climatologiques	29	...	...	...
	22	...	...	...
	<i>1 268</i>	...	...	...
Accord Canada/Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec

Contribution en vertu du plan nord-américain de gestion de la sauvagine

Réglementation de la rivière Ottawa

Protection et dépollution du fleuve Saint-Laurent

Pâtes et papier

Accord concernant les relevés hydrométriques	425	12	56	162
	426	10	63	162
	<i>1 742</i>	<i>69</i>	<i>420</i>	<i>839</i>
Réseau radiométéo

Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes	<i>1 150</i>	<i>21</i>	<i>791</i>	<i>2 376</i>

Plan d'action du bassin de Georgie (anciennement Initiative de l'écosystème du bassin de Georgie)

Loi sur la gestion des déchets de la Colombie-Britannique

Loi sur les espèces en péril

Stratégie d'initiative de la qualité de l'air

Programme de gérance de l'habitat

Loi canadienne sur la protection de l'environnement LCPE

Pétrole et gaz du Nord

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	29	...	...	...	29
...	22	...	...	...	22
...	1 268	...	...	...	1 268
210	210	...	...	...	210
207	207	...	...	...	207
6 554	6 554	...	...	...	6 554
...	217	361	626	569	4	1 777	...	...	...	1 777
...	...	455	637	597	3	1 692	...	...	...	1 692
...	217	3 678	6 390	5 219	26	15 530	...	...	...	15 530
...	66 658	...	...	...	...	66 658	...	...	...	66 658
...	73 581	...	...	...	...	73 581	...	...	...	73 581
(21 459)	206 953	...	...	...	...	185 494	...	...	...	185 494
356	356	...	...	...	356
450	450	...	...	...	450
28 396	28 396	...	...	...	28 396
...
...
1 750	273	2 023	...	...	...	2 023
200	2 551	...	...	...	...	3 406	...	...	...	3 406
200	2 410	...	...	...	...	3 271	...	...	...	3 271
19 883	22 412	6 117	5 823	14 211	...	71 516	...	...	...	71 516
...
...
...	4 338	...	...	...	4 338
92	92	...	...	...	92
92	92	...	...	...	92
484	484	...	...	...	484
...	88	88	...	...	...	88
...	67	67	...	...	...	67
...	294	294	...	...	...	294 (a)
...
...
...	20	20	...	...	...	20 (a)
...	18	18	...	...	...	18
...	160	160	...	...	45	205
...	188	188	...	...	45	233 (a)
...
...	6	6
...	133	133	...	...	6	139 (a)
...
...	9	9
...	142	142	...	...	9	151 (a)
...	15	15	...	...	...	15
...
...	15	15	...	...	...	15
...	5	5	...	...	...	5
...
...	5	5	...	...	...	5

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
Examen par une commission du projet Eastmain-1-A

Total du portefeuille ministériel	454	12	56	162
	448	10	63	162
	<i>4 160</i>	<i>90</i>	<i>1 211</i>	<i>3 215</i>
PÊCHES ET OCÉANS				
Ministère				
Programme de retraite anticipée des pêcheurs de l'Atlantique
	482	...	...	...
	<i>13 352</i>	<i>43</i>	<i>2 688</i>	...
Planification de l'utilisation de l'eau avec Hydro C-B

Plan d'action environnemental du bras de mer Burrard

Accord Canada/Colombie-Britannique—Projet conjoint de restauration de l'habitat, protection et transfert de l'information

Projet de méthodes de défense (MRNO)

Programme de rétablissement des bassins versants de la Colombie-Britannique—Renouvellement forestier

Programme d'aménagement du bassin du Fraser

Aménagement de l'estuaire du fleuve Fraser

Plan de mesure corrective pour le port de Hamilton

Levés hydrographiques de Coral Harbour, production de carte et de couloir marin.....

Levés hydrographiques dans l'Arctique—Bras de mer Rankin.....

Programme de retraite anticipée des pêcheurs de morue du Nord.....

	<i>68 471</i>	...	...	...
Opération de l'alevinier de la rivière Alouette

Saumon arc-en-ciel de la rivière Puntledge.....

Saumon de l'Atlantique

Manuel des méthodes et des normes d'échappement.....

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
44	44	...	...	...	44
218	218	...	...	...	218
858	69 426	361	626	569	130	72 654	...	...	...	72 654
993	75 991	455	637	597	230	79 586	...	...	60	79 646
35 826	229 582	9 795	12 213	19 430	1 096	316 618	...	...	60	316 678
...
...	482	...	...	...	482
673	16 756	...	...	...	16 756 (f)
...
...	115	115	...	...	...	115
...	932	932	...	...	...	932
...	21	21	...	...	...	21
...	45	45	...	...	...	45
...	738	738	...	...	...	738
...
...	440	440	...	...	...	440
...	4 397	4 397	...	...	...	4 397
...
...	840	...	...	...	...	840	...	...	...	840 (f)
...
...
...	1 774	1 774	...	...	...	1 774
...
...	20	20	...	...	...	20
...	1 552	1 552	...	...	...	1 552
...	21	21	...	...	...	21
...
...	896	896	...	...	...	896
...
...	15	...	...	...	...	15	...	...	...	15
...	882	...	...	...	...	882	...	...	...	882
...	46	...	46
...	60	...	60
...	4 860	629	...	5 489
...
...
...	614	...	614 (f)
...
...	68 471	...	...	...	68 471
...
...	638	638	...	...	...	638
...
...
...	35	35	...	...	...	35
...
...	2	2	...	...	...	2
...	333	333	...	...	...	333
...
...	55	55	...	...	...	55

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Effets du barrage d'Hydro sur l'habitat des poissons
	***	***	***	***
Projet Quinte
	***	***	***	***
Santé Alberta—Analyse du poisson du lac Cristina, analyse Swan Hills
	***	***	***	***
Division de la base de données d'aquaculture
	***	***	***	***
Division de la base de données des échappées
	***	***	***	***
Participation des Premières nations dans le programme de surveillance du saumon de l'Atlantique
	***	***	***	***
Maintenance de bases de données Harvest
	***	***	***	***
Division de l'information technologique et des sciences
	***	***	***	***
Étude de la toxicité de l'oxygène sur le saumon de l'Atlantique—Programme de surveillance
	***	***	***	***
Programme de stages pour les sciences et la technologie
	***	***	***	***
Conseil des sciences de la Colombie-Britannique
	***	***	***	***
Espèces en péril en Ontario
	***	***	***	***
Restauration des pêches dans le port de Toronto
	***	***	***	***
Enquête 2001 sur les poux de mer du détroit de la Reine-Charlotte
	***	***	***	***
Possibilités d'aquaculture au North Island Strats et au détroit de Quatsino
	***	***	***	***
Plan d'utilisation des eaux de la rivière Campbell et réhabilitation de l'estuaire
	***	***	***	***
Durabilité des pêches dans la ligne de partage des eaux avec le lac Owikeno/Long
	***	***	***	***
Plan de durabilité des pêches dans la ligne de partage des eaux avec la Rivière Nimpkish
	***	***	***	***

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	190	...	...	...	...	190	...	...	...	190
...	242	...	...	...	...	242	...	...	...	242
...	<i>1 449</i>	...	...	...	...	<i>1 449</i>	...	...	...	<i>1 449</i>
...	300	...	...	...	...	300	...	...	...	300
...	228	...	...	...	...	228	...	...	...	228
...	<i>1 356</i>	...	...	...	...	<i>1 356</i>	...	...	...	<i>1 356</i>
...
...	...	...	...	...	48	48	...	...	...	48
...	...	...	...	...	213	213	...	...	...	213
...
...
...	<i>1 158</i>	...	...	...	...	<i>1 158</i>	...	...	...	<i>1 158</i>
...
...
...	...	...	...	...	<i>1 111</i>	<i>1 111</i>	...	...	...	<i>1 111</i>
...
...	...	...	...	...	9	9	...	...	...	9
...	...	...	...	...	411	411	...	...	...	411
...
...
...	...	...	...	...	196	196	...	...	...	196
...
...
...	...	...	...	...	8	8	...	...	...	8
...
...
...	...	...	...	...	4	4	...	...	...	4
...	91	...	...	...	...	91	...	...	...	91
...	91	...	...	...	...	91	...	...	...	91
...	595	...	...	...	...	595	...	...	...	595 (f)
...
...
...	...	...	...	...	157	157	...	...	...	157
...	114	...	...	...	...	114	...	...	...	114
...	250	...	...	...	...	250	...	...	...	250
...	<i>1 545</i>	...	...	...	...	<i>1 545</i>	...	...	...	<i>1 545</i>
...
...
...	48	...	...	...	...	48	...	...	...	48 (f)
...
...	...	...	...	...	40	40	...	...	...	40
...	...	...	...	...	65	65	...	...	...	65
...
...
...	...	...	...	...	50	50	...	...	...	50
...
...	...	...	...	...	12	12	...	...	...	12
...	...	...	...	...	49	49	...	...	...	49
...
...
...	...	...	...	...	413	413	...	...	...	413
...
...	...	...	...	...	13	13	...	...	...	13
...	...	...	...	...	35	35	...	...	...	35

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Amélioration de la conservation de truites arcs-en-ciel et truites fardées de l'écloserie Quinsam.....

Amélioration de la conservation de truites arcs-en-ciel et truites fardées de l'écloserie Snootli

Révision du plan de gestion des ressources terrestres et côtières du centre de la côte.....

Collaboration de Hydro C-B—Birtwell

GVRD—Contrôle du suintement de la culée de réservoir du barrage Cleveland

Étude du réseau alimentaire au réservoir Carpenter

Sylviculture—RFCB

Rétention variable de sylviculture—RFCB

Collaboration de Hydro C-B—Shortreed.....

Conseil canadien des ministres des Pêches et de l'Aquaculture

Financement pour le comité des placers du Yukon

Conseil du bassin du Fraser—Grille à débris

Étude sur la circulation de substance nutritive du lac Quesnel

Programme de surveillance de contaminants

Espèces en péril du fleuve de Sydenham.....

La gestion de sécurité de forêt boréale reproduit les modèles normaux de perturbation dans les forêts littorales.....

Programme de développement de la pêche au crabe des neiges du Pacifique.....

Zone tampon riveraine—RFCB.....

Identification des réserves de truites arc-en-ciel anadromes de la rivière Skeena.....

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...
...	56	56	...	...	...	56
...
...	10	10	...	...	...	10
...
...	20	20	...	...	...	20
...
...	6	6	...	...	...	6
...
...
...	212	212	...	...	...	212
...
...	42	42	...	...	...	42
...
...	106	106	...	...	...	106
...
...	67	67	...	...	...	67
...
...	8	8	...	...	...	8
...	214	214	...	...	...	214
...	76	...	...	...	...	76	...	...	...	76
...	80	...	...	...	...	80	...	...	...	80
...	231	...	...	...	...	231	...	...	...	231
...	16	16	...	...	...	16
...	3	3	...	...	...	3
...	59	59	...	...	...	59
...
...	75	75	...	...	...	75
...	230	230	...	...	...	230
...
...	5	5	...	...	...	5
...	289	...	...	...	...	289	...	...	...	289
...	195	...	...	...	...	195	...	...	...	195
...	612	...	...	...	...	612	...	...	...	612 (f)
...
...	389	...	...	...	...	389	...	...	...	389 (f)
...
...	20	...	...	...	...	20	...	...	...	20
...
...	1	1	...	...	...	1
...	28	28	...	...	...	28
...
...	75	75	...	...	...	75
...	146	146	...	...	...	146
...
...	5	5	...	...	...	5

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Plan pour la durabilité du poisson des bassins versants de la rivière Bella Coola .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Processus de consultation sur l'aquaculture de l'archipel Broughton .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Analyse d'approvisionnement d'habitat dans des écosystèmes de lac .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Protocole d'Évaluation de Jet .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

ECOPATH dans la baie de Quinte et du lac Oneida .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Coalition du centre de ressources de la faune du Nunavut .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Gestion des statistiques de la Pêche commerciale au Québec (1990 à 2005) .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Retardateurs de flamme bromée et EDP Ikonomou .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Modèle de prévision d'onde de tempête Thomson, Rick .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Analyse microsatellite du rivage du Lac Okanagan et du cours d'eau qui engendre Kokanee .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Révision des politiques de planification côtières .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Restauration du pont hydraulique côtier C-B .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Fonds environnementaux pour le Ministère des Transports .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Plan de Gestion estuaire de la rivière Campbell .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Embauche et formation d'agents multidisciplinaires et d'assistants aux ressources renouvelables (2005-2007) .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Conseil de gestion de l'environnement de la Baie Voisey	57	...	...	...
	55	...	...	...
	132	...	...	...
Rétablissement de truite d'Aurora .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Développement d'un plan de rétablissement d'écosystème pour les espèces en danger du fleuve d'Ausable .....	...	...	...	...
	***	***	***	***

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...	...	...	...	...	20	20	...	...	...	20
...	...	...	...	...	50	50	...	...	...	50
...
...	...	...	...	...	40	40	...	...	...	40
...	274	...	...	...	...	274	...	...	...	274
...	272	...	...	...	...	272	...	...	...	272
...	696	...	...	...	...	696	...	...	...	696 (f)
...
...	10	...	...	...	...	10	...	...	...	10 (f)
...	172	...	...	...	...	172	...	...	...	172
...	182	...	...	...	...	182	...	...	...	182
...	524	...	...	...	...	524	...	...	...	524
...	...	...	...	...	...	...	...	3	...	3
...	...	...	...	...	...	...	...	5	...	5
...	...	...	...	...	...	...	...	53	...	53
44	...	...	...	...	...	44	...	...	...	44
29	...	...	...	...	...	29	...	...	...	29
333	...	...	...	...	...	333	...	...	...	333
...	...	...	...	...	5	5	...	...	...	5
...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1
...	...	...	...	...	6	6	...	...	...	6
...	...	...	...	...	44	44	...	...	...	44
...	...	...	...	...	4	4	...	...	...	4
...	...	...	...	...	48	48	...	...	...	48
...	...	...	...	...	30	30	...	...	...	30
...	...	...	...	...	10	10	...	...	...	10
...	...	...	...	...	40	40	...	...	...	40
...
...	...	...	...	...	15	15	...	...	...	15
...	...	...	...	...	15	15	...	...	...	15
...
...	...	...	...	...	24	24	...	...	...	24
...	...	...	...	...	24	24	...	...	...	24
...
...	...	...	...	...	10	10	...	...	...	10
...	...	...	...	...	10	10	...	...	...	10
...
...	...	...	...	...	2	2	...	...	...	2
...	...	...	...	...	2	2	...	...	...	2
28	...	...	...	...	...	28	...	...	...	28
100	...	...	...	...	...	100	...	...	...	100
128	...	...	...	...	...	128	...	...	...	128 (a)
...	...	...	...	...	...	57	...	...	...	57
...	...	...	...	...	...	55	...	...	...	55
...	...	...	...	...	...	132	...	...	...	132 (a)
...
...	10	...	...	...	...	10	...	...	...	10
...	20	...	...	...	...	20	...	...	...	20(a)(f)
...
...	46	...	...	...	...	46	...	...	...	46
...	46	...	...	...	...	46	...	...	...	46(a)(f)

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Développement d'un plan de rétablissement d'écosystème pour les espèces en danger du fleuve de la Tamise
	***	***	***	***
Développement d'un plan de rétablissement pour la manche Darter
	***	***	***	***
La génétique de conservation des surgoons de Redhorse
	***	***	***	***
Amorce de Baitfish pour l'industrie de Baitfish
	***	***	***	***
Mâchoire courte Cisco: Distribution par rapport à l'habitat dans la région marine nationale proposée de conservation du lac Supérieur
	***	***	***	***
La génétique de conservation de la truite de l'aurore
	***	***	***	***
Les Communautés de poissons de la rue Clair - le fleuve de Detroit, Rondeau, rue Francis, écosystème de lac: Pêcher les espèces en danger, les espèces présentées et l'habitat critique
	***	***	***	***
Implications de construction de route sur l'habitat de poissons
	***	***	***	***
Développement des publications de directives de références pour les projets de construction dans et proche de l'eau
	***	***	***	***
Lac Ontario Mysid et évaluation de Diporeia
	***	***	***	***
Secrétariat du régime d'exploitation des placers de Yukon
	***	***	***	***
Limnologie du lac Quesnel (Ministère de l'environnement)
	***	***	***	***
Analyse microsatellite des stocks de base et mélangés près du rivage et des ruisseaux qui sont frayères pour du Kokanee au Lac Okanagan. (MWLAP)
	***	***	***	***
Analyse microsatellite du lac Koochanusa (Société des pêches en eau douce)
	***	***	***	***
Les effets du bûcheronnage rivulaire sur l'habitat du poisson et d'écologie des petits ruisseaux dans la circonscription forestière de Prince George (Ministère des Forêts)
	***	***	***	***
Limnologie du lac Quesnel (MWLAP)
	***	***	***	***
L'évaluation des incidences potentielles de l'aquaculture de la panope du Pacifique intertidale (Panope abrupta) sur l'environnement benthique (MAFF)
	***	***	***	***

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...	27	...	...	...	...	27	...	...	...	27
...	27	...	...	...	...	27	...	...	...	27(a)(f)
...
...	54	...	...	...	...	54	...	...	...	54
...	54	...	...	...	...	54	...	...	...	54(a)(f)
...
...
...	16	...	...	...	...	16	...	...	...	16(a)(f)
...
...	46	...	...	...	...	46	...	...	...	46
...	46	...	...	...	...	46	...	...	...	46(a)(f)
...
...	26	...	...	...	...	26	...	...	...	26
...	26	...	...	...	...	26	...	...	...	26(a)(f)
...
...	16	...	...	...	...	16	...	...	...	16
...	16	...	...	...	...	16	...	...	...	16(a)(f)
...	80	...	...	...	...	80	...	...	...	80
...	70	...	...	...	...	70	...	...	...	70
...	150	...	...	...	...	150	...	...	...	150 (a)
...	9	...	...	...	...	9	...	...	...	9
...
...	9	...	...	...	...	9	...	...	...	9 (f)
...	12	...	...	...	...	12	...	...	...	12
...
...	12	...	...	...	...	12	...	...	...	12 (f)
...	12	...	...	...	...	12	...	...	...	12
...
...	12	...	...	...	...	12	...	...	...	12
...	...	...	...	...	126	126	...	...	...	126
...
...	...	...	...	...	126	126	...	...	...	126
...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1
...
...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1
...	...	...	...	...	30	30	...	...	...	30
...
...	...	...	...	...	30	30	...	...	...	30
...	...	...	...	...	21	21	...	...	...	21
...
...	...	...	...	...	21	21	...	...	...	21
...	...	...	...	...	150	150	...	...	...	150
...
...	...	...	...	...	150	150	...	...	...	150
...	...	...	...	...	7	7	...	...	...	7
...
...	...	...	...	...	7	7	...	...	...	7
...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1
...
...	...	...	...	...	1	1	...	...	...	1

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Projet expérimental du crabe des neiges du Pacifique (MAFF).....	...	...	...	...

Fraye de l'esturgeon blanc.....	...	...	...	...

Conseil consultatif sur l'habitat et la mise en valeur du saumon.....	...	...	...	...

Ruisseau Moonbeam.....	...	...	...	...

Rétablissement de l'esturgeon blanc.....	...	...	...	...

Total du portefeuille ministériel.....	57	...	...	...
	537	...	...	...
	81 955	43	2 688	...
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL				
Ministères				
Développement social				
Ententes sur le marché du travail relatives aux personnes handicapées.....	4 578	1 376	8 290	5 951
	4 578	1 376	8 290	5 951
	9 156	2 752	16 580	11 902
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Programme de logement à frais partagés.....	...	...	...	...
	60 728	10 738	68 311	52 265
	1 070 631	154 243	1 171 235	747 581
Total du portefeuille ministériel.....	4 578	1 376	8 290	5 951
	65 306	12 114	76 601	58 216
	1 079 787	156 995	1 187 815	759 483
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak.....	...	...	...	...

Indiens Cris—Conseil scolaire du Kativik (Baie James).....	...	...	...	...

Association des trappeurs Indiens Cris.....	...	...	...	...

Protection des forêts.....	...	...	...	...

Programme des infrastructures.....	...	...	...	...

Entente conjointe pour les immobilisations liées à l'éducation—AINC, Manow—Bandes NAN.....	...	...	...	...

Développement des ressources naturelles.....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	21	21	...	...	...	21
...
...	21	21	...	...	...	21
...	45	45	...	...	...	45
...
...	45	45	...	...	...	45
...	16	16	...	...	...	16
...	19	19	...	...	...	19
...	63	63	...	...	...	63 (a)
...	30	30	...	...	...	30
...	17	17	...	...	...	17
...	47	47	...	...	...	47 (a)
...	30	30	...	...	...	30
...	17	17	...	...	...	17
...	47	47	...	...	...	47 (a)
72	1 619	...	...	...	615	2 363	...	49	...	2 412
129	1 850	...	...	...	1 045	3 561	...	65	...	3 626
<i>1 134</i>	<i>10 789</i>	...	...	...	<i>16 062</i>	<i>112 671</i>	<i>4 860</i>	<i>1 296</i>	...	<i>118 827</i>

45 893	77 993	8 965	10 853	25 190	30 744	219 833	...	...	...	219 833
45 893	69 912	8 965	10 853	25 190	30 744	211 752	...	...	...	211 752
<i>91 786</i>	<i>147 905</i>	<i>17 930</i>	<i>21 706</i>	<i>50 380</i>	<i>61 488</i>	<i>431 585</i>	...	...	...	<i>431 585</i>

...
280 722	611 146	85 355	129 832	112 345	160 602	1 572 044	35 386	58 310	6 420	1 672 160
<i>3 672 517</i>	<i>9 086 179</i>	<i>1 298 787</i>	<i>2 197 653</i>	<i>1 695 686</i>	<i>1 864 856</i>	<i>22 959 368</i>	<i>1 386 556</i>	<i>354 249</i>	<i>79 707</i>	<i>24 779 880</i>
45 893	77 993	8 965	10 853	25 190	30 744	219 833	...	...	...	219 833
326 615	681 058	94 320	140 685	137 535	191 346	1 783 796	35 386	58 310	6 420	1 883 912
<i>3 764 303</i>	<i>9 234 084</i>	<i>1 316 717</i>	<i>2 219 359</i>	<i>1 746 066</i>	<i>1 926 344</i>	<i>23 390 953</i>	<i>1 386 556</i>	<i>354 249</i>	<i>79 707</i>	<i>25 211 465</i>

...	...	...	...	...	...	...	...	15	...	15
...	...	...	...	...	...	...	...	15	...	15
...	...	...	...	...	...	...	191	45	...	236
94 748	...	...	...	...	...	94 748	...	...	...	94 748
95 980	...	...	...	...	...	95 980	...	...	...	95 980
<i>1 437 270</i>	...	...	...	...	...	<i>1 437 270</i>	...	...	...	<i>1 437 270</i>
82	...	...	...	...	...	82	...	...	...	82
82	...	...	...	...	...	82	...	...	...	82
<i>2 198</i>	...	...	...	...	...	<i>2 198</i>	...	...	...	<i>2 198</i>
140	1 270	669	1 932	...	...	4 011	...	...	...	4 011
191	1 286	770	1 548	...	...	3 795	...	...	...	3 795 (a)
<i>1 677</i>	<i>23 645</i>	<i>12 725</i>	<i>17 943</i>	...	...	<i>55 990</i>	...	...	...	<i>55 990 (a)</i>
...
...	...	...	...	...	...	...	685	...	...	685
...	...	...	...	...	...	...	10 890	...	...	10 890
...
...
...	33 060	...	...	...	...	33 060	...	...	...	33 060
...	500	...	...	...	...	500	...	...	...	500
...	500	...	...	...	...	500	...	...	...	500
...	<i>13 685</i>	...	...	...	...	<i>13 685</i>	...	...	...	<i>13 685</i>

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Entente de Terre-Neuve
	10 004	...	...	...
	<i>158 874</i>	...	...	...
Entente du nord-est du Québec

Entente sur les inondations du Nord

Routes des réserves

Services sociaux

Négociations de traité trilatérale

Programme d'aide intérimaire de gestion des ressources

Entente Labrador/Inuit

	23	...	...	...
Entente concernant la mise en oeuvre de la convention de la Baie James et du nord québécois en matière de logement du Nunavik

Bureau de géoscience du Canada

Programme d'infrastructure Canada/Yukon

Bureau de géoscience du Yukon

Ministère des Premières Nations et Relations des Métis

L'aide à la gestion des urgences

Services directs de l'éducation

Programme d'entraîner les apprentis

Activités du gouvernement du Nunavut à la conférence de l'ONU sur les changements climatiques

Forum des ministres sur le développement du Nord 2005

Optimisation de l'impact des projets majeurs sur l'aspect économique et social du Nord

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...	10 004	...	...	...	10 004
...	158 874	...	...	...	158 874
2 733	2 733	...	...	...	2 733
2 650	2 650	...	...	...	2 650
62 291	62 291	...	...	...	62 291
...	...	341	...	...	...	341	...	...	...	341
...	...	732	...	...	...	732	...	...	...	732
...	...	120 057	...	...	...	120 057	...	...	...	120 057
...	...	5 855	...	...	...	5 855	...	...	...	5 855
...	...	4 074	...	...	...	4 074	...	...	...	4 074
...	...	48 378	...	...	...	48 378	...	...	...	48 378
...	188 019	...	...	...	...	188 019	...	...	...	188 019
...	164 107	...	...	...	...	164 107	...	...	...	164 107
...	2 280 680	...	...	...	...	2 280 680	...	...	...	2 280 680
...	5 801	5 801	...	...	...	5 801
...	5 639	5 639	...	...	...	5 639
...	60 521	60 521	...	...	...	60 521
...	1 621	...	...	1 621
...	1 965	...	...	1 965
...	12 474	...	...	12 474
...
...	23	...	...	...	23
12 500	12 500	...	...	...	12 500
500	500	...	...	...	500
35 500	35 500	...	...	...	35 500
...	430	...	...	430
...	430	...	...	430
...	2 535	...	...	2 535
...	1 233	...	1 233
...
...	2 538	...	2 538
...
...	680	...	680
...
...	69	...	...	69	...	...	...	69
...	69	...	...	69	...	...	...	69
...	2 445	...	...	...	...	2 445	...	...	...	2 445
...
...	2 445	...	...	...	...	2 445	...	...	...	2 445
...	340	...	...	...	...	340	...	...	...	340
...
...	340	...	...	...	...	340	...	...	...	340
...	346	...	...	...	...	346	...	...	...	346
...
...	346	...	...	...	...	346	...	...	...	346
...	13	...	13
...
...	13	...	...	13 (f)
...	...	2	...	...	...	2	...	...	...	2
...
...	...	2	...	...	...	2	...	...	...	2 (f)
...	...	8	...	...	...	8	...	...	...	8
...
...	...	8	...	...	...	8	...	...	...	8 (f)

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Étude sur la présence de communautés Métis historique au Québec .....	...	...	...	...

Litige Couchiching — Évaluation des terres de l'autoroute 11 .....	...	...	...	...

Centre de formation professionnelle Waswanipi— Convention de la Baie-James et du Nord québécois .....	...	...	...	...

Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...
	10 004	...	...	...
	<i>158 897</i>	...	...	...
INDUSTRIE				
Ministère				
Infrastructure Canada/Ontario .....	...	...	...	...

Développement industriel et régional .....	...	...	...	...

	<i>630 651</i>	<i>310 879</i>	<i>690 209</i>	<i>561 133</i>
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...

	<i>630 651</i>	<i>310 879</i>	<i>690 209</i>	<i>561 133</i>
JUSTICE				
Ministère				
Aide juridique	2 047	393	3 612	2 453
	2 226	485	3 895	2 686
	<i>39 243</i>	<i>6 379</i>	<i>72 789</i>	<i>37 022</i>
Assistance parajudiciaire auprès des Autochtones	98	...	111	...
	98	...	128	...
	<i>2 267</i>	<i>52</i>	<i>958</i>	...
Aide juridique aux jeunes contrevenants	5 350	2 112	6 448	5 040
	5 424	2 152	6 570	5 136
	<i>96 531</i>	<i>38 063</i>	<i>115 558</i>	<i>90 804</i>
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques) .....	...	...	...	...

Services de la justice destinés aux jeunes—Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	100	100	261	166
	100	100	200	100
	<i>400</i>	<i>400</i>	<i>695</i>	<i>466</i>
Total du portefeuille ministériel	7 595	2 605	10 432	7 659
	7 848	2 737	10 793	7 922
	<i>138 441</i>	<i>44 894</i>	<i>190 000</i>	<i>128 292</i>
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Aide financière relative aux catastrophes/Programme de la protection civile conjointe .....	...	...	...	...

	<i>23 365</i>	<i>8 499</i>	<i>13 768</i>	<i>39 836</i>

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
50	...	...	...	...	...	50	...	...	...	50
...
50	...	...	...	...	...	50	...	...	...	50 (f)
...	16	...	...	...	...	16	...	...	...	16
...
...	16	...	...	...	...	16	...	...	...	16 (f)
5 524	...	...	...	...	...	5 524	...	...	...	5 524
...
5 524	...	...	...	...	...	5 524	...	...	...	5 524
115 777	192 936	6 875	1 932	...	5 801	323 321	1 621	458	1 233	326 633
99 403	165 893	5 576	1 617	...	5 639	288 132	2 650	445	...	291 227
1 544 510	2 354 217	181 170	18 012	...	60 521	4 317 327	23 555	2 593	3 218	4 346 693
...	115 942	...	...	...	...	115 942	...	...	...	115 942
...	150 243	...	...	...	...	150 243	...	...	...	150 243
...	522 418	...	...	...	...	522 418	...	...	...	522 418
...
...
492 295	279 136	312 968	193 718	142 342	162 075	3 775 406	30 708	...	13 439	3 819 553
...	115 942	...	...	...	...	115 942	...	...	...	115 942
...	150 243	...	...	...	...	150 243	...	...	...	150 243
492 295	801 554	312 968	193 718	142 342	162 075	4 297 824	30 708	...	13 439	4 341 971
26 321	50 682	4 824	4 203	10 751	14 489	119 775	...	...	...	119 775
27 736	50 405	5 331	4 739	11 618	15 592	124 713	...	...	...	124 713
445 031	911 374	84 883	67 772	172 281	229 658	2 066 432	24 435	...	7 605	2 098 472
530	1 039	435	620	1 009	994	4 836	...	...	...	4 836
479	1 056	435	620	1 026	994	4 836	...	...	...	4 836
10 746	19 510	8 194	10 116	24 771	23 517	100 131	6 569	15	2 197	108 912
38 338	66 688	6 723	7 751	17 721	23 133	179 304	3 198	1 648	1 152	185 302
39 056	67 922	6 855	7 896	18 088	23 485	182 584	3 255	1 679	1 134	188 652
669 805	1 224 079	115 696	139 779	291 348	363 803	3 145 466	79 314	11 771	24 699	3 261 250
...	...	...	...	...	...	...	1 972	1 792	1 092	4 856
...	...	...	...	...	...	...	1 972	1 846	1 152	4 970
...	...	...	...	...	...	...	11 969	10 517	6 126	28 612
100	845	126	100	295	317	2 410	150	175	150	2 885
148	287	100	100	200	134	1 469	150	175	150	1 944
448	1 332	426	400	707	651	5 925	600	700	600	7 825
65 289	119 254	12 108	12 674	29 776	38 933	306 325	5 320	3 615	2 394	317 654
67 419	119 670	12 721	13 355	30 932	40 205	313 602	5 377	3 700	2 436	325 115
1 126 030	2 156 295	209 199	218 067	489 107	617 629	5 317 954	122 887	23 003	41 227	5 505 071
...
...
892 785	161 984	230 215	17 813	84 201	159 367	1 631 833	5 496	763	5 748	1 643 840 (f)

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Fonds des nouvelles initiatives (NSS) .....	...	...	...	...
	16	...	1	47
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	...	...
	23 381	8 499	13 769	39 883
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Fonds de développement Canada/Terre-Neuve	1 185	...	...	...
	1 023	...	...	...
	224 980	...	...	...
Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	2 382	...	...	...
	2 265	...	...	...
	41 308	...	...	...
Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers .....	...	...	1 407	...
	...	...	996	...
	...	...	16 840	...
Total du portefeuille ministériel	3 567	...	1 407	...
	3 288	...	996	...
	266 288	...	16 840	...
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère				
Police autochtone	76	...	409	136
	77	...	181	110
	1 300	943	18 370	3 507
Programme conjoint de protection civile et d'aide financière aux sinistrés	193	162	6 859	182
	3 096	1 098	4 329	22 516
	26 654	9 759	24 956	62 534
Fonds des nouvelles initiatives de recherche (SNRS) .....	...	...	...	...

	16 200	...	766	47 105
Centre canadien des armes à feu				
Programme canadien du contrôle des armes à feu .....	...	149	770	817
	...	185	700	835
	2 220	2 181	9 297	10 565
Total du portefeuille ministériel	269	311	8 038	1 135
	3 173	1 283	5 210	23 461
	46 374	12 883	53 389	123 711
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Coût d'entretien du pont MacDonald-Cartier .....	...	...	...	...

Assainissement des étangs de goudron et du site des fours à coke de Sydney .....	...	...	2 247	...
	...	...	2 604	...
	...	...	4 851	...
Total du portefeuille ministériel .....	...	...	2 247	...
	...	...	2 604	...
	...	...	4 851	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...
112	2 612	519	134	562	809	4 812	724	418	19	5 973
...
...
892 897	164 596	230 734	17 947	84 763	160 176	1 636 645	6 220	1 181	5 767	1 649 813
...	...	...	...	...	...	1 185	...	...	...	1 185
...	...	...	...	...	...	1 023	...	...	...	1 023
...	...	...	...	...	...	224 980	...	...	...	224 980
...	...	...	...	...	...	2 382	...	...	...	2 382
...	...	...	...	...	...	2 265	...	...	...	2 265
...	...	...	...	...	...	41 308	...	...	...	41 308
...	...	...	...	...	...	1 407	...	...	...	1 407
...	...	...	...	...	...	996	...	...	...	996
...	...	...	...	...	...	16 840	...	...	...	16 840
...	...	...	...	...	...	4 974	...	...	...	4 974
...	...	...	...	...	...	4 284	...	...	...	4 284
...	...	...	...	...	...	283 128	...	...	...	283 128
21 138	28 708	3 193	1 388	6 039	2 318	63 405	489	259	849	65 002
21 117	25 253	3 122	1 087	6 421	2 275	59 643	259	350	849	61 101
177 632	286 425	55 575	71 715	70 105	60 193	745 765	6 802	2 954	15 885	771 406
25 993	3 744	38 272	1 443	3 518	52 845	133 211	156	158	165	133 690
11 149	7 201	7 292	208	40 472	9 874	107 235	196	100	251	107 782
929 927	172 929	275 779	19 464	128 191	222 086	1 872 279	5 848	1 021	6 164	1 885 312
...
...
110 123	1 464 837	485 445	111 029	555 734	703 199	3 494 438	723 944	267 417	19 118	4 504 917
4 600	4 815	...	...	...	...	11 151	...	...	...	11 151
5 831	4 900	...	...	...	...	12 451	...	...	...	12 451
85 164	62 608	2 464	2 190	4 567	27 893	209 149	1 137	...	1 297	211 583
51 731	37 267	41 465	2 831	9 557	55 163	207 767	645	417	1 014	209 843
38 097	37 354	10 414	1 295	46 893	12 149	179 329	455	450	1 100	181 334
1 302 846	1 986 799	819 263	204 398	758 597	1 013 371	6 321 631	737 731	271 392	42 464	7 373 218
127	127	...	...	...	...	254	...	...	...	254
98	98	...	...	...	...	196	...	...	...	196
2 859	7 997	...	...	...	...	10 856	...	...	...	10 856
...	...	...	...	...	...	2 247	...	...	...	2 247
...	...	...	...	...	...	2 604	...	...	...	2 604
...	...	...	...	...	...	4 851	...	...	...	4 851
127	127	...	...	...	...	2 501	...	...	...	2 501
98	98	...	...	...	...	2 800	...	...	...	2 800
2 859	7 997	...	...	...	...	15 707	...	...	...	15 707

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)				
Ministère				
Améliorations des autoroutes .....	...	...	...	...
	...	...	...	1 546
	286 482	...	73 874	342 197
Code canadien de sécurité	177	148	303	217
	177	148	303	217
	1 939	1 638	3 267	2 357
Rénovations des routes en Outaouais .....	...	...	...	...

Entretien du pont de Québec .....	...	...	...	...

Programme stratégique d'infrastructure routière— Composante routière—Programmes et cessions	6 660	2 605	79	1 191
	2 791	1 417	3 575	5 346
	11 548	5 685	17 317	12 033
Programme stratégique d'infrastructure routière—Initiatives de transports aux points de passage frontaliers— Programmes et cessions .....	...	...	...	...

	...	...	...	440
Programme stratégique d'infrastructure routière— Planification et politique d'intégration aux points de passage frontaliers .....	...	...	...	...

Programme stratégique d'infrastructure routière — Systèmes de transport intelligents .....	...	...	306	447
	...	100	352	258
	...	100	658	705
Programme stratégique d'infrastructure routière— Planification et intégration aux points de passage frontaliers .....	...	...	65	...

	...	...	65	...
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	3 985	493	17 048	20 339
	5 048	571	...	31 954
	9 033	1 064	17 048	59 460
Fonds sur l'infrastructure frontalière .....	...	...	...	3 822
	...	...	...	2 500
	...	...	...	6 322
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale .....	...	...	...	426

	...	...	...	426
Total du portefeuille ministériel	10 822	3 246	17 801	26 442
	8 016	2 236	4 230	41 821
	309 002	8 487	112 229	423 940
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Accords d'association .....	...	...	...	...

Programme de protection contre les inondations dans la vallée de la rivière Rouge .....	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...
...	...	...	...	...	...	1 546	...	...	...	1 546
410	...	...	...	...	...	702 963	...	...	...	702 963 (f)
723	1 090	269	283	499	378	4 087	50	128	128	4 393
723	1 090	269	283	499	378	4 087	...	50	128	4 265
7 637	11 484	2 906	3 049	5 293	4 039	43 609	1 219	178	1 425	46 431
14 344	...	...	...	...	...	14 344	...	...	...	14 344
6 490	...	...	...	...	...	6 490	...	...	...	6 490
47 032	...	...	...	...	...	47 032	...	...	...	47 032
600	...	...	...	...	...	600	...	...	...	600
600	...	...	...	...	...	600	...	...	...	600
5 700	...	...	...	...	...	5 700	...	...	...	5 700
19 320	77 982	4 636	1 038	16 021	8 510	138 042	240	...	324	138 606
89 088	30 848	2 404	4 345	23 713	14 253	177 780	...	3 589	1 359	182 728
108 408	108 830	14 116	18 475	44 928	52 536	393 876	4 925	3 589	3 755	406 145
4 000	4 090	...	...	...	4 042	12 132	...	...	...	12 132
8 600	...	...	...	...	5 807	14 407	...	...	...	14 407
26 094	4 090	...	...	...	11 129	41 753	...	...	...	41 753
...
37	128	...	...	57	69	291	...	...	...	291
117	1 262	...	...	100	101	1 580	...	...	...	1 580 (f)
529	590	468	214	593	1 002	4 149	...	...	...	4 149
242	435	41	207	161	83	1 879	...	...	...	1 879
996	1 767	509	659	1 602	1 289	8 285	...	...	...	8 285
350	472	...	...	...	60	947	...	...	...	947
...
350	472	...	...	...	60	947	...	...	...	947
10 682	38 306	35 848	20 584	44 270	201 315	392 870	14 125	...	4 271	411 266
607	6 444	4 634	22 484	...	33 934	105 676	12 420	7 727	4 924	130 747
11 289	44 750	40 482	43 068	44 270	235 249	505 713	29 076	7 727	9 195	551 711 (a)
...	29 147	...	1 932	...	27 822	62 723	...	...	...	62 723
...	15 581	...	...	...	15 340	33 421	...	...	...	33 421
...	44 728	...	1 932	...	43 162	96 144	...	...	...	96 144
...	3 566	4 875	2 200	...	...	11 067	...	...	...	11 067
...	418	...	...	...	...	418	...	...	...	418
...	3 984	4 875	2 200	...	...	11 485	...	...	...	11 485
50 548	155 243	46 096	26 251	61 383	243 129	640 961	14 415	128	4 723	660 227
106 387	54 944	7 348	27 319	24 430	69 864	346 595	12 420	11 366	6 411	376 792
208 033	221 367	62 888	69 383	96 193	347 565	1 859 087	35 220	11 494	14 375	1 920 176
...
...	...	...	...	...	44	44	...	...	...	44
...	...	19 918	17 589	19 971	19 461	76 939	...	...	...	76 939 (f)
...
...	...	1 122	...	...	...	1 122	...	...	...	1 122
...	...	45 800	...	...	...	45 800	...	...	...	45 800 (f)

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—Fin
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
Programme d'infrastructure Canada

Entente Canada/Saskatchewan pour le développement du Nord

Les ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest

L'Accord de Vancouver

Ententes sur le développement urbain de la ville de Winnipeg

Total du portefeuille ministériel

Total global	31 924	25 444	68 675	80 178
	108 232	43 318	115 208	178 119
	<i>3 174 860</i>	<i>812 270</i>	<i>2 730 747</i>	<i>2 994 896</i>

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 2005-2006.

Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 2004-2005.

Les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 2005-2006).

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

⁽¹⁾ Les paiements au programme de Contribution aux cercles 4-H sont maintenant versés via le programme d'Initiative de perfectionnement des compétences.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
...	...	8 595	7 697	29 473	91 750	137 515	...	...	...	137 515
...	...	6 501	10 880	51 853	61 406	130 640	...	...	...	130 640
...	...	54 459	51 817	142 126	178 182	426 584	...	...	...	426 584
...	2 184	...	...	2 184	...	...	...	2 184
...	1 291	...	...	1 291	...	...	...	1 291
...	3 594	...	...	3 594	...	...	...	3 594
...	...	3 530	4 285	6 204	7 396	21 415	...	...	...	21 415
...	...	2 193	2 865	6 696	4 942	16 696	...	...	...	16 696
...	...	5 723	7 210	12 900	12 338	38 171	...	...	...	38 171
...	1 874	1 874	...	...	...	1 874
...	3 266	3 266	...	...	...	3 266
...	6 464	6 464	...	...	...	6 464
...	...	338	...	...	...	338	...	...	...	338
...	...	2 498	...	...	...	2 498	...	...	...	2 498
...	...	2 836	...	...	...	2 836	...	...	...	2 836
...	...	12 463	14 166	35 677	101 020	163 326	...	...	...	163 326
...	...	12 314	15 036	58 549	69 658	155 557	...	...	...	155 557
...	...	128 736	80 210	174 997	216 445	600 388	...	...	...	600 388
725 895	1 164 677	342 680	413 464	617 258	552 949	4 023 144	23 402	8 007	11 949	4 066 502
960 348	1 554 709	335 225	657 982	685 146	466 103	5 104 390	57 635	75 246	17 623	5 254 894
14 253 191	21 082 114	4 819 407	6 809 613	6 924 414	5 163 865	68 765 377	2 377 092	677 746	223 732	72 043 947

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2005-2006

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Détail budgétaire par affectation	10.2
Commissions	10.16
Frais d'étude	10.19
Revenus de placements	10.21
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	10.24

Détail budgétaire par affectation

Cet état présente les crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31

de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), de même que les dépenses connexes de l'exercice.

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère			Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement.....	684 987 064	642 683 856	Budget de fonctionnement.....	87 907 548	82 922 862
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	7 000	7 000	Bloquées.....	105 988	82 922 862
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	31 500 000	20 221 126		88 013 536	
	653 494 064	622 469 730	Crédit 5—Subventions et contributions—		
Crédit 5—Dépenses en capital—			Subventions et contributions.....	347 760 000	326 247 591
Projet pilote de crédits permanents au titre de la gestion des immobilisations.....	31 194 200	31 189 696	Bloquées.....	2 359 000	326 247 591
Crédit 10—Subventions et contributions—				350 119 000	
Subventions et contributions.....	336 292 000	297 152 705	Montants législatifs.....	9 573 357	9 569 111
Bloquées.....	41 385 000	297 152 705			
	377 677 000		Total du ministère.....	447 705 893	418 739 564
Crédit 15—Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles</i>		1	Société d'expansion du Cap-Breton		
Crédit 20—Garantie pour le paiement d'emprunt pour Financement agricole Canada—Programme biomasse.....		1	Crédit 10—Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton.....	8 645 000	8 645 000
Montants législatifs.....	2 433 572 125	2 430 879 709			
Total du ministère.....	3 495 937 391	3 381 691 840	Total du portefeuille ministériel.....	456 350 893	427 384 564
Commission canadienne du lait			AGENCE DU REVENU DU CANADA		
Crédit 25—Dépenses du programme.....	3 494 000	3 494 000	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Agence canadienne d'inspection des aliments			Budget de fonctionnement.....	2 747 687 122	2 663 447 241
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement et contributions—			Mesures anti-terrorisme liées aux organismes de bienfaisance—		
Budget de fonctionnement.....	577 989 368	548 486 324	Budget de fonctionnement—		
Subventions et contributions.....	244 000	18 484	Personnel.....	2 818 036	1 142 036
Bloquées.....	3 146 300		Autres frais de fonctionnement.....	1 847 971	681 971
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	58 384 784	58 384 784	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	153 374 000	153 374 000
	522 994 884	490 120 024		2 598 979 129	2 511 897 248
Crédit 35—Dépenses en capital.....	18 621 183	17 430 620	Crédit 5—Contributions.....	148 725 943	131 402 654
Montants législatifs.....	80 634 384	80 577 266	Montants législatifs.....	1 064 114 155	1 064 114 155
	622 250 451	588 127 910	Total du portefeuille ministériel.....	3 811 819 227	3 707 414 057
Commission canadienne des grains			PATRIMOINE CANADIEN		
Crédit 40—Dépenses du programme—			Ministère		
Budget de fonctionnement.....	27 145 150	27 170 148	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Montants législatifs.....	14 277 593	353 089	Budget de fonctionnement.....	250 797 492	240 901 933
			Moins : revenus affectés aux dépenses.....	5 405 000	4 916 047
	41 422 743	27 523 237		245 392 492	235 985 886
Total du portefeuille ministériel.....	4 163 104 585	4 000 836 987	Crédit 5—Subventions et contributions.....	1 018 533 653	1 015 111 324
			Montants législatifs.....	28 037 532	28 005 429
			Total du ministère.....	1 291 963 677	1 279 102 639
			Conseil des Arts du Canada		
			Crédit 15—Paiements au Conseil des Arts du Canada.....	150 378 250	150 378 250

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Société Radio-Canada			Commission des champs de bataille nationaux		
Crédit 20—Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement.....	1 006 231 000	1 006 231 000	Crédit 60—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	7 177 033	6 831 973
Crédit 25—Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement.....	4 000 000	4 000 000	Montants législatifs.....	2 041 626	2 028 460
Crédit 30—Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital— Autres frais de fonctionnement.....	87 510 000	87 510 000		9 218 659	8 860 433
Bloquées.....	4 000 000	4 000 000			
	91 510 000	87 510 000	Office national du film		
	1 101 741 000	1 097 741 000	Crédit 75—Fonds renouvelable de l'Office national du film— Déficit de fonctionnement— Budget de fonctionnement.....	76 834 520	73 705 198
			Subventions et contributions.....	287 662	287 662
			Moins : revenus affectés aux dépenses.....	8 900 000	8 881 622
				68 222 182	65 111 238
			Montants législatifs.....	5 976 885	
				74 199 067	65 111 238
Musée canadien des civilisations			Musée des beaux-arts du Canada		
Crédit 35—Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	61 042 802	61 042 802	Crédit 80—Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	38 126 357	38 126 357
Musée canadien de la nature			Crédit 85—Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la Collection.....	8 000 000	8 000 000
Crédit 40—Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	56 149 844	56 149 844		46 126 357	46 126 357
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			Musée national des sciences et de la technologie		
Crédit 45—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	41 810 191	40 867 280	Crédit 90—Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	26 920 643	26 920 643
Bloquées.....	114 410				
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	38 583 000	38 583 000	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones		
	3 341 601	2 284 280	Crédit 55—Dépenses du programme et contributions— Budget de fonctionnement.....	91 626 826	62 900 990
Montants législatifs.....	5 613 207	5 613 207	Subventions et contributions.....	6 482 954	6 482 954
	8 954 808	7 897 487	Affectation des règlements—Budget de fonctionnement— Autres frais de fonctionnement.....	47 500 000	47 084 667
				145 609 780	116 468 611
			Montants législatifs.....	42 717 263	42 717 263
				188 327 043	159 185 874
Bibliothèque et Archives du Canada			Commission de la fonction publique		
Crédit 50—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	100 301 980	99 119 737	Crédit 95—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement.....	95 927 453	91 684 902
Subventions et contributions.....	2 988 208	2 988 208	Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	500 000	357 500
Bloquées.....	395 018			96 427 453	92 042 402
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	550 000	487 251			
	103 135 206	101 620 694			
Montants législatifs.....	12 442 717	12 279 652			
	115 577 923	113 900 346			
Société du Centre national des Arts					
Crédit 55—Paiements à la Société du Centre national des Arts— Autres frais de fonctionnement.....	25 547 100	25 547 100			
Réparations à l'édifice et paiements à la ville d'Ottawa.....	7 000 000	7 000 000			
	32 547 100	32 547 100			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Montants législatifs.....	11 944 505	11 944 505	Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—		
	108 371 958	103 986 907	Fonctionnement et entretien.....	3 883 348	
Commission des relations de travail dans la fonction publique			Personnel.....	513 877	2 943 647
Crédit 100—Dépenses du programme—			Bloquées.....	102 775	
Budget de fonctionnement.....	9 259 000	8 550 271		105 098 951	100 212 609
Bloquées.....	10 000		Montants législatifs.....	12 520 464	12 520 464
	9 269 000	8 550 271		117 619 415	112 733 073
Montants législatifs.....	999 117	998 975	Total du portefeuille ministériel.....	1 029 788 052	995 184 686
	10 268 117	9 549 246	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
Tribunal de la dotation de la fonction publique			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 105—Dépenses du programme—			Budget de fonctionnement.....	46 417 464	45 497 544
Budget de fonctionnement.....	3 776 000	1 816 897	Bloquées.....	220 706	
Montants législatifs.....	132 750	132 750		46 638 170	45 497 544
	3 908 750	1 949 647	Crédit 5—Subventions et contributions—		
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice			Subventions et contributions.....	385 685 000	282 969 915
Crédit 110—Dépenses de fonctionnement—			Bloquées.....	20 129 000	
Budget de fonctionnement.....	12 206 644	11 910 659		405 814 000	282 969 915
Bloquées.....	93 506		Montants législatifs.....	5 793 299	5 767 863
	12 300 150	11 910 659	Total du portefeuille ministériel.....	458 245 469	334 235 322
Crédit 115—Subventions.....	10 977 184	10 977 184	ENVIRONNEMENT		
Crédit 116—Paiement en contribution à l'Association des femmes autochtones du Canada—Initiative Soeurs d'Esprit...	292 000	291 668	Ministère		
Montants législatifs.....	1 188 748	1 188 685	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
	24 758 082	24 368 196	Budget de fonctionnement.....	821 624 647	781 607 725
Téléfilm Canada			Bloquées.....	6 029 720	
Crédit 120—Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	124 861 000	124 670 711	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	79 320 000	71 037 190
Total du portefeuille ministériel.....	3 435 315 080	3 369 488 720		748 334 367	710 570 535
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			Crédit 5—Dépenses en capital—		
Ministère			Capital.....	32 222 100	32 061 908
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Bloquées.....	1 600 000	
Budget de fonctionnement.....	376 008 134	362 539 898		33 822 100	32 061 908
Programme de santé fédérale par intérim.....	47 973 572	47 973 572	Crédit 10—Subventions et contributions—		
Bloquées.....	4 926 203		Subventions et contributions.....	67 050 340	64 779 832
	428 907 909	410 513 470	Bloquées.....	2 200 000	
Crédit 5—Subventions et contributions.....	429 404 577	418 125 677		69 250 340	64 779 832
Montants législatifs.....	53 856 151	53 812 466	Montants législatifs.....	234 455 327	234 134 263
Total du ministère.....	912 168 637	882 451 613	Total du ministère.....	1 085 862 134	1 041 546 538
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			Agence canadienne d'évaluation environnementale		
Crédit 10—Dépenses du programme—			Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	100 598 951	97 268 962	Budget de fonctionnement.....	22 228 728	18 765 470
			Subventions et contributions.....	2 009 329	1 227 881
			Bloquées.....	79 889	
			Moins : revenus affectés aux dépenses.....	6 851 000	4 406 789
				17 466 946	15 586 562
			Montants législatifs.....	1 991 890	1 991 890
				19 458 836	17 578 452

10.4 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Crédit 25—Dépenses du programme—			Montants législatifs	6 901 176	6 900 965
Budget de fonctionnement	5 227 782	5 180 858			
Montants législatifs	395 001	394 767	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	5 622 783	5 575 625	Crédit 30—Dépenses du programme—		
Agence Parcs Canada			Budget de fonctionnement	29 394 655	27 830 589
Crédit 20—Dépenses du programme—			Fonds pour des éléments liés à la mise en œuvre du programme—		
Budget de fonctionnement	417 431 911	375 791 375	Budget de fonctionnement	1 447 076	1 447 076
Subventions et contributions	10 777 489	10 777 489	Bloquées	58 144	29 277 665
Bloquées	1 185 041	386 568 864	Montants législatifs	3 082 784	3 082 784
Crédit 25—Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	1 800 000	1 800 000		33 982 659	32 360 449
Montants législatifs	146 330 984	146 330 984	Bureau du surintendant des institutions financières		
	577 525 425	534 699 848	Crédit 35—Dépenses du programme—		
Total du portefeuille ministériel	1 688 469 178	1 599 400 463	Budget de fonctionnement	755 000	755 000
FINANCES			Montants législatifs	54 354 844	(5 516 448)
Ministère				55 109 844	(4 761 448)
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Total du portefeuille ministériel	81 853 414 235	79 519 088 222
Budget de fonctionnement	92 951 750	83 451 642	PÊCHES ET OCÉANS		
Moins : revenus affectés aux dépenses	620 000		Ministère		
	92 331 750	83 451 642	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 5—Subventions et contributions—			Budget de fonctionnement	1 203 845 484	1 165 032 695
Subventions et contributions	755 200 000	664 647 367	Bloquées	6 690 300	
Bloquées	240 000 000	664 647 367	Moins : revenus affectés aux dépenses	50 058 000	43 209 939
Crédit 10—Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux—				1 160 477 784	1 121 822 756
Bloquées	1 800 000 000		Crédit 5—Dépenses en capital—		
Montants législatifs	78 779 296 720	78 649 110 562	Capital	168 328 000	167 936 501
	81 666 828 470	79 397 209 571	Bloquées	6 965 000	
Vérificateur général				175 293 000	167 936 501
Crédit 20—Dépenses du programme—			Crédit 10—Subventions et contributions—		
Budget de fonctionnement	69 589 458	66 988 419	Subventions et contributions	92 432 791	81 324 684
Subventions et contributions	380 000	379 150	Bloquées	27 452 209	81 324 684
Bloquées	243 142	67 367 569	Montants législatifs	119 885 000	81 324 684
Montants législatifs	70 212 600	67 367 569		124 078 465	123 436 088
	9 430 119	9 430 119	Total du portefeuille ministériel	1 579 734 249	1 494 520 029
	79 642 719	76 797 688	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Tribunal canadien du commerce extérieur			Ministères		
Crédit 25—Dépenses du programme—			Affaires étrangères		
Budget de fonctionnement	9 600 210	9 231 840	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Montants législatifs	1 349 157	1 349 157	Budget de fonctionnement	1 032 874 098	1 024 617 861
	10 949 367	10 580 997	Détérioration des immobilisations	4 000 000	4 000 000
			Vérifications et évaluations pour le Programme de partenariat mondial—		
			Budget de fonctionnement	275 000	162 635
			Améliorer la sécurité dans les missions ..	3 798 872	3 798 872
			Bloquées	7 589 661	

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Moins : revenus affectés aux dépenses	52 288 000	48 346 612			
	996 249 631	984 232 756			
Crédit 5—Dépenses en capital—			Commission mixte internationale		
Capital	87 308 590	86 409 588	Crédit 45—Dépenses du programme—		
Détérioration des immobilisations	20 500 000	18 687 000	Budget de fonctionnement.....	6 607 909	6 560 394
Améliorer la sécurité dans les missions ..	5 185 000	5 185 000	Montants législatifs.....	589 519	589 519
Bloquées	932 635			7 197 428	7 149 913
	113 926 225	110 281 588			
Crédit 10—Subventions et contributions—			Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
Subventions et contributions	646 430 579	591 813 708	Crédit 15—Dépenses du programme—		
Bloquées	138 000		Budget de fonctionnement.....	2 171 667	1 487 721
	646 568 579	591 813 708	Membres des groupes de résolution des différends	620 000	373 450
Montants législatifs.....	134 796 927	98 550 014		2 791 667	1 861 171
			Montants législatifs.....	141 792	141 792
Total des Affaires étrangères.....	1 891 541 362	1 784 878 066		2 933 459	2 002 963
			Total du portefeuille ministériel.....	5 659 339 503	5 309 795 867
Commerce international					
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
Budget de fonctionnement.....	160 689 045	156 820 860	Crédit 1—Dépenses du programme—		
Moins : revenus affectés aux dépenses	3 050 000	692 000	Budget de fonctionnement.....	17 950 090	17 680 125
	157 639 045	156 128 860	Subventions et contributions.....	11 000	
Crédit 5—Subventions et contributions	29 210 000	27 935 326	Bloquées	119 241	
Montants législatifs.....	142 496 517	142 496 517		18 080 331	17 680 125
			Montants législatifs.....	2 519 565	2 519 565
Total du Commerce international.....	329 345 562	326 560 703	Total du portefeuille ministériel.....	20 599 896	20 199 690
Total des ministères.....	2 220 886 924	2 111 438 769			
			SANTÉ		
Corporation commerciale canadienne			Ministère		
Crédit 10—Dépenses du programme—			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Autres frais de fonctionnement	16 181 000	16 187 000	Budget de fonctionnement.....	963 075 575	943 544 744
Bloquées	218 000		Santé des Premières nations et des Inuits—		
	16 399 000	16 187 000	Budget de fonctionnement.....	218 769 300	216 673 100
			Revenus affectés aux dépenses	(5 450 000)	(3 353 800)
Agence canadienne de développement international			Prestation de services de santé non assurés	478 359 000	478 359 000
Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—			Programme d'appui à la santé mentale pour les pensionnats autochtones—		
Budget de fonctionnement.....	207 781 853	207 000 399	Budget de fonctionnement.....	5 716 050	2 025 700
Fonds canadien pour l'Afrique—			Bloquées	4 651 101	
Budget de fonctionnement.....	2 801 474	2 684 205	Moins : revenus affectés aux dépenses	63 406 000	55 529 580
Bloquées	1 999 136			1 601 715 026	1 581 719 164
	212 582 463	209 684 604	Crédit 5—Subventions et contributions—		
Crédit 20—Subventions et contributions—			Subventions et contributions.....	594 724 958	592 604 704
Subventions et contributions	2 272 174 000	2 215 927 271	Santé des Premières nations et des Inuits—		
Bloquées	179 752 000		Subventions et contributions	603 536 100	603 536 100
	2 451 926 000	2 215 927 271	Programme d'appui à la santé mentale pour les pensionnats autochtones—		
Montants législatifs.....	619 240 729	619 231 847	Subventions et contributions	2 500 000	1 549 500
			Conseil de la santé du Canada	10 000 000	3 141 087
	3 283 749 192	3 044 843 722	Bloquées	36 947 497	
				1 247 708 555	1 200 831 391
Centre de recherches pour le développement international			Montants législatifs.....	109 688 144	109 428 959
Crédit 40—Versements au Centre de recherches pour le développement international.....	128 173 500	128 173 500	Total du ministère.....	2 959 111 725	2 891 979 514

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Instituts de recherche en santé du Canada			Crédit 5—Subventions et contributions—		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—			Subventions et contributions.....	784 976 901	740 552 383
Budget de fonctionnement.....	39 902 083	38 509 217	Réorganisation gouvernementale—		
Crédit 15—Subventions.....	768 980 000	758 147 761	Initiative de revitalisation du secteur de Toronto	60 000 000	32 274 039
Montants législatifs.....	4 218 530	4 218 530		844 976 901	772 826 422
	813 100 613	800 875 508	Montants législatifs.....	1 136 110 117	1 136 017 169
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses			Total des Ressources humaines et développement des compétences.....		
Crédit 20—Dépenses du programme—				2 295 787 018	2 210 239 669
Budget de fonctionnement.....	3 074 879	2 858 516	Développement social		
Montants législatifs.....	398 080	398 080	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
	3 472 959	3 256 596	Budget de fonctionnement.....	443 011 430	419 039 304
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—		
Crédit 25—Dépenses du programme—			Autres frais de fonctionnement.....	700 000	539 818
Budget de fonctionnement.....	4 621 462	4 323 590	Assurance-emploi—Systèmes de GI/TI—		
Audiences publiques	459 538	459 538	Budget de fonctionnement	113 667 000	112 473 327
	5 081 000	4 783 128	Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPÉ)—		
Montants législatifs.....	543 344	543 344	Budget de fonctionnement.....	3 911 000	2 273 985
	5 624 344	5 326 472	Bloquées.....	24 277 832	
Agence de santé publique du Canada			Moins : revenus affectés aux dépenses	312 194 100	295 028 000
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—				273 373 162	239 298 434
Budget de fonctionnement.....	293 946 160	277 547 211	Crédit 5—Subventions et contributions—		
Moins : revenus affectés aux dépenses	62 500	62 500	Subventions et contributions.....	269 216 000	265 914 143
	293 883 660	277 484 711	Fonds d'intégration	23 751 000	23 553 500
Crédit 35—Subventions et contributions ..	180 069 000	176 625 680		292 967 000	289 467 643
Montants législatifs.....	23 056 006	23 056 006	Montants législatifs.....	29 290 503 622	29 290 189 735
	497 008 666	477 166 397	Total du Développement social		
Total du portefeuille ministériel.....	4 278 318 307	4 178 604 487		29 856 843 784	29 818 955 812
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL			Total des ministères.....		
Ministères				32 152 630 802	32 029 195 481
Ressources humaines et développement des compétences			Conseil canadien des relations industrielles		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 10—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	1 652 280 364	1 616 178 709	Budget de fonctionnement.....	10 880 000	10 748 027
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—			Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)—		
Budget de fonctionnement.....	8 376 000	6 906 712	Autres frais de fonctionnement.....	154 000	153 183
Initiatives publicitaires	1 683 582	1 683 582		11 034 000	10 901 210
Bloquées.....	12 632 623		Montants législatifs.....	1 386 292	1 385 734
Moins : revenus affectés aux dépenses	1 360 272 569	1 323 372 925		12 420 292	12 286 944
	314 700 000	301 396 078	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
			Crédit 15—Dépenses de fonctionnement—		
			Autres frais de fonctionnement	2 192 290 000	2 119 279 149
			Bloquées.....	32 422 000	
				2 224 712 000	2 119 279 149

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs			Commission canadienne des affaires polaires		
Crédit 20—Dépenses du programme—			Crédit 40—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	1 665 000	957 264	Budget de fonctionnement.....	881 642	877 117
Montants législatifs.....	128 880	128 880	Subventions et contributions.....	10 000	10 000
	1 793 880	1 086 144	Bloquées.....	3 358	
				895 000	887 117
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			Montants législatifs.....	68 077	68 077
Crédit 25—Dépenses du programme—				963 077	955 194
Budget de fonctionnement.....	7 768 883	7 313 263	Total du portefeuille ministériel.....	6 017 410 096	5 832 065 771
Bloquées.....	79 146		INDUSTRIE		
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	4 300 000	3 830 478	Ministère		
	3 548 029	3 482 785	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Montants législatifs.....	1 018 614	1 018 614	Budget de fonctionnement.....	535 896 509	509 513 345
	4 566 643	4 501 399	Initiatives de publicité.....	3 500 000	401 751
Total du portefeuille ministériel.....	34 396 123 617	34 166 349 117	Réorganisation gouvernementale—		
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			Bureau du directeur des lobbyistes—Budget de fonctionnement—		
Ministère			Autres frais de fonctionnement.....	276 890	259 557
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Personnel.....	250 000	192 945
Budget de fonctionnement.....	601 458 021	565 810 211	Bloquées.....	4 897 715	
Commission sur les revendications particulières des Indiens.....	6 361 016	6 209 394	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	59 919 000	58 676 235
Programme d'éducation spéciale—				484 902 114	451 691 363
Budget de fonctionnement.....	2 350 867	2 008 892	Crédit 5—Dépenses en capital—		
Bloquées.....	1 519 333		Capital.....	19 075 325	18 875 762
	611 689 237	574 028 497	Capital—Personnel.....	677 646	677 646
Crédit 5—Dépenses en capital—			Bloquées.....	111 529	
Capital.....	4 018 000	4 016 005		19 864 500	19 553 408
Bloquées.....	18 740 000		Crédit 10—Subventions et contributions ..	830 476 000	806 002 529
	22 758 000	4 016 005	Montants législatifs.....	489 429 724	339 789 658
Crédit 10—Subventions et contributions—			Total du ministère.....	1 824 672 338	1 617 036 958
Subventions et contributions.....	4 808 290 916	4 805 229 270	Agence spatiale canadienne		
Programme d'éducation spéciale.....	104 167 616	104 165 038	Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Bloquées.....	92 830 088		Budget de fonctionnement.....	176 893 200	174 405 308
	5 005 288 620	4 909 394 308	Bloquées.....	193 800	
Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des postes.....	40 900 000	40 900 000		177 087 000	174 405 308
Crédit 20—Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 30—Dépenses en capital—		
Budget de fonctionnement.....	7 645 522	6 882 270	Capital.....	55 243 733	55 238 786
Bloquées.....	343 639		Capital—Personnel.....	15 267	15 267
	7 989 161	6 882 270	Bloquées.....	50 127 000	
Crédit 25—Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions.....	30 394 000	28 468 248		105 386 000	55 254 053
Montants législatifs.....	297 428 001	267 421 249	Crédit 35—Subventions et contributions—		
Total du ministère.....	6 016 447 019	5 831 110 577	Subventions et contributions.....	49 081 000	49 069 336
			Bloquées.....	4 194 000	
				53 275 000	49 069 336
			Montants législatifs.....	9 296 248	9 296 247
				345 044 248	288 024 944
			Commission canadienne du tourisme		
			Crédit 40—Dépenses du programme.....	99 149 000	99 146 750

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Tribunal de la concurrence			Conseil canadien des normes		
Crédit 45—Dépenses du programme—			Crédit 90—Paiements au Conseil		
Budget de fonctionnement.....	1 589 321	1 602 984	canadien des normes.....	6 929 000	6 929 000
Bloquées.....	2429				
	<i>1 591 750</i>	<i>1 602 984</i>	Statistique Canada		
Montants législatifs.....	<i>134 723</i>	<i>133 606</i>	Crédit 95—Dépenses du programme—		
	<u>1 726 473</u>	<u>1 736 590</u>	Budget de fonctionnement.....	611 718 385	566 806 747
			Subventions et contributions.....	561 000	560 800
			Bloquées.....	4 616 372	
			Moins : revenus affectés aux		
			dépenses.....	130 000 000	81 495 118
				<i>486 895 757</i>	<i>485 872 429</i>
			Montants législatifs.....	<i>72 554 927</i>	<i>72 554 927</i>
				<u>559 450 684</u>	<u>558 427 356</u>
Commission du droit d'auteur			Total du portefeuille ministériel.....	5 064 491 434	4 739 252 905
Crédit 50—Dépenses du programme—			JUSTICE		
Budget de fonctionnement.....	2 267 000	2 094 640	Ministère		
Montants législatifs.....	<i>247 970</i>	<i>247 584</i>	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
	<u>2 514 970</u>	<u>2 342 224</u>	Budget de fonctionnement.....	504 771 121	499 156 048
			Fonds des poursuites en matière de		
			drogues—		
			Budget de fonctionnement.....	27 109 062	27 109 062
			Initiative du renouvellement de la		
			justice pour les jeunes—		
			Budget de fonctionnement.....	4 385 400	2 502 923
			Conseillers juridiques des EI/ALMF		
			et avocat du groupe d'entraide		
			internationale—		
			Budget de fonctionnement.....	1 027 130	828 184
			Services juridiques ministérielles		
			chargés de l'accès légal—Personnel...	480 000	438 754
			Services juridiques ministérielles		
			chargés de l'accès légal.....	124 000	93 367
			Bloquées.....	4 878 338	
				<i>542 775 051</i>	<i>530 128 338</i>
			Crédit 5—Subventions et contributions—		
			Subventions et contributions.....	52 277 493	48 518 117
			Services d'aide juridique.....	119 827 507	119 775 396
			Fonds pour le renouvellement de la		
			justice pour les jeunes.....	4 585 000	4 417 002
			Ententes sur le partage des coûts pour la		
			justice pour les jeunes.....	185 302 415	185 302 415
			Bloquées.....	3 750 000	
				<i>365 742 415</i>	<i>358 012 930</i>
			Montants législatifs.....	<i>71 475 474</i>	<i>71 468 095</i>
			Total du ministère.....	979 992 940	959 609 363
			Commission canadienne des droits de la personne		
			Crédit 10—Dépenses du programme—		
			Budget de fonctionnement.....	19 987 490	19 762 092
			Bloquées.....	323 510	
				<i>20 311 000</i>	<i>19 762 092</i>
			Montants législatifs.....	<i>2 626 906</i>	<i>2 626 896</i>
				<u>22 937 906</u>	<u>22 388 988</u>

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Tribunal canadien des droits de la personne			Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Crédit 15—Dépenses du programme—			Crédit 40—Commissariat à		
Budget de fonctionnement.....	3 849 462	3 118 230	l'information du Canada—		
Coûts associés à la traduction (Décision			Dépenses du programme—		
Devinat)—			Budget de fonctionnement.....	4 979 746	4 942 991
Autres frais de fonctionnement.....	67 130	67 130	Services juridiques impartis—		
Causes de parité salariale—			Autres frais de fonctionnement.....	200 000	200 000
Budget de fonctionnement.....	391 407	256 423	Bloquées.....	5 730	
Bloquées.....	16 001			5 185 476	5 142 991
	4 324 000	3 441 783	Crédit 45—Commissariat à la protection		
Montants législatifs.....	362 239	362 239	de la vie privée du Canada—		
	4 686 239	3 804 022	Dépenses de fonctionnement—		
			Budget de fonctionnement.....	10 744 200	10 468 574
			Montants législatifs.....	1 910 096	1 910 096
				17 839 772	17 521 661
Commissaire à la magistrature fédérale			Cour suprême du Canada		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 50—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	8 169 889	7 899 816	Budget de fonctionnement.....	21 959 494	20 541 857
Bloquées.....	96 659		Bloquées.....	14 656	
Moins : revenus affectés aux				21 974 150	20 541 857
dépenses.....	275 000	120 588	Montants législatifs.....	6 999 587	6 979 696
	7 991 548	7 779 228		28 973 737	27 521 553
Crédit 25—Conseil canadien de la			Total du portefeuille ministériel.....	1 470 721 658	1 445 467 246
magistrature—Dépenses de			DÉFENSE NATIONALE		
fonctionnement—			Ministère		
Budget de fonctionnement.....	1 809 673	1 721 307	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Bloquées.....	27 077		Budget de fonctionnement.....	11 557 908 912	11 550 461 055
	1 836 750	1 721 307	Initiatives de publicité.....	10 125 000	10 125 000
Montants législatifs.....	342 296 714	342 296 714	Bloquées.....	7 406 993	
	352 125 012	351 797 249	Moins : revenus affectés aux		
			dépenses.....	467 493 935	467 493 935
				11 107 946 970	11 093 092 120
Service administratif des tribunaux judiciaires			Crédit 5—Dépenses en capital—		
Crédit 30—Dépenses du programme—			Capital.....	2 243 532 203	2 237 401 409
Budget de fonctionnement.....	54 066 261	52 979 600	Bloquées.....	4 397 797	
Coûts associés à la traduction (Décision				2 247 930 000	2 237 401 409
Devinat)—			Crédit 10—Subventions et contributions—		
Autres frais de fonctionnement.....	350 019	350 019	Subventions et contributions.....	188 573 031	188 309 704
Aménagement pour le centre de la			Bloquées.....	38 787	
magistrature fédérale.....	300 000	269 250		188 611 818	188 309 704
	54 716 280	53 598 869	Montants législatifs.....	1 177 149 227	1 163 539 838
Montants législatifs.....	6 060 362	6 050 693	Total du ministère.....	14 721 638 015	14 682 343 071
	60 776 642	59 649 562	Comité des griefs des Forces canadiennes		
			Crédit 15—Dépenses du programme—		
Commission du droit du Canada			Budget de fonctionnement.....	5 963 000	5 562 445
Crédit 35—Dépenses du programme—			Montants législatifs.....	626 036	626 036
Budget de fonctionnement.....	3 141 022	2 959 954		6 589 036	6 188 481
Bloquées.....	33 494				
	3 174 516	2 959 954			
Montants législatifs.....	214 894	214 894			
	3 389 410	3 174 848			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			Office national de l'énergie		
Crédit 20—Dépenses du programme—			Crédit 30—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	3 781 000	2 464 921	Budget de fonctionnement.....	35 329 045	34 927 771
Bloquées.....	10 000		Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	253 455	217 233
	3 791 000	2 464 921		35 582 500	35 145 004
Montants législatifs.....	237 678	237 678	Montants législatifs.....	4 639 292	4 639 026
	4 028 678	2 702 599		40 221 792	39 784 030
Total du portefeuille ministériel.....	14 732 255 729	14 691 234 151	Administration du pipe-line du Nord		
RESSOURCES NATURELLES			Crédit 35—Dépenses du programme—		
Ministère			Budget de fonctionnement.....	1 252 000	598 418
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Montants législatifs.....	29 025	29 025
Budget de fonctionnement.....	634 178 286	608 409 794		1 281 025	627 443
Commission de la frontière internationale—			Total du portefeuille ministériel.....	2 144 534 985	2 011 717 488
Budget de fonctionnement.....	2 259 536	1 947 155	PARLEMENT		
Bloquées.....	3 500 678		Sénat		
Moins : revenus affectés aux dépenses.....	22 831 000	18 773 827	Crédit 1—Dépenses du programme—		
	617 107 500	591 583 122	Budget de fonctionnement.....	50 610 840	47 018 019
Crédit 5—Dépenses en capital—			Subventions et contributions.....	339 710	339 710
Capital.....	6 701 000	5 698 484		50 950 550	47 357 729
Bloquées.....	1 000 000		Montants législatifs.....	29 169 175	29 169 175
	7 701 000	5 698 484		80 119 725	76 526 904
Crédit 10—Subventions et contributions—			Chambre des communes		
Subventions et contributions.....	213 400 000	210 874 882	Crédit 5—Dépenses du programme—		
Bloquées.....	84 589 000		Budget de fonctionnement.....	259 320 925	238 331 668
	297 989 000	210 874 882	Subventions et contributions.....	858 477	828 050
Montants législatifs.....	885 543 327	871 845 829	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	1 281 861	1 281 861
Total du ministère.....	1 808 340 827	1 680 002 317		258 897 541	237 877 857
Énergie atomique du Canada limitée			Montants législatifs.....	137 784 506	137 784 506
Crédit 15—Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	158 849 000	158 849 000		396 682 047	375 662 363
Commission canadienne de sûreté nucléaire			Bibliothèque du Parlement		
Crédit 20—Dépenses du programme—			Crédit 10—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	70 059 297	67 301 108	Budget de fonctionnement.....	29 483 000	28 134 711
Subventions et contributions.....	334 002	333 962	Moins : revenus affectés aux dépenses.....	1 000 000	798 479
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat).....	15 000	15 000		28 483 000	27 336 232
Bloquées.....	625 720		Montants législatifs.....	3 929 852	3 929 852
	71 034 019	67 650 070		32 412 852	31 266 084
Montants législatifs.....	7 903 322	7 899 628	Bureau du commissariat à l'éthique		
	78 937 341	75 549 698	Crédit 15—Dépenses du programme—		
Société de développement du Cap-Breton			Budget de fonctionnement.....	4 089 000	4 086 825
Crédit 25—Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	56 905 000	56 905 000	Montants législatifs.....	453 048	453 048
				4 542 048	4 539 873

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Conseiller sénatorial en éthique			Commissariat aux langues officielles		
Crédit 17—Dépenses du programme—			Crédit 20—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	775 000	731 926	Budget de fonctionnement.....	16 477 952	15 826 558
Montants législatifs.....	87 046	87 046	Bloquées.....	51 048	
	862 046	818 972	Montants législatifs.....	1 977 005	1 975 830
Total du portefeuille ministériel.....	514 618 718	488 814 196		18 506 005	17 802 388
CONSEIL PRIVÉ			Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Ministère			Crédit 30—Dépenses du programme—		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Budget de fonctionnement.....	2 490 444	2 470 486
Budget de fonctionnement.....	134 710 655	130 199 046	Bloquées.....	9 556	
Subventions et contributions.....	53 000		Montants législatifs.....	2 500 000	2 470 486
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar—				267 398	267 398
Budget de fonctionnement.....	8 773 622	5 856 167		2 767 398	2 737 884
Contributions.....	873 377	607 274	Total du portefeuille ministériel.....	549 684 454	533 938 437
Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires—			SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Budget de fonctionnement.....	13 516 863	9 703 647	Ministère		
Contributions.....	774 000	291 577	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Réorganisation gouvernementale—			Budget de fonctionnement.....	125 203 063	122 311 588
Patrimoine canadien—			Tragédie d'Air India—Monument commémoratif permanent au Canada—		
Budget de fonctionnement.....	900 000	745 970	Budget de fonctionnement.....	1 000 000	
Bloquées.....	38 401		Bloquées.....	4 000 000	
Montants législatifs.....	14 935 650	14 914 002		130 203 063	122 311 588
Total du ministère.....	174 575 568	162 317 683	Crédit 5—Subventions et contributions—		
Secrétariat des conférences inter-gouvernementales canadiennes			Subventions et contributions.....	334 737 000	236 642 385
Crédit 5—Dépenses du programme—			Bloquées.....	700 000	
Budget de fonctionnement.....	5 883 000	5 040 398	Montants législatifs.....	335 437 000	236 642 385
Bloquées.....	10 000			10 769 214	10 769 214
Montants législatifs.....	5 893 000	5 040 398	Total du ministère.....	476 409 277	369 723 187
	354 731	354 731	Agence des services frontaliers du Canada		
	6 247 731	5 395 129	Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			Budget de fonctionnement.....	1 048 249 033	1 021 741 507
Crédit 10—Dépenses du programme—			Compensation à la Société canadienne des postes.....	8 743 000	7 684 740
Budget de fonctionnement.....	27 272 515	27 556 028	Bloquées.....	1 877 022	
Bloquées.....	69 762		Moins : revenus affectés aux dépenses.....	14 938 055	14 938 055
Montants législatifs.....	27 342 277	27 556 028		1 043 931 000	1 014 488 192
	3 742 643	3 742 643	Crédit 15—Dépenses en capital.....	32 297 000	18 116 508
	31 084 920	31 298 671	Montants législatifs.....	136 336 475	136 245 878
Directeur général des élections				1 212 564 475	1 168 850 578
Crédit 15—Dépenses du programme—			Centre canadien des armes à feu		
Budget de fonctionnement.....	20 231 000	18 114 850	Crédit 20—Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement—		
Montants législatifs.....	296 271 832	296 271 832	Budget de fonctionnement.....	49 564 000	42 363 703
	316 502 832	314 386 682			

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement—			Gendarmerie royale du Canada		
Budget de fonctionnement.....	14 550 000	11 440 206	Crédit 65—Dépenses de fonctionnement—		
Crédit 30—Contributions	14 000 000	11 482 306	Budget de fonctionnement.....	1 212 035 227	1 165 380 231
Montants législatifs.....	5 263 038	5 249 310	Services de police contractuelle—		
	83 377 038	70 535 525	Budget de fonctionnement.....	1 372 270 142	1 372 270 142
			Revenus affectés aux		
Service canadien du renseignement de sécurité			dépenses	(1 143 332 179)	(1 143 332 178)
Crédit 35—Dépenses du programme—			Détails de la sécurité du Premier		
Budget de fonctionnement.....	322 484 650	316 053 780	Ministre—		
Montants législatifs.....	32 562 794	32 562 435	Budget de fonctionnement.....	4 500 000	4 500 000
	355 047 444	348 616 215	Crime organisé—		
			Budget de fonctionnement.....	22 545 000	22 545 000
Service correctionnel			Charge de travail liée à la divulgation—		
Crédit 40—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses de fonctionnement—			Autres frais de fonctionnement.....	4 000 000	4 000 000
Budget de fonctionnement.....	1 381 183 204	1 367 996 516	Améliorations de la		
Subventions et contributions.....	2 333 000	2 292 547	gestion—		
Bloquées.....	5 274 399		Budget de fonctionnement.....	13 160 000	13 160 000
	1 388 790 603	1 370 289 063	Infrastructure informatique et		
			technique—		
Crédit 45—Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles—Dépenses en capital—			Autres frais de fonctionnement.....	20 000 000	20 000 000
Capital.....	125 786 609	116 842 738	Rémunération et indemnités.....	28 646 000	24 867 000
Bloquées.....	12 430 391		Bloquées.....	5 567 694	
	138 217 000	116 842 738	Moins : revenus affectés aux		
Montants législatifs.....	177 386 256	164 963 604	dépenses	43 958 795	42 270 834
	1 704 393 859	1 652 095 405		1 495 433 089	1 441 119 361
			Crédit 70—Dépenses en capital—		
Commission nationale des libérations conditionnelles			Capital.....	47 532 396	45 205 584
Crédit 50—Dépenses du programme—			Services de police contractuelle	81 014 977	81 014 977
Budget de fonctionnement.....	38 369 160	37 487 741	Infrastructure informatique et		
Coûts associés à la traduction (Décision			technique.....	60 000 000	60 000 000
Devinat).....	146 207	146 207	Communications radio.....	15 000 000	15 000 000
Bloquées.....	30 000			203 547 373	201 220 561
	38 545 367	37 633 948	Crédit 75—Subventions et contributions ..	43 645 880	42 206 532
Montants législatifs.....	5 207 418	5 206 769	Montants législatifs.....	363 606 544	360 853 688
	43 752 785	42 840 717		2 106 232 886	2 045 400 142
			Comité externe d'examen de la		
Bureau de l'enquêteur correctionnel			Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 60—Dépenses du programme—			Crédit 80—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement.....	2 885 224	2 754 307	Budget de fonctionnement.....	825 318	809 488
Bloquées.....	27 676		Bloquées.....	2 132	
	2 912 900	2 754 307		827 450	809 488
Montants législatifs.....	413 451	413 451	Montants législatifs.....	122 546	122 546
	3 326 351	3 167 758		949 996	932 034
			Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
			Crédit 85—Dépenses du programme—		
			Budget de fonctionnement.....	5 867 223	5 233 427
			Montants législatifs.....	596 698	596 698
				6 463 921	5 830 125
			Total du portefeuille ministériel.....	5 992 518 032	5 707 991 686

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			Société canadienne des postes		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Crédit 10— Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	172 210 000	172 210 000
Budget de fonctionnement.....	1 191 017 422	1 129 805 585			
Services immobiliers—			Office des transports du Canada		
Budget de fonctionnement	1 870 119 584	1 788 877 322	Crédit 35—Dépenses du programme—		
Fonction de trésorerie du receveur général—			Budget de fonctionnement.....	24 404 884	23 924 162
Autres frais de fonctionnement.....	79 566 588	79 566 588	Bloquées.....	331 876	
Bloquées.....	18 235 692			24 736 760	23 924 162
Moins : revenus affectés aux dépenses	896 219 480	869 052 544	Montants législatifs.....	3 773 869	3 709 245
	2 262 719 806	2 129 196 951		28 510 629	27 633 407
Crédit 5—Dépenses en capital—			Commission de la capitale nationale		
Capital	296 092 000	284 948 953	Crédit 65—Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	70 195 000	70 195 000
Bloquées.....	31 832 000		Crédit 70—Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	22 898 000	22 898 000
	327 924 000	284 948 953		93 093 000	93 093 000
Crédit 10—Subventions et contributions ..	10 085 000	9 073 000	Bureau de l'infrastructure du Canada		
Montants législatifs.....	524 392 971	104 939 489	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Total du portefeuille ministériel.....	3 125 121 777	2 528 158 393	Budget de fonctionnement.....	42 806 888	37 271 572
			Bloquées.....	1 104 372	
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)				43 911 260	37 271 572
Ministère			Crédit 5—Contributions—		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—			Subventions et contributions.....	765 119 000	504 377 925
Budget de fonctionnement.....	657 761 508	635 401 832	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.....	16 325 000	16 325 000
Thèmes et campagnes publicitaires 2005-2006—Deuxième allocation	1 500 000		Paiements à Queens Quay West Land Corporation.....	4 000 000	4 000 000
Bloquées.....	77 169			785 444 000	524 702 925
Moins : revenus affectés aux dépenses	367 467 677	367 467 677	Montants législatifs.....	965 361 570	965 361 570
	291 871 000	267 934 155		1 794 716 830	1 527 336 067
Crédit 5—Dépenses en capital.....	74 790 000	66 569 084	Tribunal d'appel des transports du Canada		
Crédit 10—Subventions et contributions ..	429 626 000	389 855 989	Crédit 40—Dépenses du programme—		
Crédit 15—Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc—			Budget de fonctionnement.....	1 236 200	1 168 439
Autres frais de fonctionnement	31 288 000	31 288 000	Montants législatifs.....	116 389	116 389
Bloquées.....	900 000			1 352 589	1 284 828
	32 188 000	31 288 000	Total du portefeuille ministériel.....	3 748 642 757	3 395 722 076
Crédit 20—Paiements à Marine Atlantique S.C.C.....	70 233 000	70 233 000	CONSEIL DU TRÉSOR		
Crédit 25—Paiements à VIA Rail Canada Inc.....	169 001 000	169 001 000	Secrétariat		
Crédit 30—Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	438 400 000	428 766 000	Crédit 1—Dépenses du programme—		
Montants législatifs.....	152 650 709	150 517 546	Budget de fonctionnement.....	148 456 376	141 977 749
Total du ministère.....	1 658 759 709	1 574 164 774	Bloquées.....	6 975 000	
			Moins : revenus affectés aux dépenses	3 119 000	2 535 158
				152 312 376	139 442 591

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—Fin

	Affectations	Dépenses		Affectations	Dépenses
	\$	\$		\$	\$
Crédit 20—Assurances de la fonction publique—			ANCIENS COMBATTANTS		
Autres frais de fonctionnement	1 810 925 848	1 538 744 191	Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Subventions et contributions	500 000	297 935	Budget de fonctionnement	282 191 547	277 134 388
Moins : revenus affectés aux dépenses	157 725 848	157 725 848	Autre achat de services de santé—		
	1 653 700 000	1 381 316 278	Personnel	2 500 000	5 600 149
Montants législatifs	57 507 663	57 500 604	Autre achat de services de santé	546 200 000	546 556 966
			Bloquées	1 273 724	
	1 863 520 039	1 578 259 473		832 165 271	829 291 503
École de la fonction publique du Canada			Crédit 5—Dépenses en capital—		
Crédit 25—Dépenses du programme—			Capital	24 954 000	24 953 967
Budget de fonctionnement	73 768 414	72 210 503	Bloquées	7 397 000	
Subventions et contributions	175 000	15 500		32 351 000	24 953 967
Service d'apprentissage en direct—			Crédit 10—Subventions et contributions—		
Autres frais de fonctionnement	700 000	700 000	Subventions et contributions	1 986 807 000	1 976 405 051
Bloquées	1 725 487		Bloquées	4 000	
	76 368 901	72 926 003		1 986 811 000	1 976 405 051
Montants législatifs	37 312 598	27 425 025	Crédit 15—Dépenses du programme—		
			Budget de fonctionnement	9 860 969	9 721 604
	113 681 499	100 351 028	Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	8 125	8 125
				9 869 094	9 729 729
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada			Montants législatifs	41 056 263	41 055 792
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement—			Total du portefeuille ministériel	2 902 252 628	2 881 436 042
Budget de fonctionnement	83 884 000	82 428 371	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
Crédit 35—Contributions—			Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Subventions et contributions	8 200 000	8 148 281	Budget de fonctionnement	43 418 587	42 899 989
Bloquées	8 000 000		Bloquées	564 172	
	16 200 000	8 148 281		43 982 759	42 899 989
Montants législatifs	8 733 230	8 733 230	Crédit 5—Subventions et contributions—		
			Subventions et contributions	296 121 000	258 222 342
	108 817 230	99 309 882	Bloquées	52 850 000	
				348 971 000	258 222 342
Total du portefeuille ministériel	2 086 018 768	1 777 920 383	Montants législatifs	5 528 341	5 526 242
			Total du portefeuille ministériel	398 482 100	306 648 573
			TOTAL GLOBAL	191 577 375 427	185 462 869 558

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

INFORMATION GÉNÉRALE PAR COMMISSION

	Membres		Autres traitements	Autres dépenses	Total
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires	7 123	1 513 141	8 693 283	10 213 547
---	-------	-----------	-----------	------------

Cette Commission a été instituée par décret (CP 2004-110 en date du 19 février 2004) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les questions soulevées, directement ou indirectement, dans les chapitres 3 et 4 du Rapport de la vérificatrice générale du Canada à la Chambre des communes de novembre 2003, concernant le programme de commandites et les activités publicitaires du gouvernement du Canada. La Commission est aussi chargée de formuler des recommandations en vue de prévenir la mauvaise gestion des futurs programmes de commandites ou activités publicitaires, en tenant compte des mesures que le gouvernement du Canada a annoncées le 10 février 2004. La Commission a soumis son rapport final le 1^{er} février 2006.

Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar.....	52 227	804 596	5 732 035	6 588 858
--	--------	---------	-----------	-----------

Cette Commission a été instituée par décret (CP 2004-48 en date du 5 février 2004) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar. La Commission est aussi chargée de formuler des recommandations sur la création d'un mécanisme d'examen indépendant des activités de la Gendarmerie royale du Canada concernant la sécurité nationale.

INFORMATION GÉNÉRALE PAR COMMISSION—Fin

	Membres		Autres traitements	Autres dépenses	Total
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*			
	\$	\$	\$	\$	\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère					
Commission des plaintes contre la GRC	266 377	38 123			304 500

Cette Commission a été instituée par décret (CP 1986-2904), en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. Cette Commission est un organisme fédéral indépendant qui a été créée en 1986 en vertu de modifications apportées à la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. La partie VI de la Loi établit la structure de la Commission ainsi que les fonctions et les responsabilités de ses membres, qui sont nommés par décret du gouverneur en conseil. La partie VII décrit le processus de réception et de révision des plaintes déposées par le public concernant la conduite des membres de la GRC. Ce processus inclut le pouvoir de la Commission de recevoir les plaintes et de les envoyer à la GRC en vue d'une enquête et d'un règlement. La partie VII donne également aux plaignants le droit de faire réviser par la Commission la manière dont leur plainte a été réglée par la GRC. Le processus de révision établi dans la partie VII donne au Président le pouvoir de faire enquête sur les plaintes et de tenir des audiences publiques à cette fin. Le Président a également le pouvoir de porter plainte lorsqu'il estime qu'il existe des motifs raisonnables de le faire.

* Le détail concernant les dépenses de l'exercice en cours figure au tableau suivant intitulé « Détail sur les frais de déplacement et de séjour par commission ».

**Détail sur les frais de déplacement et de séjour
par commission**

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commissions.

DÉTAIL SUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR PAR COMMISSION

Nom des membres	Dépenses en 2005-2006
	\$
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	
Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires	
Juge John H Gomery (Commissaire)	7 123
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar	
Juge Dennis R O'Connor (Commissaire)	52 227
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère	
Commission des plaintes contre la GRC	
Paul E Kennedy	89 339
Shirley Heafey	157 321
Brooke McNabb	57 840
	<u>304 500</u>

Frais d'étude

Cet état fournit le détail des frais d'étude encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, un frais d'étude représente le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le traitement).

FRAIS D'ÉTUDE

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Frais de déplacement et de séjour				Total
		Traitements ⁽¹⁾	Frais de scolarité ⁽²⁾	Autres dépenses		
		\$	\$	\$	\$	\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère	16	447 863	70 732	222 980	4 976	746 551
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
AGENCE DU REVENU DU CANADA	1	94 179		6 963		101 142
PATRIMOINE CANADIEN	10	324 835		25 433		350 268
Bibliothèque et Archives du Canada	1	6 666				6 666
Commission de la fonction publique	2			5 578	466	6 044
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère	2	32 080	2 689	5 485		40 254
ENVIRONNEMENT						
Ministère	8	161 621		7 670	321	169 612
Agence Parcs Canada	12	93 735	1 741	40 122	291	135 889
PÊCHES ET OCÉANS						
SANTÉ	7	99 889	9 997	16 319	1 584	127 789
Ministère	7	215 869	4 882	41 849		262 600
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL						
Ministères						
Ressources humaines et développement des compétences	16			564		564
Développement social	10			7 560	38 851	46 411
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère	5	222 185		30 655	3 982	256 822
INDUSTRIE						
Ministère	3	15 108		12 047		27 155
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1			25 634		25 634
Statistique Canada	2	26 055		2 000		28 055
JUSTICE						
Ministère	10	313 279		118 127	819	432 225
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère	94	2 287 707	22 231	289 961	2 846	2 602 745
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère	8	200 141	6 717	21 741	10 357	238 956
Office national de l'énergie	3	6 646		14 338		20 984
CONSEIL PRIVÉ						
Directeur général des élections	1	49 230		1 002	350	50 582

FRAIS D'ÉTUDE—Fin

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements ⁽¹⁾	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ⁽²⁾	Autres dépenses	Total
		\$	\$	\$	\$	\$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET						
PROTECTION CIVILE						
Agence des services frontaliers du Canada	1	22 096		6 856		28 952
Service correctionnel	3	80 578	6 546	8 154	1 560	96 838
TRAVAUX PUBLICS ET						
SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
	10	180 422	3 708	123 813	413	308 356
TRANSPORTS (Transports, Infrastructure						
et Collectivités)						
Ministère	2	18 206		26 865	2 434	47 505
ANCIENS COMBATTANTS	2	17 965				17 965
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE						
L'OUEST CANADIEN						
	1	94 223		7 500	15 000	116 723
Total	237	4 916 355	129 243	1 061 716	69 250	6 176 564

⁽¹⁾ Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.

⁽²⁾ Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéficiaires, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour

les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

REVENUS DE PLACEMENTS

	Montant réalisé en 2005-2006 ⁽¹⁾		Montant réalisé en 2005-2006 ⁽¹⁾
	\$		\$
COMPTES CONSOLIDÉS—		Administration portuaire de Fraser River—	
Énergie atomique du Canada limitée.....	94 298	Autres	683 262
ENCAISSE ET DÉBITEURS—		Administration portuaire de Halifax—	1 058 748
Service canadien du renseignement de sécurité—		Autres	491 880
Intérêt des dépôts bancaires	22 295	Administration portuaire de Montréal—	
Finances—		Autres	3 579 628
Intérêt des dépôts bancaires	212 138 019	Administration portuaire de Nanaimo—	
Ressources humaines et Développement social—		Autres	138 254
Ressources humaines et développement des		Administration portuaire de North Fraser—	
compétences—		Autres	52 680
Intérêt des dépôts bancaires	77 065	Administration portuaire de Port Alberni—	
Développement social—		Autres	59 791
Intérêt des dépôts bancaires	23 037	Administration portuaire de Prince Rupert—	
Total d'encaisse et débiteurs	212 260 416	Autres	113 315
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—		Administration portuaire de Québec—	
Réserves de liquidités internationales détenues dans le		Autres	450 180
Compte du fonds des changes—		Administration portuaire de Saguenay—	
Virement des bénéficiaires	1 394 534 428	Autres	36 257
Fonds monétaire international—Souscriptions—		Administration portuaire de Saint John—	
Virement des bénéficiaires	49 895 126	Autres	214 517
Total des comptes d'opérations de change.....	1 444 429 554	Administration portuaire de Sept-Îles—	
PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES—		Autres	188 699
Sociétés d'État entreprises—		Administration portuaire de St. John's—	
Banque de développement du Canada—		Autres	90 365
Dividendes	16 786 492	Administration portuaire de Thunder Bay—	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	447 003 742	Autres	59 528
	463 790 234	Administration portuaire de Toronto—	
Autres—		Autres	193 048
Banque du Canada—		Administration portuaire de Trois-Rivières—	
Virement des bénéficiaires.....	1 735 609 894	Autres	142 181
Corporation de développement des investissements du		Administration portuaire de Vancouver—	
Canada—		Autres	3 989 402
Dividendes	199 000 000	Administration portuaire de Windsor—	
Société immobilière du Canada limitée—		Autres	28 689
Dividendes	11 000 000	Andrew Ferri—Voie maritime	31 580
Société canadienne des postes—		Queens Quay West Land Corporation	4 792 429
Dividendes	58 700 000		2 034 699 858
Commission canadienne du lait.....	1 707 860	Total des sociétés d'État entreprises	2 498 490 092
Financement agricole Canada.....	5 310 160	Gouvernements étrangers, y compris les pays en	
Monnaie royale canadienne—		développement—	
Dividendes	1 000 000	Pays en développement—Affaires étrangères et	
Transport—		Commerce international—Agence canadienne	
Ponts Jacques Cartier et Champlain	5 850 000	de développement international—Aide au	
Administration portuaire de Belledune—		développement international	2 718 354
Autres	127 511	Expansion du commerce d'exportation (prêts	
		administrés par Exportation et développement	
		Canada).....	132 392 930

REVENUS DE PLACEMENTS—*Suite*

	Montant réalisé en 2005-2006 ⁽¹⁾		Montant réalisé en 2005-2006 ⁽¹⁾
	\$		\$
Royaume-Uni—Finances—Loi sur l'accord financier avec le Royaume-Uni (1946)—		COLOMBIE-BRITANNIQUE—	
Intérêt différé	1 013 073	Finances—	
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	136 124 357	Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	3 684
Organisations internationales—		Total des administrations provinciales et territoriales	1 645 953
Fonds monétaire international—		Autres prêts, placements et avances—	
Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance ..	16 874 029	Prêts et avances à justifier—	
Administrations provinciales et territoriales—		Affaires étrangères et Commerce international—	
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR—		Prêts, placements et avances aux gouvernements nationaux—	
Finances—		Employés affectés à l'étranger	350 817
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	17 045	Autres	354
Industrie—		Ressources humaines et Développement social—	
Projets reportés de l'Office d'expansion économique de l'Atlantique	14 807	Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants	360 579 480
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	1 084 642		360 930 651
	1 116 494	Autres—	
NOUVELLE-ÉCOSSE—		Agriculture et Agroalimentaire—	
Finances—		Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	8 767
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	762	Centres de services agricoles—	
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD—		Intérêts sur prêts	50
Finances—		Citoyenneté et Immigration—	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	5 784	Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	798 697
	5 784	Finances—	
NOUVEAU-BRUNSWICK—		Agence de la consommation en matière financière du Canada	111 820
Agence de promotion économique du Canada atlantique—		Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944
Accord sur les zones spéciales et les autoroutes	21 131	Association récréative de la fonction publique d'Ottawa ..	466
Finances—		Pêches et Océans—	
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	15 165	Prêts consentis aux pêcheurs d'aiglefin	106 821
Industrie—		Intérêt gagné sur les fonds détenus sous une fiducie et payé suite à une législation provinciale	17 756
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	352 804	Affaires indiennes et du Nord canadien—	
	389 100	Caisse de prêts aux Inuits	4 556
QUÉBEC—		Fonds du développement économique des Indiens—	
Finances—		Prêts directs	3 985
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	123 339	Prêts garantis	420 362
	123 339		424 347
SASKATCHEWAN—		Conseil des Indiens du Yukon	763 668
Finances—		Revendicateurs autochtones	5 553 062
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	73	Premières nations de la Colombie-Britannique	3 014 949
ALBERTA—		Anciens Combattants—	
Finances—		Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances	1 903
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	6 717		10 865 806
		Total des autres prêts, placements et avances	371 796 457
		Total des prêts, placements et avances	3 024 930 888
		AUTRES COMPTES—	
		Affaires étrangères et Commerce international—Affaires étrangères—	
		Intérêt sur les comptes de banque des délégations	98 483
		Affaires indiennes et du Nord canadien—	
		Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688
		Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—	
		Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	1 241 739
		Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices	131 875 479

REVENUS DE PLACEMENT—*Fin*

	Montant réalisé en 2005-2006 ⁽¹⁾		Montant réalisé en 2005-2006 ⁽¹⁾
	\$		\$
Défense nationale—		Sommaire—	
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger.....	470 187	Intérêt.....	1 213 524 064
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs	18 859 580	Virement des bénéfices	3 311 914 927
Sécurité publique et Protection civile—		Dividendes	286 486 492
Gendarmerie royale du Canada—		Autres	22 390 054
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger.....	13 851	Total	4 834 315 537
Travaux publics et Services gouvernementaux—			
Fonds renouvelable des services optionnels	29 374		
Total des autres comptes	152 600 381		
TOTAL DES REVENUS DE PLACEMENTS	4 834 315 537		

⁽¹⁾ Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice lorsqu'en service ministériel commandé. Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;

- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé «Chambre des communes—État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2005-2006»;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé «Affaires étrangères et Commerce international—Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales».

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministre—					
L'hon A Mitchell.....	1	17 578			
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé—					
L'hon C Strahl.....	1	13 656			
Secrétaires parlementaires—					
A W Easter.....	1	13 938			
J Gourde.....	1	349			
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministre—					
L'hon J B McGuire.....	1	27 166			
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Ministre du Revenu national—					
L'hon J McCallum.....	1	38 954			
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministre(s) du Patrimoine canadien et ministre(s) responsable de la Condition féminine—					
L'hon L Frulla.....	1	72 408			
L'hon J Oda.....	1	3 657			
Ministre d'État (Sport)—					
L'hon S Owen.....	1	22 444			
Ministre d'État (Multiculturalisme)—					
L'hon R Chan.....	1	48 583			
Secrétaire parlementaire—					
S D Bulte.....	1	9 678			
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministre(s)—					
L'hon M Solberg.....	1	13 177			
L'hon J Volpe.....	1	32 407			
Secrétaire parlementaire—					
H Fry.....	1	641			
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC					
Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie					
L'hon J Saada.....	60	20 822			
ENVIRONNEMENT					
Ministre(s)—					
L'hon S Dion.....	1	118 115			
L'hon R Ambrose.....	1	18 975			
Secrétaire parlementaire—					
B Wilfert.....	1	3 960			
FINANCES					
Ministre(s)—					
L'hon J M Flaherty.....	1	11 499			
L'hon R E Goodale.....	1	52 565			
PÊCHES ET OCÉANS					
Ministre(s)—					
L'hon G Regan.....	1	48 670			
L'hon L Hearn.....	1	15 764			
Secrétaires parlementaires—					
S Murphy.....	1	2 972			
R Kamp.....	1	2 121			
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministères—					
Affaires étrangères—					
Ministre des Affaires étrangères—					
L'hon P S Pettigrew.....	1	17 894			
Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada—					
L'hon P G MacKay.....	1	8 007			

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES—Suite

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
Commerce international—			AFFAIRES INDIENNES ET DU		
Ministre du Commerce international—			NORD CANADIEN		
L'hon J S Peterson	1	55 421	Ministre(s) des Affaires indiennes et du Nord canadien et Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits—		
Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler			L'hon A Scott		
L'hon D L Emerson	1	4 342	L'hon J Prentice		
Secrétaire parlementaire—			Ministre d'État (Nord canadien)—		
M Eyking	1	9 783	L'hon E Blondin-Andrew		
Ministre de la Coopération internationale—			Secrétaire parlementaire—		
L'hon A Carroll	15	38 756	S Barnes		
Ministre de la Coopération internationale et ministre de la Francophonie et des Langues officielles—			INDUSTRIE		
L'hon J Verner	15	10 405	Ministre—		
Secrétaires parlementaires—			L'hon D Emerson		
A Menzies	15	1 037	Ministre(s) d'État (Initiative fédérale du développement économique pour le Nord de l'Ontario)—		
P Torsney	15	6 482	L'hon J R Comuzzi		
SANTÉ			L'hon A Mitchell		
Ministre—			Secrétaire parlementaire—		
L'hon U Dosanjh	1	40 494	J Pickard		
Ministre de la Santé et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario—			JUSTICE		
L'hon T Clement	1	2 456	Ministre(s) de la Justice et Procureurs généraux du Canada—		
Ministre d'État (Santé publique)—			L'hon I Cotler		
L'hon C Bennett	1	58 328	L'hon V Toews		
Secrétaire parlementaire—			Secrétaires parlementaires—		
R Thibault	1	5 566	P H Macklin		
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL			R Moore		
Ministères—			DÉFENSE NATIONALE		
Ressources humaines et développement des compétences—			Ministre(s)—		
Ministre des ressources humaines et du Développement des compétences et ministre responsable du Renouveau démocratique—			L'hon B Graham		
L'hon B Stronach	1	16 938	L'hon G O'Connor		
Présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des ressources humaines et du Développement des compétences—			Secrétaire parlementaire—		
L'hon L Robillard	1	553	K Martin		
Ministre du Travail et du Logement—			RESSOURCES NATURELLES		
L'hon J Fontana	1	67 559	Ministre(s)—		
Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—			L'hon R J Efford		
L'hon J-P Blackburn	1	3 227	L'hon G Lunn		
Ministre d'État (Développement des ressources humaines)—			Ministre suppléant des Ressources naturelles—		
L'hon C Bradshaw	1	31 884	L'hon J McCallum		
Développement social—			Secrétaire parlementaire—		
Ministre(s)			C Paradis		
L'hon K Dryden	1	39 819	CONSEIL PRIVÉ		
L'hon D Finley	1	667	Leader du gouvernement au Sénat—		
Ministre d'État (Famille et Aidants naturels)—			L'hon J Austin		
L'hon T Ianno	1	11 577	Présidente du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Ressources humaines et Développement des compétences—		
Secrétaires parlementaires—			L'hon L Robillard		
P Adams	1	2 226	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre des Sports—		
J Longfield	1	3 093	L'hon M Chong		
L Yelich	1	4 777	Leader du gouvernement à la Chambre des communes—		
			L'hon T Valeri		
			Ministre du Commerce intérieur, Leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, et ministre associé de la Défense nationale—		
			L'hon M Bélanger		

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES—Fin

	Crédit	Montant		Crédit	Montant
		\$			\$
Leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique—			Secrétaire parlementaire—		
L'hon R D Nicholson	1	3 625	J Karygiannis	1	274
Secrétaires parlementaires—			Bureau de l'infrastructure du Canada—		
N Bains	1	981	Ministre d'État (Infrastructure et collectivités)—		
M Jennings	1	4 889	L'hon J F Godfrey	1	38 833
D LeBlanc	1	8 699	CONSEIL DU TRÉSOR		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			Président du Conseil du Trésor—		
Vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile—			L'hon J Baird	1	515
L'hon A McLellan	1	46 793	Président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé—		
Ministre de la Sécurité publique—			L'hon R B Alcock	1	55 880
L'hon S B Day	1	1 552	ANCIENS COMBATTANTS		
Secrétaire parlementaire—			Ministre(s)—		
R Cullen	1	2 860	L'hon A Guarnieri	1	68 866
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			L'hon G Thompson	1	26 900
Ministre(s)—			DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
L'hon S Brison	11	24 951	Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Sport)—		
L'hon M Fortier	11	2 128	L'hon S Owen	1	28 852
TRANSPORTS (TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS)			Ministre du revenu national et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—		
Ministre—			L'hon C Skelton	1	4 064
L'hon J C Lapierre	1	8 826			
Ministre des Transports, Infrastructure et Collectivités—					
L'hon L Cannon	1	395			

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2005-2006

Autres informations diverses

SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Affaires étrangères et Commerce international—	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales	11.2
Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales	11.4
Ressources humaines et Développement social—	
Paiements d'indemnités et frais d'administration	11.10
Parlement—	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2005-2006	11.11
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2005-2006	11.13
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2005-2006	11.19
Conseil privé—	
Traitements et indemnités aux Ministres d'État et Secrétaires d'État	11.20
État des dépenses—Autorisation législative et dépenses du programme	11.21
Détails des dépenses—39 ^e élection générale de janvier 2006	11.21
Détails des dépenses législatives—	
Élections partielles - Labrador (mai 2005)	11.22
Sécurité publique et Protection civile—	
État des dépenses par établissement	11.23
Conseil du Trésor—	
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits	11.26

Affaires étrangères et Commerce international⁽¹⁾

DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES

Conférences et réunions	Montant
	\$
61 ^e séance de la Commission des droits de la personne des Nations Unies à Genève (Suisse)	65 334
Délégation canadienne à Paris (France) - Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (CONFEJES)	1 287
Visite du Premier ministre au Vatican, Rome (Italie) - Funérailles d'État du défunt Pape Jean-Paul II	336 105
Délégation canadienne à Monaco (Monaco) - Funérailles d'État du défunt Prince Rainier	7 488
Délégation canadienne à St-Gallen (Suisse) - Réunion des ministres de l'Éducation de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)	11 801
Visite de la Gouverneure générale à Rome (Italie) - Pape Benoît XVI	125 145
Visite de la Gouverneure générale à Berlin (Allemagne), à La Haye (Pays-Bas) et à Moscou (Russie) - Célébration du 60 ^e anniversaire de la victoire	501 780
Délégation canadienne à New York (É.-U.) - Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) (annulation de MINA)	114 253
Visite du Premier ministre à Amsterdam (Pays-Bas) - 60 ^e anniversaire de la libération	202 933
Visite du Premier ministre à Moscou (Russie) - Célébration du 60 ^e anniversaire de la victoire (frais d'annulation)	125 397
Délégation canadienne à Varsovie (Pologne) - Sommet du Conseil de l'Europe (annulation du PM)	2 247
Délégation canadienne à Vilnius (Lituanie) - Réunion des ministres des Affaires étrangères pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (annulation de MINA)	10 473
Délégation canadienne à Jéju (Corée) - Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) (annulation de MINT)	50 995
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Fort Lauderdale (É.-U.) - 35 ^e séance de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)	46 952
Délégation canadienne à Cordoue (Espagne) - Conseil de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	38 335
Délégation canadienne à Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8 (annulation de MINA)	9 134
Visite du Premier ministre à Cork (Irlande) - Cérémonie commémorative de la tragédie du vol d'Air India	275 207
Délégation canadienne à Ulaanbaatar (Mongolie) - Cérémonie d'investiture du Président élu	9 806
Délégation canadienne au Brazzaville (Congo) - Réunion du Bureau de la Conférence des ministres de l'éducation ayant le français en partage (CONFEMEN)	9 318
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à La Haye (Pays-Bas) - Réunion ministérielle des Amis de la réforme des Nations Unies	38 413
Visite du Premier ministre à Dublin (Irlande) et à Gleneagles (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) - Sommet du G8	1 170 642
Délégation canadienne à Nassau (Bahamas) - Le Bilan à mi-parcours des ministres de l'Éducation du Commonwealth des Caraïbes et du Canada	5 273
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Vientiane (Laos) - 38 ^e Conférence post-ministérielle de l'ANASE/12 ^e Forum régional de l'ANASE (FRA)	76 383
Délégation canadienne à Riyad (Arabie saoudite) - Funérailles d'État du défunt Roi Fahd	6 668
Délégation canadienne à Tobago (Antilles) - Réunion des ministres de l'éducation de l'Organisation des États américains (OEA)	17 309
Délégation canadienne à Gdansk (Pologne) - 25 th anniversaire de la solidarité	7 047
Visite du Premier ministre au Moyen-Orient - Le Caire (Égypte), Amman (Jordanie), Gaza (Palestine) et Tel-Aviv (Israël) - (remis à plus tard)	38 364
Visite du Premier ministre à New York (É.-U.) - 60 ^e anniversaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	528 482
Délégation canadienne à New York (É.-U.) - Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	4 065
13 ^e Conférence des premières dames, des conjoints et des représentants des chefs d'État et de gouvernement des Amériques à Asunción (Paraguay)	15 376
Visite du Premier ministre à New York (É.-U.) - Forum économique	22 322
Ministre des Affaires étrangères (MINA) et délégation canadienne à New York (É.-U.) - 60 ^e séance de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	527 039
Ministre responsable de la Francophonie à Paris (France) - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	139 766
Visite du Premier ministre à Johannesburg et à Le Cap (Afrique du Sud) - Sommet sur la gouvernance progressiste	1 626

Affaires étrangères et Commerce international⁽¹⁾DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Fin*

Conférences et réunions	Montant
	\$
Ministre du Commerce international (MINT) à Zurich (Suisse) - Réunion informelle des ministres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	39 690
Visite de la Gouverneure générale en Normandie (France) - Parcours autochtone	59 330
Visite du Premier ministre à Mar del Plata (Argentine) - Sommet des Amériques	664 394
Délégation canadienne à Bamako (Mali) - Symposium de la Francophonie	5 633
Délégation canadienne à Tel-Aviv (Israël) - Cérémonies commémoratives de Yitzhak Rabin	2 269
Ministre responsable de la Francophonie à Antananarivo (Madagascar) - Conférence ministérielle de la Francophonie	73 311
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à La Vallette (Malte) - Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGPC) (annulation du PM)	380 118
Délégation canadienne à Tunis (Tunisie) - Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)	107 826
Délégation canadienne à Ljubljana (Slovénie) - Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	19 153
Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) - Réunion des ministres des Affaires étrangères pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	5 864
Visite du Premier ministre à Busan (Corée) - Réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2005	864 811
Ministre du Commerce international (MINT) à Hong Kong (Chine) - Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	1 819 129
Visite de la Gouverneure générale à Santiago (Chili) - Cérémonie d'investiture du Président	18 775
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à St-Petersbourg (Russie) - Sommet du G8	76 876
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Hanoi (Vietnam) - Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2006	9 235
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Riga (Lettonie) - Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	7 220
62 ^e séance de la Commission des droits de la personne des Nations Unies à Genève (Suisse)	25 000
Visite de la Gouverneure générale à Turin (Italie) - Jeux Olympiques d'Hiver	228 583
Délégation canadienne à Lisbonne (Portugale) - Cérémonie d'assermentation du Président Anibal Cavaco Silva	7 346
Délégation canadienne à Singapour (Singapour) - 41 ^e conférence de l'Organisation des ministres de l'éducation (DCCOME)	13 000
Délégation canadienne à Tallinn (Estonie) - Funérailles d'État de l'ex-Président Lennart-Georg Meri	8 512
Visite du Premier ministre à Cancun (Mexique) - Réunion trilatérale de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) 2006	298 719
Visite du Premier ministre à Kaboul et à Kandahar (Afghanistan), et à Islamabad (Pakistan)	29 560
Jumelage ministériel	14 957
Ministre des Affaires étrangères (MINA) - Visites bilatérales (Agent de visites)	29 098
Ministre du Commerce international (MINT) - Visites bilatérales (Agent de visites)	46 534
Ministre de la Coopération internationale (MINE) - Visites bilatérales (Agents de visites)	35 481
Ministre responsable de la Francophonie - Visites bilatérales (Agent de visites)	11 885
Total	9 445 074

⁽¹⁾Au cours de l'exercice, Affaires étrangères et Commerce international a été divisé en deux portefeuilles ministériels : Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) et Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international). Pour les fins de présentation des dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, les deux portefeuilles ont été groupés ensemble dans ce rapport.

Affaires étrangères et Commerce international⁽¹⁾

FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR REPRÉSENTATION CANADIENNE À DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES

\$	\$
61 ^e séance de la Commission des droits de la personne des Nations Unies à Genève (Suisse)	53 440
Chambre des communes Furey Sen. G., Gagnon Hon. M., McTeague Hon. D., Stratton Sen. T.	
Affaires étrangères et du Commerce international Bradbury G., Chatsis D., Given-Hill S., Lord W., Nguyen M., Normandin H.-P., Saucier G., Sunderland M., Verrier-Frèchette K., von Kaufmann J., Walker C.	
Délégation canadienne à Paris (France) - Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (CONFESJES)	1 061
Chambre des communes Chaput Sen. M.	
Affaires étrangères et du Commerce international Desfossés D., Granger P.	
Visite du Premier ministre au Vatican, Rome (Italie) - Funérailles d'État du défunt Pape Jean-Paul II.	333 057
Chambre des communes Martin Rt. Hon. P., Blondin-Andrew Hon. E., Guarnieri Hon. A., Harper Hon. S.J., Kenney J., Maloney J., Martin T., McGuire Hon. J.B., Nicholson Hon. R., Pacetti M., Picard P., Poulin Sen. M.-P., Volpe Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre Andrews R., Bouvier B., Cadario M., Depault A.-M., Gruer M., Huot J., Lanthier J., Manganiello G., Martin K., Masciantonio M., Moreau A., Murphy T., Pimblett J., Santoro L., Yong-Lafèche L.	
Bureau du Conseil privé Cloutier B., Larocque D., Legros G., Prusakowski T.	
Affaires étrangères et du Commerce international Beauchamp R., de Kerchhove F., Hepburn L., Labonté R.	
Ministère de la Défense nationale Chiason D., Grenier R., Renaud M., Weisgerber Dr. C.	
Autres Boivert A., Fontaine P., Martin S.	
Délégation canadienne à Monaco (Monaco) - Funérailles d'État du défunt Prince Rainier	7 488
Chambre des communes Joyal Sen. S.	
Délégation canadienne à St-Gallen (Suisse) - Réunion des ministres de l'Éducation de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)	11 801
Ministère de l'Éducation Dover Hon. M.A.	
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) Brochu P.	
Visite de la Gouverneure générale à Rome (Italie) - Pape Benoît XVI.	124 915
Clarkson Rt. Hon. A., Ralston Saul J.	
Chambre des communes Angus C., Cochrane Hon. E., Comuzzi Hon. J.R., Davis Hon. P., Gagnon M., Godbout M., Rajotte M., Smith Hon. D.	
Résidence de la Gouverneure générale Barlow C., Germain Capt. P., Howden J., Kwong M., Quillé MCpl. P., Régimbal É.-C.	
Affaires étrangères et du Commerce international Collette R., Kern M., Munro H.	
Visite de la Gouverneure générale à Berlin (Allemagne), à La Haye (Pays-Bas) et à Moscou (Russie) - Célébration du 60 ^e Anniversaire de la victoire	323 913
Clarkson Rt. Hon. A., Ralston Saul J.	
Chambre des communes Angus C., Cochrane Hon. E., Comuzzi Hon. J.R., Davis Hon. P., Gagnon M., Godbout M., Rajotte M., Smith Hon. D.	
Résidence de la Gouverneure générale Barlow C., Belair Lt. S., Germain Capt. P., Howden J., Kwong M., Quillé MCpl. P., Régimbal É.-C., Uteck B., Webster Lt. J.	
Affaires étrangères et du Commerce international April S., Ashby J., Childs-Adams H., Collette R., Cruz A., Gill D., Harder P., Johnstone V.B., Kalisch N., Kern M., Lachance A., McFarlane D., Munro H., Stinson S.	
Ministère de la Défense nationale Campbell LS K., Casey Capt. B., Collins T., Hayter Major B., Janes R., Ouellet Capt. M., Prudencio Cpl. J., Rogers WO G., Rousseau Cpl. I., Strawson Capt. C.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Childs-Adams P., Courtright M.-C., Kiriloff N., Paul T., Schliephake A.	
Délégation canadienne à New York (É.-U.) - Traitée sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) (annulation de MINA)	109 168
Affaires étrangères et du Commerce international Kappangantula S., Laker M., McDougall R., Nina D., Opgenorth M., Proudfoot D., Stansfield R., Walsh E., Wright J.R.	
Autres Casterton J., Laidlaw A., Simon J.	
Visite du Premier ministre à Amsterdam (Pays-Bas) - 60 ^e anniversaire de la libération	185 317
Chambre des communes Martin Rt. Hon. P., Harper Hon. S.J., Duceppe G., Eyking Hon. M., Guarnieri Hon. A., Layton J.	
Cabinet du Premier ministre Andrews R., Cadario M., Chan D., Côté J., Depault A.-M., Feschuk S., Goetz J., Guer M., Huot J., Murphy T., Nordin S., Pimblett J., Reid S., Yong-Lafèche L.	
Bureau du Conseil privé Picard A., Pomerleau P., Wilson T.	
Affaires étrangères et du Commerce international Beauchamp R., Benson I., Childs-Adams H., Labonté R., Lebel J., McFarlane D., Nadeau D., Panitcherska E.	
Ministère de la Défense nationale Gauthier MCpl. L., Raymond J., Sedge Dr. P.A., Weatherby MCpl. M.	
Vétéran Hobbs C.	
Autres Capstick I.M., Chow c.w. O., Lefurgey A., Leroux K., Martin S., Novak R., Sauvé K., Teskey-Harper L., Young T.	
Visite du Premier ministre à Moscou (Russie) - Célébration du 60 ^e anniversaire de la victoire (frais d'annulation)	113 849
Cabinet du Premier ministre Menzies G., Moreau A.	
Bureau du Conseil privé Prusakowski T.	
Affaires étrangères et du Commerce international Hepburn L.	

Affaires étrangères et Commerce international⁽¹⁾FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR REPRÉSENTATION CANADIENNE À DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

	\$		\$
<i>Délégation canadienne à Varsovie (Pologne) - Sommet du Conseil de l'Europe (annulation de PM)</i>	2 247	<i>Délégation canadienne à Ulaanbaatar (Mongolie) - Cérémonie d'investiture du Président élu</i>	9 806
Affaires étrangères et du Commerce international Hubert Amb. J.-P.		Chambre des communes Day Sen. J.	
<i>Délégation canadienne à Vilnius (Lituanie) - Réunion des ministres des Affaires étrangères pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (annulation de MINA)</i>	8 201	Affaires étrangères et du Commerce international Huot F.	
Affaires étrangères et du Commerce international Burgess A., Court C., Juneau Amb. J.-P., Pinnington P., Poupard I., Wallace J.		<i>Délégation canadienne au Brazzaville (Congo) - Réunion du Bureau de la Conférence des ministres de l'éducation ayant le français en partage (CONFEMEN)</i>	9 318
<i>Délégation canadienne à Jéju (Corée) - Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) (annulation de MINT)</i>	38 570	Affaires étrangères et du Commerce international De Varennes C.	
Affaires étrangères et du Commerce international Babakhani B., Bowman A., Burton C., Christie B., Kuffner R.		<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à La Haye (Pays-Bas) - Réunion ministérielle des Amis de la réforme des Nations Unies</i>	38 413
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Fort Lauderdale (É.-U.) - 35^e séance de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)</i>	46 124	Chambre des communes Pettigrew Hon. P.S.	
Chambre des communes Pettigrew Hon. P.S.		Affaires étrangères et du Commerce international Anderson J.C., de Kerckhove F., Lessard M.V.	
Affaires étrangères et du Commerce international Beaulne L., Durand Amb. P., Filotas S., Fraser D., Gautron Y., Khokhar J., Lamoureux E., Lessard M.V., Loten J., Lussier C., Manitus B., Morris D., Sheldrake M., Smith D., Théberge S., Vézina C.		<i>Visite du Premier ministre à Dublin (Irlande) et à Gleneagles (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) - Sommet du G8</i>	736 980
<i>Délégation canadienne à Cordoue (Espagne) - Conseil de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)</i>	38 335	Chambre des communes Martin Rt. Hon. P., Allison D., Brown B., Cuzner R., St-Denis B.	
Chambre des communes Grafstein Sen. J.S.		Cabinet du Premier ministre Andrews R., Bonnerot M., Cadario M., Chan D., Côté J., de Passilé V., Depault A.-M., Elson D., Feschuk S., Gruer M., Horvath T., Huot J., MacInnis M., Menzies G., Mitchell L., Moreau A., Murphy T., Nordin S., Picher J.-M., Pimblett J., Reid S., Yong-Laflèche E.	
Affaires étrangères et du Commerce international Gibson Amb. B., Stubbert R., Taylor P., Verrier-Frèchette K.		Bureau du Conseil privé Abellana A., Fried J., Harper D., Larocque D., Laurin A., Legros G., Moen M., Parvanova I., Pilon T., Prusakowski T., Tremblay E.	
Autres Chouaib M., Morgan E., Pay C.		Affaires étrangères et du Commerce international Anderson A., Arpin K., Bergeron N., Calderwood P., Constantin C., Cooter C., Dimic N., Fitchet J., Fowler R., Fyfe T., Gompf J., Hamilton K., Harder P., Hepburn L., Kalish N., Labonté R., Lebel J., Lemieux P., Malikaïl P., Morrissey B., Munro H., Panitcherska E., Séguin W., Wright J.R.	
<i>Délégation canadienne à Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8 (annulation de MINA)</i>	9 134	Ministère de la Défense nationale Aitken W., Beaulieu F., Blundell Dr. S., Hitt D., Lafosse C., Murray B., Van Geest D.	
Affaires étrangères et du Commerce international Hamilton K., Marland K., Wright J.R.		Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Kiriloff N., Kondo M., Shao W., Vogt B.	
<i>Visite du Premier ministre à Cork (Irlande) - Cérémonie commémorative de la tragédie du vol d'Air India</i>	203 960	Autres Martin S., Pomerleau P., Watson V., Young T.	
Chambre des communes Martin Rt. Hon. P., Campbell Hon. G., Duceppe G., Harper Hon. S.J., Layton J., Rae Hon. R.K.		<i>Délégation canadienne à Nassau (Bahamas) - Le Bilan à mi-parcours des ministres de l'Éducation du Commonwealth des Caraïbes et du Canada</i>	5 273
Cabinet du Premier ministre Andrews R., Bouvier B., Cadario M., Depault A.-M., Drache J., Gruer M., Huot J., Menzies G., Parmar K., Yong-Laflèche E.		Affaires étrangères et du Commerce international Tremblay R.	
Bureau du Conseil privé Abellana A., Laurin A., Prusakowski T.		Ministère de l'Éducation Burk N.	
Affaires étrangères et du Commerce international Doherty E., Goodge C., Gosal J., Healy E., Hepburn L., Kern M., Labonté R., Morrison G., Phillips C., Proulx L.		Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) Molloy S.	
Ministère de la Défense nationale Hitt D., Lafosse C., Po Dr. J., Van Geest D.			
Transports Canada Purdy M.			
Autres Bélanger K., Dauphinee L., Gellar H., Laughlin K., Martin S., McGrath A., Morton M., Noormohamed T., Novak R., Sauvé K., Stewart-Olson C., Teskey-Harper L., Young T.			

Affaires étrangères et Commerce international⁽¹⁾

FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR REPRÉSENTATION CANADIENNE À DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—Suite

	\$		\$
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Vientiane (Laos) - 38^e Conférence post-ministérielle de l'ANASE/ 12^e Forum régional de l'ANASE (FRA).....</i>	51 213		
Chambre des communes Pettigrew Hon. P.S., McKay Hon. J. Affaires étrangères et du Commerce international Cain M., Comeau Amb. D., Cousineau A.-P., Lessard M.V., Théberge S.			
<i>Délégation canadienne à Riyad (Arabie saoudite) - Funérailles d'État du défunt Roi Fahd</i>	6 668		
Chambre des communes Pettigrew Hon. P.S. Affaires étrangères et du Commerce international Christoff J.			
<i>Délégation canadienne à Tobago (Antilles) - Réunion des ministres de l'éducation de l'Organisation des États américains (OEA)</i>	17 309		
Affaires étrangères et du Commerce international Rodney H. Ministère de l'Éducation Bjornson P., Dossdall E., Lafleur P. Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) Molloy G.R.			
<i>Délégation canadienne à Gdansk (Pologne) - 25^e anniversaire de la solidarité.....</i>	7 047		
Chambre des communes Hays Sen. D. Autre Hays K.			
<i>Visite du Premier ministre au Moyen-Orient - Le Caire (Égypte), Amman (Jordanie), Gaza (Palestine) et Tel-Aviv (Israël) - (remis à plus tard)</i>	37 585		
Cabinet du Premier ministre Menzies G. Bureau du Conseil privé Fried J., Grant M. Affaires étrangères et du Commerce international Lebel J.			
<i>Visite du Premier ministre à New York (É.-U.) - 60^e anniversaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU).....</i>	387 042		
Chambre des communes Martin Rt. Hon P., Saada Hon. J. Cabinet du Premier ministre Cadario M., Chan D., de Passilè V., Depault A.-M., Gruer M., Leffler J., Moreau A., Murphy T., Nordin S., Pimblett E. Bureau du Conseil privé Chapelaine N., Cloutier B., Fried J., Larocque D., Legros G., Prusakowski T. Affaires étrangères et du Commerce international Desfossés D., Lachance A., Munro H. Ministère de la Défense nationale Bosch D., Jacques S.			
<i>Délégation canadienne à New York (É.-U.) - Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.....</i>	4 065		
Affaires étrangères et du Commerce international Beaulieu Y.			
<i>13^e Conférence des premières dames, des conjoints et des représentants des chefs d'État et de gouvernement des Amériques à Asunción (Paraguay).....</i>	15 173		
Chef de délégation Hays K., Joseph J.			
		<i>Visite du Premier ministre à New York (É.-U.) - Forum économique</i>	21 472
		Chambre des communes Martin Rt. Hon P. Cabinet du Premier ministre Bouvier B., Côté J., Elson D., Fortin A., Gruer M., Menzies G., Moreau A., Pimblett J., Reid S. Bureau du Conseil privé Fried J., Legros G., Picard A., Prusakowski T. Affaires étrangères et du Commerce international Munro H. Ministère de la Défense nationale Baker I., Ferland R., Perron L.	
		<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) et délégation canadienne à New York (É.-U.) - 60^e séance de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)</i>	480 473
		Chambre des communes Bagnell Hon. L., Pettigrew Hon. P.S. Affaires étrangères et du Commerce international Anderson J., Banzet M., Brousseau N., Chatsis D., Chevrier C., Cooter C., Crow J., Curry L., de Kerckhove F., Fraser R., Girouard B., Hart J., Heinbecker Y., Kassis G.-B., Kinnear J., Lachance A., Lamoureux E., Lessard M.V., Malone D., McDonell D., Meyer A., Scheiderman J., Scott I., Slavkov N., Singh B., Small M., Tan M.-H., Théberge S., Van Nes E., Wright J.R., Young A. Ministère de la Défense nationale Burke M.	
		<i>Ministre responsable de la Francophonie à Paris (France) - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)</i>	130 076
		Chambre des communes Saada Hon. J. Affaires étrangères et du Commerce international Berg K., Desfossés D., Gareau P., Hamalian A., Jean M., Lachance A., Le Scouarnec F.-P., Michalos A., Rodney H., Walden D., Wyman M. Autres D'Amours J.-C., Dépatie R., Dorion A., Dover Hon. M., Molloy S., Pollex H., Wei H.H.	
		<i>Visite du Premier ministre à Johannesburg et à Le Cap (Afrique du Sud) - Sommet sur la gouvernance progressiste.....</i>	1 626
		Cabinet du Premier ministre Saint-Martin D.	
		<i>Ministre du Commerce international (MINT) à Zurich (Suisse) - Réunion informelle des ministres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).....</i>	39 499
		Chambre des communes Bellavance A., Bezan J., Menzies T., Mitchell Hon. A., Peterson Hon. J. Affaires étrangères et du Commerce international Benson I., Clark S., Dobson J., Gero J., Larocque J.	
		<i>Visite de la Gouverneure générale en Normandie (France) - Parcours autochtone</i>	59 330
		Jean Rt. Hon. M. Résidence de la Gouverneure générale Barlow C., Marchand A., Mylyk R., Quillé MCpl. P., Régimbal É.-C., Uteck B., Vermette Capt. P. Affaires étrangères et du Commerce international Laverdure Amb. C., Lemieux P., McKechnie M.	

Affaires étrangères et Commerce international⁽¹⁾

FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR REPRÉSENTATION CANADIENNE À DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—Suite

	\$		\$
<i>Visite du Premier ministre à Mar del Plata (Argentine) - Sommet des Amériques</i>	637 072	<i>Délégation canadienne à Tunis (Tunisie) - Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)</i>	105 878
Chambre des communes		Chambre des communes	
Martin Rt. Hon. P., Ablonczy D., Boudria Hon. D., Day S., Hervieux-Payette Sen. C., Julian P., Lalonde F., Pettigrew Hon. P.S.		Harb Sen. M.	
Cabinet du Premier ministre		Affaires étrangères et du Commerce international	
Andrews R., Cadario M., Chalifour-Scherrer H., Chan D., Copenace J., de Passillé V., Depault A.-M., Dupuis S., Fortin A., Gruer M., Lachance N., Mitchell L., Namian O., Nordin S., Pimblett E., Pimblett J., Watson H., Wilson J., Yong-Lafèche E.		Amegan K., Cormier T., de Kerckhove F., Emond M., Guerra R., Licari W., Sylvestre L., Massip I.	
Bureau du Conseil privé		<i>Délégation canadienne à Ljubljana (Slovénie) - Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)</i>	19 153
Abellana A., Cloutier B., Fried J., Larocque D., Legros G., Prusakowski T., Walma M., Wilson T.		Chambre des communes	
Affaires étrangères et du Commerce international		Pettigrew Hon. P.	
Alvarez E., Beauchamp R., Beaulieu R., Beaulne L., Bell J., Bengoechea C., Boehm P., Brockenshire N., Couture B., Durand Amb. P., Fountain-Smith S., Friesen M., Gagnon Y., Kern M., Khokhar J., Labonté R., Lamoureux E., Lebel J., Lessard M.V., Loten J., Lussier C., McPherson G., Morris D., Poulin M., Simmons G., Smith D., Théberge S., Vilches P.		Affaires étrangères et du Commerce international	
Ministère de la Défense nationale		Anderson J., Asselin K., Curtis P., Gibson B., Hage R., Langley J., Lessard M.V., Poupart I., Raletich-Rajicic M., Sévigny Lt. Col. A., Théberge S., Wright J.R.	
Cedilot M., Mardirossian S., Newnhan Dr. D., Wardle L., West Dr. S.		<i>Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) - Réunion des ministres des Affaires étrangères pour l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)</i>	5 864
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		Affaires étrangères et du Commerce international	
Gonzalez A., Sandoz M.-E., Youssef F.		Martin B.	
Autres		<i>Visite du Premier ministre à Busan (Corée) - Réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2005</i>	718 863
Dunberry P., Martin S., Young T.		Chambre des communes	
<i>Délégation canadienne à Bamako (Mali) - Symposium de la Francophonie</i>	5 633	Martin Rt. Hon. P., Day S., Pettigrew Hon. P.S.	
Affaires étrangères et du Commerce international		Cabinet du Premier ministre	
de Kerckhove F., Desfossés D.		Andrews R., Cadario M., Chan D., Côté J., de Passillé V., Depault A.-M., Elson D., Lachance N., Masciantonio M., Moreau A., Murphy T., Pimblett E., Roy M., Suni J., Wilson J., Yong-Lafèche E.	
<i>Délégation canadienne à Tel-Aviv (Israël) - Cérémonies commémoratives de Yitzhak Rabin</i>	2 089	Bureau du Conseil privé	
Affaires étrangères et du Commerce international		Bazinet E., Bertrand J., Brooman K., Fried J., Harper D., Larocque D., Legros G., Picard A.	
Lebel J.		Affaires étrangères et du Commerce international	
Autres		Acheson J., Babakhani B., Bélanger M., Blackmore M., Bowman A., Burton C., Christie B., Clark S., Fagan D., Frost G., Grinius Amb. M., Grover B., Hagopian S., Hepburn L., Jorgensen S., Karn B., Kern M., Labonté R., Lacasse J.-F., Laframboise J.-P., Leblanc F., Leduc G., Lemay A., Lessard M.V., Malikail P., Millward D., Mulrone D., Munro H., Nakamura C., Nguyen B., Riccoboni L., Robson W., Schneiderman J., Simard R., St-Jean L., Steinburg L., Sunquist K., Suter C., Tremblay D., Vilches P., Wermenlinger J.	
Turner Rt. Hon. J., Kealey M.		Ministère de la Défense nationale	
<i>Ministre responsable de la Francophonie à Antananarivo (Madagascar) - Conférence ministérielle de la Francophonie</i> ..	73 000	Desa Dr. M., Elvidge K., Murphy J., Robinson T.	
Chambre des communes		Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Saada Hon. J.		Kirilloff N., Kondo M., Ritchie S., Ryu C.	
Affaires étrangères et du Commerce international		Autres	
Beaulne P., Carle F., Collette R., Cousineau M., Dezainde D., Gérin-Lajoie B., Guénette R., Hijal S., Lachance A., McAlister A., Wood J.		La Brash C., Martin S.	
Patrimoine Canada		<i>Ministre du Commerce international (MINT) à Hong Kong (Chine) - Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)</i>	1 754 649
Duchesne M.		Chambre des communes	
Agence canadienne de développement international		Anderson D., Austin Sen. J., Day S., DiNino C., Finlay Hon. D., Massicotte Sen. P., Mitchell D., Peterson Hon. J., Stollery P.	
Hébert M., Lemieux C., Vincent D.		Affaires étrangères et du Commerce international	
<i>Ministre des Affaires étrangères (MINA) à La Vallette (Malte) - Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGPC) (annulation du PM)</i>	379 547	Argawal R., Beaulieu V., Benson I., Bohanan B., Boissonneault P., Boisvert J., Cameron R., Christie B., Christie K., Clark S., Cole K., Cox A., Desmarais P., Devine D., Du Quyen G., Dundon J., Easter W., Faussurier A., Flannery L., Fowler A., Fraser R., George D., Gero J., Gowling D., Grechill R., Hall J., Hamilton J., Hembroff K., Johnson A., Kinnear J., Kronby M., Kyte M.,	
Chambre des communes			
Hays Sen. D.			
Cabinet du Premier ministre			
Menzies G., Moreau A.			
Bureau du Conseil privé			
Pilon T.			
Affaires étrangères et du Commerce international			
Brown W.R., Cullen L., Culley S., Demetra V., Deutscher J., Emond M., Fowler R., Lessard M.V., Malone D., Massip I., Morrisson G., Munro H., Olivier L., Scrimshaw S., Starkey K., Weetman J., Zaphiropoulos C.			

Affaires étrangères et Commerce international⁽¹⁾

FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR REPRÉSENTATION CANADIENNE À DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—Suite

	\$		\$
Lafleur M., Larocque J., Lavoie S., Lemay A., Lloyd P., Mannach E., Marshall L., Matijasich S., Matte R., McCormick R., Nguyen-Lauzon Y., Paquette P., Preston-Laurin J., Rahmad S., Ready R., Riccoboni L., Roy A., Saucier D., Seyer C., Sleiman K., Stephenson D., Suman B., Tardif D., Thibault D., Tolland J., Wilshaw S.		Délégation canadienne à Singapour (Singapour) - 41 ^e conférence de l'Organisation des ministres de l'éducation (DCCOME)	13 000
Autre		Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	
Peterson H.		Molloy G.	
Visite de la Gouverneure générale à Santiago (Chili) - Cérémonie d'investiture du Président	15 646	Autre	
Jean Rt. Hon. M.		Norica N.	
Résidence de la Gouverneure générale		Délégation canadienne à Tallinn (Estonie) - Funérailles d'État de l'ex-Président Lennart-Georg Meri	8 512
Uteck B., Vermette Capt. P.		Affaires étrangères et du Commerce international	
Affaires étrangères et du Commerce international		Van Loan Hon. P.	
Lemieux P., McKechnie M.		Visite du Premier ministre à Cancun (Mexique) - Réunion trilatérale de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) 2006	265 846
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à St-Petersbourg (Russie) - Sommet du G8	73 640	Chambre des communes	
Cabinet du Premier ministre		Harper Rt. Hon. S.J.	
Cunningham D., Duplessis J.-M., Menzies G.		Cabinet du Premier ministre	
Bureau du Conseil privé		Beaton M., Brodie I., Buckler S., Cardow L., Csversko C., Currie J., Denis C., Duplessis J.-M., Filliter E., Fountain K., Gibbons J., Leroux K., Novak R., Stewart-Olsen C., Ransom J., Soudas D., Westover S.	
Prusakowski T.		Bureau du Conseil privé	
Affaires étrangères et du Commerce international		Bazin E., Fried J., Larocque D., Laurin A., Legros G., Maheu C.	
Beauchamp R., Gompf J., Kern M.		Affaires étrangères et du Commerce international	
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Hanoi (Vietnam) - Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2006	9 235	Bédard J., Benoit P., Benson I., Boehm P., Boyoli F., Caron D., Castilla R., Clark G., Cormier L., Gartshore G., Gervais Col. R., Harder P., Kamariankis E., Lavertu Amb. G., Marder J., Marin E., Mowatt M., Mulrone D., Negrete A., Sabourin N., Skabar L., Sterling V., Sved P., Tourville J., Velasquez M., Wilson M.	
Cabinet du Premier ministre		Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Masciantonio M.		Youssef F.	
Affaires étrangères et du Commerce international		Ministère de la Défense nationale	
Kern M.		Coffin A., Joudrey E., Power D., Weisgerber Major C.	
Frais de démarrage et équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Riga (Lettonie) - Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	6 590	Autres	
Affaires étrangères et du Commerce international		Cross K., Desmarais Jr. P., Ganong D., George R., Rogers J., Verschuren A., Waugh R.E.	
Kern M.		Visite du Premier ministre à Kaboul et à Kandahar (Afghanistan), et à Islamabad (Pakistan)	29 145
62 ^e séance de la Commission des droits de la personne des Nations Unies à Genève (Suisse)	25 000	Chambre des communes	
Affaires étrangères et du Commerce international		Harper Rt. Hon. S.J., O'Connor Hon. G.	
Hamson A., Hart J., Given-Hill S.		Cabinet du Premier ministre	
Visite de la Gouverneure générale à Turin (Italie) - Jeux Olympiques d'Hiver	178 273	Beaton M., Buckler S., Cunningham D., Duplessis J.-M., Novak R., Ransom J., Stewart-Olsen C., Soudas D.	
Jean Rt. Hon. M., Lafond H.E. J.-D.		Bureau du Conseil privé	
Résidence de la Gouverneure générale		Cloutier B., Harper D., Tremblay E.	
Barlow C., Demers D., Flegel P., Jolin Sgt. E., Marchand A., Mylyk R., Quillé MCpl. P., Régimbal È.-C., Uteck B., Vaillant J., Vermette Capt. P., Webster Lt. J.		Affaires étrangères et du Commerce international	
Chambre des communes		Portelance R.	
MacKay Hon. P.		Autre	
Affaires étrangères et du Commerce international		Hamidi Q.	
Fowler Amb. R., Huber Con. Gen. M., Laverdure Amb. C., Lemieux P., McKechnie M., Munro H., Smith D., Starkey K., Wojcik Col. T.		Jumelage ministériel	14 957
Autre		Chambre des communes	
Lafond M.-E.		Day S., Deschamps J., Menzies T., Obhrai D.	
Délégation canadienne à Lisbonne (Portugale) - Cérémonie d'assermentation du Président Anibal Cavaco Silva	7 346	Ministre des Affaires étrangères (MINA) - Visites bilatérales (Agent de visites)	26 295
Affaires étrangères et du Commerce international		Affaires étrangères et du Commerce international	
Van Loan Hon. P.		Lessard M.V.	
		Ministre du Commerce international (MINT) - Visites bilatérales (Agent de visites)	42 365
		Affaires étrangères et du Commerce international	
		Benson I.	

Affaires étrangères et Commerce international⁽¹⁾

FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR REPRÉSENTATION CANADIENNE À DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Fin*

	\$		\$
<i>Ministre de la Coopération internationale (MINE) -</i>		<i>Ministre responsable de la Francophonie - Visites bilatérales</i>	
<i>Visites bilatérales (Agents de visites)</i>	<i>32 320</i>	<i>(Agent de visites)</i>	<i>11 267</i>
Affaires étrangères et du Commerce international		Affaires étrangères et du Commerce international	
Cayer R., Lachance A.		Lachance A.	

Ressources humaines et Développement social

Ministère

Ressources humaines et Développement des compétences

PAIEMENTS D'INDEMNITÉS ET FRAIS D'ADMINISTRATION⁽¹⁾

Détails	Paiements	Frais	Total des
	d'indemnités ⁽²⁾	d'administration ⁽³⁾	paiements
	\$	\$	\$
Terre-Neuve-et-Labrador	2 621 446	695 077	3 316 523
Île-du-Prince-Édouard	470 759	128 524	599 283
Nouvelle-Écosse—Fédéral	8 443 161	1 369 120	9 812 281
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB)	13 596 942	1 922 184	15 519 126
Nouvelle-Écosse—SDCB (article 9a)	4 262 982	773 472	5 036 454
Nouvelle-Écosse—Vieille Silicose	369 878	65 208	435 086
Nouveau-Brunswick	2 426 482	561 865	2 988 347
Québec	15 770 187	4 117 154	19 887 341
Ontario	38 977 010	10 220 526	49 197 536
Manitoba	2 350 574	706 872	3 057 446
Saskatchewan	2 368 929	858 528	3 227 457
Alberta	6 825 018	1 474 022	8 299 040
Colombie-Britannique	8 251 596	3 527 336	11 778 932
Salaires et avantages recouverts et retournés à d'autres ministères de l'État à la suite de règlements obtenus de tiers	345 174		345 174
Paiement d'un montant résiduel à un réclamant à la suite d'un règlement obtenu de tiers en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>	386 206		386 206
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>	3 840		3 840
Frais juridiques, médicaux et professionnels relativement à l'indemnité pour accident de travail à la suite de réclamations obtenues de tiers	72 088		72 088
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada (Section 7)	188 035		188 035
	107 730 307	26 419 888	134 150 195
Moins : recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des organismes de l'État	37 556 550	9 730 992	47 287 542
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères de l'État	23 857 967	4 618 240	28 476 207
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts du compte d'assurance-emploi	554 167	110 833	665 000
Frais de sinistres recouverts de tierce partie responsable (subrogation)	792 345		792 345
	62 761 028	14 460 066	77 221 094
Dépenses nettes ⁽⁴⁾	44 969 279	11 959 822	56 929 101 ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (voir le Sommaire du portefeuille ministériel de la section 22 du volume II).

⁽²⁾ Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

- a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);
- b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et
- c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société de développement du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

⁽³⁾ Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral.
Les réclamations des employés résidant dans les Territoires du Nord-Ouest au Yukon et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

⁽⁴⁾ Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités relatifs à des employés de l'État et des marins marchands.

Parlement

Sénat

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DE FONCTIONS, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RECHERCHE PAYÉS EN 2005-2006

Honorables sénateurs	Indemnité de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses	Honorables sénateurs	Indemnité de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Adams W, Nunavut	119 500	88 390	119 691	De Bané P, Qc	119 500	33 927	117 954
Andreychuk R, Sask	119 500	75 519	54 180	Di Nino C, Ont	119 500	34 251	87 684
<i>Président de comité</i>	6 824			<i>Vice-président de comité</i>	3 459		
<i>Vice-président de comité</i>	2 471			Dooday C W, T-N-L ⁽²⁾	89 675	7 370	41 496
Angus W D, Qc	119 500	27 202	128 328	Downe P, Î-P-É	119 500	63 735	77 284
<i>Vice-président de comité</i>	3 470			Dyck L E, Sask	119 304	62 351	69 552
Atkins N K, Ont	119 500	73 353	102 017	Eggleton A, Ont	119 304	48 117	82 124
Austin J, C-B	119 500	124 190	80 825	Eyton J T, Ont	117 750	59 177	114 573
Bacon L, Qc	119 500	39 259	121 114	<i>Vice-président de comité</i>	3 474		
<i>Président de comité</i>	6 838			Fairbairn J, Alb	119 500	113 062	126 370
Baker G, T-N-L	119 500	156 395	90 051	<i>Président de comité</i>	13 662		
Banks T, Alb	119 500	102 032	123 572	Ferretti Barth M, Qc	119 500	16 214	119 606
<i>Président de comité</i>	6 838			Finnerty I, Ont ⁽²⁾	34 515	18 130	38 096
Beaudoin G A, Qc ⁽²⁾	8			Fitzpatrick D R, C-B	119 500	103 653	129 982
<i>Vice-président de comité</i>	(4)			Forrestall J M, N-É	119 500	74 271	130 249
Biron M, Qc	119 500	35 683	98 729	<i>Vice-président de comité</i>	3 459		
Bryden J G, N-B	119 500	47 625	48 852	Fortier M, Qc	10 652	3 588	13 181
<i>Président de comité</i>	6 838			Fox F, Qc	70 554	9 738	59 661
Buchanan J M, N-É	119 500	90 526	98 577	Fraser J, Qc	119 500	24 475	108 068
<i>Vice-président de comité</i>	3 472			<i>Leader adjoint de l'opposition</i>	2 125		
Callbeck C S, Î-P-É	119 500	47 546	126 359	<i>Président de comité</i>	6 838		
Campbell L W, C-B	79 213	58 284	60 939	Furey G, T-N-L	119 500	158 524	130 044
Carney P, C-B	119 500	51 585	129 259	<i>Président de comité</i>	10 300		
Carstairs S, Man	119 500	126 615	131 723	Gauthier J-R, Ont ⁽²⁾	111		
<i>Vice-président de comité</i>	133			Gill A, Qc	119 500	53 387	126 691
Champagne A, Qc	79 213	18 003	75 380	Goldstein Y, Qc	70 554	13 616	33 300
Chaput M, Man	119 500	111 096	118 200	Grafstein J S, Ont	119 500	45 044	145 446
Christensen I, Yn	119 500	85 290	99 154	<i>Président de comité</i>	6 838		
<i>Président du caucus du gouvernement</i>	3 099			Graham A B, N-É ⁽²⁾	27		
Cochrane E M, T-N-L	119 500	85 130	123 303	Gustafson L J, Sask	119 500	69 700	77 723
<i>Vice-président de comité</i>	3 470			<i>Vice-président de comité</i>	3 456		
Comeau G J, N-É	119 500	92 563	91 910	Harb M, Ont	119 500	26 920	134 425
<i>Leader adjoint du gouvernement</i>	3 645			Hays D P, Alb	119 500	142 243	106 573
<i>Président de comité</i>	6 838			<i>Président du Sénat</i>	43 221		
Cook J, T-N-L	119 500	87 949	96 476	<i>Leader de l'opposition</i>	4 827		
<i>Whip de l'opposition</i>	627			Hervieux-Payette C, Qc	119 500	29 002	131 325
<i>Président du caucus du gouvernement</i>	8 573			Hubley E, Î-P-É	119 500	113 968	125 602
<i>Président du caucus de l'opposition</i>	536			<i>Vice-président de comité</i>	3 470		
<i>Vice-président de comité</i>	(15)			Jaffer M S B, C-B	119 500	112 655	138 796
Cools A C, Ont	119 500	36 334	103 552	Johnson J, Man	119 500	129 345	129 554
Corbin E G, N-B	119 500	32 129	124 525	<i>Vice-président de comité</i>	2 312		
<i>Président de comité</i>	6 838			Joyal S, Qc	119 500	39 270	139 487
Cordy J, N-É	119 500	92 356	102 399	<i>Président de comité</i>	3 765		
Cowan J, N-É	119 304	81 807	63 825	Kelleher J F, Ont ⁽²⁾	60 171	28 824	75 532
Dallaire R, Qc	119 304	55 498	138 494	<i>Vice-président de comité</i>	1 501		
Dawson D, Qc	79 213	28 466	75 699	Kenny C, Ont	119 500	35 145	129 090
Day J A, N-B	119 500	110 422	132 981	<i>Président de comité</i>	6 838		
<i>Vice-président de comité</i>	3 456			Keon W J, Ont	119 500	62 584	133 025
				<i>Vice-président de comité</i>	3 435		

**Parlement
Sénat**

**ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DE FONCTIONS, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RECHERCHE
PAYÉS EN 2005-2006—Fin**

Honorables sénateurs	Indemnité de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses	Honorables Sénateurs	Indemnité de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	\$	\$	\$		\$	\$	\$
Kinsella N A, N-B.....	119 500	70 991	72 443	Peterson R W, Sask.....	119 304	91 305	68 353
<i>Président du Sénat</i>	7 379			Phalen G A, N-É.....	119 500	109 266	73 991
<i>Leader de l'opposition</i>	28 273			Pitfield P M, Ont.....	119 500		90 753
<i>Leader adjoint</i>				Plamondon M, Qc.....	119 500	33 123	66 772
<i>de l'opposition</i>	50			Poulin M-P, Ont.....	119 500	32 891	129 656
Kirby M, N-É.....	119 500	87 501	123 997	Poy V, Ont.....	119 500	93 360	130 045
<i>Président de comité</i>	6 838			Prud'homme M, Qc.....	119 500	27 178	95 912
Kroft R H, Man ⁽²⁾	97			Ringette P. N-B.....	119 500	79 161	131 911
Lapierre L, Ont ⁽²⁾	128			Rivest J-C, Qc.....	119 500	14 152	68 148
Lapointe J, Qc.....	119 500	30 083	133 600	<i>Vice-président de comité</i>	(8)		
Lavigne R, Qc.....	119 500	24 750	115 792	Robertson B M, N-B ⁽²⁾	29		
Lawson E M, C-B ⁽²⁾	96			<i>Vice-président de comité</i>	(14)		
Lebreton M, Ont.....	119 500	28 447	113 245	Robichaud F, N-B.....	119 500	47 796	99 834
<i>Whip de l'opposition</i>	5 209			Roche D J, Alb.....	41		
<i>Président du caucus de</i>				Rompkey W, T-N-L.....	119 500	126 532	130 041
<i>l'opposition</i>	2 599			<i>Leader adjoint</i>			
<i>Vice-président de comité</i>	3 455			<i>du gouvernement</i>	29 455		
Léger V, N-B ⁽²⁾	29 362	27 759	20 646	Rossiter E, Î-P-É.....	57		
Losier-Cool R-M, N-B.....	119 500	124 688	127 689	<i>Vice-président de comité</i>	(15)		
<i>Whip du gouvernement</i>	9 166			Segal H, Ont.....	79 213	36 499	95 915
<i>Président de comité</i>	6 838			Sibbeston N G, TN-O.....	119 500	160 813	121 518
Lovelace-Nicholas S M, N-B.....	62 964	46 067	52 798	<i>Président de comité</i>	6 838		
Lynch-Staunton J, Qc ⁽²⁾	26 048	9 375	15 634	Smith D P, Ont.....	119 500	68 075	132 008
<i>Vice-président de comité</i>	2 222			<i>Président de comité</i>	6 838		
Maheu S, Qc ⁽²⁾	109 558	23 156	86 025	Sparrow H O, Sask ⁽²⁾	152		
<i>Président Pro Tempore</i>	17 611			Spivak M, Man.....	119 500	92 399	124 908
Mahovlich F W, Ont.....	119 500	64 719	77 438	<i>Vice-président de comité</i>	(15)		
Massicotte P J, Qc.....	119 500	22 500	54 032	St. Germain G, C-B.....	119 500	98 302	131 301
McCoy E, Alb.....	119 304	80 946	146 541	<i>Vice-président de comité</i>	3 473		
Meighen M A, Ont.....	119 500	63 439	132 112	Stollery P A, Ont.....	119 500	50 020	130 396
Mercer T M, N-É.....	119 500	150 384	132 457	<i>Président de comité</i>	6 838		
Merchant P, Sask.....	119 500	101 440	128 564	Stratton T, Man.....	119 500	110 682	132 631
Milne L, Ont.....	119 500	48 596	130 351	<i>Leader adjoint</i>			
Mitchell G, Alb.....	119 304	107 188	139 943	<i>de l'opposition</i>	18 738		
Moore W P, N-É.....	119 500	58 999	131 318	<i>Whip de l'opposition</i>	1 084		
Morin Y, Qc ⁽²⁾	132			<i>Vice-président de comité</i>	(15)		
Munson J, Ont.....	119 500	93 567	103 572	Tardif C, Alb.....	119 304	125 890	131 276
Murray L, Ont.....	119 500	34 986	56 578	Tkachuk D, Sask.....	119 500	105 211	125 205
Nancy R, Ont.....	119 304	53 892	153 863	<i>Président du caucus du</i>			
Nolin P C, Qc.....	119 500	42 479	105 082	<i>gouvernement</i>	627		
<i>Vice-président de comité</i>	5 252			<i>Président du caucus de</i>			
Oliver D H, N-É.....	119 500	109 993	134 425	<i>l'opposition</i>	7 322		
<i>Président de comité</i>	6 838			<i>Vice-président de comité</i>	3 456		
Pearson L C, Ont ⁽²⁾	74 763	25 039	100 829	Trenholme Counsell M, N-B.....	119 500	110 090	130 242
<i>Vice-président de comité</i>	3 264			Watt C, Qc.....	119 500	118 333	129 066
Pépin L, Qc.....	119 500	56 209	124 533	Zimmer R A A, Man.....	79 213	99 655	63 716
<i>Président Pro Tempore</i>	51			Total.....	12 293 322	7 211 461	11 179 713

⁽¹⁾ Le projet de loi C-30, sanctionné le 21 avril 2005, a modifié les indemnités et traitements des parlementaires avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2004.

⁽²⁾ Sénateurs qui ont pris leur retraite, qui ont démissionné ou qui sont décédés au cours de l'exercice 2005-2006, ou au cours du dernier trimestre de l'exercice précédent.

Parlement

Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2005-2006

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾
	\$	\$		\$	\$
Abbott J	144 500	156 996	Blais R	144 452	175 642
Ablonczy D	144 500	126 402	Blaney S	27 541	12 450
Adams L'hon WP	116 959	56 070	Blondin-Andrew L'hon E	116 959	274 035
Albrecht H	27 541	10 368	Boire A	116 911	49 460
Alcock L'hon R	116 959	94 706	Boivin F	116 911	4 811
Alghabra O	27 541	5 861	Bonin R	144 500	44 425
Allen M	27 541	13 438	Bonsant F	144 452	46 320
Allison D	144 452	97 947	Boshcoff K	144 452	67 721
Ambrose L'hon R	144 452	125 266	Bouchard R	144 452	81 692
Anders R	144 500	79 566	Boucher S	27 541	15 891
<i>Indemnité à titre de</i>			Boudria L'hon D	116 959	57 033
<i>président de comité</i>	4 721		<i>Indemnité à titre de</i>		
Anderson L'hon DA	116 959	88 622	<i>président de comité</i>	6 838	
Anderson DL	144 500	105 984	Boulianne M	116 911	76 497
André G	144 452	52 638	Bourgeois D	144 500	31 713
Angus C	144 452	148 060	Bradshaw L'hon C	116 959	72 461
Arthur A	27 541	4 882	Breitkreuz G	144 500	118 020
Asselin G	144 500	93 248	<i>Indemnité à titre de</i>		
Atamanenko A	27 541	28 110	<i>vice-président de comité</i>	3 472	
Augustine L'hon J	116 959	67 899	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>leader parlementaire adjoint</i>		
<i>vice-présidente adjointe des</i>			<i>Opposition officielle</i>	2 964	
<i>comités pléniers</i>	9 693		Brison L'hon S	144 500	115 662
Bachand C	144 500	66 995	Broadbent L'hon E	116 911	5 292
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-président de comité</i>	3 472		<i>vice-président de comité</i>	2 705	
Bagnell L'hon L	144 500	111 736	Brown G	144 452	42 633
Bains L'hon N	144 452	64 400	Brown MAB	144 500	59 539
Baird L'hon J	27 541	2 743	<i>Indemnité à titre de</i>		
Bakopanos L'hon E	116 959	41 746	<i>présidente de comité</i>	6 838	
Barbot V	27 541	2 034	Brown P	27 541	16 061
Barnes L'hon S	144 500	67 104	Bruinooge R	27 541	12 889
Batters D	144 452	91 262	Brunelle P	144 452	52 779
Beaumier C	144 500	60 273	Bulte L'hon S	116 959	64 752
Bélanger L'hon M	144 500	39 432	Byrne L'hon G	144 500	93 640
Bell C	27 541	18 959	Cadman C	39 766	12 654
Bell D	144 452	120 063	Calkins B	27 541	36 535
Bellavance A	144 452	62 986	Cannan R	27 541	14 421
<i>Indemnité à titre de</i>			Cannis J	144 500	39 036
<i>vice-président de comité</i>	641		<i>Indemnité à titre de</i>		
Bennett L'hon C	144 500	68 600	<i>président de comité</i>	4 950	
Benoit L	144 500	77 096	Cannon L'hon L	27 541	1 827
<i>Indemnité à titre de</i>			Cardin S	144 500	60 116
<i>président de comité</i>	6 838		Carr G	116 911	60 274
Bergeron S	87 982	36 306	<i>Indemnité à titre de</i>		
Bernier L'hon M	27 541	12 839	<i>vice-président de comité</i>	626	
Bevilacqua L'hon M	144 500	102 548	Carrie C	144 452	69 773
Bevington D	27 541	25 814	Carrier R	144 452	25 239
Bezan J	144 452	125 370	Carroll L'hon A	116 959	52 705
Bigras B	144 500	64 568	Casey B	144 500	100 406
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-président de comité</i>	3 474		<i>whip suppléant</i>		
Black D	27 541	21 873	<i>Opposition officielle</i>	6 838	
Blackburn L'hon JP	27 541	14 425	Casson R	144 500	119 585
Blaikie L'hon WA	144 500	86 194	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>vice-président de comité</i>	3 472	
<i>chef</i>					
<i>autre parti d'opposition</i>	26				

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2005-2006—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾
	\$	\$		\$	\$
Catterall M.	116 959	18 460	Dion L'hon S.	144 500	22 197
<i>Indemnité à titre de</i>			Dosanjh L'hon U.	144 452	103 353
<i>présidente de comité</i>	6 838		Doyle N.	144 500	164 433
Chamberlain L'hon B.	144 500	57 854	<i>Indemnité à titre de</i>		
Chan L'hon RCY.	144 452	169 427	<i>président de caucus</i>		
Charlton C.	27 541	9 420	<i>Opposition officielle</i>	15 937	
Chatters D.	116 959	62 028	Drouin L'hon C.	116 959	52 075
<i>Indemnité à titre de</i>			Dryden L'hon K.	144 452	35 692
<i>président de comité</i>	6 838		Duceppe G.	144 500	77 454
Chong L'hon M.	144 452	73 885	<i>Indemnité à titre de</i>		
Chow O.	27 541	6 733	<i>chef</i>		
Christopherson D.	144 452	75 505	<i>autre parti d'opposition</i>	49 400	
Clavet R.	116 911	53 411	Duncan J.	116 959	112 694
Cleary B.	116 911	83 531	Dykstra R.	27 541	11 129
<i>Indemnité à titre de</i>			Easter L'hon W.	144 500	128 072
<i>vice-président de comité</i>	3 473		Efford L'hon RJ.	116 959	72 157
Clement L'hon T.	27 541	17 435	Emerson L'hon DL.	144 452	127 746
Coderre L'hon D.	144 500	41 637	Epp MK.	144 500	52 186
Comartin J.	144 500	74 112	Eyking L'hon M.	144 500	124 131
<i>Indemnité à titre de</i>			Faille M.	144 452	52 099
<i>leader parlementaire adjoint</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>autre parti d'opposition</i>	7 459		<i>vice-présidente de comité</i>	3 472	
Comuzzi L'hon J.	144 500	96 053	Fast E.	27 541	19 446
Côté G.	116 911	54 778	Finley L'hon D.	144 452	44 158
Cotler L'hon I.	144 500	47 864	Fitzpatrick B.	144 500	133 463
Crête P.	144 500	90 241	Flaherty L'hon J.	27 541	13 651
<i>Indemnité à titre de</i>			Fletcher S.	144 452	98 788
<i>vice-président de comité</i>	3 473		Folco R.	144 500	40 162
Crowder J.	144 452	110 714	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>présidente de comité</i>	6 838	
<i>vice-présidente de comité</i>	3 473		Fontana L'hon JF.	144 500	95 541
<i>Indemnité à titre de</i>			Forseth P.	116 959	95 720
<i>whip suppléante</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>autre parti d'opposition</i>	7 459		<i>vice-président de comité</i>	3 458	
Cullen N.	144 452	176 517	Freeman C.	27 541	5 174
Cullen L'hon R.	144 500	69 051	Frulla L'hon L.	116 959	25 559
Cummins JM.	144 500	100 612	Fry L'hon H.	144 500	131 661
Cuzner R.	144 500	126 897	Gagnon C.	144 500	48 873
D'Amours JC.	144 452	97 657	<i>Indemnité à titre de</i>		
Davidson P.	27 541	12 150	<i>vice-présidente de comité</i>	3 472	
Davies E.	144 500	113 270	Gagnon M.	116 959	64 514
<i>Indemnité à titre de</i>			Gagnon S.	116 959	91 146
<i>leader parlementaire</i>			Galipeau R.	27 541	
<i>autre parti d'opposition</i>	14 600		Gallant C.	144 500	55 426
Day L'hon S.	144 500	194 100	Gallaway L'hon R.	116 959	70 038
DeBellefeuille C.	27 541	5 182	<i>Indemnité à titre de</i>		
Del Mastro D.	27 541	7 746	<i>président de comité</i>	6 838	
Demers N.	144 452	39 109	Gaudet R.	144 500	80 384
Deschamps J.	144 452	63 506	Gauthier M.	144 500	68 352
Desjarlais B.	116 959	108 777	<i>Indemnité à titre de</i>		
Desrochers O.	116 959	99 412	<i>leader parlementaire</i>		
DeVillers L'hon P.	116 959	55 983	<i>autre parti d'opposition</i>	14 600	
<i>Indemnité à titre de</i>			Godbout M.	116 911	33 645
<i>président de comité</i>	1 329		Godfrey L'hon JF.	144 500	41 932
Devolin B.	144 452	49 272	Godin Y.	144 500	95 064
Dewar P.	27 541	32	<i>Indemnité à titre de</i>		
Dhaliwal S.	27 541	34 520	<i>whip en chef</i>		
Dhalla R.	144 452	103 030	<i>autre parti d'opposition</i>	10 300	

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2005-2006—Suite

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾
	\$	\$		\$	\$
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 468		Hinton B.	144 500	96 380
Goldring P.	144 500	104 170	Holland M.	144 452	80 960
Goodale L'hon RE.	144 500	75 806	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 705	
<i>Indemnité à titre de leader parlementaire</i>			Hubbard L'hon C.	144 500	59 232
<i>Opposition officielle</i>	5 036		Ianno L'hon T.	116 959	42 286
Goodyear G.	144 452	54 719	Ignatieff M.	27 541	8 685
Gouk JW.	116 959	99 703	Jaffer R.	144 500	109 433
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 474		<i>Indemnité à titre de président de caucus gouvernement</i>	720	
Gourde J.	27 541	14 883	Jean B.	144 452	129 913
Graham L'hon B.	144 500	65 840	Jennings L'hon M.	144 500	36 268
<i>Indemnité à titre de chef</i>			<i>Indemnité à titre de leader parlementaire adjointe</i>		
<i>Opposition officielle</i>	10 504		<i>Opposition officielle</i>	1 521	
Grewal G.	116 959	78 329	Johnston FD.	116 959	107 310
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	2 146		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 470	
Grewal N.	144 452	87 592	Julian P.	144 452	87 552
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 705		Kadis S.	144 452	52 104
Guarnieri L'hon A.	144 500	45 615	<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 190	
Guay M.	144 500	43 129	Kamp R.	144 452	128 761
<i>Indemnité à titre de leader parlementaire adjointe</i>			Karetak-Lindell N.	144 500	229 482
<i>autre parti d'opposition</i>	7 828		<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	5 316	
<i>Indemnité à titre de présidente de caucus</i>			Karygiannis L'hon J.	144 500	33 756
<i>autre parti d'opposition</i>	1 567		Keddy G.	144 500	94 405
Guergis H.	144 452	123 702	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 472	
Guimond M.	144 500	88 511	Keeper T.	27 541	21 389
<i>Indemnité à titre de whip en chef</i>			Kenney JT.	144 500	97 451
<i>autre parti d'opposition</i>	10 300		<i>Indemnité à titre de leader parlementaire adjoint</i>		
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 470		<i>Opposition officielle</i>	16 651	
Hanger A.	144 500	98 773	Khan W.	144 452	70 703
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	626		Kilgour L'hon DW.	116 959	63 095
Harper Le très hon S.	144 500	122 752	Komarnicki E.	144 452	77 985
<i>Indemnité à titre de chef</i>			Kotto M.	144 452	48 341
<i>Opposition officielle</i>	58 896		<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 473	
Harris RM.	144 500	166 559	Kramp D.	144 452	52 605
Harrison J.	116 911	114 459	Laforest JY.	27 541	9 502
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 473		Laframboise M.	144 500	58 891
Harvey L.	27 541	11 961	Lake M.	27 541	21 186
Hawn L.	27 541	24 551	Lalonde F.	144 500	37 828
Hearn L'hon L.	144 500	139 774	<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 472	
Hiebert R.	144 452	145 554	Lapierre L'hon JC.	144 452	24 250
Hill L'hon J.	144 500	122 697	Lapierre R.	116 911	68 227
<i>Indemnité à titre de leader parlementaire</i>			Lastewka L'hon W.	116 959	61 716
<i>Opposition officielle</i>	30 553		Lauzon G.	144 452	35 805
<i>Indemnité à titre de whip en chef</i>			<i>Indemnité à titre de whip suppléant</i>		
<i>gouvernement</i>	1 824		<i>gouvernement</i>	720	
			Lavallée C.	144 452	47 804

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2005-2006—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾
	\$	\$		\$	\$
Layton L'hon J.	144 452	214 465	Ménard R.	144 500	22 418
<i>Indemnité à titre de chef</i>			<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	3 473	
<i>autre parti d'opposition.</i>	49 374		Ménard S.	144 452	30 202
LeBlanc L'hon D.	144 500	144 592	Menzies T.	144 452	167 910
<i>Indemnité à titre de whip suppléant</i>			Merasty G.	27 541	23 930
<i>gouvernement.</i>	6 838		Merrifield R.	144 500	120 088
Lee D.	144 500	48 604	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	3 457	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	3 474		Miller L.	144 452	80 009
Lemay M.	144 452	88 182	Milliken L'hon P.	144 500	11 712
Lemieux P.	27 541	6 262	<i>Indemnité à titre de Président de la</i>		
Lessard Y.	144 452	58 026	<i>Chambre des communes.</i>	69 400	
Lévesque Y.	144 452	193 897	Mills B.	144 500	129 272
Longfield L'hon J.	116 959	55 701	Minna L'hon M.	144 500	59 463
Loubier Y.	144 500	64 367	Mitchell L'hon A.	116 959	74 273
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	3 472		Moore J.	144 500	131 221
Lukiwski T.	144 452	107 417	Moore R.	144 452	104 450
Lunn L'hon GV.	144 500	137 122	Mourani M.	27 541	4 667
Lunney J.	144 500	124 733	Murphy B.	27 541	19 466
Lussier M.	27 541	6 113	Murphy L'hon S.	144 500	80 390
MacAulay L'hon L.	144 500	144 844	Myers LA.	116 959	80 614
MacKay L'hon PG.	144 500	97 176	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	3 474	
MacKenzie D.	144 452	41 893	Nadeau R.	27 541	274
Macklin L'hon P.	116 959	41 620	Nash P.	27 541	6 670
Malhi L'hon G.	144 500	46 577	Neville L'hon A.	144 500	90 591
Malo L.	27 541	4 229	<i>Indemnité à titre de présidente de comité.</i>	5 344	
Maloney JD.	144 500	71 604	Nicholson L'hon R.	144 452	78 712
<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	5 481		<i>Indemnité à titre de whip en chef</i>		
Manning F.	27 541	19 462	<i>Opposition officielle.</i>	22 138	
Marceau R.	116 959	62 799	Norlock R.	27 541	5 930
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	3 472		O'Brien PW.	116 959	68 148
Mark IM.	144 500	126 906	<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	1 888	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	2 703		O'Connor L'hon G.	144 452	33 145
Marleau L'hon D.	144 500	48 427	Obhrai D.	144 500	148 676
Marston W.	27 541	8 667	Oda L'hon B.	144 452	26 815
Martin A.	144 452	91 860	Ouellet C.	27 541	7 318
Martin L'hon K.	144 500	57 063	Owen L'hon S.	144 500	114 760
Martin Le très hon P.	144 500	6 057	Pacetti M.	144 500	60 555
Martin PD.	144 500	136 259	<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	6 838	
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	4 099		Pallister B.	144 500	122 971
Masse B.	144 500	80 890	Paquette P.	144 500	40 396
Mathyssen I.	27 541	13 863	Paradis C.	27 541	16 725
Matthews WB.	144 500	277 262	Paradis L'hon D.	116 959	58 153
Mayes C.	27 541	12 118	Parrish C.	116 959	41 660
McCallum L'hon J.	144 500	57 126	Patry B.	144 500	20 344
McDonough A.	144 500	69 859	<i>Indemnité à titre de président de comité.</i>	6 838	
McGuinty D.	144 452	5 648	Penson C.	116 959	92 022
McGuire L'hon J.	144 500	76 391	<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.</i>	3 474	
McKay L'hon J.	144 500	69 924	Perron GA.	144 500	56 860
McLellan L'hon A.	116 959	75 222			
McTeague L'hon D.	144 500	70 941			

Parlement

Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2005-2006—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾
	\$	\$		\$	\$
Peterson L'hon J	144 500	87 021	Saada L'hon J	116 959	27 607
Petit D	27 541	13 591	Sauvageau B	144 500	51 322
Pettigrew L'hon P	116 959	34 421	<i>Indemnité à titre de</i>		
Phinney EL	116 959	56 617	<i>vice-président de comité</i>	3 473	
Picard P	144 500	52 884	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>whip suppléant</i>		
<i>whip suppléante</i>			<i>autre parti d'opposition</i>	1 287	
<i>autre parti d'opposition</i>	7 828		Savage M	144 452	101 411
Pickard L'hon RW	116 959	63 873	Savoie D	27 541	14 330
Plamondon L	144 500	83 014	Savoy A	116 959	112 458
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>président de caucus</i>			<i>président de caucus</i>		
<i>autre parti d'opposition</i>	6 978		<i>gouvernement</i>	15 937	
Poilievre P	144 452	17 081	Scarpaleggia F	144 452	45 246
<i>Indemnité à titre de</i>			Scheer A	144 452	140 332
<i>vice-président de comité</i>	3 474		Schellenberger GR	144 500	66 114
Poirier-Rivard D	116 911	35 597	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>vice-président de comité</i>	3 457	
<i>vice-présidente de comité</i>	2 705		Schmidt W	116 959	127 830
Powers R	116 911	48 683	<i>Indemnité à titre de</i>		
Prentice L'hon J	144 452	129 599	<i>vice-président de comité</i>	3 473	
Preston J	144 452	43 152	Scott L'hon A	144 500	70 047
Priddy LAP	27 541	13 421	Sgro L'hon J	144 500	61 781
Proulx M	144 500	8 669	Shiple B	27 541	19 899
<i>Indemnité à titre de</i>			Siksay WL	144 452	125 536
<i>vice-président des</i>			Silva M	144 452	89 332
<i>comités pléniers</i>	9 693		Simard C	116 911	64 729
Rajotte J	144 500	124 222	Simard L'hon R	144 500	131 463
Ratansi Y	144 452	45 188	<i>Indemnité à titre de</i>		
Redman L'hon K	144 500	73 370	<i>whip suppléant</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Opposition officielle</i>	1 073	
<i>whip en chef</i>			Simms S	144 452	172 308
<i>gouvernement</i>	22 449		Skelton L'hon C	144 500	107 434
<i>Indemnité à titre de</i>			Smith DS	116 911	36 180
<i>whip en chef</i>			Smith J	144 452	115 649
<i>Opposition officielle</i>	3 651		<i>Indemnité à titre de</i>		
Regan L'hon GP	144 500	70 573	<i>vice-présidente de comité</i>	612	
Reid S	144 500	7 584	Solberg L'hon M	144 500	151 678
<i>Indemnité à titre de</i>			Sorenson K	144 500	112 724
<i>leader parlementaire adjoint</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>gouvernement</i>	1 020		<i>vice-président de comité</i>	3 472	
Reynolds L'hon J	116 959	157 484	St. Amand L	144 452	57 920
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>leader parlementaire</i>			<i>président de comité</i>	1 217	
<i>Opposition officielle</i>	82		St-Cyr T	27 541	3 591
Richardson L	144 452	109 383	St. Denis B	144 500	143 582
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-président de comité</i>	3 473		<i>président de comité</i>	6 838	
Ritz G	144 500	129 601	St-Hilaire C	144 500	43 569
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-président de comité</i>	3 457		<i>vice-présidente de comité</i>	3 474	
Robillard L'hon L	144 500	26 478	<i>Indemnité à titre de</i>		
Rodriguez P	144 452	28 735	<i>leader parlementaire adjointe</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>autre parti d'opposition</i>	1 287	
<i>président de comité</i>	6 838		Stanton B	27 541	7 295
Rota A	144 452	71 811	Steckle P	144 500	101 201
Roy JY	144 500	102 415	<i>Indemnité à titre de</i>		
Russell T	123 353	116 548	<i>président de comité</i>	6 838	

Parlement
Chambre des communes

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2005-2006—Fin

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾	Député de la Chambre des communes	Indemnités de session ⁽¹⁾	Frais de déplacement ⁽²⁾
	\$	\$		\$	\$
Stinson D	116 959	99 260	Ur RM.	116 959	83 078
Stoffer P	144 500	110 431	Valeri L'hon T	116 959	56 523
<i>Indemnité à titre de</i>			Valley R	144 452	181 986
<i>vice-président de comité.</i>	3 472		Van Kesteren D	27 541	8 689
Storseth B	27 541	23 498	Van Loan P	144 452	52 885
Strahl L'hon C	144 500	117 330	Vellacott M	144 500	133 067
<i>Indemnité à titre de</i>			Verner L'hon J	27 541	15 250
<i>vice-président de la Chambre et</i>			Vincent R	144 452	42 251
<i>président des</i>			Volpe L'hon J	144 500	59 538
<i>comités pléniers.</i>	36 049		Wallace M	27 541	13 757
<i>Indemnité à titre de</i>			Wappel TW	144 500	62 732
<i>leader parlementaire adjoint</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Opposition officielle.</i>	2 960		<i>président de comité.</i>	6 838	
Stronach L'hon B	144 452	2 688	Warawa M	144 452	98 812
Sweet D	27 541	14 660	Warkentin C	27 541	19 610
Szabo P	144 500	57 962	Wasylcia-Leis J	144 500	89 055
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>vice-président de comité.</i>	3 458		<i>vice-présidente de comité.</i>	3 478	
Telegdi L'hon A	144 500	72 992	<i>Indemnité à titre de</i>		
<i>Indemnité à titre de</i>			<i>présidente de caucus</i>		
<i>président de comité.</i>	6 838		<i>autre parti d'opposition.</i>	7 892	
Temelkovski L	144 452	96 273	Watson J	144 452	93 188
Thibault L	144 452	73 491	White R	116 959	92 649
Thibault L'hon R	144 500	130 934	Wilfert L'hon B	144 500	66 528
Thompson L'hon G	144 500	94 307	Williams J	144 500	94 282
Thompson M	144 500	109 491	<i>Indemnité à titre de</i>		
Tilson D	144 452	52 167	<i>président de comité.</i>	6 838	
Toews L'hon V	144 500	116 393	Wilson B	27 541	23 789
Tonks A	144 500	61 416	Wrzesnewskij B	144 452	53 875
<i>Indemnité à titre de</i>			Yelich L	144 500	139 775
<i>président de comité.</i>	6 838		Zed P	144 452	123 647
Torsney L'hon P	116 959	48 279	Anciens députés ⁽³⁾	6 581	135 373
Trost B	144 452	89 102			
Turner L'hon G	27 541	9 400	Total	45 219 517	26 499 863
Tweed M	144 452	95 061			

⁽¹⁾ Le projet de loi C-30, sanctionné le 21 avril 2005, a modifié les indemnités et traitements des parlementaires avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2004.

⁽²⁾ Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lorsqu'en service ministériel commandé. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé "Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires".
- les frais de déplacement des membres au service de divers comités parlementaires;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- tous les frais de déplacement des membres pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de cette section intitulé "Affaires étrangères et Commerce international - Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales".

⁽³⁾ Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement
Chambre des communes

TRAITEMENTS DES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES DES MINISTRES PAYÉS EN 2005-2006

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant	Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
		\$			\$
Abbott J	ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine	2 173	Kenney JT	Premier ministre (multiculturalisme)	2 173
Ablonczy D	ministre des Finances	2 173	Komarnicki E	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	2 173
Adams	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	4 396	Lastewka	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	9 693
L'hon WP	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et ministre responsable du nouveau démocratique	5 297	L'hon W	leader du gouvernement à la Chambre des communes	9 693
Anderson DL	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé (Commission canadienne du blé)	2 173	LeBlanc	ministre du Travail et du Logement	9 693
Bagnell L'hon L	ministre des Ressources naturelles	9 693	L'hon D	leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique	2 173
Bains L'hon N	Premier ministre	2 157	Longfield	ministre de la Sécurité publique	2 173
Bakopanos	ministre du Développement social (économie sociale)	9 693	L'hon J	ministre de la Justice et procureur général du Canada	9 693
L'hon E	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	9 693	Lukiwski T	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	4 396
L'hon S	Premier ministre	2 173	MacKenzie D	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et ministre responsable du nouveau démocratique	3 140
Boucher S	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	2 173	Macklin	ministre du Revenu national	2 157
Bruinooge R	ministre du Patrimoine canadien	8 007	Malhi L'hon G	président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé	9 693
Bulte L'hon S	ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine et du ministre de l'Industrie (femmes entrepreneurs)	1 686	Marleau	ministre de la Défense nationale	9 693
Byrne L'hon G	ministre des Affaires intergouvernementales	9 693	L'hon D	ministre des Finances	9 693
Carrie C	ministre de l'Industrie	2 173	Martin L'hon K	ministre des Affaires étrangères	9 693
Cullen L'hon R	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	9 693	McKay L'hon J	ministre de la Coopération internationale et ministre de La Francophonie et des Langues officielles	2 173
DeVillers	Premier ministre	5 848	McTeague	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	2 173
L'hon P	Premier ministre (collectivités rurales)	9 693	L'hon D	ministre de la Justice et procureur général du Canada	2 173
Drouin L'hon C	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (développement rural)	9 693	Menzies T	ministre des Pêches et des Océans	9 693
Easter L'hon W	ministre du Commerce international (marchés émergents)	9 693	Moore J	ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine (condition féminine)	2 157
Eyking L'hon M	ministre de la Santé et ministre de l'initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	2 173	Moore R	ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	2 173
Fletcher S	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences (initiative sur les travailleurs formés à l'étranger)	1 412	Murphy L'hon S	ministre des Ressources naturelles	2 173
Fry L'hon H	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé	2 173	Pickard	ministre de l'Industrie	9 693
Gourde J	ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler	2 173	L'hon RW	président du Conseil du Trésor	2 173
Guergis H	ministre de la Défense nationale	2 173	Poilievre P	leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles et ministre responsable de la réforme démocratique	4 396
Hiebert R	ministre des Anciens Combattants	2 173	Simard L'hon R	ministre du Commerce intérieur, leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes et ministre responsable des langues officielles	5 297
Hinton B	ministre des Transports	2 157	Thibault L'hon R	ministre de la Santé	9 693
Hubbard	ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	2 173	Torsney L'hon P	ministre de la Coopération internationale	9 693
L'hon C	Premier ministre (Canada-États-Unis)	7 536	Van Loan P	ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	2 173
Jean B	ministre des Pêches et des Océans	2 173	Warawa M	ministre de l'Environnement	2 173
Jennings	ministre des Transports	7 536	Wilfert L'hon B	ministre de l'Environnement	9 693
L'hon M	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et ministre responsable du nouveau démocratique	2 157	Yelich L	ministre des Ressources humaines et du Développement social	2 173
Kamp R			Total		338 064
Karygiannis					
L'hon J					

Conseil privé
Ministère

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS AUX MINISTRES D'ÉTAT ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

	Traitements	Indemnités	Total
	\$	\$	\$
NOMS DES MINISTRES D'ÉTAT ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT (pour la période du 1 ^{er} avril 2005 au 31 mars 2006)			
Bélanger L'hon M.	58 896	1 800	60 696
Bennett L'hon C.	58 896	1 800	60 696
Blondin-Andrew L'hon E.	58 896	1 800	60 696
Bradshaw L'hon C.	58 896	1 800	60 696
Chan L'hon R.	58 836	1 800	60 636
Comuzzi L'hon J R.	16 923	513	17 436
Godfrey L'hon J F.	58 836	1 800	60 636
Ianno L'hon T.	56 132	1 717	57 849
Nicholson L'hon R.	10 504	322	10 826
Valeri L'hon T.	50 209	1 717	51 926
Total	487 027	15 068	502 095

Conseil privé

Bureau du directeur général des élections

ÉTAT DES DÉPENSES— AUTORISATION LÉGISLATIVE ET DÉPENSES DU PROGRAMME

Autorisation de financement	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Total
	\$	\$	\$	\$
Crédit 15 - Dépenses de programme	1 562 413	13 753 790	2 798 647	18 114 850
<i>Loi électorale du Canada—</i>				
39 ^e élection générale (janvier 2006)	221 798 935			221 798 935
38 ^e élection générale (juin 2004)	787 216			787 216
37 ^e élection générale (novembre 2000)	30 176			30 176
Élection partielle - Labrador (mai 2005) ⁽¹⁾	384 182			384 182
Élection partielle - Ottawa-Centre ⁽²⁾	1 500			1 500
Autres dépenses législatives conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	26 667 934	32 979 963	3 617 414	63 265 311
	249 669 943	32 979 963	3 617 414	286 267 320
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés reliées au crédit 15	446 066	3 926 680	799 008	5 171 754
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés reliées aux travailleurs d'élection	4 832 758			4 832 758
Total	256 511 180	50 660 433	7 215 069	314 386 682

⁽¹⁾ Labrador (Terre-Neuve-et-Labrador).

⁽²⁾ Le bref d'élection partielle dans Ottawa-Centre est réputé être remplacé et retiré par la dissolution du Parlement, le 23 mai 2004.

DÉTAILS DES DÉPENSES— 39^e ÉLECTION GÉNÉRALE DE JANVIER 2006

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Total
	\$	\$	\$	\$
<i>Loi électorale du Canada—</i>				
Terre-Neuve-et-Labrador	3 095 913			3 095 913
Île-du-Prince-Édouard	1 003 127			1 003 127
Nouvelle-Écosse	5 227 644			5 227 644
Nouveau-Brunswick	4 406 732			4 406 732
Québec	33 767 893			33 767 893
Ontario	49 741 274			49 741 274
Manitoba	5 902 758			5 902 758
Saskatchewan	5 404 780			5 404 780
Alberta	12 540 344			12 540 344
Colombie-Britannique	17 376 595			17 376 595
Territoire du Yukon	390 249			390 249
Territoires du Nord-Ouest	338 698			338 698
Nunavut	295 513			295 513
	139 491 521			139 491 521
Remboursement des dépenses d'élection aux partis politiques	27 998 462			27 998 462
Bureau chef d'Ottawa	54 308 952			54 308 952
Total	221 798 935			221 798 935

Conseil privé

Bureau du directeur général des élections

DÉTAILS DES DÉPENSES LÉGISLATIVES—ÉLECTIONS PARTIELLES - LABRADOR (MAI 2005)

Conformément à la législation électorale fédérale	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Rédecoupage des circonscriptions fédérales	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<i>Loi électorale du Canada—</i>					
Bureau chef d'Ottawa.....	76 553				76 553
Labrador	307 629				307 629
Total	384 182				384 182

Sécurité publique et Protection civile Service correctionnel

ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	\$	\$	\$
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	23 775 639	1 184 992	24 960 631
Établissement Atlantique, Renous, N-B	24 940 261	637 840	25 578 101
Bureau de district de l'Atlantique, Moncton, N-B	8 464 276	217 784	8 682 060
Bureau sectoriel de Barrie, Barrie, Ont	687 106		687 106
Établissement Bath, Bath, Ont	19 803 468	436 291	20 239 759
Bureau de libération conditionnelle de Bathurst, Bathurst, N-B	620 095		620 095
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont	8 888 592	53 583	8 942 175
Établissement Bowden, Innisfail, Alb	33 922 316	833 900	34 756 216
Bureau sectoriel de Brandon, Brandon, Man	614 215	23 249	637 464
Bureau sectoriel de Brantford, Brantford, Ont	742 100		742 100
Bureau sectoriel de Calgary, Calgary, Alb	5 847 617	16 687	5 864 304
Annexe du centre correctionnel communautaire Carleton, Halifax, N-É	828 911		828 911
Centre correctionnel communautaire Carleton, Halifax, N-É	670 417	6 513	676 930
Bureau de district central de l'Ontario, Toronto, Ont	3 742 107		3 742 107
Bureau de libération conditionnelle de Charlottetown, Charlottetown, Î-P-É	353 935		353 935
Bureau sectoriel Chicoutimi, Chicoutimi, Qc	575 925		575 925
Bureau Chilliwack, Chilliwack, C-B	1 094 628	33 751	1 128 379
Établissement Collins Bay, Kingston, Ont	20 562 028	23 080 882	43 642 910
Bureau administratif des services correctionnels communautaires, Abbotsford, C-B	508 277		508 277
Bureau de libération conditionnelle de Corner Brook, Corner Brook, T-N-L	976 803	34 107	1 010 910
Établissement Cowansville, Cowansville, Qc	28 519 606	4 495 830	33 015 436
Bureau de libération conditionnelle de Dartmouth, Dartmouth, N-É	667 075	9 303	676 378
Bureau sectoriel Laurentides et Centre correctionnel communautaire Laferrrière, St-Jérôme, Qc	2 728 951	17 834	2 746 785
Établissement Donnacona, Donnacona, Qc	31 117 679	1 264 612	32 382 291
Établissement Dorchester, Dorchester, N-B	28 634 783	1 718 038	30 352 821
Bureau sectoriel du centre-ville de Toronto, Toronto, Ont	2 955 070		2 955 070
Bureau sectoriel de Drumheller, Drumheller, Alb	173 403		173 403
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb	32 033 778	783 108	32 816 886
Établissement Drummond, Drummondville, Qc	23 550 228	234 994	23 785 222
Bureau de district Est/Ouest du Québec, St-Jérôme, Qc	2 675 081		2 675 081
Bureau de district de l'Est et du Nord de l'Ontario, Kingston, Ont	2 613 424		2 613 424
Bureau sectoriel Edmonton, Edmonton, Alb	3 187 973		3 187 973
Établissement pour femmes d'Edmonton, Edmonton, Alb	12 697 241	1 016 259	13 713 500
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb	27 065 648	1 155 319	28 220 967
Bureau sectoriel de l'Estrie, Sherbrooke, Qc	1 431 964		1 431 964
Centre fédéral de formation, Laval, Qc	16 721 049	534 428	17 255 477
Établissement Fenbrook, Gravenhurst, Ont	23 172 654	92 108	23 264 762
Établissement Ferndale, Mission, C-B	7 102 825	235 168	7 337 993
Bureau sectoriel de Fraser Valley, Abbotsford, C-B	1 632 419		1 632 419
Établissement Fraser Valley pour femmes, Abbotsford, C-B	10 279 838	1 837 775	12 117 613
Bureau de libération conditionnelle de Fredericton, Fredericton, N-B	419 408		419 408
Établissement Frontenac, Kingston, Ont	11 585 079	1 067 917	12 652 996
Bureau sectoriel Granby, Granby, Qc	1 305 665		1 305 665
Bureau satellite de Grand Falls, Grand Falls, T-N-L	90 890		90 890
Établissement Grand Valley pour femmes, Kitchener, Ont	13 820 016	607 767	14 427 783
Établissement Grande Cache, Grande Cache, Alb	15 272 076	854 638	16 126 714
Bureau satellite Grande Prairie, Grande Prairie, Alb	76 747		76 747
Établissement Grierson, Edmonton, Alb	2 603 138	222 072	2 825 210
Bureau sectoriel de Guelph, Guelph, Ont	1 876 448		1 876 448
Bureau de libération conditionnelle de Halifax, Halifax, N-É	599 235		599 235
Centre correctionnel communautaire Hamilton, Hamilton, Ont	1 240 846		1 240 846
Bureau sectoriel de Hamilton, Hamilton, Ont	3 161 069		3 161 069
Bureau de district de Hamilton-Niagara, Hamilton, Ont	936 905		936 905
Centre correctionnel communautaire Hochelaga, Montréal, Qc	922 729	24 082	946 811
Bureau sectoriel Hull, Gatineau, Qc	823 031		823 031
Bureau sectoriel de l'intérieur, Kamloops, C-B	3 065 752		3 065 752

Sécurité publique et Protection civile
Service correctionnel

ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT—*Suite*

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	\$	\$	\$
Maison Isabel McNeil, Kingston, Ont.	1 097 811	78 103	1 175 914
Établissement Joliette, Joliette, Qc	11 525 451	458 177	11 983 628
Établissement Joyceville, Kingston, Ont.	25 850 011	1 166 770	27 016 781
Centre correctionnel communautaire Keele, Toronto, Ont.	1 397 991		1 397 991
Établissement Kent, Agassiz, C-B.	22 045 749	1 656 990	23 702 739
Bureau de libération conditionnelle de Kentville, Kentville, N-É.	984 080		984 080
Bureau sectoriel de Kingston, Kingston, Ont.	1 302 195		1 302 195
Pénitencier Kingston, Kingston, Ont.	30 080 081	1 829 854	31 909 935
Village de ressourcement Kwikwèxwelhp, Harrison Mills, C-B.	4 468 598	51 300	4 519 898
Établissement La Macaza, La Macaza, Qc.	21 845 988	1 952 307	23 798 295
Bureau satellite La Ronge, La Ronge, Sask.	77 645		77 645
Bureau sectoriel Lanaudière, Lachenaie, Qc.	960 440		960 440
Bureau sectoriel Laval, Laval, Qc.	3 660 124		3 660 124
Établissement Leclerc, Laval, Qc.	34 884 320	2 220 275	37 104 595
Bureau sectoriel de Lethbridge, Lethbridge, Alb.	399 101	23 255	422 356
Bureau sectoriel de London, London, Ont.	2 223 679		2 223 679
Bureau sectoriel Longueuil, Longueuil, Qc.	1 078 675		1 078 675
Bureau sectoriel Maisonneuve, Montréal, Qc.	6 352 412		6 352 412
Bureau de district du Manitoba et du Nord-Ouest de l'Ontario, Winnipeg, Man.	1 814 191		1 814 191
Centre correctionnel communautaire Martineau, Montréal, Qc.	1 458 009	8 942	1 466 951
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B.	20 025 940	507 798	20 533 738
Bureau satellite de Medecine Hat, Medecin Hat, Alb.	103 187		103 187
Établissement Millhaven, Bath, Ont.	34 150 087	1 107 882	35 257 969
Établissement Mission, Mission, C-B.	15 741 588	788 099	16 529 687
Établissement Montée Saint-François, Laval, Qc.	12 839 582	872 147	13 711 729
Bureau de district de Montréal - Métropolitain, Montréal, Qc.	5 351 544	4 474	5 356 018
Établissement Mountain, Agassiz, C-B.	20 848 375	105 697	20 954 072
Bureau sectoriel de Muskoka, Gravenhurst, Ont.	273 897		273 897
Administration centrale - coûts ministériels, Ottawa, Ont.	89 410 919	22 254 927	111 665 846
Administration centrale - coûts fonctionnels, Ottawa, Ont.	65 675 069	563 917	66 238 986
Bureau satellite North Battleford, North Battleford, Sask.	97 739		97 739
Bureau sectoriel du Nord de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest, Edmonton, Alb.	4 068 774		4 068 774
Bureau de district du Nord de l'Alberta, Edmonton, Alb.	4 114 460		4 114 460
Bureau sectoriel des Territoires du Nord-Ouest, Yellowknife, TN-O.	1 079 903		1 079 903
Établissement Nova pour femmes, Truro, N-É.	9 811 209	82 706	9 893 915
Bureau sectoriel Nunavut, Iqaluit, Nunavut.	255 466		255 466
Bureau communautaire du Nunavut, Iqaluit, Nunavut.	75 974		75 974
Centre correctionnel communautaire Ogilvy, Montréal, Qc.	21 750		21 750
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Sask.	4 795 921	60 640	4 856 561
Centre correctionnel communautaire Osborne, Winnipeg, Man.	778 214	20 106	798 320
Centre correctionnel communautaire Oskana, Regina, Sask.	985 825	3 522 053	4 507 878
Bureau sectoriel d'Ottawa, Ottawa, Ont.	3 795 281		3 795 281
Bureau de district d'Ottawa, Ottawa, Ont.	771 440		771 440
Établissement Pacifique - Centre régional de traitement, Abbotsford, C-B.	31 213 215	249 530	31 462 745
Bureau de libération conditionnelle du Pacifique, Matsqui, C-B.	4 856 075		4 856 075
Services regroupés du Pacifique, Clearbrook, C-B.	33 061 264		33 061 264
Centre correctionnel communautaire Parrtown, Saint John, N-B.	850 055	19 969	870 024
Établissement Pê Sâkâstêw, Hobbema, Alb.	4 039 013	574 792	4 613 805
Bureau sectoriel de Peel, Toronto, Ont.	1 946 202		1 946 202
Bureau sectoriel de Peterborough, Peterborough, Ont.	1 384 565		1 384 565
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ont.	10 668 957	539 201	11 208 158
Établissement Port-Cartier, Port-Cartier, Qc.	21 699 369	682 359	22 381 728
Centre correctionnel communautaire Portsmouth, Kingston, Ont.	1 281 955	56 213	1 338 168
Bureau sectoriel Prince Albert, Prince Albert, Sask.	1 688 881	23 253	1 712 134
Bureau de libération conditionnelle Prince George, Prince George, C-B.	2 034 111		2 034 111
Prison pour femmes, Kingston, Ont.	288 846	3 861	292 707
Bureau sectoriel Québec et Centre correctionnel communautaire Marcel Caron, Québec, Qc.	3 504 854	15 678	3 520 532
Centre régional de santé mentale - région de Québec, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc.	6 148 038		6 148 038

Sécurité publique et Protection civile Service correctionnel

ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT—Fin

	Fonctionnement et entretien	Construction, améliorations et matériel	Total
	\$	\$	\$
Bureau sectoriel Red Deer, Red Deer, Alb	1 017 681		1 017 681
Bureau sectoriel Régina, Regina, Sask	1 481 166		1 481 166
Centre régional de formation correctionnelle - Pacifique, Mission, C-B.....	1 483 986		1 483 986
Collège région de formation du personnel - Ontario, Kingston, Ont	2 968 783	126 176	3 094 959
Collège régional de formation du personnel des Prairies, Saskatoon, Sask.....	1 666 040		1 666 040
Administration régionale de l'Atlantique, Moncton, N-B.....	23 574 979	1 307 094	24 882 073
Administration régionale de l'Ontario, Kingston, Ont	39 581 951	3 172 661	42 754 612
Administration régionale du Pacifique, Abbotsford, C-B	16 589 281	2 331 712	18 920 993
Administration régionale des Prairies, Saskatoon, Sask	24 658 484	2 153 064	26 811 548
Administration régionale du Québec, Laval, Qc	33 256 941	2 140 267	35 397 208
Centre psychiatrique régional des Prairies, Saskatoon, Sask	29 309 587	413 842	29 723 429
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	27 937 186	3 205 808	31 142 994
Collège régional du personnel, Memramcook, N-B	1 372 970		1 372 970
Centre régional de traitement, Kingston, Ont	13 817 469	21 857	13 839 326
Bureau sectoriel Rimouski, Rimouski, Qc	742 417		742 417
Établissement Riverbend, Prince Albert, Sask	6 821 581	97 317	6 918 898
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Man.....	7 276 366	397 204	7 673 570
Bureau sectoriel Rouyn-Noranda, Rouyn, Qc	530 728		530 728
Établissement Sainte-Anne-des-Plaines, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc.....	15 442 512	1 113 065	16 555 577
Bureau de libération conditionnelle de Saint-John, Saint-John, N-B.....	1 550 176	36 053	1 586 229
Bureau de district de la Saskatchewan, Saskatoon, Sask	1 218 005		1 218 005
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Sask	39 347 617	2 463 217	41 810 834
Bureau sectoriel Saskatoon, Saskatoon, Sask	1 879 282		1 879 282
Bureau sectoriel de Sault Ste. Marie, Sault Ste. Marie, Ont	129 049		129 049
Centre de rétablissement Shepody, Dorchester, N-B	7 978 717		7 978 717
Centre communautaire correctionnel Sherbrooke, Montréal, Qc	853 188	34 556	887 744
Bureau de district du Sud de l'Alberta, Edmonton, Alb	770 460		770 460
Établissement Springhill, Springhill, N-É	30 618 166	9 036 062	39 654 228
Bureau sectoriel de St. Catharines, St. Catharines, Ont	793 759		793 759
Collège du personnel du Québec, Laval, Qc	3 284 756	545 966	3 830 722
Centre correctionnel communautaire St-John's, St-John's T-N-L	944 104		944 104
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Man	34 157 999	1 685 229	35 843 228
Bureau sectoriel de Sudbury, Sudbury, Ont	1 319 253		1 319 253
Bureau de libération conditionnelle de Sydney, Sydney, N-É.....	849 569		849 569
Bureau sectoriel The Pas, The Pas, Man	126 735		126 735
Bureau satellite de Thompson, Thompson, Man	149 479		149 479
Bureau sectoriel de Thunder Bay, Thunder Bay, Ont.....	409 513	23 235	432 748
Bureau sectoriel de Timmins, Timmins, Ont	83 165		83 165
Bureau sectoriel de l'Est de Toronto, Toronto, Ont	1 504 473		1 504 473
Bureau de surveillance d'équipe de Toronto, Toronto, Ont	338 092		338 092
Bureau sectoriel de l'Ouest de Toronto, Toronto, Ont	703 972		703 972
Bureau sectoriel Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qc	1 782 502		1 782 502
Bureau de libération conditionnelle de Truro, Truro, N-É	1 078 660	17 626	1 096 286
Bureau sectoriel de Vancouver, Vancouver, C-B	8 771 434		8 771 434
Bureau sectoriel de l'Île de Vancouver, Victoria, C-B	3 518 074		3 518 074
Bureau sectoriel Ville-Marie, Montréal Qc.....	7 288 636	11 793	7 300 429
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont	30 579 453	933 984	31 513 437
Bureau de district de l'Ouest de l'Ontario, Guelph, Ont	976 634		976 634
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B	11 693 984	654 836	12 348 820
Établissement William Head, Victoria, C-B	8 976 112	591 723	9 567 835
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Sask	3 921 875	45 999	3 967 874
Bureau sectoriel de Windsor, Windsor, Ont	1 112 913		1 112 913
Bureau sectoriel de Winnipeg, Winnipeg, Man	5 190 439	50 285	5 240 724
Unité de supervision pour femmes, Toronto, Ont	1 287 291		1 287 291
Bureau sectoriel Yellowknife, Yellowknife, TN-O	1 158 035		1 158 035
Total	1 533 498 213	116 842 737	1 650 340 950

**Conseil du Trésor
Secrétariat**

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor	
		Crédit 5	Crédit 10
		Éventualités du gouvernement	Initiatives pangouvernementales
		\$	\$
Agriculture et Agroalimentaire—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		200 000
Subventions et contributions	10	2 900 000	
Commission canadienne des grains—			
Dépenses du programme	40	21 000 000	
Agence de promotion économique du Canada atlantique—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		133 000
Patrimoine canadien—			
Ministère—			
Subventions et contributions	5	26 605 150	
Bibliothèque et Archives du Canada—			
Dépenses du programme, subventions et contributions	50	11 105 898	194 786
Société du Centre national des Arts—			
Paiements à la Société du Centre national des Arts	55	1 048 000	
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice—			
Subventions	115	227 184	
Téléfilm Canada—			
Paiements à Téléfilm Canada	120	987 000	
Citoyenneté et Immigration—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		352 000
Subventions et contributions	5	6 751 000	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—			
Dépenses de fonctionnement	1	3 833 250	
Environnement—			
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie—			
Dépenses du programme	25	675 782	
Finances—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		352 000
Subventions et contributions	5	51 200 000	
Tribunal canadien du commerce extérieur—			
Dépenses du programme	25	956 650	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada—			
Dépenses du programme	30	3 236 875	
Pêches et Océans—			
Dépenses de fonctionnement	1		497 000
Subventions et contributions	10	100 000	
Affaires étrangères et Commerce international—			
Ministère—			
Affaires étrangères—			
Dépenses en capital	5		4 806 772
Subventions et contributions	10	3 696 000	
Agence canadienne de développement international—			
Subventions et contributions	20	195 895 000	
Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	L35	37 000 000	
Centre de recherches pour le développement international—			
Paiements au Centre de recherches pour le développement international	40	3 541 000	

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor	
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement \$	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales \$
Santé—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		143 000
Subventions et contributions	5	45 915 000	
Instituts de recherche en santé du Canada—			
Subventions	15	34 320 000	
Agence de santé publique du Canada—			
Subventions et contributions	35	15 415 000	
Ressources humaines et Développement social—			
Ministères—			
Ressources humaines et développement des compétences—			
Subventions et contributions	5	312 901	
Développement social—			
Dépenses de fonctionnement	1		360 000
Subventions et contributions	5	9 900 000	
Affaires indiennes et du Nord canadien—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		512 000
Subventions et contributions	10	27 372 720	
Paievements à la Société canadienne des postes	15	1 400 000	
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des			
Indiens—Non inscrits	20	2 932 639	
Contributions	25	14 285 000	
Industrie—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		126 000
Subventions et contributions	10	550 000	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—			
Contributions	75	31 400 000	
Conseil de recherches en sciences humaines—			
Contributions	85	25 601 350	
Justice—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1	12 550 408	150 000
Service administratif des tribunaux judiciaires—			
Dépenses du programme	30	5 413 317	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada—			
Programme du Commissariat à l'information du Canada—			
Dépenses de fonctionnement	45	4 109 633	
Défense nationale—			
Ministère—			
Subventions et contributions	10	793 160	
Ressources naturelles—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		252 000
Énergie atomique du Canada limitée—			
Dépenses de fonctionnement et de capital	15	47 011 000	

Conseil du Trésor
Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Fin*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor	
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales
		\$	\$
Parlement—			
Chambre des communes—			
Dépenses du programme	5	7 795 201	
Bibliothèque du Parlement—			
Dépenses du programme	10	500 000	
Conseiller sénatorial en éthique—			
Dépenses du programme	17	775 000	
Conseil privé—			
Ministère—			
Dépenses du programme	1		126 000
Travaux publics et Services gouvernementaux—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		2 620 253
Sécurité publique et Protection civile—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1		252 000
Service correctionnel—			
Dépenses de fonctionnement	40		150 000
Commission nationale des libérations conditionnelles—			
Dépenses du programme	50		3 365 367
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada—			
Dépenses du programme	80	55 450	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada—			
Dépenses du programme	85	1 166 432	251 822
Transports (Transports, Infrastructure et Collectivités)—			
Ministère—			
Dépenses de fonctionnement	1	35 000 000	383 000
Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	20	34 598 000	
Commission de la capitale nationale—			
Dépenses de fonctionnement	65	2 022 000	
Dépenses en capital	70	718 000	
Bureau de l'infrastructure du Canada—			
Contributions	5	16 325 000	
Conseil du Trésor—			
Secrétariat—			
Dépenses du programme	1		352 000
Anciens Combattants—			
Dépenses de fonctionnement	1		115 000
Subventions et contributions	10	4 000	
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—			
Dépenses de fonctionnement	1		
Subventions et contributions	5	1 000 000	356 000
Total		750 000 000	16 050 000

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA
2005-2006

Index

Index

A

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, 5
ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, 4
ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume 1, section 10*
Activités de programme, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.2
Aliénation des biens immobiliers, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.7
ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, *voir volume II, section 1*
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, *voir volume II, section 1*
Autorisations disponibles des exercices antérieurs, *voir volume II, section 1*
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, *voir volume II, section 1*
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, *voir volume II, section 1*
AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, 11
AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, 10
Avances à justifier, 2.12

B

Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers), 1.11

C

Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.17
Commissions, 10.16
COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*
Conseils et Vérification Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.26
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.31
Créances—radiations ou renonciations, 2.8
CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume I, section 5*

D

Dépenses ministérielles par article courant, *voir volume II, section 1*
Dépenses ministérielles par catégorie, *voir volume II, section 1*
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères et Commerce international), 11.2
Détail budgétaire par affectation, 10.2
Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, *voir volume II, section 1*
Détail des autres paiements de transfert, *voir volume II, section 1*
Détail des montants disponibles pour être dépensés, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Conseil du Trésor), 11.26
Détails des dépenses—39^e élection générale de janvier 2006, (Conseil privé), 11.21
DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*

E

ENCAISSE ET DÉBITEURS, *voir volume 1, section 7*
État des dépenses—Autorisations législatives et dépenses de programme, (Conseil privé), 11.21
État des dépenses par établissement, (Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)), 11.23
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2005-2006, (Parlement), 11.11
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2005-2006, (Parlement), 11.13
État des revenus et charges, *voir volume II, section 1*
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, 1
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE, *voir volume I, section 2*

F

Frais d'étude, 10.19
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, 10.24
Frais de déplacement pour représentation canadienne à des conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères et Commerce international), 11.4
FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, 7

G

Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.37

I

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES, 2

M

Montants adjugés par une cour, 8.28

O

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET PASSIF ÉVENTUEL, *voir volume I, section 11*
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.44
Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.50

P

Paiements à titre gracieux, 8.17
 Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ressources humaines et Développement des compétences), 11.10
 Paiements de réclamations contre l'État, 8.2
 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, 8
 PAIEMENTS DE TRANSFERT, 6
 Paiements de transfert, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.58
 Pertes de fonds et de biens publics, 2.16
 PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*
 Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.64
 PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, 9
 Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
 Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
 Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), *voir volume II, section 1*

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, *voir volume II, section 1*
 Récapitulation des charges externes par catégorie, *voir volume II, section 1*
 Récapitulation des revenus externes, *voir volume II, section 1*
 Résultats stratégiques et description des activités de programme, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Revenus, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
 Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes, 2.2
 REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir volume I, section 3*
 Revenus de placements, 10.21
 Revenus ministériels, *voir volume II, section 1*

S

Services communs de télécommunications et d'informatique, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.65
 Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.71
 Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.76
 SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, 3
 Sommaire du portefeuille ministériel, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*

T

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2005-2006, (Parlement), 11.19
 Traitements et indemnités aux Ministres d'État et Secrétaires d'État, (Conseil privé), 11.20

V

Ventes de biens et de services, *voir volume II, section 1*

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.